



Assemblée générale

Distr. générale
16 décembre 2020
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Trente-neuvième session

10-28 septembre 2018

Point 1 de l'ordre du jour

Questions d'organisation et de procédure

Rapport du Conseil des droits de l'homme sur sa trente-neuvième session

Vice-Président et Rapporteur : Juan Eduardo **Eguiguren** (Chili)



Table des matières

	<i>Page</i>
Première partie	
Résolutions, décisions et déclaration du Président adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa trente-neuvième session	5
I. Résolutions	5
II. Décisions	6
III. Déclaration du Président	6
Deuxième partie	
Résumé des débats	7
I. Questions d'organisation et de procédure	7
A. Ouverture et durée de la session	7
B. Participation	7
C. Ordre du jour et programme de travail	7
D. Organisation des travaux	7
E. Séances et documentation	8
F. Visites	8
G. Élection des membres du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme	8
H. Sélection et nomination des titulaires de mandat	9
I. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets	9
J. Décision concernant le thème de la réunion-débat annuelle de haut niveau sur l'intégration des questions relatives aux droits de l'homme	9
K. Adoption du rapport de la session	9
II. Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général	10
A. Compte rendu du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme	10
B. Dialogue sur la situation des droits de l'homme et l'obligation de rendre des comptes au Burundi	12
C. Rapports du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et du Secrétaire général	13
D. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets	13
III. Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement	16
A. Réunions-débats	16
B. Dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales	19
C. Débat général sur le point 3 de l'ordre du jour	27
D. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets	30
IV. Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil	39
A. Dialogue avec la Commission d'enquête sur le Burundi	39
B. Dialogue avec la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne	39
C. Dialogue avec la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud	40

D.	Dialogue avec la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar	41
E.	Débat général sur le point 4 de l'ordre du jour	41
F.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets	43
V.	Organismes et mécanismes de protection des droits de l'homme	47
A.	Dialogue avec le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme.....	47
B.	Dialogue avec le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme sur le rapport du Secrétaire général sur la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme	47
C.	Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones	48
D.	Procédure de plainte	48
E.	Débat général sur le point 5 de l'ordre du jour	48
VI.	Examen périodique universel	51
A.	Examen des textes issus de l'Examen périodique universel	51
B.	Débat général sur le point 6 de l'ordre du jour	125
C.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets	126
VII.	Situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés	129
A.	Dialogue avec la Commission d'enquête internationale indépendante sur les manifestations dans le Territoire palestinien occupé	129
B.	Débat général sur le point 7 de l'ordre du jour	129
VIII.	Suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne	131
A.	Réunion-débat.....	131
B.	Débat général sur le point 8 de l'ordre du jour	132
C.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets	133
IX.	Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée : suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban	135
A.	Dialogue avec le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine.....	135
B.	Débat général sur le point 9 de l'ordre du jour	135
X.	Assistance technique et renforcement des capacités	137
A.	Dialogue sur la coopération avec l'Ukraine et l'assistance dans le domaine des droits de l'homme.....	137
B.	Dialogue renforcé sur l'assistance technique et le renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République démocratique du Congo.....	137
C.	Dialogue sur les droits de l'homme, l'assistance technique et le renforcement des capacités au Yémen	138
D.	Dialogue sur l'assistance technique et le renforcement des capacités afin d'améliorer la situation des droits de l'homme en Libye	139
E.	Dialogue avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales	139
F.	Débat général sur le point 10 de l'ordre du jour	142
G.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets	143

Annexes

I.	Attendance.....	146
II.	Agenda	152
III.	Documents publiés pour la trente-neuvième session.....	153
IV.	Membres du Comité consultatif élus par le Conseil des droits de l’homme à sa trente-neuvième session et dates d’expiration de leurs mandats	177
V.	Titulaires de mandat au titre des procédures spéciales nommés par le Conseil à sa trente-neuvième session	178

Première partie
Résolutions, décisions et déclaration du Président
adoptées par le Conseil des droits de l'homme
à sa trente-neuvième session

I. Résolutions

<i>Résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Date d'adoption</i>
39/1	Promotion et protection des droits de l'homme en République bolivarienne du Venezuela	27 septembre 2018
39/2	Situation des droits de l'homme des musulmans rohingya et d'autres minorités du Myanmar	27 septembre 2018
39/3	Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme	27 septembre 2018
39/4	Promotion d'un ordre international démocratique et équitable	27 septembre 2018
39/5	L'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination	27 septembre 2018
39/6	Sécurité des journalistes	27 septembre 2018
39/7	Administrations locales et droits de l'homme	27 septembre 2018
39/8	Les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement	27 septembre 2018
39/9	Droit au développement	27 septembre 2018
39/10	Mortalité et morbidité maternelles évitables et droits de l'homme dans les situations de crise humanitaire	27 septembre 2018
39/11	Participation aux affaires publiques et politiques dans des conditions d'égalité	28 septembre 2018
39/12	Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales	28 septembre 2018
39/13	Droits de l'homme et peuples autochtones	28 septembre 2018
39/14	Situation des droits de l'homme au Burundi	28 septembre 2018
39/15	Situation des droits de l'homme en République arabe syrienne	28 septembre 2018
39/16	Situation des droits de l'homme au Yémen	28 septembre 2018
39/17	Institutions nationales des droits de l'homme	28 septembre 2018
39/18	Amélioration de la coopération technique et du renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme	28 septembre 2018
39/19	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République centrafricaine	28 septembre 2018
39/20	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République démocratique du Congo	28 septembre 2018
39/21	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Yémen	28 septembre 2018

<i>Résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Date d'adoption</i>
39/22	Assistance technique et renforcement des capacités visant à améliorer la situation des droits de l'homme au Soudan	28 septembre 2018
39/23	Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme	28 septembre 2018

II. Décisions

<i>Décision</i>	<i>Titre</i>	<i>Date d'adoption</i>
39/101	Textes issus de l'Examen périodique universel : Turkménistan	20 septembre 2018
39/102	Textes issus de l'Examen périodique universel : Burkina Faso	20 septembre 2018
39/103	Textes issus de l'Examen périodique universel : Cabo Verde	20 septembre 2018
39/104	Textes issus de l'Examen périodique universel : Allemagne	20 septembre 2018
39/105	Textes issus de l'Examen périodique universel : Azerbaïdjan	20 septembre 2018
39/106	Textes issus de l'Examen périodique universel : Tuvalu	20 septembre 2018
39/107	Textes issus de l'Examen périodique universel : Colombie	20 septembre 2018
39/108	Textes issus de l'Examen périodique universel : Djibouti	20 septembre 2018
39/109	Textes issus de l'Examen périodique universel : Cameroun	20 septembre 2018
39/110	Textes issus de l'Examen périodique universel : Bangladesh	20 septembre 2018
39/111	Textes issus de l'Examen périodique universel : Ouzbékistan	20 septembre 2018
39/112	Textes issus de l'Examen périodique universel : Canada	21 septembre 2018
39/113	Textes issus de l'Examen périodique universel : Cuba	21 septembre 2018
39/114	Textes issus de l'Examen périodique universel : Fédération de Russie	21 septembre 2018

III. Déclaration du Président

<i>Déclaration du Président</i>	<i>Titre</i>	<i>Date d'adoption</i>
39/1	Rapports du Comité consultatif	27 septembre 2018

Deuxième partie

Résumé des débats

I. Questions d'organisation et de procédure

A. Ouverture et durée de la session

1. Le Conseil des droits de l'homme a tenu sa trente-neuvième session à l'Office des Nations Unies à Genève du 10 au 28 septembre 2018. Le Président du Conseil a ouvert la session.
2. Tenue conformément à l'article 8 b) du Règlement intérieur du Conseil, tel qu'il figure dans la section VII de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil, la séance d'organisation de la trente-neuvième session a eu lieu le 27 août 2018.
3. À la trente-neuvième session, le Conseil a tenu 42 séances réparties sur quinze jours (voir par. 12 ci-après).

B. Participation

4. Ont participé à la session des représentants* des États membres du Conseil des droits de l'homme, des États observateurs du Conseil, des observateurs** d'États non membres de l'Organisation des Nations Unies et d'autres observateurs, ainsi que des observateurs d'entités et d'institutions spécialisées des Nations Unies et d'organisations apparentées, d'organisations intergouvernementales et d'autres entités, d'institutions nationales des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales (voir annexe I).

C. Ordre du jour et programme de travail

5. À sa 1^{re} séance, le 10 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté l'ordre du jour et le programme de travail de sa trente-neuvième session.

D. Organisation des travaux

6. À la 1^{re} séance, le 10 septembre 2018, le Président a indiqué qu'un système électronique d'inscription sur la liste des orateurs avait été mis en place pour tous les débats généraux, les dialogues individuels et les dialogues en groupe qui devaient se tenir à la trente-neuvième session du Conseil des droits de l'homme. Il a également présenté les modalités et le calendrier de l'inscription en ligne, qui était possible depuis le 4 septembre 2018.
7. À la même séance, le Président a rappelé les règles relatives à la durée du temps de parole appliquées à la trente-huitième session du Conseil et a indiqué qu'elles seraient également appliquées à la trente-neuvième session. Le temps de parole pendant les dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et les réunions-débats serait de deux minutes pour les représentants des États membres du Conseil, des États observateurs et des autres observateurs.
8. Au cours de cette même séance, le Président a également évoqué les modalités relatives au dépôt des projets de texte après la date limite. À la séance d'organisation de la trente-neuvième session, le Conseil avait décidé qu'une prolongation du délai de soumission des projets de texte ne serait accordée qu'une seule fois, dans des circonstances exceptionnelles, pour un maximum de vingt-quatre heures.

* Dans le présent rapport, le mot « représentant » désigne des représentants et des représentantes.

** Dans le présent rapport, le mot « observateur » désigne des observateurs et des observatrices.

9. À la 4^e séance, le 11 septembre 2018, le Président a précisé le temps de parole pour les réunions-débats, qui serait de deux minutes et demie pour les représentants des États membres du Conseil et d'une minute et demie pour les États observateurs et les autres observateurs.

10. À la 19^e séance, le 18 septembre 2018, le Président a précisé le temps de parole pour les dialogues avec le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme, qui serait de deux minutes pour les représentants des États membres du Conseil, les États observateurs et les autres observateurs.

11. À la 23^e séance, le 20 septembre 2018, le Président a précisé le temps de parole accordé pour l'examen des textes issus de l'Examen périodique universel au titre du point 6 de l'ordre du jour, soit vingt minutes pour que l'État concerné expose ses vues ; le cas échéant, deux minutes pour l'institution nationale des droits de l'homme dotée du statut « A » de l'État concerné ; vingt minutes au plus pour que les États membres du Conseil, les États observateurs et les organismes des Nations Unies expriment leurs vues sur les textes issus de l'Examen, avec un temps de parole variable en fonction du nombre d'intervenants, conformément aux limites fixées dans l'annexe à la résolution 16/21, et vingt minutes au maximum pour que les parties prenantes formulent des observations générales sur les textes issus de l'Examen.

E. Séances et documentation

12. Au cours de sa trente-neuvième session, le Conseil des droits de l'homme a tenu 42 séances pour lesquelles des services de conférence complets ont été assurés¹.

13. Une liste des résolutions, des décisions et de la déclaration du Président adoptées par le Conseil figure dans la première partie du présent rapport.

F. Visites

14. À la 4^e séance, le 11 septembre 2018, le Ministre des affaires étrangères de la République bolivarienne du Venezuela, Jorge Arreaza, a fait une déclaration au Conseil.

15. À la 8^e séance, le 12 septembre 2018, la Vice-Ministre des affaires multilatérales et de la coopération du Panama, Maria Luisa Navarro, a fait une déclaration au Conseil.

16. À la 11^e séance, le 13 septembre 2018, le Ministre des affaires étrangères de l'Arménie, Zohrab Mnatsakanyan, a fait une déclaration au Conseil.

17. À la 14^e séance, le 17 septembre 2018, le Ministre d'État du Commonwealth et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Lord Ahmad of Wimbledon, a fait une déclaration au Conseil.

18. À la 21^e séance, le 19 septembre 2018, le Ministre des affaires étrangères et du commerce de la Hongrie, Péter Szijjártó, a fait une déclaration au Conseil.

G. Élection des membres du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme

19. À sa 42^e séance, le 28 septembre 2018, en application de ses résolutions 5/1 et 16/21, le Conseil des droits de l'homme a élu quatre experts au Comité consultatif. Conformément à sa décision 6/102, le Conseil était saisi d'une note du Secrétaire général (A/HRC/39/74) contenant les noms et les curriculums vitæ des candidats (voir annexe IV).

¹ On peut suivre les débats de la trente-neuvième session du Conseil grâce aux archives audiovisuelles des sessions du Conseil, disponibles à l'adresse suivante : <http://webtv.un.org>.

H. Sélection et nomination des titulaires de mandat

20. À sa 42^e séance, le 28 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a nommé trois titulaires de mandat au titre des procédures spéciales conformément à ses résolutions 5/1 et 16/21 et à sa décision 6/102 (voir annexe V).

I. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Rapports du Comité consultatif

21. À la 39^e séance, le 27 septembre 2018, le Président du Conseil des droits de l'homme a présenté le projet de déclaration du Président figurant dans le document A/HRC/39/L.4.

22. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de déclaration du Président (PRST 39/1).

J. Décision concernant le thème de la réunion-débat annuelle de haut niveau sur l'intégration des questions relatives aux droits de l'homme

23. À sa 42^e séance, le 28 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a décidé que le thème de la réunion-débat annuelle de haut niveau sur l'intégration des questions relatives aux droits de l'homme qui devait se tenir à sa quarantième session, conformément à sa résolution 16/21, serait « Les droits de l'homme à la lumière du multilatéralisme : perspectives, enjeux et voie à suivre ».

K. Adoption du rapport de la session

24. À la 42^e séance, le 28 septembre 2018, le Vice-Président et Rapporteur du Conseil des droits de l'homme a fait une déclaration au sujet du projet de rapport du Conseil sur les travaux de sa trente-neuvième session.

25. À la même séance, le Conseil a adopté ad référendum le projet de rapport (A/HRC/39/2) et a chargé le Rapporteur d'en établir la version définitive.

26. À la même séance également, les représentants du Bélarus, de l'Indonésie, de la Jordanie, de la Nouvelle-Zélande et des Tuvalu ont fait des déclarations.

27. À la même séance, les observateurs du Centre Europe-tiers monde (s'exprimant également au nom de FIAN International) et du Service international pour les droits de l'homme (s'exprimant également au nom d'Amnesty International, de l'Asian Forum for Human Rights and Development, du Centre des droits reproductifs, de CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, de la Commission internationale de juristes, du East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme de la Human Rights House Foundation et de Human Rights Watch) ont fait des déclarations au sujet de la session.

28. À la même séance également, le Président du Conseil a fait une déclaration finale.

II. Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

A. Compte rendu de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

29. À la 1^{re} séance, le 10 septembre 2018, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a rendu compte des activités du Haut-Commissariat.

30. À ses 4^e, 5^e et 6^e séances, le 11 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le compte rendu oral présenté par la Haute-Commissaire, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine² (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Brésil, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, de Chypre, de la Colombie, du Costa Rica, de la Croatie, du Danemark, de l'Équateur, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, du Paraguay, des Pays-Bas, du Pérou, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie et de l'Ukraine), Australie, Autriche² (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Belgique, Brésil, Chili, Chine, Chine (s'exprimant également au nom de l'Algérie, de l'Angola, de l'Arabie saoudite, du Bangladesh, du Bélarus, de la Bolivie (État plurinational de), du Cambodge, de Cuba, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de la Fédération de Russie, de l'Iran (République islamique d'), de la Malaisie, du Nicaragua, du Pakistan, de la République populaire démocratique de Corée, de la Thaïlande, du Turkménistan, du Venezuela (République bolivarienne du), du Viet Nam et du Zimbabwe), Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Cuba (s'exprimant également au nom d'Antigua-et-Barbuda, de la Bolivie (État plurinational de), de la Dominique, de la Grenade, de Haïti, du Nicaragua, de Saint-Kitts-et-Nevis, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, du Suriname et du Venezuela (République bolivarienne du)), Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Éthiopie, Géorgie, Hongrie, Iraq, Islande, Japon, Luxembourg² (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Botswana, du Canada, du Chili, du Costa Rica, du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, du Guatemala, de l'Irlande, de l'Islande, du Japon, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Mexique, de la Mongolie, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Suède, de la Suisse et de la Trinité-et-Tobago), Maroc² (s'exprimant également au nom de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, du Burkina Faso, du Burundi, des Comores, de la Côte d'Ivoire, des Émirats arabes unis, du Gabon, de la Guinée, de la Jordanie, du Koweït, d'Oman, du Qatar, de la République centrafricaine, de Sao Tomé-et-Principe et du Sénégal), Mexique, Mongolie, Népal, Nigéria, Norvège² (s'exprimant également au nom de la Colombie, de l'Éthiopie, du Ghana, de l'Indonésie, de la Jordanie, du Mexique et de la Nouvelle-Zélande), Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Pays-Bas² (s'exprimant également au nom de l'Union européenne, de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, du Bangladesh, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Canada, du Chili, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, du Danemark, de l'Espagne, de la Finlande, de la France, du Ghana, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Italie, du Japon, du Libéria, du Liechtenstein, du Luxembourg, du Mali, du Maroc, du Mexique, du Mozambique, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, du Pérou, du Qatar, de la République de Corée, de la République-Unie de Tanzanie, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Rwanda, du Sénégal, de la Sierra Leone, de la Slovaquie, de la Slovénie, du Soudan du Sud, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie et de l'Uruguay), Pérou (s'exprimant également

² État observateur s'exprimant au nom des États membres et des États observateurs.

au nom de l'Argentine, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Guyana, du Honduras, du Mexique, du Panama et du Paraguay), Philippines (s'exprimant également au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est), Portugal² (s'exprimant également au nom de l'Angola, des Bahamas, de la Belgique, du Botswana, de la Colombie, du Costa Rica, du Danemark, de l'Équateur, des Fidji, de la Géorgie, de Haïti, de l'Italie, du Maroc, du Mexique, de la Norvège, du Paraguay, des Pays-Bas, de la République de Corée, des Seychelles, de la Slovénie, de la Suède, de la Thaïlande, du Timor-Leste, de la Tunisie et de l'Uruguay), Qatar, République de Corée, République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'ex-République yougoslave de Macédoine et du Monténégro), Rwanda, Sénégal (s'exprimant également au nom des États membres et des États observateurs francophones), Slovaquie, Slovénie, Suisse, Timor-Leste² (s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Angola, de la Bolivie (État plurinational de), du Botswana, de Cuba, de l'Équateur, du Mozambique, de la Namibie, du Nicaragua, du Nigéria, de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie, du Venezuela (République bolivarienne du) et du Zimbabwe), Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Ukraine, Uruguay² (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Mexique, du Paraguay et du Pérou), Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, El Salvador, Érythrée, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Mali, Maroc, Monténégro, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Paraguay, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Serbie, Singapour, Soudan, Suède, Tchéquie, Thaïlande, Turquie, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Organisation des États américains ;

e) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme ;

f) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : ABC Tamil Oli, Africa culture internationale, African Green Foundation International, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Article 19 : Centre international contre la censure, Asian Forum for Human Rights and Development, Asian Legal Resource Centre, Association américaine des juristes (s'exprimant également au nom de l'Asociación Española para el Derecho Internacional de los Derechos Humanos, de l'Association internationale des juristes démocrates, du Conseil mondial de la paix, d'International Educational Development, du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples et du Mouvement international de la réconciliation), Association Dunenyoy, Association for Defending Victims of Terrorism, Association for the Protection of Women and Children's Rights, Association internationale IUS PRIMI VIRI, Association internationale du barreau, Association internationale pour la démocratie en Afrique, Association pour les victimes du monde, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association régionale de crédit agricole pour l'Afrique, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, Barzani Charity Foundation, Canners International Permanent Committee, Centre de ressources BADIL pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens, Center for Environmental and Management Studies, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation

citoyenne, Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, Commission internationale de juristes, Congrès du monde islamique, Conseil de jeunesse pluriculturelle, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Conseil mondial de la paix, « Coup de pouce » Chaîne de l'espoir Nord-Sud, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Fédération mondiale des organisations de femmes ukrainiennes, France libertés : Fondation Danielle Mitterrand, Franciscans International, Friends World Committee for Consultation (s'exprimant également au nom de Caritas Internationalis, de la Défense des enfants International, du Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme et de Terre des hommes fédération internationale), Fundación Latinoamericana por los Derechos Humanos y el Desarrollo Social (s'exprimant également au nom de l'Association internationale des juristes démocrates, de Le pont et de Tourner la page), Health and Environment Program, Human Rights Watch (s'exprimant également au nom d'Amnesty International, de l'Asian Forum for Human Rights and Development, de l'Asian Legal Resource Centre, de CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, de la Commonwealth Human Rights Initiative, du East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme et du Service international pour les droits de l'homme), Institut caritatif pour la protection des victimes sociales, Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, INTLawyers, Iraqi Development Organization, Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, Iuventum, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Le pont, Mbororo Social and Cultural Development Association, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme, Mouvement international de la réconciliation, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation de défense des victimes de la violence, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Pasumai Thaayagam Foundation, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Réseau international des droits humains, Service international pour les droits de l'homme, Société chinoise d'étude des droits de l'homme, Union européenne des relations publiques, Union internationale des femmes musulmanes, Union panafricaine de la science et de la technologie, United Nations Watch, Verein Südwind Entwicklungspolitik, Victorious Youths Movement, Villages unis (United Villages), Women's Human Rights International Association, World Barua Organization, World Environment and Resources Council, World Evangelical Alliance.

31. À la 6^e séance, le 11 septembre 2018, les représentants de l'Azerbaïdjan, du Cambodge, des Émirats arabes unis, de l'Inde, des Maldives, du Maroc, du Mexique, du Pakistan, du Pérou, des Philippines, du Qatar, de la République-Unie de Tanzanie et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

B. Dialogue sur la situation des droits de l'homme et l'obligation de rendre des comptes au Burundi

32. À la 6^e séance, le 11 septembre 2018, la Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme a présenté une note contenant les informations les plus récentes sur les principaux faits nouveaux relatifs à l'application de la résolution 36/2 du Conseil des droits de l'homme sur la Mission du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) pour améliorer la situation des droits de l'homme et l'obligation de rendre des comptes au Burundi (A/HRC/39/40).

33. À la même séance, le représentant du Burundi, État concerné, a fait une déclaration.

34. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Haute-Commissaire adjointe par :

- a) Les représentants des États membres du Conseil suivants : Chine, Égypte ;

- b) Les représentants des États observateurs suivants : France, Irlande, Pays-Bas ;
- c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;
- d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Centre indépendant de recherches et d'initiatives pour le dialogue, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Health and Environment Program, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme.

35. À la même séance, la Haute-Commissaire adjointe aux droits de l'homme a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

36. À la même séance également, le représentant de la République-Unie de Tanzanie a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

C. Rapports du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et du Secrétaire général

37. À la 12^e séance, le 14 septembre 2018, la Haute-Commissaire adjointe aux droits de l'homme a présenté les rapports thématiques établis par le HCDH et le Secrétaire général au titre des points 2, 3 et 8 de l'ordre du jour.

38. Aux 12^e et 13^e séances, le 14 septembre 2018, et à la 14^e séance, le 17 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur les rapports thématiques présentés par la Haute-Commissaire adjointe au titre des points 2 et 3 de l'ordre du jour (voir chap. III, sect. C).

39. À la 21^e séance, le 19 septembre 2018, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a présenté un rapport du Secrétaire général sur la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme établi au titre des points 2 et 5 de l'ordre du jour. La présentation du rapport a été suivie d'un dialogue (voir chap. V, sect. B).

40. À la 37^e séance, le 27 septembre 2018, le Directeur de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique du HCDH a présenté le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la coopération avec la Géorgie établi au titre des points 2 et 10 de l'ordre du jour (A/HRC/39/44).

41. Aux 37^e et 38^e séances, le même jour, le Conseil a tenu un débat général sur le point 10 de l'ordre du jour (voir chap. X, sect. F).

D. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Promotion et protection des droits de l'homme en République bolivarienne du Venezuela

42. À la 39^e séance, le 27 septembre 2018, le représentant du Pérou (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Guyana, du Honduras, du Mexique et du Paraguay) a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.1/Rev.1, qui avait pour auteurs principaux l'Argentine, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Guyana, le Honduras, le Mexique, le Paraguay et le Pérou et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la France, la Géorgie, l'Irlande, l'Islande, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, Monaco, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Tchèque et l'Ukraine. Par la suite, la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se sont retirés de la liste des coauteurs du projet de résolution. L'Andorre,

la Belgique, l'Italie, le Japon, la Lettonie, Malte, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

43. À la même séance, les représentants de l'Australie, de Cuba, de la Géorgie, du Mexique (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, du Guatemala, du Guyana, du Honduras, du Paraguay et du Pérou), du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

44. À la même séance également, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela, État concerné, a fait une déclaration.

45. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

46. À la même séance, les représentants du Brésil, de la Chine, de l'Égypte et de l'Équateur ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

47. À la même séance également, à la demande du représentant de la République bolivarienne du Venezuela, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Équateur, Espagne, Géorgie, Hongrie, Islande, Japon, Mexique, Panama, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine

Ont voté contre :

Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Pakistan, République démocratique du Congo, Venezuela (République bolivarienne du)

Se sont abstenus :

Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Côte d'Ivoire, Émirats arabes unis, Éthiopie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Philippines, Qatar, Sénégal, Togo, Tunisie

48. Le Conseil a adopté le projet de résolution par 23 voix contre 7, avec 17 abstentions (résolution 39/1).

Situation des droits de l'homme des musulmans rohingya et d'autres minorités du Myanmar

49. À la 39^e séance, le 27 septembre 2018, le représentant du Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique) et le représentant de l'Autriche (s'exprimant au nom de l'Union européenne) ont présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.22, qui avait pour auteurs principaux l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, le Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique), les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède et la Tchéquie et pour coauteurs l'Albanie, l'Andorre, l'Australie, le Canada, l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Liechtenstein, Monaco, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et l'Ukraine. Par la suite, l'Islande s'est retirée de la liste des coauteurs du projet de résolution. L'Argentine, le Chili, le Costa Rica, la Géorgie, le Ghana, Haïti, l'Islande, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, la République de Corée, Saint-Marin et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

50. À la même séance, les représentants de l'Égypte et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution. Dans sa déclaration, le représentant de l'Égypte a dissocié son pays du consensus sur le seizième alinéa du préambule et sur les paragraphes 22 à 30 du projet de résolution.

51. À la même séance également, le représentant du Myanmar, État concerné, a fait une déclaration.

52. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

53. À la même séance, les représentants du Brésil, de la Chine, de l'Islande, du Japon, du Pérou et des Philippines ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

54. À la même séance également, à la demande du représentant de la Chine, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Côte d'Ivoire, Croatie, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Géorgie, Hongrie, Iraq, Islande, Kirghizistan, Mexique, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo, Tunisie, Ukraine

Ont voté contre :

Burundi, Chine, Philippines

Se sont abstenus :

Afrique du Sud, Angola, Éthiopie, Japon, Kenya, Mongolie, Népal

55. Le Conseil a adopté le projet de résolution par 35 voix contre 3, avec 7 abstentions (résolution 39/2)³.

56. À la 41^e séance, le 28 septembre 2018, le représentant de Cuba a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote.

Situation des droits de l'homme au Yémen

57. À la 41^e séance, le 28 septembre 2018, le représentant du Canada (s'exprimant également au nom de la Belgique, de l'Irlande, du Luxembourg et des Pays-Bas) a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.21, qui avait pour auteurs principaux la Belgique, le Canada, l'Irlande, le Luxembourg et les Pays-Bas et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, Malte, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovénie, la Suède et la Tchéquie. L'Andorre, l'Australie, l'Espagne, la France, la Grèce, Monaco, le Monténégro, Saint-Marin, la Slovaquie et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

58. À la même séance, les représentants de l'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

59. À la même séance également, le représentant du Yémen, État concerné, a fait une déclaration.

60. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

61. À la même séance, les représentants de l'Arabie saoudite, du Brésil, de la Chine, de l'Égypte, des Émirats arabes unis (s'exprimant également au nom de Bahreïn), du Japon, du Mexique, du Qatar, de la Suisse, de l'Ukraine et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

³ Les délégations cubaine et vénézuélienne n'ont pas pris part au vote.

62. À la même séance également, à la demande du représentant de l'Arabie saoudite, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Côte d'Ivoire, Croatie, Équateur, Espagne, Hongrie, Islande, Mexique, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine

Ont voté contre :

Arabie saoudite, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Pakistan, Venezuela (République bolivarienne du)

Se sont abstenus :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Éthiopie, Géorgie, Iraq, Japon, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Philippines, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo, Tunisie

63. Le Conseil a adopté le projet de résolution par 21 voix contre 8, avec 18 abstentions (résolution 39/16).

64. À la même séance, le représentant de la Belgique a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote.

III. Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement

A. Réunions-débats

Réunion-débat de haut niveau pour célébrer le dix-septième anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide

65. À la 10^e séance, le 13 septembre 2018, conformément à sa résolution 37/26, le Conseil des droits de l'homme a tenu une réunion-débat de haut niveau pour célébrer le dix-septième anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

66. La Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Ministre des affaires étrangères de l'Arménie, Zohrab Mnatsakanyan, ont fait des déclarations liminaires à l'intention des participants. Le Président du Conseil a animé la réunion-débat.

67. À la même séance, les intervenants suivants ont fait des déclarations : Adama Dieng, Sous-Secrétaire général et Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide et ancien greffier du Tribunal pénal international pour le Rwanda (2001-2012) ; Kimberly Prost, juge à la Cour pénale internationale et ancienne juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (2006-2010) ; William Schabas, professeur de droit international à l'Université de Middlesex et professeur de droit pénal international et de droit des droits de l'homme à l'Université de Leiden ; Fabián Salvioli, Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition. Le Conseil a divisé la réunion-débat en deux parties.

68. Au cours de la première partie de la réunion-débat qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, Costa Rica⁴ (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Mexique, du Pérou et de l'Uruguay), Lituanie⁴ (s'exprimant également au nom du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de l'Islande, de la Lettonie, de la Norvège et de la Suède), Pays-Bas⁴ (s'exprimant également au nom de l'Union européenne, de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, du Bangladesh, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Canada, du Chili, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, du Danemark, de l'Espagne, de la Finlande, de la France, du Ghana, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Italie, du Libéria, du Liechtenstein, du Luxembourg, du Mali, du Maroc, du Mexique, du Mozambique, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, du Pérou, du Qatar, de la République de Corée, de la République-Unie de Tanzanie, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Rwanda, du Sénégal, de la Sierra Leone, de la Slovaquie, de la Slovénie, du Soudan du Sud, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie et de l'Uruguay), Suisse (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Costa Rica, du Danemark et de la République-Unie de Tanzanie), Tchéquie, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs suivants : Liechtenstein, Monténégro ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales suivantes : Asian Forum for Human Rights and Development, Center for Global Nonkilling, Congrès juif mondial.

69. À la fin de la première partie, à la même séance, les intervenants ont répondu aux questions et formulé des observations.

⁴ État observateur s'exprimant au nom des États membres et des États observateurs.

70. Au cours de la deuxième partie de la réunion-débat, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

- a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Brésil, Cuba, Équateur, Slovaquie ;
- b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Fédération de Russie, Grèce, Iraq, Italie, Rwanda, Sénégal, Soudan, Turquie ;
- c) Les observateurs des organisations non gouvernementales suivantes : Human Rights Watch, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Verein Südwind Entwicklungspolitik.

71. À la même séance, les intervenants ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

Table ronde annuelle d'une demi-journée sur les droits des peuples autochtones

72. À la 20^e séance, le 19 septembre 2018, conformément à ses résolutions 18/8 et 36/14, le Conseil des droits de l'homme a tenu une table ronde annuelle d'une demi-journée sur les droits des peuples autochtones qui portait sur les moyens de faire participer les peuples autochtones à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies et de projets dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

73. La Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme a fait une déclaration liminaire. La Présidente-Rapporteuse du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, Erika Yamada, a animé les débats.

74. À la même séance, les intervenants suivants ont fait des déclarations : Joan Carling, Coorganisatrice du grand groupe des peuples autochtones pour le développement durable ; Q'apaj Conde, Coprésident du Groupe mondial des jeunes autochtones et Coordonnateur du secteur Jeunesse du grand groupe des peuples autochtones pour le développement durable ; Maria Luisa Silva, Directrice du bureau du Programme des Nations Unies pour le développement à Genève.

75. La réunion-débat qui a suivi s'est déroulée en deux parties, toutes deux tenues pendant la même séance, le même jour. Au cours de la première partie, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

- a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, Brésil, Danemark⁴ (s'exprimant également au nom de l'Estonie, de la Finlande, de l'Islande, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Norvège et de la Suède), Guatemala⁴ (s'exprimant également au nom du Brésil, de la Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, du Honduras, du Mexique, du Paraguay et du Pérou), Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) ;
- b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bolivie (État plurinational de), Canada, Fédération de Russie, Malaisie, Paraguay ;
- c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : ONU-Femmes ;
- d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;
- e) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Bureau du Procureur pour la défense des droits de l'homme (El Salvador) ;
- f) Les observateurs des organisations non gouvernementales suivantes : Association internationale des personnes lesbiennes et gays (s'exprimant également au nom de l'Asistencia Legal por los Derechos Humanos), Centre Europe-tiers monde.

76. À la fin de la première partie, à la même séance, les intervenants ont répondu aux questions et formulé des observations.

77. Au cours de la deuxième partie, des déclarations ont été faites par :

- a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Chine, Espagne, Mexique, Pakistan ;
- b) Les représentants des États observateurs suivants : Bahamas, Honduras ;
- c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ;
- d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association du monde indigène, Conselho Indigenista Missionário, Foundation for Aboriginal and Islander Research Action Aboriginal Corporation, Franciscans International.

78. À la même séance, les intervenants ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

B. Dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences

79. À la 1^{re} séance, le 10 septembre 2018, la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, Urmila Bhoola, a présenté ses rapports (A/HRC/39/52 et Add.1).

80. À la même séance, le représentant du Paraguay, État concerné, a fait une déclaration.

81. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 1^{re} et 2^e séances, le 10 septembre 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

- a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Australie (s'exprimant également au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), Belgique, Brésil, Chine, Cuba, Égypte, Iraq, Islande, Kenya, Népal, Nigéria, Pakistan, Philippines, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;
- b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bolivie (État plurinational de), Fédération de Russie, Fidji, France, Inde, Italie, Jordanie, Liban, Liechtenstein, Niger, Portugal, Trinité-et-Tobago ;
- c) Les observateurs des entités ou institutions spécialisées des Nations Unies ou des organisations apparentées suivantes : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), ONU-Femmes ;
- d) Les observateurs des organisations intergouvernementales suivantes : Organisation de la coopération islamique, Union européenne ;
- e) L'observateur de l'Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte ;
- f) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Anti-Slavery International, Association for Defending Victims of Terrorism, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, Canners International Permanent Committee, Human Rights Now, INTLawyers, Minority Rights Group, Plan International (s'exprimant également au nom de Défense des enfants International et de Terre des hommes fédération internationale), Union européenne des relations publiques, Union panafricaine de la science et de la technologie.

82. Aux 1^{re} et 2^e séances, le 10 septembre 2018, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable

83. À la 1^{re} séance, le 10 septembre 2018, l'Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable, Livingstone Sewanyana, a présenté ses rapports (A/HRC/39/47 et Add.1).

84. À la même séance, les représentants de l'Équateur et du Venezuela (République bolivarienne du), États concernés, ont fait des déclarations.

85. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 1^{re} et 2^e séances, le 10 septembre 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à l'Expert indépendant par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Chine, Cuba, Égypte, Iraq, Népal, Nigéria, Pakistan, Philippines, Qatar, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs suivants : Bolivie (État plurinational de), Fédération de Russie ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Organisation des États américains ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, Conectas Direitos Humanos, Conseil indien sud-américain, Service international pour les droits de l'homme.

86. Aux 1^{re} et 2^e séances, le 10 septembre 2018, l'Expert indépendant a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme

87. À la 2^e séance, le 10 septembre 2018, l'Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme, Rosa Kornfeld-Matte, a présenté ses rapports (A/HRC/39/50 et Add.1 et 2).

88. À la même séance, les représentants de la Géorgie et du Monténégro, États concernés, ont fait des déclarations.

89. À la même séance également, le représentant du Bureau du Défenseur public de la Géorgie, une institution nationale des droits de l'homme, a fait une déclaration.

90. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 2^e et 3^e séances, le 10 septembre 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à l'Experte indépendante par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Angola, Argentine⁴ (s'exprimant également au nom du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Mexique, du Pérou et de l'Uruguay), Australie, Brésil, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Iraq, Islande (s'exprimant également au nom du Danemark, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède), Kenya, Mexique, Népal, Pakistan, Philippines, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bahamas, Bangladesh, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Djibouti, El Salvador, Fédération de Russie, Fidji, France, Iran (République islamique d'), Italie, Malaisie, Maldives, Malte, Maroc, Monténégro, Namibie, Paraguay, Portugal, Singapour, Soudan, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Viet Nam ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : ONU-Femmes ;

d) Les observateurs des organisations intergouvernementales suivantes : Conseil de l'Europe, Organisation de la coopération islamique ;

e) Les observateurs des institutions nationales des droits de l'homme dont la liste suit : Commission nationale des droits de l'homme de la République de Corée (s'exprimant également au nom du Bureau du Défenseur du peuple (Bolivie (État plurinational de)), du Bureau du Procureur pour la défense des droits de l'homme (El Salvador), de la Commission nationale des droits de l'homme du Kenya, de la Commission nationale des droits de l'homme de l'Irlande du Nord, de la Commission nationale des droits de l'homme du Nigéria, de la Commission des droits de l'homme des Philippines, de l'Institut allemand des droits de l'homme, de la Médiatrice (Croatie)) ;

f) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Alsalam Foundation, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, Global Action on Aging (s'exprimant également au nom du Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies), Health and Environment Program, HelpAge International, International Longevity Center Global Alliance (s'exprimant également au nom de l'International Network for the Prevention of Elder Abuse).

91. À la 3^e séance, le 10 septembre 2018, l'Experte indépendante a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement

92. À la 2^e séance, le 10 septembre 2018, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, Léo Heller, a présenté ses rapports (A/HRC/39/55 et Add.1 et 2).

93. À la même séance, les représentants de l'Inde et de la Mongolie, États concernés, ont fait des déclarations.

94. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 2^e et 3^e séances, le 10 septembre 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Allemagne, Chine, Côte d'Ivoire, Croatie, Égypte, Équateur, Espagne, Iraq, Pakistan, Slovaquie, Suisse, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Djibouti, État de Palestine, Fédération de Russie, Finlande, France, Iran (République islamique d'), Italie, Jordanie, Malaisie, Maldives, Maroc, Namibie, Portugal, Trinité-et-Tobago, Saint-Siège ;

c) Les observateurs des entités ou institutions spécialisées des Nations Unies ou des organisations apparentées suivantes : ONU-Femmes, UNICEF ;

d) Les observateurs des organisations intergouvernementales suivantes : Organisation de la coopération islamique, Union européenne ;

e) L'observateur de l'Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte ;

f) L'observateur du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ;

g) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Alsalam Foundation, Association des citoyens du monde, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Franciscans International, Health and Environment Program, Iuventum, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme (s'exprimant également au nom d'Anti-Slavery International et de Minority Rights Group), Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Swedish Federation for Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Rights, World Barua Organization.

95. À la 3^e séance, le 10 septembre 2018, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

96. À la même séance également, le représentant de la Fédération de Russie a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

97. À la 7^e séance, le 12 septembre 2018, le Président-Rapporteur du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, Bernard Duhaime, a présenté les rapports du Groupe de travail (A/HRC/39/46 et Add.1 et 2).

98. À la même séance, le représentant de la Gambie, État concerné, a fait une déclaration.

99. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Président-Rapporteur par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Angola, Belgique, Chili, Chine, Croatie, Cuba, Égypte, Équateur, Iraq, Japon, Mexique, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Serbie, Suisse, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bolivie (État plurinational de), Canada, Costa Rica, Fédération de Russie, France, Grèce, Iran (République islamique d'), Liban, Monténégro, Oman, Vanuatu ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Conseil national des droits de l'homme du Maroc ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : African Development Association, Asian Legal Resource Centre, Association internationale du barreau, Ensemble contre la peine de mort, Families of Victims of Involuntary Disappearance, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, Union panafricaine de la science et de la technologie.

100. Aux 7^e et 8^e séances, le 12 septembre 2018, le Président-Rapporteur a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

101. À la 9^e séance, le même jour, les représentants de l'Inde et du Pakistan ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

Groupe de travail sur la détention arbitraire

102. À la 7^e séance, le 12 septembre 2018, le Président-Rapporteur du Groupe de travail sur la détention arbitraire, Seong-Phil Hong, a présenté les rapports du Groupe de travail (A/HRC/39/45 et Add.1 et 2).

103. À la même séance, les représentants de l'Argentine et de Sri Lanka, États concernés, ont fait des déclarations.

104. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Président-Rapporteur par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Australie, Belgique, Chili, Chine, Cuba, Égypte, Nigéria, Pakistan, Philippines, Suisse, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bahreïn, Canada, Costa Rica, Danemark, État de Palestine, Fédération de Russie, Fidji, France, Gambie, Grèce, Iran (République islamique d'), Liban, Oman, République-Unie de Tanzanie, Soudan, Vanuatu ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Alsalam Foundation, Bureau international catholique de l'enfance, European Centre for Law and Justice, Ensemble contre la peine de mort, Fédération luthérienne mondiale, Friends World Committee for Consultation, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme, Mouvement international de la réconciliation, Union panafricaine de la science et de la technologie, Verein Südwind Entwicklungspolitik.

105. Aux 7^e et 8^e séances, le même jour, le Président-Rapporteur a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

106. À la 9^e séance, le même jour, le représentant de l'Indonésie a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

107. À la 22^e séance, le 19 septembre 2018, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

108. À la 8^e séance, le 12 septembre 2018, la Présidente-Rapporteuse du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Elzbieta Karska, a présenté les rapports du Groupe de travail (A/HRC/39/49, Corr.1 et Add.1).

109. À la même séance, le représentant du Ghana, État concerné, a fait une déclaration.

110. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 8^e et 9^e séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont posées à la Présidente-Rapporteuse par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Iraq, Pakistan, Sénégal, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes), Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bolivie (État plurinational de), Fédération de Russie, Inde, Liban, Soudan ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Alsalam Foundation, Association des citoyens du monde, Association internationale pour la démocratie en Afrique, Center for Environmental and Management Studies, Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, Health and Environment Program, Mouvement international de la réconciliation, World Environment and Resources Council.

111. Aux mêmes séances, la Présidente-Rapporteuse a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux

112. À la 8^e séance, le 12 septembre 2018, le Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux, Baskut Tuncak, a présenté ses rapports (A/HRC/39/48, Corr.1 et Add.1 et 2).

113. À la même séance, les représentants du Danemark et de la Sierra Leone, États concernés, ont fait des déclarations.

114. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 8^e et 9^e séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Équateur, Islande, Mexique, Népal, Pakistan, Philippines, Sénégal, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bangladesh, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Fédération de Russie, France, Gambie, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Maldives, Maroc ;

c) Les observateurs des entités ou institutions spécialisées des Nations Unies ou des organisations apparentées suivantes : ONU-Femmes, UNICEF ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association des citoyens du monde, Association internationale des juristes démocrates, FIAN International, Health and Environment Program, Human Rights Now, Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries, Iuventum, Make Mothers Matter, Société chinoise d'étude des droits de l'homme.

115. Aux mêmes séances, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

116. À la 9^e séance, le même jour, les représentants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

Rapporteur spécial sur le droit au développement

117. À la 9^e séance, le 12 septembre 2018, le Rapporteur spécial sur le droit au développement, Saad Alfarargi, a présenté son rapport (A/HRC/39/51).

118. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, le 12 septembre 2018, et aux 10^e et 11^e séances, le 13 septembre 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Brésil, Chine, Cuba, Égypte, Équateur, Éthiopie, Indonésie⁴ (s'exprimant également au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est), Iraq, Islande, Kenya, Népal, Nigéria, Pakistan, Philippines, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Burkina Faso, El Salvador, État de Palestine, Fédération de Russie, Fidji, Inde, Iran (République islamique d'), Jordanie, Koweït, Maldives, République arabe syrienne, Saint-Siège, Soudan, Sri Lanka, Viet Nam, Zimbabwe ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales suivantes : Organisation de la coopération islamique, Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement, Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, Congrès du monde islamique, Fondation Helsinki pour les droits de l'homme, Institut caritatif pour la protection des victimes sociales, Iraqi Development Organization, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Shivi Development Society, Swedish Federation for Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Rights (s'exprimant également au nom de l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays).

119. À la 9^e séance, le 12 septembre 2018, et à la 11^e séance, le 13 septembre 2018, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

120. À la 11^e séance, le 13 septembre 2018, les représentants de l'Azerbaïdjan et de la Chine ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

Rapporteur spécial sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme

121. À la 9^e séance, le 12 septembre 2018, le Rapporteur spécial sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme, Idriss Jazairy, a présenté ses rapports (A/HRC/39/54 et Add.1 et 2).

122. À la même séance, les représentants de l'Union européenne, partie concernée, et de la République arabe syrienne, État concerné, ont fait des déclarations.

123. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, le 12 septembre 2018, et aux 10^e et 11^e séances, le 13 septembre 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Chine, Cuba, Émirats arabes unis (s'exprimant au nom de l'Arabie saoudite, de Bahreïn et de l'Égypte), Iraq, Nigéria, Pakistan, Qatar, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Arménie, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), État de Palestine, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), République arabe syrienne, Soudan, Viet Nam, Zimbabwe ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Organisation de la coopération islamique ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Asociación Cubana de las Naciones Unidas, Congrès du monde islamique, Ertegha Keyfiat Zendegi Iranian Charitable Institute, Institut caritatif pour la protection des victimes sociales, National Union of Jurists of Cuba, Organisation de défense des victimes de la violence, Prevention Association of Social Harms, Unión de Escritores y Artistas de Cuba,

124. À la 9^e séance, le 12 septembre 2018, et à la 11^e séance, le 13 septembre 2018, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition

125. À la 11^e séance, le 13 septembre 2018, le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, Pablo De Greiff, a présenté son rapport (A/HRC/39/53).

126. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, le 13 septembre 2018, et à la 12^e séance, le 14 septembre 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Argentine⁴ (s'exprimant également au nom du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Mexique, du Pérou et de l'Uruguay), Belgique, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Égypte, Iraq, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Autriche, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Burkina Faso, Colombie, Fédération de Russie, France, Gambie, Grèce, Iran (République islamique d'), Irlande, Maldives, Paraguay, Pays-Bas, Soudan ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur du CICR ;

e) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Conseil national des droits de l'homme du Maroc ;

f) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association américaine des juristes, Association for defending victims of terrorism, Center for Global Nonkilling, Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression, Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Conselho Indigenista Missionário, France libertés : Fondation Danielle Mitterrand, Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries, Mouvement international de la réconciliation, Pasumai Thaayagam Foundation, Right Livelihood Award Foundation, Sikh Human Rights Group, Verein Südwind Entwicklungspolitik, Women's Human Rights International Association.

127. À la 11^e séance, le 13 septembre 2018, les représentants du Japon et de la République de Corée ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

128. À la même séance, le représentant du Japon a fait une déclaration au titre de son deuxième droit de réponse.

129. À la 12^e séance, le 14 septembre 2018, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide

130. À la 11^e séance, le 13 septembre 2018, le Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide, Adama Dieng, a fait une déclaration.

131. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, le 13 septembre 2018, et à la 12^e séance, le 14 septembre 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Conseiller spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Belgique, Chine, Équateur, Mexique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Suisse, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Colombie, France, Israël, Paraguay, Pays-Bas, Pologne ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Center for Global Nonkilling, Conselho Indigenista Missionário, European Centre for Law and Justice, Mouvement indien « Tupaj Amaru », Pasumai Thaayagam Foundation, Sikh Human Rights Group.

132. À la 12^e séance, le 14 septembre 2018, le Conseiller spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

133. À la 13^e séance, le même jour, le représentant de Bahreïn a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones

134. À la 21^e séance, le 19 septembre 2018, la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones, Victoria Tauli-Corpuz, a présenté ses rapports (A/HRC/39/17 et Add.1 à 3).

135. À la 22^e séance, le même jour, la Présidente-Rapporteuse du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, Erika M. Yamada, a présenté les rapports du Mécanisme d'experts (A/HRC/39/62 et A/HRC/39/68) (voir chap. V, sect. B).

136. À la même séance, une représentante du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones, Anne Nuorgam, a fait une déclaration.

137. À la même séance également, les représentants du Guatemala et du Mexique, États concernés, ont fait des déclarations.

138. À la même séance, les représentants des institutions nationales des droits de l'homme du Mexique, la Commission nationale des droits de l'homme, et du Guatemala, le Bureau du Procureur pour la défense des droits de l'homme, ont fait des déclarations (par messages vidéo).

139. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale et à la Présidente-Rapporteuse du Mécanisme d'experts par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Australie, Brésil, Chili, Côte d'Ivoire, Équateur, Espagne, Finlande⁴ (s'exprimant également au nom du Danemark, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède), Hongrie, Népal, Pakistan, Pérou, Philippines, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bolivie (État plurinational de), Canada, Colombie, El Salvador, Estonie, Fédération de Russie, Fidji, Grèce, Honduras, Iran (République islamique d'), Lesotho, Malaisie, Paraguay, Trinité-et-Tobago, Vanuatu ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : Organisation internationale du Travail (OIT) ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des institutions nationales des droits de l'homme suivantes : Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme, Bureau du Procureur pour la défense des droits de l'homme (El Salvador) ;

f) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Article 19 : Centre international contre la censure, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Centre Europe-tiers monde, Conselho Indigenista Missionário, Earthjustice, Foundation for Aboriginal and Islander Research Action Aboriginal Corporation (s'exprimant également au nom de l'Association du monde indigène), Genève pour les droits de l'homme : formation internationale, Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries, Minority Rights Group, Organisation internationale pour le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement, Organisation mondiale contre la torture, Peace Brigades International Suisse, Prahar, VIVAT International, World Barua Organization.

140. À la même séance, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

141. À la même séance également, la Présidente-Rapporteuse du Mécanisme d'experts a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

142. À la même séance, les représentants du Brésil et de l'Indonésie ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

C. Débat général sur le point 3 de l'ordre du jour

143. À la 12^e séance, le 14 septembre 2018, la Présidente du Conseil économique et social, Inga Rhonda King, a rendu compte au Conseil des droits de l'homme des débats du Forum politique de haut niveau, conformément à la résolution 37/25 du Conseil.

144. À la même séance, le Président-Rapporteur du Groupe de travail sur le droit au développement, Zamir Akram, a présenté le rapport du Groupe de travail sur les travaux de sa dix-neuvième session (A/HRC/39/56).

145. Aux 12^e et 13^e séances, le 14 septembre 2018, et à la 14^e séance, le 17 septembre 2018, le Conseil a tenu un débat général sur les rapports thématiques présentés au titre des points 2 et 3 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud (s'exprimant également au nom de l'Algérie, de Cuba et du Pakistan), Allemagne

(s'exprimant également au nom de l'Autriche, du Brésil, du Liechtenstein et du Mexique), Arabie saoudite, Autriche⁴ (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Bulgarie⁴ (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, d'Andorre, de l'Angola, de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, de l'Arménie, de l'Australie, de l'Autriche, de l'Azerbaïdjan, des Bahamas, de Bahreïn, du Bangladesh, du Bélarus, de la Belgique, du Bénin, de la Bolivie (État plurinational de), de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Brésil, de Cabo Verde, du Canada, du Chili, de Chypre, de la Colombie, du Costa Rica, de la Croatie, de Cuba, du Danemark, de l'Égypte, d'El Salvador, des Émirats arabes unis, de l'Équateur, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'Eswatini, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, de la Grèce, du Guatemala, de Haïti, du Honduras, de la Hongrie, des Îles Salomon, de l'Iraq, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Kenya, du Koweït, de la Lettonie, du Liban, de la Lituanie, du Luxembourg, de Madagascar, des Maldives, de Malte, de Maurice, du Mexique, de Monaco, de la Mongolie, du Monténégro, de la Namibie, du Népal, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, du Panama, du Paraguay, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, de la Pologne, du Portugal, du Qatar, de la République démocratique du Congo, de la République de Moldova, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Serbie, de Singapour, de la Slovaquie, de la Slovénie, du Soudan, du Soudan du Sud, de Sri Lanka, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie, de la Thaïlande, du Timor-Leste, du Togo, de la Trinité-et-Tobago, de la Tunisie, du Turkménistan, de la Turquie, de l'Ukraine, de l'Uruguay et du Vanuatu), Cabo Verde⁴ (s'exprimant au nom des Portuguese-speaking Countries), Chine (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés, de la Fédération de Russie et du Soudan du Sud), Cuba, Égypte (s'exprimant également au nom de la Libye et de la Tunisie), El Salvador⁴ (s'exprimant également au nom de l'Angola, de l'Argentine, de la Bolivie (État plurinational de), du Chili, de Chypre, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, de l'État de Palestine, du Guatemala, d'Haïti, du Honduras, du Kirghizistan, du Nicaragua, du Panama, du Paraguay, du Pérou, des Philippines, du Portugal, de la République arabe syrienne et de l'Uruguay), Irlande⁴ (s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Albanie, de l'Algérie, de l'Allemagne, d'Andorre, de l'Angola, de l'Australie, de l'Autriche, de l'Azerbaïdjan, de la Belgique, du Bénin, du Bhoutan, de la Bolivie (État plurinational de), de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, de la Bulgarie, du Burkina Faso, du Burundi, de Cabo Verde, du Cameroun, du Canada, du Chili, de Chypre, de la Colombie, des Comores, du Congo, de la Côte d'Ivoire, de la Croatie, du Danemark, du Djibouti, de l'Égypte, d'El Salvador, de l'Érythrée, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'Eswatini, de l'Éthiopie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la France, du Gabon, de la Gambie, de la Géorgie, du Ghana, de la Grèce, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, de la Guinée équatoriale, de la Hongrie, de l'Iraq, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Kenya, du Lesotho, de la Lettonie, du Libéria, de la Libye, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Madagascar, du Malawi, des Maldives, du Mali, de Malte, du Maroc, de Maurice, de la Mauritanie, du Mexique, de Monaco, de la Mongolie, du Monténégro, du Mozambique, de la Namibie, du Népal, du Niger, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de l'Ouganda, des Pays-Bas, du Pérou, de la Pologne, du Portugal, de la République centrafricaine, de la République de Corée, de la République démocratique du Congo, de la République-Unie de Tanzanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Roumanie, du Rwanda, de Sao Tomé-et-Principe, du Sénégal, des Seychelles, de la Sierra Leone, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Somalie, du Soudan, du Soudan du Sud, de Sri Lanka, de la Suède, de la Suisse, du Tchad, de la Tchéquie, de la Thaïlande, du Togo, de la Trinité-et-Tobago, de la Tunisie, de la Turquie, de l'Ukraine, de l'Uruguay, de la Zambie et du Zimbabwe), Koweït⁴ (s'exprimant au nom du Conseil de coopération des États arabes du Golfe), Mexique (s'exprimant également au nom de l'Albanie, du Brésil, de la Colombie, de la Grèce, du Guatemala, du Paraguay, du Portugal, de la Suisse et de l'Uruguay), Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Portugal⁴ (s'exprimant également au nom du Brésil), Tchéquie (s'exprimant également au nom du Botswana, des Pays-Bas et du Pérou), Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes), Ukraine (s'exprimant également au nom de l'Australie, de la Hongrie, des Maldives, du Maroc, de la Pologne et de l'Uruguay), Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Botswana, Costa Rica, Fédération de Russie, France, Grèce, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Libye, Maldives, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République arabe syrienne, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie, Saint-Siège, Soudan, Thaïlande, Viet Nam ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : ONU-Femmes ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, Africa culture internationale, African Development Association, African Green Foundation International, Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Article 19 : Centre international contre la censure, Asian-Eurasian Human Rights Forum, Asian Legal Resource Centre, Asociación Cubana de las Naciones Unidas, Association des citoyens du monde, Association Duneny, Association for the Protection of Women and Children's Rights, Association internationale des juristes démocrates, Association internationale IUS PRIMI VIRI, Association internationale pour la démocratie en Afrique, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association régionale de crédit agricole pour l'Afrique, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, Bahjat Al-Baqir Charity Foundation, Canners International Permanent Committee, Center for Environmental and Management Studies, Centro de Estudios Legales y Sociales (s'exprimant également au nom de l'Asian Forum for Human Rights and Development, de Conectas Direitos Humanos et du Service international pour les droits de l'homme), Comisión Colombiana de Juristas, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, Commission internationale de juristes, Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, Congrès du monde islamique, Congrès juif mondial, Conseil de jeunesse pluriculturelle, Conseil indien sud-américain, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, « Coup de pouce » Chaîne de l'espoir Nord-Sud, Ensemble contre la peine de mort, European Centre for Law and Justice, Families of Victims of Involuntary Disappearance, Fédération internationale de l'ACAT – Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, Fédération internationale des écoles unies, Fondation Maarij pour la paix et le développement, Foundation for Aboriginal and Islander Research Action Aboriginal Corporation, France libertés : Fondation Danielle Mitterrand, Franciscans International, Fundación Latinoamericana por los Derechos Humanos y el Desarrollo Social, Fundación Vida – Grupo Ecológico Verde, Global Welfare Association, Graduate Women International, Health and Environment Program, Indian Council of Education, Institut caritatif pour la protection des victimes sociales, International Buddhist Relief Organisation, International Career Support Association, International Center for Not-for-Profit Law (s'exprimant également au nom de l'Article 19 : Centre international contre la censure), International Educational Development, International Human Rights Association of American Minorities, International Service for Human Rights, INTLawyers, Iraqi Development Organization, Jeunesse étudiante tamoule, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Le pont, Liberation, Make Mothers Matter, Mbororo Social and Cultural Development Association, Mouvement international de la réconciliation, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation de défense des victimes de la violence, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Organisation internationale pour les pays les moins avancés, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale, Pasumai Thaayagam Foundation, Penal Reform International (s'exprimant également au nom du Consortium international sur les politiques des drogues), Prahar, Presse emblème campagne, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Réseau international des droits humains, Sikh Human Rights Group, Society for Development and Community Empowerment, Society of Iranian Women Advocating Sustainable Development of the Environment, Soka Gakkai International (s'exprimant également au nom de Arigatou International, de l'Association Points-Cœur, de l'Association thérésienne, de l'Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, du Bureau international

catholique de l'enfance, de la Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul, du Conseil international des femmes, du Conseil international des femmes juives, de la Fédération mondiale des organisations de femmes ukrainiennes, de la Foundation for Gaia, du Global Eco-Village Network, de Graduate Women International, de Hope International, de l'Instituto de Desenvolvimento e Direitos Humanos, du Mothers Legacy Project, du Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme, de l'Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, de l'Organisation internationale pour le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement, de la Planetary Association for Clean Energy et de UPR Info), Tourner la page, Unión de Escritores y Artistas de Cuba, Union européenne des relations publiques, Union internationale des femmes musulmanes, Union internationale humaniste et laïque, Unión Nacional de Juristas de Cuba, Union panafricaine de la science et de la technologie, Verein Südwind Entwicklungspolitik, Victorious Youths Movement, Villages unis (United Villages), VIVAT International, World Barua Organization, World Environment and Resources Council.

146. À la 13^e séance, le 14 septembre 2018, les représentants du Brésil, de l'Inde, de l'Iran (République islamique d') et du Pakistan ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

147. À la 16^e séance, le 17 septembre 2018, le représentant de l'Espagne a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

148. À la 22^e séance, le 19 septembre 2018, les représentants de l'Indonésie et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

D. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme

149. À la 39^e séance, le 27 septembre 2018, le représentant de la Slovénie (s'exprimant également au nom du Brésil, du Costa Rica, de l'Italie, du Maroc, des Philippines, du Sénégal et de la Thaïlande) a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.2, qui avait pour auteurs principaux le Brésil, le Costa Rica, l'Italie, le Maroc, les Philippines, la Slovénie et la Thaïlande, et pour coauteurs les pays suivants : Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Croatie, Équateur, Espagne, Finlande, France, Grèce, Honduras, Hongrie, Irlande, Islande, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Maldives, Mexique, Monaco, Monténégro, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine et Uruguay. L'Afghanistan, l'Argentine, la Bolivie (État plurinational de), le Danemark, l'Estonie, les Fidji, la France, la Géorgie, le Ghana, le Guatemala, l'Indonésie, le Japon, Malte, Maurice, la Mongolie, la Norvège, le Panama, la République de Corée, la République dominicaine, Sri Lanka, la Tchéquie et la Tunisie (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes) se sont joints ultérieurement aux auteurs.

150. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

151. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 39/3).

Promotion d'un ordre international démocratique et équitable

152. À la 39^e séance, le 27 septembre 2018, le représentant de Cuba a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.5, qui avait pour auteur principal Cuba et pour coauteurs l'Afrique du Sud, la Bolivie (État plurinational de), l'Égypte, l'Équateur, Haïti, le Nicaragua et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Algérie, le Bélarus, la Chine, El Salvador, la Fédération de Russie, l'Iran (République islamique d'), les Philippines, la République

populaire démocratique de Corée et la Tunisie (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes) se sont joints ultérieurement aux auteurs.

153. À la même séance, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

154. À la même séance également, le représentant de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote.

155. À la même séance, à la demande du représentant de la Slovaquie, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Burundi, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Panama, Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo, Tunisie, Ukraine⁵, Venezuela (République bolivarienne du)

Ont voté contre :

Allemagne, Australie, Belgique, Croatie, Espagne, Géorgie, Hongrie, Islande, Japon, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse

Se sont abstenus :

Afghanistan, Brésil, Chili, Mexique, Pérou

156. Le Conseil a adopté le projet de résolution par 28 voix contre 14, avec 5 abstentions (résolution 39/4)⁶.

L'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination

157. À la 39^e séance, le 27 septembre 2018, le représentant de Cuba a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.6, qui avait pour auteur principal Cuba et pour coauteurs l'Afrique du Sud, la Bolivie (État plurinational de), l'Égypte, l'Équateur, le Nicaragua et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Algérie, le Bélarus, le Chili, le Ghana, l'Iran (République islamique d'), la République populaire démocratique de Corée et la Tunisie (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes) se sont joints ultérieurement aux auteurs.

158. À la même séance, le représentant de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote.

159. À la même séance, à la demande du représentant de la Slovaquie, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du)

Ont voté contre :

Allemagne, Australie, Belgique, Croatie, Espagne, Géorgie, Hongrie, Islande, Japon, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine

⁵ Le représentant de l'Ukraine a déclaré ultérieurement qu'il y avait eu erreur lors du vote et que sa délégation avait eu l'intention de voter contre le projet de résolution.

⁶ Les délégations cubaine et vénézuélienne n'ont pas pris part au vote.

Se sont abstenus :

Afghanistan, Mexique

160. Le Conseil a adopté le projet de résolution par 30 voix contre 15, avec 2 abstentions (résolution 39/5).

Sécurité des journalistes

161. À la 39^e séance, le 27 septembre 2018, le représentant de l'Autriche (s'exprimant également au nom du Brésil, de la France, de la Grèce, du Maroc, du Qatar et de la Tunisie) a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.7, qui avait pour auteurs principaux l'Autriche, le Brésil, la France, la Grèce, le Maroc, le Qatar et la Tunisie, et pour coauteurs les pays suivants : Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Belgique, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Croatie, Danemark, Équateur, Espagne, Estonie, Finlande, Géorgie, Haïti, Honduras, Irlande, Islande, Italie, Kenya, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tchéquie, Ukraine et Uruguay. L'Afghanistan, l'Angola, l'Arménie, la Bosnie-Herzégovine, le Botswana, le Costa Rica, l'Égypte, El Salvador, l'État de Palestine, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Ghana, la Hongrie, le Japon, le Liban, la Malaisie, les Maldives, le Panama, la République de Corée, la République de Moldova, Saint-Marin, le Soudan, Sri Lanka, la Suisse et le Yémen se sont joints ultérieurement aux auteurs.

162. À la même séance, les représentants de l'Australie, de l'Équateur et de la Tunisie ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

163. À la même séance également, le représentant du Pakistan a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote.

164. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 39/6).

Administrations locales et droits de l'homme

165. À la 39^e séance, le 27 septembre 2018, le représentant de la République de Corée (s'exprimant également au nom du Chili, de l'Égypte et de la Roumanie) a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.8, qui avait pour auteurs principaux le Chili, l'Égypte, la République de Corée et la Roumanie et pour coauteurs l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Australie, Bahreïn, la Bolivie (État plurinational de), la Bulgarie, le Canada, la Croatie, le Danemark, les Émirats arabes unis, l'Équateur, l'Espagne, la France, la Grèce, Haïti, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, Malte, le Paraguay, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la République de Moldova, la Thaïlande et la Tunisie. L'Afghanistan, l'Albanie, Chypre, le Costa Rica, les Fidji, la Géorgie, le Ghana, le Guatemala, l'Indonésie, l'Iraq, l'Islande, la Lituanie, les Maldives, la Mongolie, le Nigéria, la Norvège, le Pakistan, le Panama, les Philippines et Sri Lanka se sont joints ultérieurement aux auteurs.

166. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

167. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 39/7).

Les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement

168. À la 39^e séance, le 27 septembre 2018, le représentant de l'Espagne (s'exprimant également au nom de l'Allemagne) a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.11, qui avait pour auteurs principaux l'Allemagne et l'Espagne, et pour coauteurs les pays suivants : Albanie, Algérie, Andorre, Angola, Belgique, Bulgarie, Chili, Chypre, Croatie, Danemark, Érythrée, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Haïti, Honduras, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Maldives, Malte, Mexique, Monaco, Monténégro, Niger, Norvège, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse,

Tchéquie, Tunisie, Uruguay et Yémen. L'Autriche, le Canada, le Costa Rica, les Fidji, la Géorgie, la Hongrie, l'Iraq, le Liban, le Liechtenstein, la Mongolie, le Nigéria, le Panama, la République de Corée, la République dominicaine, Saint-Marin, Sri Lanka, la Thaïlande et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

169. À la même séance, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé que le projet de résolution A/HRC/39/L.11 avait été révisé oralement.

170. À la même séance également, le représentant du Kirghizistan a présenté l'amendement A/HRC/39/L.25 au projet de résolution A/HRC/39/L.11 révisé oralement.

171. L'amendement A/HRC/39/L.25 avait pour auteur le Kirghizistan.

172. À la même séance, les représentants de l'Allemagne (s'exprimant également au nom de l'Espagne), de l'Islande et de la Suisse ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution A/HRC/39/L.11 révisé oralement et de la proposition d'amendement.

173. À la même séance également, le Conseil s'est prononcé sur l'amendement A/HRC/39/L.25.

174. À la même séance, à la demande du représentant de l'Allemagne, l'amendement A/HRC/39/L.25 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Éthiopie, Kirghizistan

Ont voté contre :

Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Côte d'Ivoire, Croatie, Égypte, Équateur, Espagne, Géorgie, Hongrie, Iraq, Islande, Japon, Kenya, Mexique, Népal, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tunisie, Ukraine

Se sont abstenus :

Afghanistan, Arabie saoudite, Burundi, Chine, Cuba, Émirats arabes unis, Mongolie, Qatar, République démocratique du Congo, Rwanda, Togo, Venezuela (République bolivarienne du)

175. Le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/39/L.25 par 2 voix contre 33, avec 12 abstentions.

176. À la même séance également, les représentants du Kirghizistan et du Panama ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

177. À la même séance, à la demande du représentant du Kirghizistan, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Géorgie, Hongrie, Iraq, Islande, Japon, Kenya, Mexique, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République de Corée, République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo, Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du)

A voté contre :

Kirghizistan

Se sont abstenus :

Afghanistan, Éthiopie

178. Le Conseil a adopté le projet de résolution révisé oralement par 44 voix contre 1, avec 2 abstentions (résolution 39/8).

179. À la 40^e séance, le 28 septembre 2018, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote.

Droit au développement

180. À la 39^e séance, le 27 septembre 2018, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela (s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés) a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.12, qui avait pour auteur la République bolivarienne du Venezuela, agissant au nom du Mouvement des pays non alignés. La Tunisie (agissant au nom du Groupe des États arabes) s'est jointe ultérieurement à l'auteur.

181. À la même séance, les représentants de l'Afrique du Sud et de l'Australie ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

182. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

183. À la même séance également, les représentants de l'Islande, du Mexique, de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil) et de la Suisse ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

184. À la même séance, à la demande du représentant de l'Australie, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du)

Ont voté contre :

Allemagne, Australie, Belgique, Croatie, Espagne, Géorgie, Hongrie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine

Se sont abstenus :

Islande, Japon, Mexique, Panama, République de Corée

185. Le Conseil a adopté le projet de résolution par 30 voix contre 12, avec 5 abstentions (résolution 39/9).

186. À la 40^e séance, le 28 septembre 2018, les représentants de la Chine et du Pakistan ont fait des déclarations pour expliquer leur vote après le vote.

Mortalité et morbidité maternelles évitables et droits de l'homme dans les situations de crise humanitaire

187. À la 39^e séance, le 27 septembre 2018, le représentant de la Colombie a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.13/Rev.1, qui avait pour auteurs principaux le Burkina Faso, la Colombie, l'Estonie et la Nouvelle-Zélande et pour coauteurs les pays suivants : Albanie, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Bénin, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Monaco, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République démocratique du Congo, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie, Tunisie, Ukraine et Uruguay. L'Andorre, le Brésil, la Hongrie, le Japon, le Liechtenstein, le Mexique, la Mongolie, la République de Corée, la République de Moldova, la Slovaquie, Sri Lanka, la Thaïlande et la Turquie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

188. À la même séance, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé que le projet de résolution A/HRC/39/L.13/Rev.1 avait été révisé oralement.

189. À la même séance également, le représentant de la Fédération de Russie a présenté l'amendement A/HRC/39/L.31 au projet de résolution A/HRC/39/L.13/Rev.1 révisé oralement.

190. L'amendement A/HRC/39/L.31 avait pour auteur principal la Fédération de Russie et pour coauteur l'Égypte. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Iraq, le Nigéria et le Pakistan se sont joints ultérieurement aux auteurs.

191. À la même séance également, le représentant de l'Islande a fait une déclaration sur la proposition d'amendement au projet de résolution A/HRC/39/L.13/Rev.1 révisé oralement.

192. À la même séance également, les représentants de l'Australie, de l'Égypte, de la Hongrie, de l'Iraq, du Mexique, du Pakistan et du Qatar ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution A/HRC/39/L.13/Rev.1 révisé oralement et de l'amendement proposé. Dans leurs déclarations, les représentants de l'Égypte et du Pakistan ont dissocié leurs pays respectifs du consensus sur le vingt-troisième alinéa du préambule⁷ et sur le paragraphe 12 du projet de résolution. Dans sa déclaration, la représentante de la Hongrie a dissocié son pays du consensus sur le vingt-quatrième alinéa du préambule⁸ du projet de résolution.

193. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

194. À la même séance, le Conseil s'est prononcé sur l'amendement A/HRC/39/L.31.

195. À la même séance également, à la demande du représentant de l'Islande, l'amendement A/HRC/39/L.31 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Arabie saoudite, Burundi, Chine, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Iraq, Kenya, Nigéria, Pakistan, Philippines, Qatar, Sénégal

Ont voté contre :

Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Équateur, Espagne, Géorgie, Hongrie, Islande, Japon, Kirghizistan, Mexique, Mongolie, Népal, Panama, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tunisie, Ukraine

Se sont abstenus :

Angola, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Togo

196. Le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/39/L.31 par 14 voix contre 27, avec 4 abstentions⁹.

197. À la même séance, le représentant du Nigéria a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote. Dans sa déclaration, le représentant du Nigéria a dissocié son pays du consensus sur le vingt-troisième alinéa du préambule¹⁰ et sur le paragraphe 12 du projet de résolution.

198. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 39/10).

⁷ En raison d'une erreur de traitement, la proposition d'amendement qui avait été distribuée portait à tort sur le vingt-quatrième alinéa du préambule du projet de résolution.

⁸ Compte tenu de l'erreur susmentionnée, la représentante a annoncé en séance que son pays avait eu l'intention de se dissocier du consensus sur le vingt-cinquième alinéa du préambule du projet de résolution.

⁹ Les délégations cubaine et vénézuélienne n'ont pas pris part au vote.

¹⁰ Compte tenu de l'erreur susmentionnée, le représentant a annoncé en séance que son pays avait eu l'intention de se dissocier du consensus sur le vingt-cinquième alinéa du préambule du projet de résolution.

199. À la 40^e séance, le 28 septembre 2018, le représentant de l'Arabie saoudite a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote. Dans sa déclaration, le représentant de l'Arabie saoudite a dissocié son pays du consensus sur le vingt-troisième alinéa du préambule¹¹ et sur le paragraphe 12 du projet de résolution.

Participation aux affaires publiques et politiques dans des conditions d'égalité

200. À la 40^e séance, le 28 septembre 2018, le représentant de la Tchéquie (s'exprimant également au nom du Botswana, des Pays-Bas et du Pérou) a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.14/Rev.1, qui avait pour auteurs principaux le Botswana, les Pays-Bas, le Pérou et la Tchéquie, et pour coauteurs les pays suivants : Albanie, Algérie, Allemagne, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Haïti, Honduras, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Pologne, Portugal, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tunisie, Turquie et Ukraine. L'Angola, l'Argentine, la Bosnie-Herzégovine, le Canada, le Chili, le Costa Rica, les Fidji, la Géorgie, le Ghana, le Guatemala, le Japon, la Mongolie, le Monténégro, le Panama, la République dominicaine, Saint-Marin, le Sénégal et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

201. À la même séance, le représentant de la Chine (s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud et du Pakistan) a présenté oralement un amendement au projet de résolution.

202. L'amendement présenté oralement avait pour auteurs l'Afrique du Sud, la Chine et le Pakistan. L'Arabie saoudite, le Bangladesh et la Malaisie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

203. À la même séance également, le représentant du Pérou a fait une déclaration sur l'amendement au projet de résolution présenté oralement.

204. À la même séance, les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, du Chili, de l'Égypte, du Pakistan, du Pérou, de la Slovaquie et de la Suisse ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution et de l'amendement proposé oralement.

205. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

206. À la même séance, le Conseil s'est prononcé sur l'amendement au projet de résolution proposé oralement.

207. À la même séance également, les représentants de l'Australie, du Panama et de l'Ukraine ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur l'amendement proposé oralement.

208. À la même séance, à la demande du représentant du Pérou, l'amendement proposé oralement au projet de résolution A/HRC/39/L.14/Rev.1 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Iraq, Kirghizistan, Népal, Nigéria, Pakistan, Qatar, Rwanda, Venezuela (République bolivarienne du)

Ont voté contre :

Allemagne, Australie, Belgique, Chili, Croatie, Espagne, Géorgie, Hongrie, Islande, Japon, Kenya, Mexique, Mongolie, Panama, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tunisie, Ukraine

¹¹ Ibid.

Se sont abstenus :

Angola, Brésil, Côte d'Ivoire, Philippines, République de Corée, République démocratique du Congo, Togo

209. Le Conseil a rejeté l'amendement proposé oralement par 18 voix contre 22, avec 7 abstentions.

210. À la même séance, les représentants de la Chine et de l'Éthiopie ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur le projet de résolution. Dans sa déclaration, le représentant de la Chine a dissocié son pays du consensus sur le projet de résolution.

211. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 39/11).

212. À la même séance, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote.

Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales

213. À la 40^e séance, le 28 septembre 2018, le représentant de l'État plurinational de Bolivie (s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de Cuba et de l'Équateur) a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.16, qui avait pour auteurs principaux l'Afrique du Sud, la Bolivie (État plurinational de), Cuba et l'Équateur et pour coauteurs l'Algérie, l'Égypte, El Salvador, l'État de Palestine, Haïti, le Kenya, le Nicaragua, le Paraguay, les Philippines, le Togo et le Venezuela (République bolivarienne du). Le Bénin, l'Inde, l'Indonésie, l'Iran (République islamique d'), la Mongolie, la Namibie, le Népal, le Pakistan, le Portugal, la République démocratique du Congo, la République dominicaine et la République populaire démocratique de Corée se sont joints ultérieurement aux auteurs.

214. À la même séance, les représentants de l'Afrique du Sud, de Cuba, de l'Équateur, de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

215. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

216. À la même séance également, les représentants de l'Allemagne (s'exprimant également au nom de la Belgique, de la Croatie, de l'Espagne, de la Slovaquie et de la Slovénie), du Brésil, du Chili, de la Chine, de l'Éthiopie, de l'Islande, du Mexique, du Panama, de la République de Corée, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Suisse ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

217. À la même séance, à la demande du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Burundi, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Mexique, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Suisse, Togo, Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du)

Ont voté contre :

Australie, Hongrie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Se sont abstenus :

Allemagne, Belgique, Brésil, Croatie, Espagne, Géorgie, Islande, Japon, République de Corée, Slovaquie, Slovénie

218. Le Conseil a adopté le projet de résolution par 33 voix contre 3, avec 11 abstentions (résolution 39/12).

219. À la même séance également, les représentants de l'Égypte et de l'Espagne ont fait des déclarations pour expliquer leur vote après le vote.

Droits de l'homme et peuples autochtones

220. À la 40^e séance, le 28 septembre 2018, le représentant du Mexique (s'exprimant également au nom du Guatemala) a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.18/Rev.1, qui avait pour auteurs principaux le Guatemala et le Mexique et pour coauteurs l'Allemagne, l'Autriche, le Canada, le Chili, le Danemark, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, le Honduras, la Hongrie, le Monténégro, la Norvège, le Paraguay, le Pérou, les Philippines et l'Ukraine. L'Australie, la Bolivie (État plurinational de), Chypre, la Colombie, le Costa Rica, la Grèce, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, le Panama, la République dominicaine, la Slovénie et la Suède se sont joints ultérieurement aux auteurs.

221. À la même séance, les représentants de l'Afrique du Sud et du Brésil ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

222. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

223. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 39/13).

224. À la même séance également, le représentant de l'Australie a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote.

IV. Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil

A. Dialogue avec la Commission d'enquête sur le Burundi

225. À la 14^e séance, le 17 septembre 2018, conformément à la résolution 36/19 du Conseil des droits de l'homme, le Président de la Commission d'enquête sur le Burundi, Doudou Diène, a présenté le rapport de la Commission (A/HRC/39/63).

226. À la même séance, les membres de la Commission d'enquête sur le Burundi, Françoise Hampson et Lucy Asuagbor, ont fait des déclarations.

227. À la même séance également, le représentant du Burundi, État concerné, a fait une déclaration.

228. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Président et aux membres de la Commission d'enquête sur le Burundi par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Australie, Belgique, Chine, Croatie, Espagne, Géorgie, Islande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suisse, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Autriche, Canada, Danemark, Estonie, Fédération de Russie, France, Iran (République islamique d'), Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, République-Unie de Tanzanie, Soudan, Tchèque ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Article 19 : Centre international contre la censure, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Fédération internationale de l'ACAT – Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (s'exprimant également au nom du Centre pour les droits civils et politiques, du East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project et de TRIAL International), Health and Environment Program, Human Rights Watch, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Service international pour les droits de l'homme.

229. À la même séance, le Président et les membres de la Commission, Françoise Hampson et Lucy Asuagbor, ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

B. Dialogue avec la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne

230. À la 15^e séance, le 17 septembre 2018, conformément à la résolution 34/26 du Conseil des droits de l'homme, le Président de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, Paulo Sérgio Pinheiro, a présenté le rapport de la Commission (A/HRC/39/65).

231. À la même séance, le représentant de la République arabe syrienne, État concerné, a fait une déclaration.

232. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Président par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Australie, Arabie saoudite, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Croatie, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Géorgie, Iraq, Norvège¹² (s'exprimant également au nom du

¹² État observateur s'exprimant au nom des États membres et des États observateurs.

Danemark, de la Finlande, de l'Islande et de la Suède), Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Algérie, Bahreïn, Bélarus, Canada, Estonie, Fédération de Russie, France, Grèce, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Koweït, Liechtenstein, Maldives, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Tchéquie, Turquie ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : ONU-Femmes ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud, Christian Solidarity Worldwide, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Institut caritatif pour la protection des victimes sociales, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Organisation de défense des victimes de la violence, Palestinian Return Centre.

233. À la même séance, le Président et les membres de la Commission, Karen Koning Abuzayd et Hanny Megally, ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

234. À la 16^e séance, le même jour, les représentants de l'Iran (République islamique d') et du Liban ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

C. Dialogue avec la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud

235. À la 16^e séance, le 17 septembre 2018, conformément à la résolution 37/31 du Conseil des droits de l'homme, la Présidente de la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud, Yasmin Sooka, a présenté oralement des informations actualisées.

236. À la même séance, le représentant du Soudan du Sud, État concerné, a fait une déclaration.

237. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Présidente et aux membres de la Commission par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Australie, Belgique, Chine, Égypte, Islande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Tunisie (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Algérie, Botswana, Danemark, Djibouti, Fédération de Russie, France, Irlande, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Soudan ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Health and Environment Program, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

238. À la même séance, la Présidente et les membres de la Commission, Barney Afako et Andrew Clapham, ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

D. Dialogue avec la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar

239. À la 17^e séance, le 18 septembre 2018, conformément à la décision 36/115 du Conseil des droits de l'homme, le Président de la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar, Marzuki Darusman, a présenté le rapport final de la mission d'établissement des faits (A/HRC/39/64).

240. À la même séance, le représentant du Myanmar, État concerné, a fait une déclaration.

241. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Président par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Chine, Croatie, Géorgie, Espagne, Iraq, Islande, Japon, Népal, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Philippines, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Autriche, Bangladesh, Canada, Costa Rica, Danemark, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Jordanie, Koweït, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République démocratique populaire lao, Suède, Tchéquie, Thaïlande, Turquie, Viet Nam ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Article 19 : Centre international contre la censure, Asian Forum for Human Rights and Development, Centre des droits reproductifs, Christian Solidarity Worldwide, Commission internationale de juristes, Human Rights Law Centre, Human Rights Now, Human Rights Watch (s'exprimant également au nom d'Amnesty International).

242. À la même séance, le Président et les membres de la mission d'établissement des faits, Radhika Coomaraswamy et Christopher Dominic Sidoti, ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

E. Débat général sur le point 4 de l'ordre du jour

243. Aux 18^e et 19^e séances, le 18 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 4 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Australie, Autriche¹² (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Belgique, Chine, Cuba, Espagne, Géorgie, Hongrie, Islande, Japon, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovénie, Suisse, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant également au nom de l'Algérie, du Bélarus, de la Bolivie (État plurinational de), de la Chine, de Cuba, de la Fédération de Russie, de l'Inde, du Nicaragua, du Pakistan et du Zimbabwe), Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bélarus, Canada, Danemark, Fédération de Russie, Finlande, France, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël, Maldives, Nicaragua, Norvège, Pays-Bas, République populaire démocratique de Corée, Tchéquie ;

c) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Bureau du Procureur pour la défense des droits de l'homme (Nicaragua) ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : ABC Tamil Oli, Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, Action of Human Movement, Africa culture internationale, African Development Association, African Green Foundation International, Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud, Agir ensemble pour les droits de l'homme, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Amnesty International, Article 19 : Centre international contre la censure, Asian Forum for Human Rights and Development, Asian Legal Resource Centre, Asociación Cubana de las Naciones Unidas, Asociación HazteOir.org, Association américaine des juristes, Association culturelle des Tamouls en France, Association d'entraide médicale Guinée, Association des citoyens du monde, Association des étudiants tamouls de France, Association for the Protection of Women and Children's Rights, Association internationale des juristes démocrates, Association internationale des personnes lesbiennes et gays, Association internationale IUS PRIMI VIRI, Association internationale pour la démocratie en Afrique, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association pour le progrès des communications (s'exprimant également au nom d'Access Now), Association pour les victimes du monde, Association régionale de crédit agricole pour l'Afrique, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Association Thendral, Canners International Permanent Committee, Center for Inquiry, Centre de ressources BADIL pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens (s'exprimant également au nom d'Al-Haq), Centre Europe-tiers monde (s'exprimant également au nom de Amis de la Terre international, de l'Association internationale des juristes démocrates et de l'Institute for Policy Studies), Centre for Human Rights and Peace Advocacy, Christian Solidarity Worldwide, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Comité international pour le respect et l'application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, Commission internationale de juristes, Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, Commonwealth Human Rights Initiative, Communauté internationale baha'ie, Conectas Direitos Humanos, Congrès du monde islamique, Congrès juif mondial, Conseil de jeunesse pluriculturelle, Conseil indien sud-américain, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, « Coup de pouce » Chaîne de l'espoir Nord-Sud, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Ertegha Keyfiat Zendegi Iranian Charitable Institute, European Centre for Law and Justice, Fédération internationale des écoles unies, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Fondation Helsinki pour les droits de l'homme, Fondation Maarij pour la paix et le développement, France libertés : Fondation Danielle Mitterrand, Franciscans International, Fundación Vida – Grupo Ecológico Verde, Global Welfare Association, Health and Environment Program, Human Rights Law Centre, Human Rights Now, Human Rights Watch, Institut caritatif pour la protection des victimes sociales, International Career Support Association, International Educational Development, International Human Rights Association of American Minorities, INTLawyers, Iraqi Development Organization, Iuventum, Jeunesse étudiante tamoule, Jssor Youth Organization, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Lawyers' Rights Watch Canada, Le pont, Liberation, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Mbororo Social and Cultural Development Association, Minority Rights Group, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, Mouvement indien « Tupaj Amaru », Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme, Mouvement international de la réconciliation, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Nouveaux droits de l'homme, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation de défense des victimes de la violence, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Organisation internationale pour les pays les moins avancés, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale, Palestinian Return Centre, Pasumai Thaayagam Foundation, Peace Brigades International Suisse, Physicians for Human Rights, Prahar, Presse emblème campagne, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Réseau international des droits humains, Right Livelihood Award Foundation, Service international pour les droits de l'homme, Society for Development and Community Empowerment, Society of Iranian Women Advocating Sustainable Development of the Environment, Tamil Uzhagam, Tourner la page, Unión de Escritores y Artistas de Cuba,

Union des juristes arabes, Union européenne des relations publiques, Union internationale des femmes musulmanes, Union internationale humaniste et laïque, Union panafricaine de la science et de la technologie, United Nations Watch, Verein Südwind Entwicklungspolitik, Villages unis (United Villages), Women's Human Rights International Association, World Barua Organization, World Environment and Resources Council, World Evangelical Alliance, Zéro Pauvre Afrique.

244. À la 19^e séance, le 18 septembre 2018, les représentants de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, du Brésil, du Cambodge, du Cameroun, de la Chine, de l'Égypte, de l'Équateur, de la Fédération de Russie, de la Géorgie, de l'Inde, de l'Iran (République islamique d'), de l'Iraq, du Japon, du Népal, du Pakistan, des Philippines, de la République de Corée, de la République démocratique populaire lao, de la République populaire démocratique de Corée et de la Turquie ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

245. À la même séance, les représentants du Japon et de la République populaire démocratique de Corée ont fait des déclarations au titre de leur deuxième droit de réponse.

F. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Situation des droits de l'homme au Burundi

246. À la 40^e séance, le 28 septembre 2018, le représentant de l'Autriche, s'exprimant au nom de l'Union européenne, a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.15/Rev.1, qui avait pour auteurs principaux l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède et la Tchèque et pour coauteurs l'Albanie, l'Andorre, l'Australie, le Canada, l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Liechtenstein, Monaco, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et l'Ukraine. L'Argentine et le Costa Rica se sont joints ultérieurement aux auteurs.

247. À la même séance, le représentant de l'Australie a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

248. À la même séance également, le représentant du Burundi, État concerné, a fait une déclaration.

249. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

250. À la même séance, les représentants de l'Égypte et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

251. À la même séance également, à la demande du représentant du Burundi, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Émirats arabes unis¹³, Équateur, Espagne, Hongrie, Islande, Japon, Mexique, Mongolie, Panama, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine

Ont voté contre :

Arabie saoudite, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, République démocratique du Congo, Venezuela (République bolivarienne du)

¹³ Le représentant des Émirats arabes unis a déclaré ultérieurement qu'il y avait eu erreur lors du vote et que sa délégation avait eu l'intention de voter contre le projet de résolution.

Se sont abstenus :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Géorgie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Népal, Nigéria, Pakistan, Philippines, Qatar, Sénégal, Togo, Tunisie

252. Le Conseil a adopté le projet de résolution par 23 voix contre 7, avec 17 abstentions (résolution 39/14).

253. À la même séance, le représentant des Émirats arabes unis a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote.

Situation des droits de l'homme en République arabe syrienne

254. À la 40^e séance, le 28 septembre 2018, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de la Jordanie, du Koweït, du Maroc, des Pays-Bas, du Qatar et de la Turquie) a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.20, qui avait pour auteurs principaux l'Allemagne, la France, l'Italie, la Jordanie, le Koweït, le Maroc, les Pays-Bas, le Qatar, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Turquie et pour coauteurs l'Albanie, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la Géorgie, l'Irlande, l'Islande, le Japon, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, les Maldives, Malte, le Monténégro, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, la Roumanie, la Slovénie, la Suède, la Tchéquie et l'Ukraine. L'Andorre, le Costa Rica, Monaco, la Norvège, la Pologne, la République de Corée, Saint-Marin, la Slovaquie et la Suisse se sont ultérieurement joints aux auteurs.

255. À la même séance, le représentant de la Fédération de Russie a présenté les amendements A/HRC/39/L.26, A/HRC/39/L.27, A/HRC/39/L.28 et A/HRC/39/L.29 au projet de résolution A/HRC/39/L.20.

256. Les amendements A/HRC/39/L.26, A/HRC/39/L.27, A/HRC/39/L.28 et A/HRC/39/L.29 avaient pour auteur principal la Fédération de Russie et pour coauteur la République bolivarienne du Venezuela.

257. À la même séance, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé que l'amendement A/HRC/39/L.27 avait été révisé oralement.

258. À la même séance également, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a fait une déclaration sur les propositions d'amendement au projet de résolution A/HRC/39/L.20.

259. À la même séance, les représentants de l'Australie, de la Chine, de Cuba, de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil) et la Suisse ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution A/HRC/39/L.20 et des amendements proposés.

260. À la même séance également, le représentant de la République arabe syrienne, État concerné, a fait une déclaration.

261. À la même séance, le Conseil s'est prononcé sur les amendements A/HRC/39/L.26, A/HRC/39/L.27 révisé oralement, A/HRC/39/L.28 et A/HRC/39/L.29.

262. À la même séance également, le représentant du Mexique a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote sur l'amendement A/HRC/39/L.26.

263. À la même séance, à la demande du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'amendement A/HRC/39/L.26 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Kirghizistan, Pakistan, Philippines, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du)

Ont voté contre :

Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Émirats arabes unis, Espagne, Géorgie, Hongrie, Iraq, Islande, Japon, Mexique, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine

Se sont abstenus :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Côte d'Ivoire, Équateur, Éthiopie, Kenya, Mongolie, Népal, Nigéria, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo

264. Le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/39/L.26 par 9 voix contre 24, avec 14 abstentions.

265. À la même séance, les représentants de l'Allemagne et de la Belgique ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur l'amendement A/HRC/39/L.27 révisé oralement.

266. À la même séance également, à la demande du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'amendement A/HRC/39/L.27 révisé oralement a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Brésil, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Équateur, Iraq, Kirghizistan, Pakistan, Philippines, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du)

Ont voté contre :

Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Chili, Croatie, Émirats arabes unis, Espagne, Géorgie, Hongrie, Islande, Japon, Mexique, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine

Se sont abstenus :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Mongolie, Népal, Nigéria, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo

267. Le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/39/L.27 révisé oralement par 12 voix contre 22, avec 13 abstentions.

268. À la même séance, les représentants de la Géorgie et du Qatar ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur l'amendement A/HRC/39/L.28.

269. À la même séance également, à la demande du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'amendement A/HRC/39/L.28 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Brésil, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Équateur, Iraq, Kirghizistan, Pakistan, Philippines, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du)

Ont voté contre :

Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Chili, Croatie, Émirats arabes unis, Espagne, Géorgie, Hongrie, Islande, Japon, Mexique, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine

Se sont abstenus :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Mongolie, Népal, Nigéria, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo

270. Le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/39/L.28 par 12 voix contre 22, avec 13 abstentions.

271. À la même séance, les représentants de l'Australie et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil) ont fait une déclaration pour expliquer leur vote avant le vote sur l'amendement A/HRC/39/L.29.

272. À la même séance également, à la demande du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'amendement A/HRC/39/L.29 fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Brésil, Burundi, Chine, Cuba, Iraq, Kirghizistan, Pakistan, Philippines, Togo, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du)

Ont voté contre :

Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Chili, Croatie, Émirats arabes unis, Espagne, Géorgie, Hongrie, Islande, Japon, Mexique, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine

Se sont abstenus :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Côte d'Ivoire, Égypte, Équateur, Éthiopie, Kenya, Mongolie, Népal, Nigéria, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal

273. Le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/39/L.29 par 11 voix contre 22, avec 14 abstentions.

274. À la même séance, les représentants du Brésil, de l'Égypte, de l'Équateur, de l'Iraq, du Mexique et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur le projet de résolution A/HRC/39/L.20.

275. À la même séance également, à la demande du représentant de Cuba, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Côte d'Ivoire, Croatie, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Géorgie, Hongrie, Islande, Japon, Mexique, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo, Ukraine

Ont voté contre :

Burundi, Chine, Cuba, Venezuela (République bolivarienne du)

Se sont abstenus :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Égypte, Éthiopie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Philippines, République démocratique du Congo, Sénégal, Tunisie

276. Le Conseil a adopté le projet de résolution par 27 voix contre 4, avec 16 abstentions (résolution 39/15).

V. Organismes et mécanismes de protection des droits de l'homme

A. Dialogue avec le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme

277. À la 20^e séance, le 19 septembre 2018, la Présidente du Comité consultatif, Katharina Pabel, a présenté les rapports du Comité (A/HRC/39/58 et Corr.1 et A/HRC/39/66).

278. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Présidente par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Chine, Équateur, Pakistan, Pérou, Pérou (s'exprimant également au nom de l'Argentine, de la Bolivie (État plurinational de), du Brésil, du Chili, de la Colombie et du Mexique), République de Corée, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique) ;

b) Les représentants des États observateurs suivants : Bolivie (État plurinational de), Iran (République islamique d') ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association américaine des juristes, Health and Environment Program, Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries, Sikh Human Rights Group, Verein Südwind Entwicklungspolitik.

279. À la même séance, la Présidente du Comité consultatif a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

B. Dialogue avec le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme sur le rapport du Secrétaire général sur la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme

280. À la 21^e séance, le 19 septembre 2018, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a présenté le rapport du Secrétaire général sur la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme (A/HRC/39/41).

281. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Sous-Secrétaire général par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Australie, Belgique (s'exprimant également au nom du Luxembourg et des Pays-Bas), Chine, Croatie, Cuba, Danemark¹⁴ (s'exprimant également au nom de l'Estonie, de la Finlande, de l'Islande, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Norvège et de la Suède), Égypte, Émirats arabes unis, Géorgie, Hongrie, Iraq, Kirghizistan, Philippines, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovénie (s'exprimant également au nom de l'Autriche, du Liechtenstein et de la Suisse), Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bahreïn, Canada, Costa Rica, Djibouti, Fédération de Russie, France, Guatemala, Honduras, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Maldives, Monténégro, Pologne, Thaïlande, Uruguay ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

¹⁴ État observateur s'exprimant au nom d'États membres et d'États observateurs.

d) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Asian Forum for Human Rights and Development, « Coup de pouce » Chaîne de l'espoir Nord-Sud, Fédération internationale des journalistes, Human Rights House Foundation, Human Rights Watch, Maat Foundation for Peace, Development and Human Rights, Service international pour les droits de l'homme (s'exprimant également au nom de CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne).

282. À la même séance, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

C. Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones

283. À la 22^e séance, le 19 septembre 2018, la Présidente-Rapporteuse du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, Erika M. Yamada, a présenté les rapports du Mécanisme d'experts (A/HRC/39/62 et A/HRC/39/68).

284. À la même séance, le Conseil des droits de l'homme a tenu un dialogue sur les droits de l'homme des peuples autochtones au titre des points 3 et 5 de l'ordre du jour (voir chap. III, sect. B).

D. Procédure de plainte

285. À sa 27^e séance, le 21 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu une réunion à huis clos sur la procédure de plainte.

286. À la même séance, la Présidente-Rapporteuse du Groupe de travail des situations, Vesna Batistić Kos, a présenté les rapports du Groupe de travail sur ses vingt et unième et vingt-deuxième sessions, tenues respectivement en février et en juillet 2018.

287. À la 28^e séance, le 24 septembre 2018, le Président du Conseil a déclaré que le Conseil avait examiné, en séance privée, les rapports du Groupe de travail des situations sur ses vingt et unième et vingt-deuxième sessions, au titre de la procédure de plainte établie conformément à la résolution 5/1 du Conseil datée du 18 juin 2007. Le Président a ajouté qu'aucune affaire n'avait été renvoyée par le Groupe de travail au Conseil pour décision à sa trente-neuvième session.

E. Débat général sur le point 5 de l'ordre du jour

288. À la 26^e séance, le 21 septembre 2018, le Représentant permanent adjoint de l'État plurinational de Bolivie, Ruddy José Flores Monterrey, s'exprimant au nom du Président-Rapporteur du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, a présenté le rapport du Groupe de travail sur les travaux de sa cinquième session, tenue du 9 au 13 avril 2018 (A/HRC/39/67).

289. Aux 26^e et 27^e séances, le 21 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 5 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Autriche¹⁴ (s'exprimant également au nom de l'Union européenne, de l'Albanie, de l'Arménie, de l'Australie, du Canada, de la Fédération de Russie, de la Géorgie, du Ghana, de l'Islande, du Japon, du Monténégro, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de la République de Corée, de Singapour, de la Turquie et de l'Ukraine), Autriche¹⁴ (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Chine, Cuba, Équateur, Équateur (s'exprimant également au nom de l'Espagne, de l'Italie, des Maldives, du Maroc, des Philippines et de la Roumanie), Islande, Kenya, Lettonie¹⁴ (s'exprimant également au nom de l'Afghanistan, de l'Albanie, de

l'Allemagne, d'Andorre, de l'Argentine, de l'Arménie, de l'Australie, de l'Autriche, des Bahamas, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, de Chypre, du Costa Rica, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'État de Palestine, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, de la Grèce, du Guatemala, du Honduras, de la Hongrie, de l'Iraq, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, de Monaco, de la Mongolie, du Monténégro, de la Norvège, du Panama, du Paraguay, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République de Corée, de la République de Moldova, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Serbie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie, de la Tunisie, de la Turquie, de l'Ukraine et de l'Uruguay), Mongolie, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Suisse, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Azerbaïdjan, Bolivie (État plurinational de), Danemark, Inde, Jordanie, Portugal, République de Moldova ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : FAO ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Conseil de coopération des États arabes du Golfe ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : ABC Tamil Oli, Action of Human Movement, Africa culture internationale, African Green Foundation International, Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Asociación Cubana de las Naciones Unidas, Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, Association d'entraide médicale Guinée, Association des citoyens du monde, Association des étudiants tamouls de France, Association for the Protection of Women and Children's Rights, Association internationale des juristes démocrates, Association internationale IUS PRIMI VIRI, Association internationale pour la démocratie en Afrique, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association régionale de crédit agricole pour l'Afrique, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Association Thendral, Canners International Permanent Committee, Center for Environmental and Management Studies, Centre Europe-tiers monde, Centro de Estudios Legales y Sociales, Comisión Colombiana de Juristas, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, Congrès du monde islamique, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience, Fédération internationale des écoles unies, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (s'exprimant également au nom de l'Organisation mondiale contre la torture), FIAN International, Institute for Policy Studies, International Buddhist Relief Organisation, INTLawyers, Iraqi Development Organization, Iuventum, Jeunesse étudiante tamoule, Jssor Youth Organization, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Lawyers Rights Watch Canada, Le pont, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Mouvement indien « Tupaj Amaru », Mouvement international de la réconciliation, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Nouveaux droits de l'homme, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation de défense des victimes de la violence, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Service international pour les droits de l'homme (s'exprimant également au nom d'Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, de l'Asian Forum for Human Rights and Development, de l'Asian Legal Resource Centre et de CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne), Solidarité Suisse-Guinée, Stiftung Brot fuer Alle, Tamil Uzhagam, Tourner la page, Union européenne des relations publiques, Union internationale des femmes musulmanes, Unión Nacional de Juristas de Cuba, Union panafricaine de la science et de la technologie, Vaagdhara, Verein Südwind

Entwicklungspolitik, Villages unis (United Villages), World Barua Organization, World Environment and Resources Council, Zéro Pauvre Afrique.

290. À la 27^e séance, le 21 septembre 2018, le représentant de la Chine a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

VI. Examen périodique universel

291. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, à ses propres résolutions 5/1 et 16/21, à sa décision 17/119 et aux déclarations 8/1 et 9/2 de son Président, concernant les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel, le Conseil des droits de l'homme a examiné les textes issus des Examens menés au cours de la trentième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, qui s'est tenue du 7 au 18 mai 2018.

292. Conformément à la résolution 5/1, le Président du Conseil a indiqué que toutes les recommandations devaient figurer dans les textes issus de l'Examen périodique universel et que l'État objet de l'Examen devait communiquer clairement sa position sur toutes les recommandations, en indiquant pour chaque recommandation s'il y adhérerait ou en prenait note.

A. Examen des textes issus de l'Examen périodique universel

293. Conformément au paragraphe 14 de la déclaration 8/1 du Président du Conseil des droits de l'homme, un résumé des vues exprimées au sujet des textes issus de l'Examen périodique universel par les États qui en ont fait l'objet et par des États membres et des États observateurs du Conseil, ainsi que les observations générales faites par d'autres parties prenantes avant l'adoption en plénière des textes issus de l'Examen, est présenté ci-après. Les déclarations qui n'ont pu être prononcées faute de temps et dont le texte a été fourni sont publiées sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme¹⁵.

Turkménistan

294. L'Examen concernant le Turkménistan s'est déroulé le 7 mai 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Turkménistan conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/TKM/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/TKM/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/TKM/3).

295. À sa 23^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Turkménistan (voir la section C ci-après).

296. Les textes issus de l'Examen concernant le Turkménistan comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/39/3), les vues du Turkménistan sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/39/3/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

297. La délégation turkmène a exprimé une nouvelle fois la gratitude de son gouvernement envers toutes les délégations qui avaient participé au dialogue constructif mené dans le cadre de l'Examen périodique universel concernant le Turkménistan à la trentième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, en mai 2018.

¹⁵ Voir <https://extranet.ohchr.org/sites/hrc/HRCSessions/RegularSessions/39thSession/Pages/default.aspx>.

298. La délégation a indiqué que le Turkménistan attachait une grande importance et offrait son soutien aux travaux que menait le Conseil des droits de l'homme afin de promouvoir et de protéger les libertés fondamentales et les droits de l'homme. L'Examen périodique universel avait renforcé la volonté du Gouvernement turkmène d'accomplir de véritables progrès sur le terrain dans le domaine des droits de l'homme.

299. Au cours du dialogue, plusieurs délégations avaient formulé un total de 191 recommandations. Le Turkménistan avait adhéré à 98 d'entre elles et avait choisi de poursuivre ses consultations avec les organismes nationaux compétents afin d'arrêter une position définitive sur 90 des recommandations restantes avant l'adoption des textes issus de l'Examen le concernant en septembre. En juin 2018, les membres de la commission interinstitutions chargée de l'exécution des obligations internationales du Turkménistan dans le domaine des droits de l'homme et du droit international humanitaire avaient examiné les résultats de l'Examen périodique universel concernant le pays. Plusieurs organismes publics avaient également examiné les recommandations formulées au cours de l'Examen.

300. La délégation a indiqué que la majorité des recommandations étaient conformes au programme du Turkménistan en faveur des droits de l'homme. Elles portaient sur l'application des traités que le Turkménistan avait déjà ratifiés et la ratification des traités restants, ainsi que sur les activités de sensibilisation et de formation professionnelle relatives aux droits de l'homme, l'égalité des sexes, la protection des droits des femmes et des enfants et la lutte contre la traite des personnes. La délégation a fait référence à la mise en œuvre des plans d'action nationaux en faveur des droits de l'homme pour la période 2016-2020, de l'égalité des sexes pour la période 2015-2020 et des droits de l'enfant pour la période 2018-2022.

301. Sur la base de l'examen mené par les organes de l'État et les associations publiques compétents sur les 90 recommandations restantes, le Turkménistan avait adhéré à 74 recommandations supplémentaires et avait pris note des 16 autres. Le Turkménistan avait donc accepté que 172 recommandations, soit plus de 90 % du total, fassent l'objet d'un suivi. Environ 9 % des recommandations n'avaient pas emporté l'adhésion du Gouvernement.

302. La délégation a donné des précisions sur certaines des recommandations que le Gouvernement n'avait pas acceptées. À propos de la recommandation figurant au paragraphe 116.18 sur la ratification de la Convention de 1989 relative aux peuples indigènes et tribaux (n° 169) de l'OIT, la délégation a expliqué qu'il n'existait pas, au Turkménistan, de peuples autochtones correspondant à la définition énoncée dans la Convention et qu'en conséquence, sa ratification n'était pas jugée pertinente.

303. En ce qui concerne la recommandation figurant au paragraphe 116.59, relative à la reconnaissance du droit à l'objection de conscience au service militaire obligatoire, la délégation s'est référée à l'article 58 de la Constitution, qui disposait que la protection du Turkménistan restait un devoir sacré de tout citoyen, et a indiqué que le service militaire était obligatoire en vertu de la Constitution.

304. S'agissant des recommandations figurant aux paragraphes 116.60 et 116.90 relatives à la protection des libertés de religion et d'expression et à la suppression des restrictions à la liberté d'opinion et d'expression, la délégation a informé le Conseil que la législation ne prévoyait aucune sanction pénale restreignant la liberté d'expression ou d'opinion. De surcroît, la Constitution garantissait la liberté de pensée, de croyance, de religion et d'expression.

305. En ce qui concerne les recommandations figurant aux paragraphes 116.68 et 116.71 visant à interdire la censure des médias, la délégation a indiqué que la loi sur les médias comprenait des dispositions sur la responsabilité en cas d'atteinte à la liberté des médias. Pour ce qui est de la recommandation figurant au paragraphe 116.85, qui invitait le Turkménistan à lutter contre le travail forcé dans le secteur de la culture du coton, la délégation a indiqué que la Constitution révisée contenait une disposition interdisant le travail forcé et les pires formes de travail des enfants.

306. S'agissant de la recommandation figurant au paragraphe 116.87, relative au dépistage obligatoire du VIH, la délégation a estimé que la législation nationale visant à lutter contre la propagation du VIH n'était pas discriminatoire et que les mesures de prévention mises en

œuvre par l'administration n'étaient pas en conflit avec les normes et les règles relatives aux droits de l'homme.

307. Le Gouvernement était déterminé à poursuivre la mise en œuvre des recommandations qu'il avait acceptées afin de garantir le respect, la protection et la promotion des droits de l'homme au Turkménistan. En coopération avec les organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme et les parties nationales concernées, y compris les organisations non gouvernementales, il veillerait à ce que les recommandations reçues au cours du troisième cycle soient appliquées.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil et par des entités des Nations Unies au sujet des textes issus de l'Examen

308. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Turkménistan, 12 délégations ont fait des déclarations.

309. La Chine a constaté avec satisfaction que le Turkménistan avait accepté les recommandations qu'elle lui avait adressées. La délégation a dit espérer que le Gouvernement turkmène poursuivrait ses efforts dans les domaines de l'éducation, de la santé publique, de la sécurité sociale et de la réduction de la pauvreté afin d'améliorer encore les conditions de vie de la population.

310. La République populaire démocratique de Corée a constaté que l'Examen périodique universel concernant le Turkménistan qui s'était tenu en mai 2018 avait constitué une bonne occasion d'en apprendre plus sur les efforts déployés par le pays pour protéger et promouvoir les droits de l'homme. Elle a noté avec satisfaction que le Turkménistan avait accepté un grand nombre des recommandations issues de l'Examen périodique universel, ce qui montrait que le pays était déterminé à poursuivre ses efforts dans le domaine des droits de l'homme.

311. L'Égypte a salué l'adoption de la nouvelle Constitution, qui contenait des dispositions protégeant les libertés fondamentales et les droits de l'homme conformément au droit international, et d'amendements visant à mettre la législation nationale en conformité avec les obligations internationales relatives aux droits de l'homme. Elle a pris note de l'adoption d'un plan d'action national en faveur de l'égalité des sexes visant à améliorer la participation des femmes à la vie politique, économique et culturelle. Elle a constaté avec satisfaction que le Turkménistan avait adhéré aux recommandations relatives à l'amélioration des soins de santé dans les zones rurales.

312. L'Allemagne a félicité le Turkménistan d'avoir accepté un grand nombre de recommandations et a encouragé le Gouvernement à veiller à leur pleine application. Elle a noté avec préoccupation que les pouvoirs publics consentaient des efforts insuffisants en vue de mettre fin à la torture et aux mauvais traitements ainsi que d'enquêter sur les cas de disparition forcée. L'Allemagne a réaffirmé qu'il fallait entreprendre des réformes judiciaires et pénitentiaires. Elle a encouragé le Turkménistan à adresser une invitation permanente à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales des Nations Unies.

313. Le Honduras a constaté avec satisfaction que le Turkménistan avait accepté les recommandations qu'il avait formulées, à savoir d'adresser une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et aux autres mécanismes des droits de l'homme et d'élargir la portée du programme de formation aux compétences de base nécessaires à la vie courante destiné aux adolescents. Il a encouragé vivement le Turkménistan à revoir sa position sur les recommandations auxquelles il n'avait pas encore adhéré.

314. L'Iraq a noté avec satisfaction que le Turkménistan avait adhéré à ses recommandations l'invitant à améliorer la situation des personnes handicapées et à ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

315. La Libye a salué les efforts que le Turkménistan avait déployés pour améliorer la situation des droits de l'homme au cours du cycle écoulé. Le Turkménistan s'était efforcé d'améliorer sa législation nationale. La Libye a constaté que le Turkménistan avait adopté une nouvelle Constitution en 2016 et que celle-ci comportait un chapitre sur les libertés fondamentales et les droits de l'homme. Elle a souligné qu'il importait de tenir compte du droit international.

316. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est félicité de l'adhésion du Turkménistan aux recommandations l'invitant à intensifier les efforts en vue d'une pleine application des conventions relatives à l'apatridie. Il a noté avec satisfaction l'action qu'avait menée le Turkménistan pour prévenir et éliminer l'apatridie, notamment les mesures visant à octroyer la citoyenneté aux apatrides et le projet d'adoption d'une procédure de détermination du statut d'apatride. Le HCR a constaté que le Turkménistan avait adhéré à une recommandation tendant à garantir l'enregistrement sans discrimination des naissances de tous les enfants nés dans le pays. À cet égard, le HCR a encouragé le Gouvernement à adopter une législation complète contre la discrimination.

317. Oman a félicité le Turkménistan pour les progrès accomplis dans le domaine des droits de l'homme. Il a noté avec satisfaction que le Turkménistan avait adhéré aux recommandations qu'il lui avait adressées.

318. La Fédération de Russie s'est félicitée de l'adhésion du Turkménistan à plus de 90 % des recommandations issues de l'Examen périodique universel. Elle voulait espérer que le prochain rapport national du Turkménistan rendrait compte de progrès concernant les soins de santé en général et, en particulier, la santé procréative et la santé des mères et des enfants. Elle espérait que la bonne exécution d'un programme de promotion de l'emploi favoriserait également l'emploi des personnes handicapées. La Fédération de Russie s'attendait à ce que le Gouvernement turkmène continue de s'employer à préserver la diversité ethnique, culturelle et religieuse dans le pays.

319. Les Émirats arabes unis ont constaté avec satisfaction l'engagement du Turkménistan en faveur de la protection des droits de l'homme et son adhésion à la majorité des recommandations issues de l'Examen. Ils ont salué les réformes législatives, administratives et institutionnelles menées par le Turkménistan afin de garantir l'exercice des droits de l'homme par tous dans des conditions d'égalité.

320. La République islamique d'Iran s'est félicitée de la coopération du Turkménistan avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, notamment le Conseil des droits de l'homme et son Examen périodique universel. Elle a salué les progrès accomplis par le Turkménistan dans la réalisation des droits au développement, à la santé et à l'éducation. Elle a encouragé le Turkménistan à poursuivre ses efforts pour garantir le droit à des soins de santé et les droits des personnes handicapées.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

321. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Turkménistan, six autres parties prenantes ont fait des déclarations.

322. Anti-Slavery International s'est félicitée de l'adhésion du Turkménistan à la recommandation figurant au paragraphe 114.50 relative à l'élimination du travail forcé dans le cadre de la récolte du coton. L'organisation a fait observer que la législation nationale interdisait le recours au travail forcé mais que celle-ci n'était pas appliquée. Elle a informé le Conseil des droits de l'homme qu'à l'automne 2018, des travailleurs des secteurs public et privé avaient à nouveau été envoyés aux champs pour récolter le coton, sous la menace de sanctions. Ils avaient travaillé de longues heures dans de mauvaises conditions pour atteindre les quotas obligatoires appliqués à la récolte du coton. Anti-Slavery International a ajouté que la pression liée au respect des quotas avait conduit au travail des enfants, certains enfants récoltant le coton aux côtés de leurs parents ou même seuls. Les militants qui avaient surveillé le travail forcé dans le cadre de la récolte du coton et avaient fait rapport à ce sujet avaient pris de grands risques, car le Gouvernement avait adopté de nombreuses mesures pour les empêcher de rassembler des informations. Anti-Slavery International a demandé instamment au Turkménistan de mettre fin au travail forcé.

323. Le Center for Global Nonkilling a constaté avec satisfaction que le Turkménistan avait adhéré à la recommandation de ratifier la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Il a souligné que le Turkménistan n'avait pas adhéré à des recommandations analogues formulées dans le cadre de l'Examen précédent.

324. Amnesty International s'est félicitée de l'adhésion du Turkménistan à 172 recommandations sur les 191 formulées au cours de l'Examen périodique universel, notamment des recommandations sur la coopération avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, la promotion de l'égalité des sexes et la lutte contre la violence à l'égard des femmes. Elle a toutefois signalé que les personnes à l'origine d'allégations de torture ou de mauvais traitements étaient exposées à de sévères mesures de représailles. Les relations homosexuelles consenties entre hommes demeuraient une infraction pénale. Amnesty International a déploré que le Gouvernement ait rejeté les recommandations visant à dépenaliser les relations homosexuelles consenties.

325. La Verein Südwind Entwicklungspolitik a indiqué que, cinq ans auparavant, elle avait engagé le Turkménistan à former ses forces de protection des frontières afin que celles-ci soient en mesure d'éviter des incidents comme le meurtre de pêcheurs d'un pays voisin. Elle a constaté avec regret que de tels incidents avaient continué de se produire et a évoqué des incidents survenus en mars 2018 ainsi que la mort de deux pêcheurs étrangers sous les balles d'agents des forces de protection des frontières. Elle s'est inquiétée du fait que le statut de la mer Caspienne pourrait changer, si les parlements concernés donnaient leur approbation, ce qui entraînerait une augmentation de l'utilisation des ressources en eau par les États riverains, dont le Turkménistan, à des fins lucratives à court terme et en contradiction avec les objectifs de développement durable.

326. Human Rights Watch a relevé que le Turkménistan avait adhéré à un grand nombre de recommandations, y compris celles relatives aux disparitions forcées. L'organisation n'était cependant pas d'accord avec le Gouvernement qui estimait que les personnes disparues qui avaient été emprisonnées après avoir été condamnées par un tribunal ne pouvaient pas être considérées comme des victimes de disparition forcée. Human Rights Watch a expliqué que les familles de plus de 100 personnes n'avaient reçu aucune information des autorités sur le sort réservé à leurs proches ni sur l'endroit où ils se trouvaient depuis qu'ils avaient été privés de liberté. Elle s'est félicitée de l'adhésion du Gouvernement turkmène aux recommandations concernant l'invitation des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales des Nations Unies à visiter le pays, mais a déploré le rejet de la recommandation figurant au paragraphe 116.54 relative à l'accès des détenus à des inspecteurs indépendants. Human Rights Watch a indiqué que la liberté des médias n'existait pas au Turkménistan et que les autorités usaient souvent de mesures de représailles contre les personnes qui exprimaient leur point de vue et contrôlaient strictement la diffusion d'informations.

327. CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne a estimé que le Turkménistan n'avait pas appliqué les 27 recommandations relatives à l'espace civique issues du deuxième cycle de l'Examen, alors qu'il avait adhéré à 24 d'entre elles. Elle a signalé que plus de 100 personnes avaient été victimes de disparition forcée et elle s'est fait l'écho des recommandations appelant l'État à accepter les visites des groupes de travail sur la détention arbitraire et sur les disparitions forcées ou involontaires. Elle s'est dite préoccupée par l'ingérence de l'État dans les médias et par les atteintes à la liberté de réunion. Elle a en outre indiqué qu'en raison, entre autres, des dispositions de la loi de 2014 sur les associations publiques, il n'existait aucune organisation indépendante de défense des droits de l'homme. Elle a engagé le Gouvernement à prendre des mesures concrètes pour répondre à ces préoccupations et pour appliquer les recommandations relatives à la création d'un environnement favorable à la société civile.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

328. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a indiqué que, d'après les informations fournies, sur 191 recommandations reçues, le Turkménistan avait adhéré à 172 recommandations et en avait noté 19.

329. La délégation du Turkménistan a informé le Conseil de la mise en œuvre par le Gouvernement, en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), de programmes de travail visant à protéger les droits des réfugiés et des apatrides. Le programme de travail pour 2018 comprenait la formulation de recommandations en vue de l'élaboration d'un plan d'action national relatif à la mise en œuvre du Plan d'action global visant à mettre fin à l'apatridie (2014-2024). Ces activités étaient un exemple de la coopération efficace entre le Turkménistan et un organisme des

Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Plusieurs autres plans d'action relatifs aux droits de l'homme, notamment aux droits de l'enfant et à l'égalité des sexes, étaient en cours d'exécution en collaboration avec des experts d'entités des Nations Unies, telles que l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

Burkina Faso

330. L'Examen concernant le Burkina Faso s'est déroulé le 7 mai 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Burkina Faso conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/BFA/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/BFA/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/BFA/3).

331. À sa 23^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Burkina Faso (voir la section C ci-après).

332. Les textes issus de l'Examen concernant le Burkina Faso comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/39/4), les vues du Burkina Faso sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/39/4/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

333. Le Burkina Faso a indiqué que, sur les 204 recommandations reçues, il avait adhéré à 163 recommandations et en avait noté 8. Il avait reporté sa décision définitive sur 33 recommandations supplémentaires. Les 33 recommandations en suspens portaient sur l'abolition de la peine de mort, la ratification du deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, la lutte contre les initiatives locales de sécurité, en particulier Koglweogo, et la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la violence fondée sur le genre.

334. À propos des recommandations en suspens, le Burkina Faso a également indiqué qu'après l'adoption du rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, le Gouvernement avait mené des consultations nationales en vue d'arrêter une position définitive sur ces recommandations. Une analyse des conclusions de ces consultations avait permis au Gouvernement d'adhérer à 21 recommandations supplémentaires, dont certaines étaient déjà en cours d'application. À titre d'exemple, la délégation a mentionné l'abolition de la peine de mort par l'adoption du nouveau Code pénal en mai 2018.

335. Les 12 recommandations auxquelles le Burkina Faso n'avait pas adhéré étaient celles qui, après avoir été examinées, ne correspondaient pas aux réalités socioculturelles et économiques du pays. Le Gouvernement faisait notamment référence à celles relatives aux initiatives locales de sécurité, comme le Koglweogo, qui étaient appelées à tort « groupes d'autodéfense » ou « milices ». Selon la délégation, et compte tenu du fait que le Burkina Faso traversait à une crise sécuritaire caractérisée par une montée du terrorisme, le Gouvernement envisageait en matière de police de proximité de rendre ces initiatives locales de sécurité plus efficaces et respectueuses des droits de l'homme, dans le cadre d'un partenariat de sécurité. À ce titre, un décret définissant les modalités de participation de la

population à la mise en œuvre d'une police de proximité avait été adopté afin de réglementer les actions de ces initiatives locales et de surveiller leurs activités.

336. De même, des activités de formation et de sensibilisation étaient menées au profit de ces groupes afin de les amener à intégrer le respect des droits de l'homme dans leurs actions et à améliorer leur collaboration avec les forces de défense et de sécurité. En outre, les membres des initiatives locales de sécurité suspectés de traitements cruels, inhumains ou dégradants avaient été traduits en justice.

337. Afin d'assurer une large diffusion des recommandations issues du troisième cycle de l'Examen périodique universel et de favoriser l'engagement, le Burkina Faso avait fait appel aux membres du comité national chargé de suivre l'application des recommandations. En outre, des séances d'information sur les textes issus de l'Examen périodique universel seraient organisées à l'intention des acteurs des secteurs public et privé, en particulier les départements ministériels et les institutions publiques, le parlement, les groupes sociaux et professionnels, les organisations de la société civile et les partenaires techniques et financiers. Les échanges devraient permettre de définir les mesures à prendre pour appliquer les recommandations acceptées.

338. Par ailleurs, convaincu que l'application effective des recommandations passait par l'adoption d'un cadre, le Gouvernement avait commencé à élaborer un plan d'action national pour la période 2019-2023 visant à faciliter l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel et de celles formulées par les organes conventionnels. Le plan d'action national était axé sur la réalisation des objectifs de développement durable.

339. En dépit des progrès et des efforts accomplis par le Burkina Faso, des facteurs entravaient l'exercice effectif des droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels par la majeure partie de la population. Parmi ces facteurs, on peut citer les ressources insuffisantes de l'État, les risques climatiques et les charges socioculturelles. Cela étant, le Burkina Faso restait convaincu que l'Examen périodique universel contribuerait à la promotion des droits de l'homme sur son territoire. C'est pourquoi, au cours du troisième cycle, il avait adhéré à 184 recommandations sur les 204 reçues.

340. En conclusion, le Burkina Faso a tenu à réaffirmer sa détermination à donner pleinement effet aux recommandations auxquelles il avait adhéré, et a dit espérer pouvoir compter sur le soutien de ses partenaires et de la communauté internationale à cette fin. Un tel soutien contribuerait certainement à renforcer l'action menée par le Burkina Faso afin de promouvoir et de protéger tous les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

341. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Burkina Faso, 13 délégations ont fait des déclarations.

342. L'Égypte a accueilli favorablement les réformes juridiques, les mesures visant à renforcer l'état de droit et les travaux du Haut Conseil pour la réconciliation et l'unité nationale et de la Commission nationale des droits humains. Elle a pris acte des progrès accomplis par le Burkina Faso dans la promotion des droits des femmes, de la stratégie nationale d'éducation et des efforts déployés pour lutter contre le terrorisme et le radicalisme ainsi que pour garantir la sécurité nationale.

343. L'Éthiopie a félicité le Burkina Faso d'avoir adhéré à ses recommandations visant à promouvoir l'autonomisation économique des femmes et des filles par la création d'activités lucratives et à garantir l'accès à l'éducation pour tous par la politique visant à renforcer l'infrastructure dans les zones urbaines et rurales. Elle a encouragé le Burkina Faso à appliquer pleinement les recommandations auxquelles il avait adhéré.

344. Le Gabon s'est félicité de la détermination du Burkina Faso à lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles et contre les pratiques traditionnelles préjudiciables telles que les mutilations génitales féminines, et l'a encouragé à poursuivre ses efforts en ce sens. Il a invité le Conseil des droits de l'homme à adopter le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel concernant le Burkina Faso.

345. Haïti a salué la décision du Burkina Faso d'adhérer à la recommandation figurant au paragraphe 126.9, relative à l'adoption d'une loi instaurant un quota de 30 % de postes électifs réservés aux femmes, et à la recommandation figurant au paragraphe 126.21, relative à la priorité à accorder aux consultations avec les petits agriculteurs pour assurer la sécurité alimentaire. Elle a souhaité un plein succès au Burkina Faso dans l'organisation du référendum constitutionnel en 2019 et des élections nationales en 2020.

346. Le Honduras s'est réjoui que le Burkina Faso ait adhéré à ses recommandations concernant la traite des personnes, l'éducation des femmes à la santé et à la sexualité, les mutilations génitales féminines et les droits des travailleurs migrants. Il a réaffirmé son soutien à la pleine application par le Burkina Faso des recommandations qui lui avaient été adressées lors du troisième cycle et des cycles précédents.

347. La République islamique d'Iran s'est félicitée du fait que le Burkina Faso ait adhéré aux recommandations qu'elle avait formulées et l'a encouragé à poursuivre ses efforts de lutte contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ainsi qu'à élaborer et à mettre en œuvre des politiques concrètes assurant aux femmes et aux filles handicapées un accès aisé aux systèmes de justice, d'éducation et de soins de santé.

348. L'Iraq a remercié le Burkina Faso de sa présentation sur la situation des droits de l'homme dans le pays et a relevé que le Burkina Faso avait participé activement aux débats. Il a félicité le Burkina Faso d'avoir adhéré aux trois recommandations qu'il lui avait faites et a noté que le Burkina Faso avait adhéré à la majorité des recommandations. Il espérait que le Burkina Faso appliquerait les recommandations et a demandé au Conseil d'adopter le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel.

349. Le Kenya a constaté que le Burkina Faso avait adhéré à de nombreuses recommandations, dont certaines formulées par le Kenya. Il a pris acte de l'adoption d'un plan d'action national pour 2014-2017 qui tenait compte des recommandations émanant des organes conventionnels. Le Kenya a encouragé le Burkina Faso à envisager d'appliquer les recommandations dont il avait pris note, afin de faire des progrès dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

350. La Libye a salué les efforts déployés par le Burkina Faso pour mettre en œuvre la loi visant à améliorer la situation sécuritaire et les mesures prises pour combattre le terrorisme, tant au niveau national qu'international. Elle a félicité le Burkina Faso pour sa coopération constructive dans le cadre de l'Examen périodique universel, qui témoignait d'une volonté réelle d'améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays.

351. Madagascar a indiqué que, malgré les difficultés économiques et financières et les attaques terroristes auxquelles le Burkina Faso était confronté, le pays avait fait des progrès considérables dans le domaine des droits de l'homme, notamment en adoptant de nouvelles lois relatives aux droits de l'homme et en ratifiant les instruments internationaux existant dans ce domaine. Elle a encouragé le Burkina Faso à poursuivre ses efforts dans le domaine des droits de l'homme.

352. Le Niger s'est félicité de l'adoption de la loi visant à prévenir la torture et les mauvais traitements et à punir les responsables et de la mise en place de la Commission nationale des droits humains, du Haut Conseil pour la réconciliation et l'unité nationale, du Haut Conseil pour le dialogue social et du Conseil national pour l'enfance. Il a pris acte du Plan national de développement économique et social 2016-2020 et des stratégies connexes.

353. Le Nigéria a félicité le Burkina Faso pour son engagement constant et sa coopération dans le cadre de l'Examen périodique universel, ainsi que pour l'adoption de nouvelles lois en matière de droits de l'homme et la ratification d'un certain nombre d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, qui montraient sa détermination à faire respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Le Nigéria a recommandé l'adoption du rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel concernant le Burkina Faso.

354. L'Arabie saoudite s'est félicitée de l'adhésion du Burkina Faso à un certain nombre de recommandations, qui reflétait l'esprit de collaboration dont celui-ci faisait preuve à l'égard des mécanismes du Conseil des droits de l'homme, ainsi que ses efforts pour intégrer les droits de l'homme dans ses politiques et promouvoir les droits économiques et sociaux.

Elle a invité le Burkina Faso à redoubler d'efforts dans le domaine des droits de l'homme et lui a adressé ses vœux de progrès et de prospérité.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

355. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant du Burkina Faso, sept autres parties prenantes ont fait des déclarations.

356. L'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, en association avec le Volontariat international femmes, éducation, développement, ont salué les efforts considérables déployés par le Burkina Faso pour protéger les droits des enfants. Ils ont toutefois déploré les lacunes existant en ce qui concerne les droits des femmes et des filles, et le mariage forcé. Ils ont constaté que, malgré les efforts consentis, les inégalités persistaient entre les filles et les garçons quant à l'accès à l'éducation et à la qualité de l'enseignement. Ils ont appelé le Burkina Faso à entreprendre des activités de sensibilisation afin de renforcer le soutien à l'éducation des jeunes filles et à poursuivre ses efforts pour éliminer la violence à l'égard des femmes. En outre, ils ont encouragé le Burkina Faso à appliquer effectivement les recommandations issues de l'Examen, en particulier celles tendant à fixer l'âge minimum de tout type de mariage, tant légal que traditionnel, à 18 ans pour les garçons et les filles.

357. Plan International s'est félicitée des recommandations figurant aux paragraphes 125.115, 125.121 et 125.122 qui engageaient le Burkina Faso à intensifier ses efforts pour lutter efficacement contre la prévalence élevée des grossesses précoces. L'organisation a recommandé au Burkina Faso d'allouer des ressources suffisantes à cette fin et d'aider les jeunes mères à poursuivre leur scolarité. Elle a en outre relevé que le Burkina Faso avait adhéré à toutes les recommandations susmentionnées et avait récemment révisé son Code pénal pour mieux protéger les élèves mineurs. Plan International a prié le Burkina Faso d'appliquer pleinement les recommandations issues de l'Examen périodique universel, de consulter la société civile et les autres parties prenantes lors de l'élaboration de plans d'action visant à combattre le fléau des grossesses précoces, de faire respecter pleinement la loi et d'encourager les communautés à rompre le silence.

358. Le Service international pour les droits de l'homme a félicité le Gouvernement de l'adoption d'une loi visant spécialement à protéger les défenseurs des droits de l'homme ainsi que d'une loi établissant l'institution nationale des droits de l'homme et la procédure d'élection de ses nouveaux membres. Il a recommandé de veiller à ce que la Commission nationale des droits humains nouvellement créée s'aligne pleinement sur les Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris). Il demeurait préoccupé par l'absence de dispositions prévoyant une protection spécifique pour les défenseuses des droits de l'homme. Il a demandé au Burkina Faso de garantir l'application pleine et effective de la loi relative aux défenseurs en mettant en place le mécanisme de protection correspondant et de doter la Commission nationale des droits humains des ressources nécessaires pour qu'elle puisse remplir pleinement sa fonction.

359. Amnesty International s'est félicitée de l'adoption du nouveau Code pénal et de l'adhésion du Burkina Faso aux recommandations l'invitant à enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme par toutes les parties, à mettre fin à l'impunité, à commuer toutes les condamnations à mort, à abolir la peine de mort, à ratifier le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, et à mieux protéger les droits des défenseurs des droits de l'homme. Elle a demandé instamment au Burkina Faso de s'abstenir d'utiliser la lutte contre le terrorisme au détriment des défenseurs des droits de l'homme. Amnesty International a déploré le taux extrêmement élevé de mariages forcés et de mariages précoces au Burkina Faso et a salué la volonté affichée du Gouvernement de prendre des mesures pour mettre fin au mariage précoce et pour mieux protéger les victimes.

360. Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a félicité le Burkina Faso des progrès réalisés afin d'abolir la peine de mort, de créer un fonds d'assistance judiciaire, de mettre en place la Commission nationale des droits humains et d'adopter des mesures législatives visant à protéger les défenseurs des droits de l'homme. Elle a constaté que le

Burkina Faso avait accordé l'importance voulue à la question de la liberté de la presse et l'a encouragé à lutter contre la violence sexuelle et la surpopulation carcérale. Elle l'a en outre invité à redoubler d'efforts pour mettre fin aux mutilations génitales féminines.

361. CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne s'est félicitée de l'adoption en juin 2017 d'une nouvelle loi sur la protection des défenseurs des droits de l'homme, mais a constaté avec regret que le Burkina Faso n'avait appliqué que partiellement la recommandation sur l'espace civique qu'il avait reçue lors du deuxième cycle de l'Examen périodique universel. Elle s'est déclarée préoccupée par les violations persistantes de la liberté de réunion pacifique, les restrictions imposées à la liberté d'expression, notamment la suspension de certains médias par l'organisme national de réglementation des médias, et les agressions et les menaces physiques contre les journalistes et les militants de la société civile. Elle a donc demandé au Burkina Faso de prendre des mesures concrètes pour remédier à ces problèmes et répondre à ces préoccupations, et d'appliquer les recommandations tendant à créer et à maintenir, en droit et dans la pratique, un environnement favorable à la société civile.

362. L'Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud s'est dite préoccupée par les conflits fonciers et les violations du droit au logement. Elle a signalé qu'environ 400 personnes avaient été expulsées de leurs terres, ce qui menaçait en conséquence la paix sociale au Burkina Faso. En outre, elle a déploré les lacunes du système judiciaire et les actes de tortures commis par le groupe d'autodéfense connu sous le nom de Koglweogo. Elle a engagé la communauté internationale à prendre des mesures qui empêcheraient le Burkina Faso de violer le droit international.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

363. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a indiqué que, d'après les informations fournies, sur 204 recommandations reçues, le Burkina Faso avait adhéré à 184 recommandations et en avait noté 20.

364. La délégation du Burkina Faso a constaté avec regret que certaines organisations non gouvernementales n'appréhendaient pas pleinement la situation des droits de l'homme au Burkina Faso et leur a conseillé de se garder d'être les porte-parole de l'opposition. La délégation a été particulièrement surprise par les propos alarmistes de l'Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud, surtout concernant l'administration de la justice. Selon la délégation, les institutions nationales avaient été réformées et des mesures avaient été prises pour garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire. Le Burkina Faso avait fait de nombreux efforts pour se conformer aux normes internationales, et cela devrait être reconnu. Par conséquent, le Burkina Faso ne partageait pas l'opinion de l'Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud. Le Burkina Faso n'était pas d'accord avec Amnesty International, qui devrait prendre tous les faits en compte. En ce qui concerne la Commission nationale des droits humains, le Burkina Faso s'employait à lui fournir les ressources dont elle avait besoin pour s'acquitter convenablement de son mandat. S'agissant du mariage d'enfants, le nouveau Code pénal donnait une nouvelle définition du mariage d'enfants qui garantissait la sanction du mariage forcé. Concernant la liberté d'opinion et d'expression, le Burkina Faso était l'un des pays où la liberté de la presse était la plus respectée. La délégation a remercié les États qui avaient formulé des observations et des recommandations et a invité toutes les organisations non gouvernementales qui souhaitaient connaître la situation réelle au Burkina Faso à se rendre dans le pays et à mener des enquêtes et des études sérieuses.

Cabo Verde

365. L'Examen concernant Cabo Verde s'est déroulé le 8 mai 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par Cabo Verde conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/CPV/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/CPV/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/CPV/3).

366. À sa 23^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant Cabo Verde (voir la section C ci-après).

367. Les textes issus de l'Examen concernant Cabo Verde comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/39/5), les vues de Cabo Verde sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/39/5/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

368. La délégation, dirigée par la Représentante permanente de Cabo Verde auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, Maria de Jesus Veiga Miranda, a réaffirmé l'engagement de Cabo Verde à promouvoir et à protéger les droits de l'homme pour tous.

369. La délégation a réitéré la volonté de Cabo Verde de renforcer encore sa coopération avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, notamment grâce à l'invitation permanente adressée aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales en avril 2013.

370. La délégation a estimé que le rapport présenté pour adoption rendait fidèlement compte des conclusions du riche dialogue mené dans le cadre de l'Examen concernant Cabo Verde, à la trentième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, et approuvait pleinement son adoption.

371. La délégation a indiqué que les recommandations avaient été examinées attentivement par un groupe de travail national composé de représentants de toutes les institutions ayant participé à l'élaboration du rapport national en vue de l'Examen périodique universel et qu'après examen des recommandations reçues, Cabo Verde avait adhéré à 144 recommandations et pris note de 15 autres.

372. Les 144 recommandations acceptées avaient trait à des domaines clefs des droits de l'homme, tels que la coopération avec les mécanismes et organes internationaux relatifs aux droits de l'homme, le cadre national des droits de l'homme, l'égalité et la non-discrimination, le droit à la vie, les libertés fondamentales, le droit de participer à la vie publique et politique, l'administration de la justice, l'interdiction de toutes les formes d'esclavage, le droit au travail, le droit à un niveau de vie suffisant, le droit à la santé et le droit à l'éducation, l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et les droits des enfants, des personnes handicapées, des migrants, des réfugiés, des demandeurs d'asile et des apatrides.

373. La délégation a indiqué que nombre de ces recommandations étaient d'ores et déjà en cours d'application et que la plupart d'entre elles concordaient avec les politiques et instruments de planification nationaux en vigueur, et que toutes les mesures supplémentaires nécessaires seraient prises en partenariat avec la communauté internationale et les organes chargés des droits de l'homme.

374. Sur les 15 recommandations notées, 14 avaient déjà été pleinement appliquées et ne nécessitaient donc pas de mesures supplémentaires.

375. La délégation a affirmé que, selon le Gouvernement, une seule recommandation ne reflétait pas la réalité nationale et ne se verrait donc pas accorder le même degré de priorité. Il s'agissait de la recommandation concernant la ratification de la Convention de 1989 relative aux peuples indigènes et tribaux (n° 169) de l'OIT. La délégation a indiqué que les peuples autochtones et tribaux ne faisaient pas partie de la réalité de Cabo Verde.

376. La délégation a expliqué que Cabo Verde avait pris note de la recommandation d'envisager d'adresser une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme puisqu'il avait déjà lancé une telle

invitation le 26 avril 2013. La Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard s'était rendue dans le pays en janvier 2015 et une visite du Rapporteur spécial sur le droit au développement était en cours d'organisation pour le mois de novembre 2018.

377. De même, la délégation a indiqué que la recommandation relative à la création d'un mécanisme national de coordination aux fins d'élaboration des rapports ainsi que du suivi et de la mise en œuvre des recommandations avait été notée car un tel mécanisme avait déjà été mis en place en 2017.

378. En outre, la délégation a évoqué, à titre d'exemple, plusieurs recommandations relatives au Plan national de lutte contre la violence sexiste (2014-2018), ainsi que des recommandations visant à garantir que les violences à l'égard des femmes soient punies par la loi, qui avaient elles aussi été notées, car, selon la délégation, un deuxième plan national de lutte contre la violence sexiste comprenant des mesures relatives à la traite des femmes et des filles, notamment la mise en place de programmes spécialisés d'assistance et de protection à l'intention des victimes de harcèlement sexuel, d'exploitation sexuelle et de discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, avait été élaboré. De surcroît, une loi spéciale sur la violence sexiste, qui couvrirait les violences physiques, psychologiques, sexuelles, morales et patrimoniales, ainsi que le harcèlement, avait été adoptée en 2011.

379. Enfin, la délégation a déclaré que toutes les recommandations issues du troisième cycle de l'Examen périodique universel seraient largement diffusées de manière à faire connaître au public le mécanisme de dialogue de l'Examen, et que les travaux à engager au sujet des recommandations acceptées seraient étudiés avec les représentants des ministères et des institutions compétents, sous la direction de la Commission interministérielle chargée de l'établissement des rapports nationaux, qui est rattachée au cabinet du Premier Ministre.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

380. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Cabo Verde, 13 délégations ont fait des déclarations.

381. L'Iraq a félicité Cabo Verde de l'adoption du rapport et l'a remercié d'avoir adhéré à ses deux recommandations relatives à la réduction de l'écart salarial entre les hommes et les femmes. Il a recommandé au Conseil des droits de l'homme d'adopter le rapport concernant Cabo Verde et avait bon espoir que l'État objet de l'examen applique ses recommandations.

382. Madagascar s'est félicitée que Cabo Verde ait réaffirmé son engagement à protéger et à promouvoir les droits de l'homme en acceptant d'examiner la majorité des recommandations formulées par les États membres à la trentième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. La délégation a accueilli avec satisfaction les mesures prises par Cabo Verde, en particulier celles visant à prévenir et à combattre le travail des enfants. Madagascar a encouragé Cabo Verde à tirer parti de la dynamique créée pour consolider l'état de droit et les droits de l'homme dans le pays.

383. Le Nigéria a félicité Cabo Verde pour sa coopération constante avec le mécanisme de l'Examen périodique universel et a pris acte de son engagement à protéger et à promouvoir les droits de l'homme, en particulier par la création d'un mécanisme national chargé de prévenir, de combattre et d'éliminer le travail des enfants. Il a recommandé l'adoption du rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel concernant Cabo Verde.

384. Le Sénégal a salué les efforts déployés par Cabo Verde afin de promouvoir les droits de l'homme et s'est félicité de l'adoption, en 2017, du deuxième Plan national pour les droits de l'homme et la citoyenneté (2017-2022) ainsi que de l'engagement pris par le pays d'aligner à l'avenir la Commission nationale des droits de l'homme et de la citoyenneté sur les Principes de Paris. Le Sénégal a en outre félicité Cabo Verde de l'élaboration du Plan national de lutte contre la traite des êtres humains (2018-2021) et d'un plan d'action national pour la prévention et l'élimination du travail des enfants.

385. La République bolivarienne du Venezuela a salué les efforts consentis par le Gouvernement caboverdien pour donner suite à ses engagements relatifs aux droits de l'homme et a souligné l'importance que Cabo Verde accordait à l'enseignement, qui était

gratuit, obligatoire et universel jusqu'à la 8^e année d'études, ainsi que les mesures prises pour lutter contre la discrimination dans les écoles. Elle appréciait grandement que Cabo Verde ait ratifié le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et approuvé le deuxième Plan national pour les droits de l'homme et la citoyenneté.

386. L'Algérie s'est félicitée des mesures prises par Cabo Verde afin de promouvoir les droits de l'homme, en particulier l'adoption du deuxième Plan national pour les droits de l'homme et la citoyenneté, ainsi que d'autres mesures prises afin de renforcer l'égalité des sexes. Cabo Verde avait adhéré à 144 recommandations, dont deux formulées par l'Algérie, une première relative à la lutte contre la traite des êtres humains, entre autres, par l'adoption d'une loi générale et une seconde relative à la nécessité d'entreprendre des démarches pour mettre fin, en droit et dans la pratique, aux cas d'apatridie.

387. L'Angola a salué les efforts faits par Cabo Verde pour améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays, en particulier dans le domaine de la justice, pour ratifier d'importants instruments internationaux et pour mettre en œuvre des politiques et des mesures en vue de la pleine réalisation des droits civils, économiques et sociaux de sa population. Il a réaffirmé son soutien au Gouvernement et au peuple caboverdiens et a recommandé au Conseil des droits de l'homme d'adopter le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel.

388. Le Botswana a félicité Cabo Verde d'avoir révisé son Code pénal de manière à ériger en infraction la traite des personnes, l'exploitation sexuelle des enfants et l'esclavage, d'avoir ratifié le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et d'avoir adopté le Plan national de lutte contre la violence sexuelle contre les enfants et les adolescents de 2016. Il a constaté avec satisfaction que Cabo Verde avait adhéré à ses deux recommandations, visant à réduire le recours à la détention provisoire et à protéger les droits des femmes et des filles à l'éducation et à la santé.

389. Le Burkina Faso a constaté que des progrès considérables avaient été accomplis à Cabo Verde, en particulier en ce qui concerne l'accès à des soins de santé de qualité. Il a encouragé vivement Cabo Verde à redoubler d'efforts pour relever les défis qui se posaient dans les domaines des droits de l'homme en appliquant les recommandations auxquelles il avait adhéré. De plus, le Burkina Faso a appelé la communauté internationale à continuer de soutenir Cabo Verde afin qu'il puisse aboutir à des résultats impressionnants entre la date d'adoption du rapport et celle du prochain Examen.

390. La Chine s'est félicitée de la participation constructive de Cabo Verde à l'Examen périodique universel et l'a remercié d'avoir adhéré à ses recommandations. La Chine a dit espérer que Cabo Verde continuerait à adopter des mesures efficaces pour promouvoir l'égalité des sexes et mieux protéger les droits des groupes vulnérables, notamment ceux des femmes, des enfants et des personnes handicapées. Elle s'est réjouie que Cabo Verde ait réaffirmé son engagement en faveur des droits de l'homme.

391. La Côte d'Ivoire s'est félicitée de l'importance accordée par Cabo Verde aux recommandations qui lui avaient été faites et demeurait convaincue que l'application effective de ces recommandations contribuerait fortement à l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays. Elle a salué tous les efforts consentis par Cabo Verde pour renforcer l'état de droit et l'a encouragé vivement à poursuivre sa coopération avec les mécanismes de promotion et de protection des droits de l'homme.

392. Le Portugal a félicité Cabo Verde de ses efforts visant à appliquer les recommandations issues du deuxième cycle de l'Examen périodique universel en procédant à de vastes réformes législatives et institutionnelles au niveau national et en ratifiant des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il a pris note avec satisfaction de l'adoption par Cabo Verde du deuxième Plan national pour les droits de l'homme et la citoyenneté, qui visait à instaurer une culture des droits de l'homme dans l'administration publique, de l'élaboration de multiples plans d'action nationaux dans des domaines comme l'immigration, l'égalité des sexes, la lutte contre la traite des êtres humains et la violence sexiste, et des mesures visant à prévenir et à éliminer le travail des enfants.

393. Le Brésil a félicité Cabo Verde d'avoir adopté la quasi-totalité des recommandations qu'il avait reçues et a particulièrement apprécié l'adhésion de Cabo Verde à ses deux recommandations. Le Brésil considérait la ratification d'importants instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et l'adoption de politiques visant à lutter contre la pauvreté et à promouvoir l'inclusion sociale des groupes en situation de vulnérabilité, en particulier les femmes et les filles, comme essentielles à l'édification d'une société équitable, prospère et démocratique. Le Brésil a également demandé au HCDH de fournir l'assistance technique nécessaire.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

394. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Cabo Verde, deux autres parties prenantes ont fait des déclarations.

395. L'Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud a signalé que, bien qu'il ait pris des mesures législatives afin de renforcer la protection des femmes contre la violence, Cabo Verde n'avait toujours pas adopté de loi spécifique sur la violence à l'égard des femmes. Elle a fait observer qu'en l'absence de mesures de protection adéquates, les violences domestiques restaient largement répandues. Cabo Verde s'était engagé à ratifier le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, un engagement international qu'il devait encore honorer. Cabo Verde était toujours un pays de transit pour la traite des femmes et des filles. L'Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud a appelé la communauté internationale à prendre les mesures nécessaires pour renforcer les lois et les politiques, combattre la violence à l'égard des femmes et aider les victimes, en mettant plus particulièrement l'accent sur les violences domestiques et la traite des femmes et des jeunes filles.

396. Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a félicité Cabo Verde d'avoir adhéré à la majorité des recommandations issues du troisième cycle de l'Examen périodique universel. Cabo Verde était l'un des pays d'Afrique ayant les meilleurs seuils de protection sexuelle minimale. L'organisation a pris note des efforts déployés par Cabo Verde pour accroître le respect des droits de l'homme en matière d'accès à l'éducation, à des soins de santé et au logement, de l'adoption d'un plan de travail sur le travail des enfants et sur les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes. Elle demeurait préoccupée par la persistance des violences conjugales, des stéréotypes discriminatoires et des attitudes patriarcales quant au rôle des femmes dans la société. L'organisation a engagé Cabo Verde à adopter des mesures spécifiques pour améliorer la protection des jeunes filles contre le viol et les grossesses précoces.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

397. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a indiqué que, d'après les informations fournies, sur 159 recommandations reçues, Cabo Verde avait adhéré à 144 recommandations et en avait noté 15.

398. En conclusion, la délégation a exprimé sa gratitude à l'égard de toutes les délégations qui avaient participé à l'Examen concernant Cabo Verde et a indiqué que le Gouvernement avait fait des progrès considérables dans la promotion et la protection des droits de l'homme. La délégation a réaffirmé que Cabo Verde avait adhéré à quasiment toutes les recommandations et que toutes celles dont il avait pris note, sauf une, avaient déjà été pleinement appliquées.

399. La délégation a réaffirmé la volonté de Cabo Verde de continuer à renforcer les mesures visant à protéger les droits de l'homme et a remercié les organisations non gouvernementales qui avaient fait part de leurs préoccupations. Elle a admis que le Gouvernement devait redoubler d'efforts pour lutter contre les stéréotypes culturels sur les rôles des hommes et des femmes dans la société.

Allemagne

400. L'Examen concernant l'Allemagne s'est déroulé le 8 mai 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par l'Allemagne conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/DEU/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/DEU/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/DEU/3).

401. À sa 23^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant l'Allemagne (voir la section C ci-après).

402. Les textes issus de l'Examen concernant de l'Allemagne comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/39/9), les vues de l'Allemagne sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/39/9/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

403. La délégation, dirigée par le Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, Michael von Ungern-Sternberg, a exprimé la gratitude de l'Allemagne à toutes les délégations pour leur participation à l'Examen périodique universel la concernant et pour leur examen de la situation des droits de l'homme dans le pays. Elle a également remercié les rapporteurs et le secrétariat pour leur travail et leur soutien.

404. Au cours de l'Examen la concernant, l'Allemagne avait montré son attachement au mécanisme de l'Examen périodique universel. En outre, au cours des Examens concernant d'autres pays auxquels elle avait participé, elle avait formulé des recommandations adaptées au cadre politique et juridique du pays concerné.

405. Le Gouvernement avait examiné attentivement les 259 recommandations reçues par l'Allemagne avec la participation de tous les ministères fédéraux concernés. Toutefois, étant donné la répartition des compétences entre les différents niveaux du système fédéral allemand et les délais limités impartis, il n'avait pas été possible de procéder à un examen complet à tous les niveaux de l'État, y compris dans les Länders. Pour cette raison, certaines recommandations, notamment celles dont la mise en œuvre aurait des incidences directes au niveau des Länders, exigeraient un examen ultérieur et avaient donc été notées. Cela ne signifiait pas que le Gouvernement fédéral ne partageait pas les objectifs de ces recommandations.

406. Depuis cet examen, le Gouvernement s'était entretenu avec des représentants de la société civile et de l'Institut allemand des droits de l'homme. De plus, la Commissaire à la politique des droits de l'homme et à l'aide humanitaire avait examiné les textes issus de l'Examen périodique universel avec le Comité des droits de l'homme et de l'aide humanitaire du Gouvernement fédéral et avait recueilli les vues des membres du Parlement. Un certain nombre de parlementaires membres du Comité des droits de l'homme et de l'aide humanitaire avaient participé à cet examen, ce qui témoignait de l'intérêt porté par le Parlement allemand à l'Examen périodique universel et son attachement à ce mécanisme.

407. Le Gouvernement était déterminé à adhérer au plus grand nombre de recommandations possible, étant entendu que ces recommandations seraient concrétisées dans le cadre juridique et appliquées avec la volonté politique nécessaire. Par conséquent, il avait adhéré à 209 recommandations et en avait noté 50.

408. La délégation a indiqué que, dans plusieurs cas, l'Allemagne estimait que la législation et les pratiques allemandes actuelles, dans leur ensemble ou en partie, étaient déjà conformes aux recommandations auxquelles elle avait adhéré et que le Gouvernement fédéral ne jugeait donc pas nécessaire de prendre des mesures supplémentaires. Certaines des recommandations notées pourraient encore être obtenir l'adhésion de l'Allemagne. Certaines d'entre elles avaient été notées, car elles étaient fondées sur des hypothèses ou des affirmations inexacts.

409. En réponse aux critiques qui lui avaient été adressées au cours de l'Examen précédent, en 2013, concernant les droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes, le Parlement allemand avait adopté en 2017 une loi autorisant le mariage entre personnes de même sexe. Par ailleurs, à la suite d'une décision de la Cour constitutionnelle allemande, le Gouvernement était en voie de reconnaître un troisième genre.

410. Le Gouvernement était déterminé à continuer de promouvoir et de soutenir l'égalité des sexes et avait adhéré aux recommandations en la matière. Une stratégie interministérielle sur l'égalité accompagnée d'un plan d'action serait élaborée. En outre, une loi avait été adoptée en vue d'accroître le nombre de femmes occupant des postes de direction. Dans la fonction publique, la représentation équitable des femmes et des hommes dans les postes de direction serait atteinte d'ici à 2025.

411. En ce qui concerne l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, depuis le 6 janvier 2018, dans les entreprises employant plus de 200 personnes, les employés avaient le droit de demander, à titre individuel, des informations sur la structure de rémunération de l'entreprise à des fins de transparence. Un soutien serait offert aux employés concernés et des procédures éprouvées et certifiées seraient mises au point à l'intention des entreprises.

412. L'Allemagne avait reconnu que, dans certains cas, il convenait d'en faire plus pour protéger les droits de l'homme, notamment dans les domaines de la lutte contre le racisme et de l'intégration des personnes d'origine étrangère.

413. Au début septembre, l'Allemagne avait été une nouvelle fois confrontée à l'indéniable problème de racisme, de xénophobie et d'antisémitisme qui existait dans le pays, lorsque dans la ville de Chemnitz, en Saxe, des extrémistes de droite étaient descendus dans la rue pour manifester et avaient poursuivi des personnes d'apparence étrangère, fait le salut hitlérien, appelé à un soulèvement de la droite contre les réfugiés et les migrants et, à une occasion, attaqué un restaurant juif. Quelques jours plus tard seulement, dans la petite ville de Köthen, en Saxe-Anhalt, des événements similaires, bien qu'à plus petite échelle, s'étaient produits. Ces événements étaient une honte pour l'Allemagne.

414. Les discours politiques qui ont suivi au sein de l'extrême droite de l'échiquier politique laissaient entendre que la crainte que les personnes ressentent face à la menace que la migration représentait pour leur mode de vie justifiait une attitude agressive à l'égard des réfugiés et des migrants. Ces discours portaient un message dangereux qui cherchait à légitimer ou même à encourager la violence contre les étrangers ou les citoyens d'apparence étrangère.

415. Les événements de Chemnitz et de Köthen s'étaient suivis en Allemagne d'un débat public intense, qui était encore d'actualité. Immédiatement après les faits, la société civile et les partis politiques du centre et de la gauche avaient organisé des contre-manifestations et des événements à Chemnitz, notamment un concert de rock et de hip hop donné par des groupes populaires allemands sous le slogan « We are more ! » (Nous sommes plus nombreux !), qui avait attiré plus de 65 000 personnes.

416. Le 11 septembre, le Président du Parlement allemand, Wolfgang Schäuble, avait exprimé très clairement lors d'une séance plénière que, face à la xénophobie, aux saluts hitlériens, aux symboles nazis et aux attaques contre les institutions juives, il ne pouvait y avoir ni clémence ni complaisance. Il a ajouté qu'un État constitutionnel, fort et tolérant était indispensable et qu'il fallait insister.

417. Au cours du débat en plénière qui a suivi, la Chancelière fédérale, Angela Merkel, a insisté et a prononcé le discours suivant :

Les Juifs, les musulmans au même titre que les chrétiens et les athées ont leur place dans notre société, dans nos écoles, dans nos partis politiques, dans notre vie en communauté ... Nous sommes conscients que notre État constitutionnel est mis à

l'épreuve. C'est pourquoi, dans le cadre de l'accord de coalition, nous sommes convenus d'un pacte en faveur de l'état de droit, qui prévoit la création de 3 000 postes supplémentaires dans les services de sécurité, l'allocation de près de 50 millions d'euros pour les infrastructures de la Police fédérale et de 85 millions d'euros pour la numérisation du travail de la police, et des investissements supplémentaires dans la cybersécurité. Des discussions approfondies seront également menées avec les Länder sur les ressources des tribunaux et des autres autorités judiciaires.

418. À Chemnitz, des procédures judiciaires accélérées avaient été engagées contre les personnes qui avaient participé aux manifestations violentes et fait le salut hitlérien. Au 15 septembre, deux personnes avaient été reconnues coupables et condamnées à des peines d'emprisonnement de cinq et de huit mois, tandis que d'autres suspects faisaient encore l'objet d'enquêtes et de poursuites.

419. Le 14 septembre, le Ministère des affaires étrangères, Heiko Maas, avait fait la déclaration suivante :

Ce n'est pas la migration, mais le nationalisme la cause profonde de tous les problèmes politiques. Et l'Allemagne n'est pas la seule concernée ; nous observons ce phénomène dans le monde entier. Nous le voyons partout. Les autocraties se renforcent, le pluralisme recule. Cette évolution n'est rien moins qu'une attaque contre nos démocraties libérales, contre le respect et contre la tolérance.

420. L'Allemagne n'était pas le seul pays en Europe et au-delà à faire face aux menaces croissantes du nationalisme et de la xénophobie, et un effort international concerté était nécessaire pour défendre toutes les démocraties pluralistes, d'autant que les nationalistes de droite entretenaient des relations à l'échelle internationale.

421. Le Gouvernement attachait de l'importance aux voix de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme. Il demeurait résolu à maintenir un dialogue actif et une collaboration constructive avec la société civile sur la situation des droits de l'homme en Allemagne.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

422. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Allemagne, 13 délégations ont fait des déclarations.

423. La République islamique d'Iran s'est inquiétée de la montée du racisme, de la xénophobie et de l'islamophobie, des crimes de haine et des agressions visant les réfugiés et les demandeurs d'asile, en particulier les femmes et les filles. Elle s'est également dite préoccupée par les conditions de vie insatisfaisantes des minorités et la discrimination dont celles-ci faisaient l'objet sur le marché du travail.

424. L'Iraq a remercié l'Allemagne pour sa participation à l'Examen périodique universel. Il a constaté qu'elle avait adhéré aux trois recommandations formulées par l'Iraq, concernant la discrimination raciale, la réduction de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes et l'amélioration de l'insertion des minorités ethniques sur le marché du travail. Il a également constaté que l'Allemagne avait adhéré à la majorité des recommandations qu'elle avait reçues, ajoutant qu'il s'attendait à ce qu'elle les applique.

425. Le Kenya a félicité l'Allemagne du travail qu'elle avait accompli pour donner suite aux recommandations issues de l'Examen précédent. Il a pris note avec satisfaction de l'adoption en 2017 du Plan d'action national contre le racisme.

426. Madagascar s'est félicitée du grand nombre de recommandations auxquelles l'Allemagne avait adhéré. Elle a salué l'adoption en 2017 du Plan d'action national contre le racisme et a encouragé l'Allemagne à intensifier ses efforts de lutte contre la discrimination et le profilage racial.

427. Le Maroc a salué la détermination sans faille de l'Allemagne à faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Il a aussi apprécié les efforts déployés pour combattre la violence à l'égard des femmes, notamment les violences domestiques, par la mise en œuvre de stratégies et de campagnes de sensibilisation gouvernementales. Le

Maroc s'est félicité des mesures prises pour promouvoir les droits des personnes handicapées et des enfants. Il a constaté avec satisfaction l'attention particulière accordée aux migrants et aux réfugiés. Le Maroc a salué les efforts visant à éliminer la xénophobie et le racisme.

428. Le Pakistan a remercié l'Allemagne d'avoir adhéré à la majorité des recommandations qu'elle avait reçues. Il l'a félicitée des efforts qu'elle ne cessait de déployer pour intégrer les réfugiés dans la société.

429. Les Philippines ont salué l'Allemagne pour sa pleine adhésion à l'état de droit et son respect des droits de l'homme. Elles ont pris note de l'introduction de l'homophobie et de la transphobie dans le Plan d'action national contre le racisme. Elles se sont félicitées des efforts faits pour intégrer les réfugiés et ont indiqué que les migrants en situation irrégulière devraient bénéficier d'un meilleur accès aux services sociaux de base.

430. La Roumanie a félicité l'Allemagne pour sa présentation, dans laquelle elle avait donné de solides assurances quant à son engagement à promouvoir et à protéger les droits de l'homme. Elle a remercié l'Allemagne d'avoir adhéré à la recommandation qu'elle lui avait adressée au cours de l'Examen.

431. La Serbie a salué les efforts déployés par l'Allemagne pour promouvoir les droits de l'homme, notamment s'agissant de la lutte contre la discrimination, le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme. Elle a constaté avec satisfaction que l'Allemagne avait adhéré à la plupart des recommandations, y compris aux trois recommandations qu'elle avait formulées.

432. Sri Lanka a noté avec satisfaction que l'Allemagne avait adhéré à 209 recommandations, y compris à deux recommandations qu'elle avait formulées. Elle a salué les efforts de lutte contre le racisme et la discrimination. Sri Lanka a accueilli favorablement les interventions législatives telles que l'adoption de la loi sur l'égalité participation des femmes aux postes de direction, dans les secteurs public et privé, et de la loi sur la transparence des salaires. Elle a félicité l'Allemagne de la mise en place au sein de l'Institut allemand des droits de l'homme d'un bureau chargé d'assurer le suivi de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que de ses efforts de lutte contre la traite et l'exploitation des enfants.

433. Le Soudan a pris note du rapport national soumis par l'Allemagne. Il a déclaré que l'Examen périodique universel demeurerait le principal mécanisme pour améliorer la situation des droits de l'homme dans tous les pays. Il a félicité l'Allemagne d'avoir adhéré à un grand nombre de recommandations et lui a souhaité un plein succès dans leur application.

434. L'Angola s'est félicitée de la collaboration ouverte de l'Allemagne avec le Conseil des droits de l'homme ainsi que de ses échanges fructueux avec les autres États membres.

435. L'État plurinational de Bolivie a pris note des programmes fédéraux visant à lutter contre la discrimination et la haine à l'égard de certains groupes de personnes. La Bolivie s'est félicitée du fait que l'Allemagne ait adhéré aux recommandations qu'elle lui avait adressées concernant la discrimination, le racisme et les préjugés raciaux dans les zones rurales et la promotion des politiques de protection des agriculteurs, principalement des jeunes et des femmes, compte tenu de la diversité des régions rurales et des difficultés qu'elles rencontrent.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

436. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Allemagne, huit autres parties prenantes ont fait des déclarations.

437. L'Institut allemand des droits de l'homme a indiqué que, vu la détermination du Gouvernement à garantir les droits de l'homme dans le pays, il importait de fixer des priorités et de définir des mesures d'application concrètes. Il fallait sans plus attendre que les acteurs politiques prennent clairement position contre le racisme, la haine et la violence et le Gouvernement devait veiller à ce que ses politiques concernant les demandeurs d'asile n'alimentent pas les stéréotypes racistes. S'agissant de la violence fondée sur le genre, le Gouvernement devrait adopter un plan d'action national complet afin de mettre effectivement en œuvre la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Pour ce qui est de l'éducation inclusive, le

Gouvernement devrait honorer sans délai son engagement d'abandonner progressivement le système d'écoles séparées. L'Institut a constaté avec préoccupation que le Gouvernement refusait de reconnaître la discrimination structurelle dont étaient victimes les élèves issus de l'immigration dans le système scolaire allemand, au mépris des données empiriques, et a déploré le rejet par le Gouvernement de l'appel en faveur d'une évaluation indépendante de la récente loi sur la sécurité. Il a mis le Gouvernement au défi de concevoir un plan d'application dans l'année afin d'honorer les engagements qu'il avait pris.

438. L'Association internationale des personnes lesbiennes et gays a indiqué que les législateurs avaient continué de priver les intersexes et les trans du droit à l'autodétermination. Bien que le projet de loi à l'examen introduise une nouvelle option de genre, cette troisième catégorie serait réservée à un groupe particulier de personnes intersexes qui seraient en mesure de fournir un certificat médical contenant des informations détaillées sur leur évolution sexuelle. Cette condition priverait environ 300 000 personnes non binaires de la reconnaissance de leur identité de genre. L'Association a prié l'Allemagne de modifier le projet de loi pour y inscrire le critère d'autodétermination afin de respecter pleinement les droits des personnes qui ne s'identifient ni comme homme ni comme femme.

439. Villages Unis (United Villages) a pris note des mesures positives prises par l'Allemagne en vue de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, notamment la ratification d'un certain nombre de conventions. La ratification de ces instruments était la preuve de l'engagement de l'Allemagne en faveur des droits de l'homme et des libertés fondamentales, un engagement qui devrait être apprécié à sa juste valeur. L'Allemagne avait coopéré avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme en facilitant les visites des titulaires de mandat.

440. La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté s'est félicitée de l'adhésion de l'Allemagne aux recommandations relatives à l'harmonisation des textes législatifs sur le contrôle des exportations d'armes avec le Traité sur le commerce des armes. En 2017, l'Allemagne avait transféré des armes à l'Arabie saoudite, à l'Égypte et aux Émirats arabes unis des pays impliqués dans le conflit au Yémen. L'accord de coalition conclu par le nouveau Gouvernement fédéral avait conduit à l'adoption d'une décision visant à mettre fin aux exportations d'armes vers tout pays directement impliqué dans un conflit. Si le Gouvernement avait approuvé un nombre nettement inférieur de transferts d'armes vers l'Arabie Saoudite, cet engagement n'avait pas été pleinement mis en œuvre. Il était en outre évident que les exportations d'armes vers des pays impliqués dans le conflit au Yémen pouvaient toujours se faire au titre des licences accordées avant l'accord de coalition.

441. FIAN International a salué les efforts consentis par l'Allemagne pour réaliser les droits de l'homme. L'organisation était préoccupée par le retard pris dans la ratification du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. L'Allemagne n'avait pas contribué aux efforts engagés par le Conseil des droits de l'homme pour améliorer les normes relatives aux droits de l'homme, en particulier pour les personnes vivant dans les zones rurales et les personnes touchées par les activités des entreprises. Les mesures de protection sociale en faveur des agriculteurs de subsistance ne suffisaient pas à empêcher les violations des droits de l'homme dont ces derniers avaient été victimes.

442. Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a félicité l'Allemagne pour sa solidarité avec les immigrants et pour l'aide qu'elle leur apportait. L'organisation a remercié l'Allemagne de son appui à l'Agenda 2063 de l'Union africaine dans la lutte contre la pauvreté sur le continent africain. L'Allemagne avait aussi offert un soutien financier pour aider les migrants africains retenus en otage en Libye. L'organisation a toutefois déploré la montée de la haine, de la discrimination raciale et de la xénophobie en Allemagne, où des migrants avaient été agressés, humiliés et insultés. Un certain nombre de centres d'hébergement de réfugiés avaient été incendiés par des groupes néonazis. Elle a engagé les autorités à redoubler de vigilance afin de lutter contre ces activités.

443. La Commission des églises pour les affaires internationales du Conseil œcuménique des églises a constaté avec satisfaction que l'Allemagne avait l'intention de ratifier le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Convention de 1989 relative aux peuples indigènes et tribaux (n° 169) de

l'OIT. Elle a déploré que l'Allemagne n'ait aucune intention de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, estimant que cela constituait une non-reconnaissance et un non-respect d'une norme essentielle en matière de droits de l'homme, et qu'elle ait manqué une occasion d'avancer sur la voie d'une politique d'immigration fondée sur les droits de l'homme.

444. La Coordination des associations et particuliers pour la liberté de conscience a indiqué que, le 31 août 2018, malgré les protestations de la Croix-Rouge, de l'Église évangélique luthérienne allemande et de plusieurs autres organisations non gouvernementales, un membre de l'Église du Dieu tout-puissant, Zhao Xueliang, avait été expulsé de l'Allemagne vers la Chine. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme l'a interrompue, a dit que la déclaration n'était pas pertinente et lui a demandé de se concentrer sur l'Examen périodique universel concernant l'Allemagne.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

445. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a indiqué que, d'après les informations fournies, sur 259 recommandations reçues, l'Allemagne avait adhéré à 209 recommandations et en avait noté 50.

446. La délégation allemande a pris note des remarques positives et encourageantes formulées par les autres délégations et parties prenantes et a affirmé que toutes les critiques constructives seraient prises en compte. L'Allemagne a reconnu qu'il était important d'appliquer les recommandations. Dans certains domaines, des plans d'action existaient déjà. Le fait qu'elle ait pris note de certaines recommandations ne signifiait pas qu'elle les rejetait ; celles-ci seraient prises en compte dans les futures politiques du Gouvernement.

Azerbaïdjan

447. L'Examen concernant l'Azerbaïdjan s'est déroulé le 15 mai 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par l'Azerbaïdjan conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/AZE/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/AZE/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/AZE/3).

448. À sa 24^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant l'Azerbaïdjan (voir la section C ci-après).

449. Les textes issus de l'Examen concernant l'Azerbaïdjan comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/39/14), les vues de l'Azerbaïdjan sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/39/14/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

450. La délégation azerbaïdjanaise a remercié les États pour leur participation constructive et a souligné les progrès considérables réalisés par l'Azerbaïdjan dans la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

451. La délégation a déclaré qu'elle attachait une grande importance à la contribution de l'Examen périodique universel à la promotion et à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

452. La délégation a aussi indiqué qu'un groupe de travail composé des représentants adjoints des ministères et des organismes concernés avait été créé en tant que mécanisme national chargé de renforcer encore le suivi de l'application des recommandations formulées par les organes conventionnels des Nations Unies et issues de l'Examen périodique universel. Ce groupe de travail ferait office de mécanisme national permanent d'établissement de rapports et de suivi, et ses travaux seraient coordonnés par le Ministère des affaires étrangères. La délégation a insisté sur le fait que ce groupe de travail veillerait au respect par l'Azerbaïdjan de ses obligations au titre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et à l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel. Il se chargerait également d'enrichir les bases normatives et législatives de la protection des droits de l'homme en Azerbaïdjan.

453. La délégation a indiqué qu'elle présenterait un rapport à mi-parcours sur l'application des recommandations issues du troisième cycle de l'Examen périodique universel, tel qu'elle l'avait fait pour les recommandations issues des premier et deuxième cycles.

454. La délégation a souligné que, compte tenu de l'importance des travaux des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, l'Azerbaïdjan continuerait de coopérer et de dialoguer avec eux. Elle a rappelé que le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme avait indiqué, dans le compte rendu qu'il avait présenté oralement à la trente-huitième session du Conseil des droits de l'homme, que l'Azerbaïdjan était l'un des 19 pays coopérant activement avec les procédures spéciales.

455. En ce qui concerne les efforts déployés par le Gouvernement pour lutter contre la corruption, qui avaient été accueillis favorablement par un certain nombre d'États, la délégation a relevé qu'au premier semestre de l'année 2018, la Direction anti-corruption du Bureau du Procureur général avait porté devant la justice 115 affaires pénales, contre 184 personnes.

456. La délégation a signalé qu'à l'issue de l'examen tenu au début de l'année 2018, 300 avocats avaient intégré le barreau. L'Azerbaïdjan comptait 1 535 avocats.

457. L'Azerbaïdjan avait pris des mesures pour lutter contre la torture et les traitements inhumains ou dégradants. La coordination entre le Ministère de la justice, le Ministère de l'intérieur et le Bureau du Procureur général avait récemment été renforcée pour garantir que les affaires concernant des actes de torture et des traitements inhumains ou dégradants fassent l'objet d'enquêtes approfondies et que les auteurs de telles infractions soient traduits en justice. La délégation a souligné que la commission d'amnistie avait décidé qu'aucune amnistie ne serait accordée aux personnes reconnues coupables d'actes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements.

458. La délégation a également souligné qu'à sa propre initiative, les conclusions des visites du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants en Azerbaïdjan avaient été publiées. De telles initiatives avaient été saluées par ce Comité qui y voyait un signe de la volonté de transparence de l'Azerbaïdjan.

459. La délégation a indiqué que le Gouvernement examinait actuellement un certain nombre de propositions visant à améliorer la législation relative à l'enregistrement et au financement des organisations non gouvernementales. Les délégations ont relevé que certaines des questions traitées dans les recommandations issues de l'Examen périodique universel correspondantes avaient été prises en compte dans ces propositions, élaborées dans le cadre du plan d'action du Conseil de l'Europe.

460. La délégation a déclaré que le Gouvernement était profondément attaché au Programme de développement durable à l'horizon 2030. En adoptant des mesures globales, l'Azerbaïdjan avait obtenu de bons résultats dans les domaines de l'éradication de la pauvreté, de l'accès aux services de santé et à l'éducation et de l'égalité des sexes. Grâce à des stratégies économiques efficaces et à une utilisation rationnelle des ressources, l'Azerbaïdjan avait réussi à soutenir la croissance économique et le développement social, à renforcer la stabilité macroéconomique, à instaurer un environnement plus propice aux investissements et à assurer la diversification de l'économie.

461. La délégation a indiqué que l'éducation était l'une des principales priorités de l'Azerbaïdjan, une société instruite étant la base d'un développement durable. Le taux d'alphabétisme était de 100 % et, d'ici 2020, l'éducation préscolaire devrait atteindre une couverture de 90 %. L'Azerbaïdjan avait toujours un régime d'assurance maladie obligatoire. Avec l'aide de l'Organisation mondiale de la Santé, il avait mis au point une stratégie nationale de santé procréative. La délégation a également indiqué qu'un projet de loi sur la santé procréative et la planification familiale était à l'examen devant le Parlement.

462. S'agissant des recommandations relatives à la discrimination à l'égard des femmes et à la violence familiale, la délégation a souligné que l'Azerbaïdjan continuerait de prendre les mesures nécessaires pour remédier à ces problèmes. Elle a indiqué qu'un plan d'action visant à prévenir la violence familiale était en cours d'élaboration à l'échelon national.

463. La délégation a souligné qu'un projet de Code de l'enfant et une stratégie nationale étaient en cours d'élaboration. Elle a également attiré l'attention sur le programme national d'assistance médicale pour les enfants (2018-2022).

464. La délégation a indiqué qu'en mai 2018, le Parlement avait adopté une loi sur les droits des personnes handicapées, élaborée conformément aux dispositions de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Cette loi énonçait également les principes fondamentaux des politiques publiques sur des questions, comme l'assistance sociale, la réadaptation et l'emploi, qui touchent les personnes handicapées.

465. La délégation a indiqué que, depuis trente ans, les droits de l'homme des réfugiés azerbaïdjanais en provenance d'Arménie et des personnes déplacées en provenance des territoires occupés de l'Azerbaïdjan étaient violés et qu'il s'agissait là d'un problème majeur pour le dispositif des Nations Unies pour les droits de l'homme. La délégation a demandé au Conseil des droits de l'homme, aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et au HCDH de prendre des mesures efficaces pour rétablir les droits des réfugiés azerbaïdjanais et des déplacés, comme l'exigeaient les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

466. La délégation a souligné que des travaux continueraient d'être menés afin d'améliorer la situation des réfugiés et des personnes déplacées. L'Azerbaïdjan avait alloué 8 milliards de dollars des États-Unis au profit des réfugiés et des personnes disparues, mettant à leur disposition des logements, des écoles, des centres médicaux, des jardins d'enfants et d'autres infrastructures sociales. Par exemple, 150 habitations, des établissements scolaires et médicaux ainsi que d'autres structures avaient été construits dans le village de Cocuq Marjanli (district de Jebayil), qui avait été libéré de l'occupation arménienne en avril 2016.

467. La délégation a indiqué que les recommandations proposées par l'Arménie n'étaient pas conformes à l'objectif de l'Examen périodique universel et visaient à défendre la politique arménienne d'occupation du Haut-Karabakh et de sept autres régions d'Azerbaïdjan. Elle a ajouté que l'Arménie avait continué d'ignorer les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. En outre, les déclarations les plus récentes des dirigeants arméniens compromettaient le processus de paix et visaient la poursuite de l'occupation des territoires azerbaïdjanais. La délégation a souligné que les dirigeants de l'Arménie étaient entièrement responsables de la fragilisation du processus de paix et de l'aggravation des tensions dans la région. L'Azerbaïdjan a prié les dirigeants arméniens de ne pas répéter les erreurs du passé et de se montrer constructifs dans le règlement du conflit sur la base de la libération inconditionnelle des territoires azerbaïdjanais et du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États.

468. En conclusion, la délégation a déclaré que le Gouvernement azerbaïdjanais était déterminé à coopérer dans le cadre de l'Examen périodique universel.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil et par des entités des Nations Unies au sujet des textes issus de l'Examen

469. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Azerbaïdjan, 13 délégations ont fait des déclarations.

470. Les Émirats arabes unis ont salué les efforts continus de l'Azerbaïdjan visant à consolider les meilleures pratiques relatives à la consolidation de l'état de droit et des structures de gouvernance. Ils se sont également félicités des mesures prises par l'Azerbaïdjan pour renforcer la protection des droits de l'homme conformément aux normes internationales.

471. L'UNICEF a demandé instamment à l'Azerbaïdjan de mettre à jour son plan d'action national en faveur des enfants, en accordant une attention particulière aux enfants les plus vulnérables, notamment les filles et les enfants exposés à la violence, à la discrimination et à l'exclusion. Tout en saluant la mise en place récente d'un programme national d'éducation inclusive, l'UNICEF a engagé l'Azerbaïdjan à mettre pleinement en œuvre ce programme et à renforcer la législation afin d'éliminer tout obstacle empêchant encore les enfants handicapés de bénéficier d'un enseignement général de qualité. Il a en outre engagé l'Azerbaïdjan à poursuivre ses efforts à l'appui du développement des acteurs non gouvernementaux et de la société civile, et de considérer ceux-ci comme des partenaires pouvant contribuer efficacement à l'exécution de programmes et à la fourniture de services en vue de la réalisation d'un large éventail de droits de l'enfant. L'UNICEF a dit être prêt à fournir toute l'assistance technique possible afin d'aider l'Azerbaïdjan à réaliser les droits de tous les enfants.

472. L'Ouzbékistan a félicité l'Azerbaïdjan des réformes entreprises afin de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et des efforts déployés afin de renforcer la coopération avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

473. La République bolivarienne du Venezuela a noté que l'Azerbaïdjan avait soumis tous ses rapports aux organes conventionnels et qu'il avait actualisé sa législation relative aux droits de l'homme. Elle s'est félicitée des améliorations apportées dans les domaines de la santé et de l'éducation, notamment la hausse du taux d'alphabétisme et du taux de fréquentation dans l'enseignement primaire. Elle a encouragé vivement l'Azerbaïdjan à poursuivre ses politiques sociales, en particulier dans le domaine de l'éducation.

474. L'Algérie a salué les efforts de coopération avec les mécanismes des Nations Unies consentis par l'Azerbaïdjan. Elle a souligné que l'Azerbaïdjan avait adhéré à ses recommandations visant à renforcer le cadre juridique national relatif à la lutte contre toutes les formes de discrimination fondées sur le handicap et à garantir le droit des enfants en âge scolaire, y compris les enfants étrangers, à l'éducation.

475. Bahreïn a relevé que le renforcement du rôle des femmes était essentiel dans tous les aspects du développement inclusif et durable.

476. Le Bangladesh a félicité l'Azerbaïdjan d'avoir alloué des fonds suffisants aux programmes de protection sociale pour les personnes déplacées. Il a également accueilli avec satisfaction la création d'un mécanisme national chargé d'appliquer les recommandations issues de l'Examen périodique universel, sous l'autorité du Ministère des affaires étrangères.

477. Le Bélarus a constaté que l'Azerbaïdjan avait adhéré à ses recommandations visant à améliorer la législation nationale et à renforcer les institutions garantissant les droits des femmes et des enfants, ainsi qu'à faire connaître les expériences menées avec succès dans le pays pour promouvoir le dialogue interculturel et interreligieux. Il s'est réjoui de la collaboration active du pays avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

478. La Belgique s'est félicitée que l'Azerbaïdjan ait adhéré à l'une de ses recommandations, relative à l'adoption d'une stratégie nationale de prévention de la violence sexiste, y compris la violence familiale. Elle s'est enquis du calendrier prévu pour son adoption et du budget qui serait alloué à sa mise en œuvre. Elle a constaté avec regret que l'Azerbaïdjan n'avait pas adhéré à ses deux autres recommandations, concernant la liberté d'expression et la dépénalisation de la diffamation, ainsi que le soutien au développement d'une société civile dynamique par la simplification des règles de financement des ONG. La Belgique a estimé que ces recommandations étaient importantes pour le développement d'un espace démocratique et la promotion de la société civile, et a donc invité l'Azerbaïdjan à revoir sa position.

479. L'État plurinational de Bolivie a accueilli favorablement les progrès réalisés dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable et l'augmentation des investissements publics dans la santé et dans l'éducation. Il a salué le fait que l'Azerbaïdjan ait adhéré à sa

recommandation l'invitant à continuer de renforcer les politiques de réduction de la pauvreté dans les zones rurales, notamment par des mesures favorisant la petite agriculture durable.

480. La Chine a dit espérer que l'Azerbaïdjan continuerait à favoriser un développement économique et social durable, à améliorer le niveau de vie de sa population, à poser des bases solides pour permettre à tous les Azerbaïdjanais de jouir de l'intégralité de leurs droits de l'homme, à améliorer la sécurité sociale et à aider les familles à faible revenu.

481. La République populaire démocratique de Corée s'est félicitée de l'adhésion de l'Azerbaïdjan à un grand nombre de recommandations, celle-ci reflétant la détermination du pays à poursuivre ses efforts dans le domaine des droits de l'homme.

482. Le Brésil s'est félicité des mesures législatives que l'Azerbaïdjan avait adoptées afin de protéger les droits humains des enfants, en particulier en ce qui concerne les châtiments corporels, la violence psychologique et d'autres formes d'abus dont ils étaient victimes, notamment à l'école. Il s'est également félicité de l'attention portée par l'Azerbaïdjan à ses recommandations relatives à la promotion et à la protection des droits des femmes, en particulier à la lutte contre la violence familiale et à la promotion de l'égalité des sexes. Le Brésil a accueilli avec satisfaction l'étroite collaboration de l'Azerbaïdjan avec les organisations internationales et régionales compétentes en matière de prévention de la torture et des mauvais traitements. Il a demandé au HCDH de fournir toute l'aide demandée par l'Azerbaïdjan en vue de l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

483. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Azerbaïdjan, 10 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

484. La Human Rights House Foundation a évoqué l'accès limité des organisations non gouvernementales à des financements et les pratiques d'enregistrement politisées, les accusations portées contre les personnalités phare de la société civile, les organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme et les organisations internationales, le harcèlement et les sanctions dont faisaient l'objet les avocats indépendants et les menaces de radiation dirigées contre les avocats. Elle a souligné que les médias indépendants exerçaient leur activité sous la menace de sanctions arbitraires. Par ailleurs, elle a indiqué que les élections présidentielles de 2018 avaient eu lieu dans un environnement de plus en plus restrictif, que la répression politique s'était intensifiée depuis les élections de 2013 et que le nombre de prisonniers politiques avait doublé. Elle a également souligné l'absence de plan national d'application de la loi de 2010 relative à la violence familiale et le manque de solutions au problème des féminicides. Elle a recommandé à l'Azerbaïdjan d'abandonner toutes les dispositions restreignant la liberté de réunion et d'association, de mettre fin aux campagnes de diffamation menées contre les défenseurs des droits de l'homme, les avocats et les journalistes, de mettre sa réglementation et ses pratiques électorales en conformité avec les normes internationales et d'élaborer un plan d'action national contre la violence familiale.

485. Lawyers for Lawyers a prié l'Azerbaïdjan d'appliquer les recommandations relatives aux droits des avocats qu'il avait acceptées. L'organisation a souligné que les avocats travaillant sur des dossiers sensibles faisaient parfois l'objet d'actes d'intimidation et de harcèlement, et que ceux qui avaient exprimé publiquement leur préoccupation quant à la possibilité que leurs clients soient victimes de violations des droits de l'homme risquaient d'être radiés ou d'être soumis à d'autres mesures disciplinaires par l'Association azerbaïdjanaise du barreau, qui n'était pas une institution indépendante et autonome puisqu'elle œuvrait sous l'influence directe des autorités. Elle a demandé instamment à l'Azerbaïdjan de garantir la pleine indépendance des avocats et de les protéger contre toute forme d'ingérence injustifiée dans leur travail, notamment leur radiation du barreau ou d'autres mesures disciplinaires prises pour des motifs abusifs.

486. La Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie van Homoseksualiteit (COC) et l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays ont constaté avec regret que l'Azerbaïdjan avait pris note de huit recommandations relatives à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre. Elles ont souligné que les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres en Azerbaïdjan vivaient dans une insécurité et une peur permanentes. Elles ont

engagé l'Azerbaïdjan à combattre la violence et la discrimination infligées par des acteurs tant étatiques que non étatiques et à mettre fin aux arrestations arbitraires, à la maltraitance et à la torture des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres. Les deux organisations ont en outre demandé au Gouvernement de mettre en place des mécanismes pour lutter contre la stigmatisation des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres, de lancer des campagnes de sensibilisation ainsi que de dispenser des formations aux fonctionnaires, aux enseignants et aux professionnels de la santé, et de garantir la non-discrimination dans les domaines de l'emploi, des soins de santé, de l'éducation et de la justice.

487. L'Association internationale du barreau a demandé instamment à l'Azerbaïdjan d'appliquer concrètement le principe d'indépendance des professions judiciaires et de garantir le respect de l'indépendance des avocats. Elle a aussi engagé l'Azerbaïdjan à garantir l'indépendance de facto de l'Association azerbaïdjanaise du barreau. Préoccupée par les radiations courantes d'avocats spécialisés dans les droits l'homme, l'Association internationale du barreau a prié l'Azerbaïdjan de mettre fin au harcèlement des avocats indépendants défendant les droits de l'homme. En conclusion, elle a engagé vivement l'Azerbaïdjan à respecter les Principes de base relatifs au rôle du barreau et la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Convention européenne des droits de l'homme).

488. La Commission internationale de juristes s'est félicitée que des recommandations relatives aux droits des avocats aient été acceptées. Elle a cependant constaté avec regret que l'Azerbaïdjan avait seulement pris note de certaines recommandations tendant à modifier la loi sur les avocats et les activités des avocats de manière à garantir l'indépendance réelle de l'Association azerbaïdjanaise du barreau et à mettre en place des mécanismes indépendants chargés de l'accès à la profession d'avocat et des procédures disciplinaires, qu'elle n'y avait pas adhéré explicitement, voire les avait rejetées. Elle a souligné que la situation en matière d'indépendance des avocats n'était pas conforme au droit international et s'est dite préoccupée par le manque persistant d'indépendance de l'Association azerbaïdjanaise du barreau, qui compromettait le travail des avocats spécialistes des droits de l'homme. Elle a évoqué des réformes récentes qui interdisaient aux avocats de se présenter à une audience à moins qu'ils soient membres de l'Association azerbaïdjanaise du barreau.

489. L'organisation Article 19 : Centre international contre la censure a évoqué les atteintes généralisées au droit à la liberté d'expression en Azerbaïdjan. Les amendements constitutionnels de 2016 avaient consolidé les pouvoirs présidentiels et accéléré le rétrécissement de l'espace civique, déjà affaibli par les modifications régressives qui avaient été apportées aux lois régissant les organisations non gouvernementales et par les arrestations de plusieurs défenseurs des droits de l'homme et journalistes. Elle a demandé instamment à l'Azerbaïdjan d'abroger les dispositions érigeant en infraction l'« atteinte à l'honneur et à la dignité du Président par voie de dénigrement ou d'humiliation », « la calomnie ou l'insulte » et la diffamation. Elle a demandé la libération immédiate et inconditionnelle de plus de 120 journalistes, défenseurs des droits de l'homme, écrivains, militants et personnalités politiques toujours détenus. Elle a engagé l'Azerbaïdjan à enquêter sur toutes les agressions de journalistes et de militants, à traduire les responsables devant la justice et à renforcer les mesures de protection.

490. Amnesty International s'est dite préoccupée par les poursuites fondées sur des motifs politiques et par l'incarcération des critiques du gouvernement et d'autres voix dissidentes en Azerbaïdjan. Elle a déploré le rejet des recommandations visant à mettre fin à toutes les poursuites judiciaires fondées sur des motifs politiques et à libérer toutes les personnes détenues pour avoir exercé leurs droits à la liberté d'expression, de réunion et d'association. Elle s'est félicitée de l'adhésion de l'Azerbaïdjan aux recommandations relatives à l'indépendance, à l'impartialité et à la transparence du pouvoir judiciaire et aux droits des avocats. Tout accueillant avec satisfaction l'adhésion à une recommandation relative à l'amélioration des conditions dans les prisons et dans les centres de détention, elle a évoqué des allégations de torture et d'autres formes de mauvais traitements dans ces établissements et a donc déploré le rejet de recommandations visant à prévenir la torture et les mauvais traitements en détention, à enquêter sur toutes les allégations de torture et à traduire les auteurs en justice.

491. La Verein Südwind Entwicklungspolitik a souligné que l'Azerbaïdjan n'avait pas adhéré au Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Elle a estimé que la stratégie nationale d'éducation prévue ne suffisait pas à enrayer la corruption endémique. Elle était préoccupée par les déchets industriels, les pesticides, les eaux usées et le pétrole qui étaient déversés dans la mer Caspienne et la polluaient, mais elle se réjouissait du projet de construction d'un système d'épuration visant à empêcher l'écoulement direct des eaux usées des villes côtières dans la mer Caspienne. Elle a demandé à l'Azerbaïdjan de prêter de toute urgence attention à la nécessité de protéger la mer Caspienne. Elle s'est déclarée vivement préoccupée par la ratification de la Convention sur le statut juridique de la mer Caspienne.

492. Human Rights Watch a constaté avec déception que l'Azerbaïdjan avait pris note des recommandations relatives à la discrimination contre les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres, aux règles restrictives régissant l'enregistrement et le financement des organisations non gouvernementales et à la réforme de la loi incriminant la calomnie, de même que des recommandations relatives aux poursuites fondées sur des motifs politiques. L'organisation a évoqué la persistance en Azerbaïdjan de la pratique consistant à emprisonner les critiques du gouvernement sur la base de fausses accusations et à manipuler ou fabriquer couramment des preuves. Elle a mentionné, en particulier, l'affaire d'Ilgar Mammadov. Elle a souligné que l'Association azerbaïdjanaise du barreau avait radié certains avocats qui avaient représenté une dizaine de critiques ou avait suspendu leur licence. Elle a demandé instamment à l'Azerbaïdjan de libérer les blogueurs, les militants politiques et les autres critiques injustement incarcérés, d'autoriser les avocats à exercer leur activité sans ingérence injustifiée de l'État et de réformer les lois et les règlements relatifs aux organisations non gouvernementales.

493. Le Mouvement international de la réconciliation a indiqué que l'Azerbaïdjan avait été admis au Conseil de l'Europe sous réserve qu'il adopte, dans un délai de trois ans, une loi donnant aux objecteurs de conscience la possibilité d'effectuer une forme de service civil au lieu du service militaire. Il a noté que l'Azerbaïdjan avait inclus une disposition en ce sens dans sa Constitution, mais qu'il n'avait jamais adopté de loi aux fins de son application. Il a également noté que deux Témoins de Jéhovah avaient été condamnés pour avoir refusé d'effectuer le service militaire et que trois autres affaires similaires étaient en cours. Il a demandé à l'Azerbaïdjan d'adopter une loi sur le service de remplacement conformément à ses obligations internationales relatives aux droits de l'homme.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

494. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a indiqué que, d'après les informations fournies, sur 259 recommandations reçues, l'Azerbaïdjan avait adhéré à 179 recommandations et en avait noté 80.

495. La délégation azerbaïdjanaise a indiqué que toutes les recommandations issues de l'Examen périodique universelle, qu'elles aient été acceptées ou notées, inciteraient fortement le Gouvernement à promouvoir et à protéger les droits de l'homme dans le pays. En outre, elles constitueraient une bonne base pour l'amélioration de la législation et des procédures d'application des lois et des règlements.

496. La délégation a souligné que l'Azerbaïdjan restait ouvert au dialogue et à la collaboration avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment les organes conventionnels. Il continuerait à prendre des mesures pour appliquer les recommandations émanant de ces mécanismes.

Tuvalu

497. L'Examen concernant les Tuvalu s'est déroulé le 9 mai 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par les Tuvalu conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/TUV/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/TUV/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/TUV/3).

498. À sa 24^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant les Tuvalu (voir la section C ci-après).

499. Les textes issus de l'Examen concernant les Tuvalu comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/39/8), les vues des Tuvalu sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/39/8/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

500. La délégation, dirigée par le Représentant permanent des Tuvalu auprès de l'Organisation des Nations Unies, Aunese Makoi Simati, a exprimé sa profonde gratitude au Conseil des droits de l'homme, aux membres de la troïka et au secrétariat pour l'excellent travail qu'ils avaient accompli tout au long de l'Examen concernant les Tuvalu. Elle a remercié les partenaires des Tuvalu pour leur soutien technique et financier ainsi que pour leur compréhension des nombreux défis rencontrés par les Tuvalu dans le domaine des droits de l'homme.

501. La délégation a souligné que les Tuvalu demeuraient pleinement attachés aux nobles valeurs de la Déclaration universelle des droits de l'homme et engagés à poursuivre une collaboration fructueuse avec la communauté internationale dans le cadre de l'Examen périodique universel. Le point de départ et l'objectif primordial des Tuvalu avaient toujours été de construire un pays fort et progressiste dans lequel les citoyens menaient une vie épanouissante et heureuse dans un environnement sûr, et une société juste et inclusive. L'Examen périodique universel restait un mécanisme efficace pour réaliser cette vision progressiste et atteindre les objectifs du pays.

502. La délégation a souligné que tous les rapports concernant les Tuvalu élaborés dans le contexte de l'Examen périodique universel avaient présenté les changements climatiques et l'élévation du niveau des mers en cours comme préjudiciables à l'exercice et à la réalisation des droits fondamentaux des Tuvaluans en tant que peuple, et aux Tuvalu, en tant qu'État souverain. La délégation a insisté sur le fait que ces problèmes causés par des activités humaines, de sources extérieures, dépassaient les capacités du pays à y faire face et compromettaient gravement les droits fondamentaux de sa population à un développement durable et, plus important encore, son droit à la survie.

503. En ce qui concerne les changements climatiques, les Tuvalu avaient contribué à la création d'un mécanisme d'assurance contre les risques liés aux changements climatiques dans les îles du Pacifique et avaient appuyé l'adoption des résolutions de l'Assemblée générale visant à accorder une protection aux personnes déplacées à cause des changements climatiques. Dans ces résolutions, il était reconnu qu'au titre de la Convention relative au statut des réfugiés, les personnes touchées par les changements climatiques n'étaient pas définies comme des réfugiés, car elles ne fuyaient généralement pas des conflits ou des persécutions.

504. La délégation s'est dite vivement préoccupée par le fait qu'actuellement, les contributions déterminées au niveau national cumulées ne suffisaient pas à mettre les Tuvalu sur la voie de la réalisation de l'objectif à long terme consistant à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et à poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 °C. Il s'agissait de questions existentielles pour les Tuvalu.

505. Concernant les recommandations formulées par le Groupe de travail sur l'Examen périodique universel en mai 2018, la délégation a indiqué que le Gouvernement tuvaluan avait reçu 127 recommandations. Après des délibérations approfondies, le Gouvernement avait adhéré à 78 recommandations et en avait noté 49. Les 49 recommandations notées seraient mises en œuvre en temps voulu et dans les limites des moyens et des ressources des Tuvalu. La délégation a souligné que 15 de ces 49 recommandations nécessiteraient un examen et des consultations approfondis, car elles semblaient, à première vue, contraires à certaines valeurs culturelles et traditionnelles établies de longue date, ainsi qu'à certains principes chrétiens, qui constituaient le fondement de la Constitution de l'État.

506. S'agissant des éclaircissements apportés, des progrès réalisés et des faits nouveaux survenus depuis la présentation du rapport national concernant les Tuvalu en mai 2018, la délégation a souligné qu'en 2017, le Parlement avait adopté la loi relative à l'institution nationale des droits de l'homme, qui prévoyait la mise en place d'un mécanisme pour assurer la promotion et la protection intégrales des libertés fondamentales de tout un chacun. Cette loi visait à donner accès à un système public chargé de lutter contre les atteintes aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. Le Bureau du Médiateur en chef, qui est l'institution nationale des droits de l'homme des Tuvalu, a pour mandat principal de faire respecter strictement, d'administrer et d'appliquer la loi portant Code de conduite des dirigeants et, le cas échéant, de former les membres de la fonction publique à la bonne gouvernance.

507. La délégation a signalé que la deuxième phase de révision de la Constitution était terminée et que l'objectif était d'achever la révision intégrale en 2019. La révision avait porté notamment sur des questions relatives au genre et aux personnes handicapées, ainsi que sur les dispositions de la Constitution relatives à la non-discrimination. Les Tuvalu prévoyaient d'adhérer au Statut de Rome de la Cour pénale internationale avant le prochain cycle de présentation de rapports. Ils avaient également mené à bien un processus national formel d'adhésion à l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale. La délégation a déclaré que les normes culturelles des Tuvalu jouaient un rôle important au sein des communautés dynamiques et pacifiques du pays, ce qui montrait que les droits l'homme et les bonnes pratiques culturelles se renforçaient mutuellement.

508. Les Tuvalu avaient ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées en décembre 2013 et s'acquittaient progressivement des obligations qu'ils tenaient de ce traité. En mars 2018, les Tuvalu avaient soumis leur rapport valant deuxième à cinquième rapports périodiques au Comité des droits de l'enfant (CRC/C/TUV/2-5). Le Gouvernement avait approuvé la ratification des deux protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant et notifierait prochainement l'Organisation des Nations Unies de la ratification de ces deux instruments.

509. Le Département de l'éducation et le Bureau du Procureur général, avec l'appui de l'UNICEF, élaboraient une politique en faveur de tous les enfants dans les établissements d'enseignement des Tuvalu et un projet de loi sur la protection et le bien-être de l'enfant. Les Tuvalu avaient modifié d'autres lois de manière à les rendre compatibles avec leurs engagements internationaux au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant.

510. Les Tuvalu travaillaient actuellement à l'élaboration de leur cinquième rapport périodique sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ils ont remercié la communauté internationale pour son assistance technique et financière qui leur avait permis de soumettre leurs rapports périodiques au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

511. Concernant leurs responsabilités en matière de suivi et de présentation de rapports, les Tuvalu disposaient d'un comité de hauts responsables (le Comité de coordination du développement) chargé d'assurer le suivi des questions liées au développement ainsi que des questions sociales et financières du Gouvernement et de conseiller les membres du Cabinet sur la situation des droits de l'homme et le bien-être des citoyens. Un nouveau département de coordination juridique créé au sein du Ministère des affaires étrangères, du commerce, du tourisme et du travail assurerait le suivi de la mise en œuvre des conventions internationales que les Tuvalu avaient ratifiées ou auxquelles ils avaient accédé.

512. En outre, le Gouvernement tuvaluan avait approuvé et alloué un budget au Plan d'action national des Tuvalu dans le cadre des prévisions pour 2019, afin d'appuyer financièrement la mise en œuvre du Plan d'action national des Tuvalu pour les droits de l'homme (2016-2020). Les Tuvalu disposaient d'un comité consultatif national pour les droits de l'enfant chargé de superviser, d'orienter et de coordonner l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant. De même, un comité national de coordination dans le domaine du handicap jouait un rôle de supervision et de coordination afin de garantir la protection et le plein exercice des droits humains des personnes handicapées.

513. Ces comités étaient formés de représentants des ministères, d'organisations non gouvernementales, de la société civile, d'organisations d'inspiration religieuse, d'écoles, d'établissements d'enseignement, d'organisations régionales, des étudiants et des conseils insulaires. Le Gouvernement tuvaluan avait institué un programme d'aide aux personnes handicapées les plus vulnérables, géré et administré par le Ministère de l'intérieur et du développement rural, qui offrait une aide financière aux personnes handicapées.

514. La délégation a rappelé que les Tuvalu étaient un petit État insulaire en développement ainsi que l'un des pays les moins avancés, et qu'ils étaient soumis à des contraintes techniques. Comme chacun savait, la collaboration avec les partenaires de développement s'était révélée précieuse pour mettre en place des activités dans le domaine des droits de l'homme, en particulier des consultations nationales, des formations ciblées et des activités de sensibilisation aux droits de l'homme. Le Gouvernement et le peuple tuvaluans se félicitaient de ces partenariats et continueraient d'avoir besoin du soutien technique et financier de la communauté internationale pour organiser des activités dans le domaine des droits de l'homme.

515. Les Tuvalu prenaient leurs obligations conventionnelles au sérieux et collaboreraient activement avec les organes conventionnels compétents afin de promouvoir et d'examiner toutes les recommandations ou réserves, selon qu'il conviendrait. Ils ont salué les efforts consentis pour parvenir à une compréhension commune de la réalisation des droits de l'homme et échanger des connaissances en ce sens. Il faudrait trouver des accords en vue de l'application des recommandations touchant de près à la culture et aux traditions tuvaluans ainsi qu'à la foi chrétienne inébranlable des Tuvaluans dans le tout-puissant. *Tuvalu mote Atua* (les Tuvalu pour Dieu), la devise nationale des Tuvalu, était la pierre angulaire de la Constitution et des droits de l'homme.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil et par des entités des Nations Unies au sujet des textes issus de l'Examen

516. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant les Tuvalu, sept délégations ont fait des déclarations

517. L'Algérie a remercié la délégation tuvaluane d'avoir fourni des informations complémentaires depuis l'Examen de son troisième rapport national. Elle a félicité les Tuvalu pour l'adoption de la loi de 2014 sur la protection de la famille et la violence familiale et le Plan d'action national pour les droits de l'homme (2016-2020). Elle a constaté que les Tuvalu avaient adhéré à 78 recommandations, dont deux formulées par l'Algérie, concernant la mise en place d'une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris et l'interdiction par la loi de toutes les formes de discrimination. Elle a souhaité aux Tuvalu un plein succès dans l'application des différentes recommandations acceptées et a recommandé au Conseil des droits de l'homme d'adopter le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel.

518. Les Fidji ont félicité les Tuvalu pour leur Examen périodique universel et pour l'état d'esprit constructif avec lequel ils abordaient ce processus. Elles ont remercié les Tuvalu d'avoir adhéré à 78 des 127 recommandations formulées, tout en prenant note de leurs réserves sur certaines recommandations en raison de possibles conflits et contradictions avec certaines valeurs culturelles et traditionnelles établies de longue date. Elles ont souligné qu'il s'agissait d'une préoccupation partagée par de nombreuses îles du Pacifique, y compris les Fidji, qui étaient confrontées à des principes différents de leurs normes coutumières et culturelles. Elles ont également souligné que, dans le Pacifique, les États avaient été

contraints de modifier leur mode vie et un grand nombre de leurs pratiques culturelles pour s'adapter à la menace existentielle posée par les changements climatiques.

519. Haïti a salué la décision des Tuvalu d'adhérer à quatre des cinq recommandations formulées par sa délégation, à savoir celles relatives à l'enregistrement universel des naissances, à l'éducation, à l'amélioration des infrastructures maritimes et aux changements climatiques. Il a cependant constaté avec regret que la recommandation figurant au paragraphe 101.84, tendant à introduire de nouvelles habitudes alimentaires pour réduire l'obésité, n'avait pas été acceptée. Il a néanmoins encouragé les Tuvalu à continuer de chercher des moyens d'améliorer la santé et les habitudes alimentaires de leurs citoyens.

520. L'Iraq a constaté avec satisfaction que deux de ses recommandations avaient été acceptées, dont une relative à la ratification du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Il a aussi félicité les Tuvalu d'avoir adhéré à la majorité des recommandations formulées et les a invités à appliquer celles qu'ils avaient acceptées.

521. Les Émirats arabes unis se sont félicités de l'attitude constructive et responsable des Tuvalu pendant la présentation de leur rapport national. Ils ont dit espérer que les membres du Conseil des droits de l'homme et du HCDH accorderaient l'attention voulue à l'aspiration des Tuvalu à protéger les droits de l'homme, à renforcer leurs capacités et à atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030.

522. Le Fonds des Nations Unies pour la population a relevé que les Tuvalu demeuraient extrêmement vulnérables face aux effets sans précédent des changements climatiques, notamment la montée du niveau des mers, les cyclones, l'érosion accrue, l'augmentation du degré de salinité des sources d'eau douce et les longues périodes de sécheresse. Il a noté que les effets des changements climatiques étaient si répandus que la promotion et la protection des droits de l'homme dans toutes les lois, les politiques et les pratiques du gouvernement devaient être envisagées dans ce contexte. Il a souligné qu'en cas de catastrophes naturelles et dans les situations d'urgence, les femmes et les filles de tout âge étaient particulièrement vulnérables à la maltraitance, à l'exploitation et à la négligence. Il a salué l'engagement pris par le Gouvernement tuvaluan d'inscrire le genre et le handicap comme motifs de discrimination dans la Constitution et de modifier plusieurs lois et politiques afin d'améliorer la situation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées. Il s'est engagé à fournir son assistance au Gouvernement dans l'application des deux recommandations acceptées qui relevaient de son mandat.

523. La République bolivarienne du Venezuela a constaté avec satisfaction que le Gouvernement avait coopéré très ouvertement dans le cadre de l'Examen périodique universel malgré les difficultés rencontrées par le pays, telles que les changements climatiques et la dispersion géographique des Tuvalu. Elle s'est également félicitée des efforts déployés pour appliquer les recommandations acceptées lors du deuxième cycle de l'Examen. Elle a salué l'adoption du Plan d'action national des Tuvalu pour les droits de l'homme (2016-2020) et la récente création d'une institution nationale des droits de l'homme. Elle a invité instamment les Tuvalu à poursuivre la consolidation de ses politiques sociales, en particulier concernant les droits économiques et sociaux, dans l'intérêt des groupes les plus vulnérables de la population. Elle a demandé à la communauté internationale d'apporter son concours aux Tuvalu afin qu'ils puissent mettre en œuvre leurs politiques sociales, appliquer les recommandations acceptées et s'acquitter de leurs autres engagements dans le domaine des droits de l'homme.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

524. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant les Tuvalu, deux autres parties prenantes ont fait des déclarations.

525. Le Center for Global Nonkilling a salué l'adhésion des Tuvalu à la recommandation formulée par l'Arménie de ratifier la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Il s'est félicité du progrès accompli, puisque les Tuvalu avaient pris note d'une recommandation similaire formulée au cours du deuxième cycle de l'Examen. Il a émis l'espoir que la Convention soit ratifiée aux environs du 9 décembre 2018, date du soixante-dixième anniversaire de son adoption.

526. L'Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud a fait observer que les Tuvalu étaient menacés de disparition. Plus de 11 000 habitants étaient touchés par les changements climatiques. À long terme, ceux-ci risquaient bien d'être les premiers réfugiés climatiques dans le monde et de devenir un symbole de la lutte contre les changements climatiques. Elle a invité la communauté internationale à fournir aux Tuvaluans l'assistance dont ils avaient besoin pour faire face à la crise climatique.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

527. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a indiqué que, d'après les informations fournies, sur 127 recommandations reçues, les Tuvalu avaient adhéré à 78 recommandations et en avait noté 49.

528. La délégation tuvaluane a remercié les membres du Conseil, du secrétariat, des organisations non gouvernementales et des autres institutions ainsi que la troïka pour leurs précieuses contributions, leur sagesse et leur compréhension. La délégation a pris acte de la totalité des 127 recommandations, adhérant à 78 d'entre elles et en notant 49. Malgré leurs capacités et leurs ressources limitées, les Tuvalu collaboreraient avec leurs partenaires de développement pour donner suite aux recommandations et atteindre les objectifs de développement durable et les cibles énoncés dans le Programme 2030.

Colombie

529. L'Examen concernant la Colombie s'est déroulé le 10 mai 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la Colombie conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/COL/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/COL/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/COL/3).

530. À sa 24^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la Colombie (voir la section C ci-après).

531. Les textes issus de l'Examen concernant la Colombie comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/39/6), les vues de la Colombie sur les recommandations et/ou conclusions qui y figurent, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/39/6/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

532. La délégation, dirigée par la Représentante permanente de la Colombie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, Beatriz Londoño Soto, a rappelé l'importance de l'Examen périodique universel pour la Colombie et a remercié les 86 délégations qui avaient participé au dialogue en mai. La Colombie a montré son engagement en faveur des droits de l'homme en adhérant à 183 des 221 recommandations reçues et en prêtant une attention particulière aux divers groupes en situation de vulnérabilité. La Colombie avait pris note de 28 recommandations et avait pris 5 engagements volontaires.

533. La délégation a rappelé sa volonté de protéger la vie et les actions des défenseurs des droits de l'homme et des figures de la société civile, et a déclaré que le Gouvernement avait renforcé les mesures de prévention, de protection et de non-répétition, notamment en établissant la Commission nationale des garanties de sécurité, le Programme national pour la

sécurité et la protection des associations et des organisations et un nouveau système d'alerte et d'intervention rapides.

534. La délégation a accueilli avec intérêt les observations constructives formulées au sujet de la mise en œuvre du Système intégré pour la vérité, la justice, la réparation et la non-répétition, qui s'articulait autour de la Commission chargée d'établir la vérité et de garantir la coexistence et la non-répétition, de l'Unité de recherche des personnes portées disparues dans le contexte et en raison du conflit armé et de la Juridiction spéciale pour la paix, et au sujet des mesures prises pour fournir une réparation complète dans le but de construire la paix et d'éviter la répétition. Le Système consistait en un groupe de mécanismes interdépendants qui fonctionnaient de manière cohérente.

535. La délégation a réaffirmé que, dans le cadre du Système, il n'était pas envisagé d'accorder d'amnistie pour les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre et quatre objectifs principaux étaient définis :

- a) Obtenir la plus grande satisfaction possible pour les victimes dont les droits ont été violés ;
- b) Faire en sorte que les auteurs de violations aient à répondre de leurs actes ;
- c) Garantir la sécurité juridique des personnes qui participent au Système ;
- d) Garantir la coexistence, la réconciliation et la non-répétition du conflit.

536. Au sujet des victimes du conflit, la délégation a rappelé que près de 3 millions de personnes avaient reçu une certaine forme de réparation et que le pays continuait de s'employer à indemniser plus de 600 sujets collectifs.

537. En ce qui concernait la question des terres, plus de 300 000 hectares avaient été rendus à leurs propriétaires et les juges devaient déterminer la propriété de 500 000 hectares supplémentaires. La Colombie garantissait mieux les droits des communautés afro-colombiennes et de plus de 50 communautés autochtones grâce à la régularisation, la protection et la restitution des terres. Un total de 4 millions d'hectares avait été donné aux agriculteurs, dont 53 % à des femmes des zones rurales, conformément à l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable.

538. L'armée et la police poursuivaient leurs efforts pour former leurs officiers et s'efforçaient de consolider la culture du respect des droits de l'homme dans le cadre de la Politique globale sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire. Cette dernière comportait deux volets essentiels : l'éducation à la diversité ethnique et culturelle et la présence de conseillers juridiques dans les opérations policières et militaires afin de garantir le respect du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

539. Conformément à l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable, la Colombie mettait à exécution son plan d'action national en faveur des droits de l'homme, avec la précieuse contribution de la société civile.

540. Au sujet des recommandations notées par la Colombie, la délégation a indiqué que la Colombie avait mené des consultations au niveau national avec les institutions concernées sur la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

541. En ce qui concernait le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la délégation a fait remarquer que les droits protégés par ces instruments étaient déjà prévus dans l'ordre juridique interne. La Commission interaméricaine des droits de l'homme, dont la Colombie est membre, offrait un cadre adéquat pour protéger les droits énoncés dans ces instruments.

542. La délégation a réaffirmé la volonté de la Colombie de mettre en œuvre les recommandations formulées dans le cadre de l'Examen périodique universel et s'est dite convaincu que des progrès pouvaient être faits pour offrir des garanties complètes et concrètes en matière de droits de l'homme dans le pays.

543. La délégation a réaffirmé que le Gouvernement colombien continuerait de faire preuve de détermination pour promouvoir et protéger les droits de l'homme dans le cadre d'une politique d'État.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil et par des entités des Nations Unies au sujet des textes issus de l'Examen

544. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Colombie, 11 délégations ont fait des déclarations.

545. Le FNUAP a dit qu'il était conscient des défis qui se posaient en matière de droits de l'homme en Colombie, notamment en ce qui concernait les droits en matière de sexualité et de procréation, l'égalité des sexes et la non-discrimination. Il a réaffirmé sa volonté d'aider à mettre en œuvre les stratégies du Gouvernement dont l'objectif était d'améliorer l'accès à des services complets de santé sexuelle et procréative, en mettant particulièrement l'accent sur les jeunes et les femmes des zones rurales dans les contextes humanitaires et post-conflit. Il a également fait part de sa volonté de continuer d'aider à la mise en œuvre du Système national de la jeunesse et de la politique publique de prévention de la violence fondée sur le genre.

546. L'État plurinational de Bolivie a noté avec satisfaction que la Colombie avait adhéré à 183 recommandations, dont des recommandations portant sur le programme de prévention et de protection des victimes du conflit armé, des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes, des dirigeants syndicaux, des personnes ayant fait une demande de restitution de terres et des dirigeants de groupes politiques. Il espérait que les engagements volontaires pris par la Colombie pourraient conduire à l'instauration d'une paix durable dans le pays.

547. Le Botswana a félicité la Colombie d'être fermement résolue à construire et à maintenir une paix durable, comme en témoignaient les engagements qu'elle avait pris volontairement. Le Botswana a noté avec satisfaction que la Colombie avait accepté ses recommandations visant à intensifier les efforts de promotion des droits des femmes et à introduire une définition complète de la discrimination raciale dans sa législation. Le Botswana attendait avec impatience d'être tenu à jour de la mise en œuvre de ces recommandations.

548. Le Brésil a salué l'engagement des plus hautes autorités colombiennes de mener un dialogue transparent et constructif sur les droits de l'homme. Il a salué l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable, qui prévoyait une approche fondée sur les droits de l'homme et une large participation des femmes tout au long du processus. Le Brésil a accueilli avec intérêt la mise en œuvre des recommandations découlant de l'Examen périodique universel et les engagements volontaires. Le Brésil a reconnu les efforts déployés par la Colombie pour soutenir les réfugiés et les migrants régionaux et les traiter avec dignité et respect de leurs droits de l'homme, compte tenu de la récente crise humanitaire et migratoire dans la région.

549. Le Burkina Faso a noté avec satisfaction que la Colombie avait adhéré à un nombre important de recommandations, notamment celles concernant la lutte contre la mortalité et la morbidité maternelles, qui faisaient l'objet d'une résolution dont le Burkina Faso était coauteur. Le Burkina Faso a encouragé la Colombie à mettre en œuvre les recommandations acceptées.

550. Le Chili a reconnu l'engagement de la Colombie en faveur du système universel des droits de l'homme et les efforts déployés par ce pays pour mettre en œuvre les recommandations reçues au cours du deuxième cycle de l'Examen périodique universel. Le Chili a salué l'adhésion de la Colombie à 183 des 211 recommandations formulées, dont la recommandation qu'il avait lui-même faite de poursuivre le dialogue avec l'Armée de libération nationale afin de parvenir à une paix durable en prêtant une attention particulière à la situation des enfants et des adolescents. Le Chili a encouragé la Colombie à poursuivre sur la voie construite jusqu'à présent et à coopérer avec les mécanismes de l'ONU pour ouvrir des espaces de dialogue entre les autorités, la société civile et les citoyens.

551. La Chine a félicité la Colombie pour son engagement constructif dans le cadre de l'Examen périodique universel et l'a remerciée d'avoir accepté les recommandations qu'elle avait formulées. La Chine espérait que la Colombie continuerait à promouvoir un développement économique et social durable, à éliminer la pauvreté et à améliorer la vie des habitants. Elle a également souhaité que la Colombie continue à protéger les droits à l'éducation, à la santé et à l'emploi. La Chine a félicité la délégation d'avoir affirmé le soutien du nouveau Gouvernement aux droits de l'homme.

552. L'Égypte a remercié la Colombie pour les informations fournies, notamment au sujet des recommandations découlant du cycle précédent de l'Examen périodique universel. L'Égypte s'est réjouie que la Colombie ait accepté un nombre considérable de recommandations, notamment celles qu'elle lui avait faites. Elle a salué les efforts déployés par la Colombie pour adopter l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable et pour améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays. L'Égypte a noté avec satisfaction l'indépendance du pouvoir judiciaire et l'amélioration de l'accès aux soins de santé et à l'éducation en Colombie.

553. Le Honduras a remercié la Colombie d'avoir accepté les recommandations qu'il lui avait faites, notamment celle visant à renforcer les actions en faveur des droits fondamentaux des femmes et des peuples autochtones. Le Honduras a rappelé qu'il soutenait toutes les actions entreprises par la Colombie pour mettre en œuvre toutes les recommandations reçues au cours des trois cycles de l'Examen périodique universel.

554. L'Iraq a remercié la Colombie pour les informations qu'elle avait fournies au sujet de la situation des droits de l'homme dans le cadre de l'Examen périodique universel. L'Iraq a salué l'acceptation par la Colombie des recommandations qu'il avait formulées et qui consistaient à redoubler d'efforts pour réduire la traite des personnes, à promouvoir l'égalité des chances dans l'emploi et à réduire l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes.

555. Les Philippines ont félicité la Colombie pour ses efforts de réduction de la pauvreté, qui s'étaient traduits par une diminution de 13,4 % de la pauvreté entre 2010 et 2017, et pour sa volonté d'assurer l'accès à l'éducation gratuite dans les écoles publiques de tout le pays. Les Philippines ont également félicité la Colombie d'avoir adhéré à 183 des 211 recommandations reçues et l'ont remerciée d'avoir accepté l'une des trois recommandations qu'elles avaient faites, qui visait à garantir l'accès à la justice pour les victimes du conflit armé ainsi que leur droit à la vérité et à une réparation complète.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

556. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Colombie, 11 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

557. Le Bureau du Médiateur en Colombie a exprimé (par message vidéo) sa grande inquiétude face à l'augmentation de la violence et des homicides de figures de la société civile et de défenseurs des droits de l'homme, qui avait fait plus de 300 morts depuis janvier 2016. Il travaillait en coordination avec le Gouvernement, notamment avec le Bureau du Procureur général de la nation général et les services du Procureur général de la nation, pour promouvoir une politique publique à cet égard. Il a indiqué que la Colombie devrait redoubler d'efforts pour garantir le droit à la santé et à l'éducation, en particulier dans les zones rurales. Il a salué les initiatives visant à réduire les inégalités entre les sexes et à garantir les droits des communautés ayant des identités sexuelle et de genre diverses. Il apportait son appui aux négociations avec l'Armée de libération nationale.

558. ODHACO, Bureau international des droits humains – action Colombie, a constaté qu'en dépit de nombreuses recommandations sur la situation alarmante des agressions et des meurtres de défenseurs des droits de l'homme, la situation ne s'était pas améliorée. L'organisation a demandé instamment à la Colombie d'améliorer le fonctionnement et la mise en œuvre des mécanismes de protection existants et de ne pas en créer de nouveaux. Elle a demandé à la Colombie de protéger le droit à la liberté d'expression et de renforcer les espaces de dialogue existants avec la société civile. Elle a fait remarquer qu'il serait important de créer un mécanisme tripartite pour le suivi des recommandations découlant de l'Examen périodique universel.

559. Le Bureau international catholique de l'enfance a constaté avec regret que, même si la Colombie avait accepté les recommandations visant à renforcer les conditions d'application effective du Code de l'enfance et de l'adolescence, la peine de privation de liberté était encore appliquée de manière disproportionnée. Il a invité la Colombie à allouer des ressources suffisantes pour améliorer les conditions dans les établissements pénitentiaires pour mineurs, à créer un mécanisme de réinsertion et à assurer un suivi adéquat des enfants et des adolescents après leur libération. Il a également attiré l'attention sur la nécessité de lutter immédiatement et vigoureusement contre l'exploitation d'enfants par des adultes en vue de commettre des crimes en Colombie.

560. Dans leur déclaration commune, Peace Brigades International Suisse et la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté ont affirmé que la paix nécessitait un engagement ferme de la part du nouveau Gouvernement. Les organisations se sont déclarées affligées par les agressions et les meurtres de défenseurs des droits de l'homme, qui se poursuivaient, et ont insisté sur les recommandations relatives à l'impunité. Elles ont déclaré qu'il était important d'identifier non seulement les auteurs des crimes, mais aussi les commanditaires de ces crimes, en particulier les crimes contre l'humanité. Elles ont souligné l'urgence de démanteler les structures qui avaient succédé aux forces paramilitaires. Elles ont encouragé vivement le Gouvernement à établir, avec la participation de la société civile, une voie claire et transparente pour le suivi des recommandations découlant de l'Examen périodique universel.

561. L'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Bon Bosco et le Volontariat international femmes, éducation, développement, dans leur déclaration commune, ont félicité la Colombie d'avoir accepté les recommandations visant à renforcer le plan éducatif et à assurer le bien-être des enfants et des adolescents. Les organisations ont noté que les jeunes se heurtaient encore à des obstacles dans leur développement au sein de la société et ont encouragé la Colombie à s'attaquer au chômage des jeunes, à mettre en place des mesures spéciales destinées à garantir l'éducation et les soins médicaux, et à appliquer des stratégies de travail décent pour les jeunes des zones rurales.

562. Dans leur déclaration commune, Lawyers for Lawyers et Lawyers' Rights Watch Canada ont salué la décision de la Colombie de soutenir les recommandations relatives à la protection des avocats et des défenseurs des droits de l'homme. Les organisations ont signalé que les avocats rencontraient des difficultés dans l'exercice de leur fonction car ils faisaient l'objet d'agressions constitutives de violations des droits de l'homme et parce qu'il n'y avait pas de mesures de protection suffisantes leur permettant d'exercer leur activité professionnelle de manière efficace et sûre. Les organisations ont demandé à la Colombie de prendre des mesures efficaces et globales visant à protéger les avocats en danger.

563. Dans leur déclaration commune, l'Organisation mondiale contre la torture et la Comisión Colombiana de Juristas ont souligné les problèmes structurels permanents de violence dans plusieurs régions et contre des populations diverses. Les organisations ont demandé l'établissement de lignes directrices pour un mécanisme de surveillance et pour la participation de la société civile. Elles ont constaté avec préoccupation que l'impunité restait un problème et ont dit qu'il était essentiel de réformer le secteur judiciaire de manière à permettre l'application des recommandations formulées pour garantir l'accès à la protection.

564. L'Association internationale des personnes lesbiennes et gays a reconnu qu'au cours des dernières années, des progrès importants avaient été faits dans la reconnaissance des droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes en Colombie. Elle a noté avec satisfaction l'engagement public de « ne pas régresser » en ce qui concernait les droits de ces personnes. Elle a constaté avec regret l'existence d'obstacles et de niveaux alarmants de violence contre la communauté concernée et a demandé au Gouvernement de mettre en œuvre et de renforcer la protection des droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes et de veiller à ce qu'il n'y ait pas de recul par rapport aux reconnaissances obtenues.

565. Dans leur déclaration commune, les organisations Center for Global Nonkilling et Conscience and Peace Tax International ont indiqué que, pour construire des sociétés pacifiques, il fallait adopter de nouvelles pratiques, notamment pour prévenir la violence et favoriser le dialogue, et fournir des ressources de réconciliation pour tous et des possibilités professionnelles pour les promoteurs de la paix. Les organisations ont souligné que la

construction de la paix exigeait des compétences, des moyens et des fonds spéciaux et ont ainsi suggéré aux autorités colombiennes d'établir, dans le système fiscal, la possibilité de payer des impôts pour la paix uniquement, au lieu de payer pour l'armée.

566. L'Association suédoise pour l'éducation sexuelle a salué la volonté de la Colombie de mettre en œuvre l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable. Elle estimait constructif le fait que la Colombie était disposée à discuter de la situation des droits en matière de sexualité et de procréation dans le cadre de l'Examen périodique universel. Elle a reconnu la volonté de la Colombie de protéger la communauté des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes. En outre, elle a salué la détermination de la Colombie à garantir un accès universel aux services en matière de sexualité et de procréation et à assurer une éducation sexuelle. Elle a insisté sur l'importance de s'engager à lutter contre la mortalité maternelle évitable et à garantir le plein accès à un avortement sécurisé.

567. Action Canada pour la population et le développement a souligné que la Colombie avait reçu plusieurs recommandations relatives aux droits liés à la sexualité et que le nombre élevé de recommandations reçues sur la violence à l'égard des femmes montrait clairement la nécessité impérieuse d'une approche globale de la part de toutes les parties de l'État. L'organisation a regretté que les formes spécifiques de violence à l'égard des femmes n'aient pas été prises en compte dans les recommandations, car cela aurait pu apporter une visibilité supplémentaire. Elle a vivement encouragé la Colombie à aborder, de manière globale et transversale, les recommandations sur le genre et la sexualité qui avaient été formulées de manière générale afin de faciliter leur bonne mise en œuvre. Elle a également demandé la reconnaissance des femmes, invisibles et marginalisées de tout temps, pour qu'elles soient incluses dans les politiques publiques et les mesures législatives.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

568. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, selon les informations fournies, la Colombie avait accepté 183 des 211 recommandations reçues et en avait noté 28.

569. La délégation de la Colombie a dit qu'elle avait écouté très attentivement toutes les interventions des États et des organisations de la société civile, qui constituaient une contribution fondamentale aux débats et permettaient une action rigoureuse dans le domaine des droits de l'homme.

570. La délégation a noté que, comme le chef de l'institution nationale des droits de l'homme l'avait indiqué lors de son intervention, des mesures coordonnées visant à protéger les activités des défenseurs des droits de l'homme et associant le Gouvernement, y compris le Bureau du Procureur général de la nation et les services du Procureur général de la nation, ainsi que l'institution nationale des droits de l'homme, étaient mises en place.

571. La délégation a signalé que, lors d'une récente réunion entre le Ministre colombien des affaires étrangères et la nouvelle Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Ministre avait rappelé l'engagement du Gouvernement en faveur de l'Accord de paix, avec quelques modifications. Lors de cette rencontre, le Ministre avait invité le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, Michel Forst, à effectuer une visite officielle en Colombie et avait rappelé que le pays était ouvert aux travaux du Bureau colombien du HCDH, qui était le plus grand bureau de pays du HCDH.

572. En conclusion, la délégation a insisté sur l'importance de l'Examen périodique universel pour le renforcement du respect des droits de l'homme. Elle a remercié tous les États, l'institution nationale des droits de l'homme et la société civile pour leur participation. Pour conclure, la délégation a reconnu le soutien technique apporté par le secrétariat et le personnel du HCDH tout au long de l'Examen périodique universel.

Djibouti

573. L'Examen concernant Djibouti s'est déroulé le 10 mai 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par Djibouti conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/DJI/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/DJI/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/DJI/3).

574. À sa 24^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant Djibouti (voir la section C ci-après).

575. Les textes issus de l'Examen concernant Djibouti comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/39/10), les vues de Djibouti sur les recommandations et/ou conclusions qui y figurent, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/39/10/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

576. La délégation, dirigée par le Secrétaire général du Ministère de la justice, Maki Omar Abdoukader, a dit que Djibouti était pleinement disposé à continuer de coopérer avec les mécanismes régionaux et internationaux de protection et de promotion des droits de l'homme.

577. La délégation a souligné que le comité interministériel pour la rédaction et la présentation des rapports aux organes conventionnels avait étudié les recommandations adressées à Djibouti. La tâche de ce comité avait principalement consisté à analyser, examiner, proposer et approuver un plan de mise en œuvre des recommandations acceptées.

578. La délégation a précisé que les recommandations qui n'étaient pas en contradiction avec les lois en vigueur à Djibouti, les instruments internationaux auxquels Djibouti avait souscrit ou les valeurs socioculturelles de la société djiboutienne avaient été acceptées. Djibouti était déterminé à prendre toutes les mesures appropriées pour mettre en œuvre les recommandations au cours des quatre années suivantes.

579. Le Gouvernement s'était engagé dans des réformes juridiques approfondies, notamment du Code civil, du Code de procédure civile, du Code pénal et du Code de procédure pénale. Ces mesures venaient à l'appui de la réforme du système judiciaire et du respect des droits de l'homme à Djibouti. En ce qui concernait la Commission nationale des droits de l'homme, grâce au financement de l'Union européenne, des activités de formation et de sensibilisation en faveur des commissaires seraient organisées. Un élément essentiel de la stratégie d'informatisation du système de justice pénale consistait à améliorer l'accès à la justice dans les zones rurales.

580. Djibouti serait bientôt en mesure de présenter un calendrier de mise en œuvre. En ce qui concernait la mise en œuvre des recommandations acceptées, Djibouti entendait soumettre dans les meilleurs délais un calendrier au comité interministériel chargé du suivi et de la mise en œuvre des recommandations formulées par les mécanismes de promotion et de protection des droits de l'homme. Il ne devrait en effet y avoir aucune difficulté dans la mise en œuvre des recommandations notées, pour autant que les conditions nécessaires soient remplies.

581. En ce qui concernait les recommandations relatives à la ratification de divers protocoles facultatifs, Djibouti disposait d'un système juridique qui garantissait le droit de chacun à un procès équitable, conformément à la Constitution. Pour ce qui était des

recommandations sur les procédures spéciales, Djibouti avait déjà coopéré avec ces mécanismes. En ce qui concernait les recommandations relatives à la protection des droits des défenseurs des droits de l'homme en général et des membres de l'opposition en particulier, Djibouti avait mis en place un cadre institutionnel et normatif, notamment une loi sur le statut juridique des membres de l'opposition et une législation du travail accordant une plus grande protection aux syndicalistes et autres défenseurs des droits des travailleurs.

582. Djibouti avait pris de nombreuses mesures pour améliorer plus rapidement les conditions de vie des femmes et la protection et la promotion des droits de l'enfant, comme l'établissement d'une politique nationale en matière de genre, l'adoption d'une loi sur un système de quotas pour la représentation des femmes au parlement et la création d'un observatoire du genre. Au sujet des recommandations relatives aux allégations de viols contre des femmes Afar, Djibouti a fermement rejeté ces allégations. La délégation a rappelé qu'il y avait désormais la paix et la justice à Djibouti.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

583. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Djibouti, 13 délégations ont fait des déclarations.

584. L'Algérie a salué les mesures prises par Djibouti pour améliorer la gestion des soins de santé et les efforts déployés pour promouvoir la participation des femmes à la vie politique et au travail. Djibouti avait accepté un grand nombre de recommandations, parmi lesquelles les deux présentées par l'Algérie, qui portaient sur la protection renforcée des personnes handicapées et sur l'égalité d'accès des filles et des garçons à un enseignement de qualité.

585. L'Angola a félicité Djibouti pour l'adoption de la stratégie « Vision Djibouti 2035 » et l'a encouragé à renforcer les mesures dans le domaine des droits de l'homme.

586. Bahreïn a salué la coopération de Djibouti avec les mécanismes de l'Organisation des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et l'adoption d'une législation visant à aider les victimes de la traite des êtres humains et les réfugiés. Il a recommandé à Djibouti de poursuivre ses efforts pour lutter contre l'extrême pauvreté.

587. Le Botswana a félicité Djibouti d'avoir adopté le Code civil, d'avoir réformé le Code pénal et d'avoir déployé des efforts pour protéger les droits des membres vulnérables de la société, notamment les femmes, les enfants et les personnes handicapées.

588. Le Burkina Faso a salué l'adhésion de Djibouti à la plupart des recommandations formulées au cours du troisième cycle de l'Examen périodique universel. Le Burkina Faso a félicité Djibouti pour la coopération en cours avec les mécanismes de l'ONU relatifs aux droits de l'homme et l'a encouragé à poursuivre cette coopération et à la renforcer.

589. La Chine a félicité Djibouti pour son engagement constructif dans le cadre de l'Examen périodique universel et l'a remercié d'avoir accepté les recommandations qu'elle lui avait faites. Elle a encouragé Djibouti à continuer de promouvoir un développement économique et social durable, à éliminer la pauvreté et à prendre des mesures pour protéger les femmes et les enfants et promouvoir le développement de l'éducation.

590. La Côte d'Ivoire a indiqué que l'application concrète des recommandations découlant de l'Examen périodique universel contribuerait de manière significative à améliorer la situation des droits de l'homme à Djibouti, en particulier pour les femmes et les enfants. Elle a noté avec satisfaction les efforts faits pour renforcer l'état de droit et a encouragé Djibouti à poursuivre sa coopération avec les mécanismes de l'ONU relatifs aux droits de l'homme.

591. L'Égypte a salué les efforts déployés par Djibouti pour développer son cadre juridique, en particulier en ce qui concernait le comité national des droits de l'homme, ainsi que les mesures prises pour lutter contre la traite des êtres humains, réformer l'éducation et promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels. Elle a encouragé Djibouti à poursuivre ses efforts pour reconnaître les droits des femmes et des personnes handicapées.

592. L'Éthiopie a félicité Djibouti pour les mesures prises afin de promouvoir et de protéger les droits de l'enfant, de renforcer les capacités des institutions nationales des droits de l'homme, de réduire la pauvreté et de lutter contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants.

593. Le Gabon a salué les mesures prises par Djibouti pour lutter contre la traite des êtres humains, le trafic de migrants et la pauvreté et l'insécurité alimentaire, ainsi que les mesures concernant l'accès à un logement convenable, à un travail décent, à l'eau et aux soins de santé.

594. La République islamique d'Iran a dit qu'elle partageait les préoccupations exprimées par le Comité des droits de l'homme au sujet de la traite des êtres humains, en particulier de la traite des femmes et des enfants. Elle a engagé instamment Djibouti à mettre fin à toutes les violations commises sous le prétexte d'activités antiterroristes et à s'attacher à améliorer l'accès des habitants des zones rurales, en particulier des femmes et des filles, au système de santé. Elle a également invité Djibouti à ratifier la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

595. L'Iraq a salué l'adhésion de Djibouti aux trois recommandations qu'il lui avait faites concernant la lutte contre la traite des êtres humains, la fourniture de logements adéquats, le soutien aux travailleurs ruraux et l'amélioration de la couverture sociale. Il a salué l'acceptation par Djibouti d'un grand nombre de recommandations et a souhaité que ces recommandations soient mises en œuvre le plus rapidement possible.

596. Madagascar a salué l'acceptation par Djibouti de la majorité des recommandations reçues au cours du troisième cycle de l'Examen périodique universel. Elle a salué la stratégie « Vision Djibouti 2035 » de lutte contre la pauvreté, le programme de gestion de l'eau et des sols visant à assurer l'accès à l'eau potable en quantité suffisante et la construction de logements pour les populations vulnérables.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

597. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Djibouti, six autres parties prenantes ont fait des déclarations.

598. Le East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project a demandé à Djibouti de mettre immédiatement en œuvre les recommandations auxquelles il avait adhéré, notamment celles concernant la ratification des instruments internationaux et l'acceptation de syndicats libres et indépendants. L'organisation a regretté que Djibouti ait refusé d'offrir une invitation permanente aux procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. Elle a noté avec satisfaction que Djibouti avait accepté les recommandations figurant aux paragraphes 129.97 et 129.202 et portant sur la lutte contre les actes ou menaces de harcèlement et d'intimidation à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme, et a signalé qu'un citoyen djiboutien qui participait à une réunion organisée à Genève en avril 2018 en vue de l'Examen périodique universel se serait vu confisquer son passeport. Le East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project a indiqué que Djibouti était déterminé à prévenir l'usage excessif de la force contre les civils par les forces de sécurité et a ajouté que le pays avait toutefois pris note de la recommandation contenue dans le paragraphe 129.51, qui visait à améliorer les programmes de formation des forces de sécurité pour mettre fin aux actes de répression violente de manifestations pacifiques.

599. Le Center for Global Nonkilling a accueilli avec satisfaction l'adhésion de Djibouti à la recommandation visant à ratifier la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Il espérait que ces recommandations seraient mises en œuvre le plus rapidement possible.

600. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a appelé à la mise en œuvre des recommandations auxquelles Djibouti avait adhéré, en particulier la recommandation figurant au paragraphe 129.95 et portant sur l'application des six recommandations que Djibouti avait acceptées au cours du deuxième cycle de l'Examen périodique universel au sujet de la liberté d'expression, de l'accès à l'information et du droit à la liberté de réunion. La Fédération a salué l'engagement de Djibouti de ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions

forcées et la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Elle a regretté que Djibouti ait refusé d'en faire autant concernant le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; L'organisation a regretté que Djibouti ait refusé d'offrir une invitation permanente aux procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme.

601. Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a salué les efforts de Djibouti visant à accueillir les réfugiés et les migrants des pays voisins, l'adoption de la nouvelle stratégie nationale de prévention de la malnutrition, la protection sociale des citoyens, la loi sur la participation des femmes à la vie politique et la mise à jour des rapports présentés aux organes conventionnels. L'organisation a demandé à Djibouti d'engager un dialogue pour réformer sa législation afin de garantir le droit à la liberté d'expression et d'association pacifique à toutes les personnes, en particulier aux membres de l'opposition, aux journalistes et aux défenseurs des droits de l'homme. Elle a encouragé Djibouti à intensifier ses efforts de sensibilisation pour éradiquer les mutilations génitales féminines.

602. Dans leur déclaration commune, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, le East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme ont salué l'engagement de Djibouti dans le cadre de l'Examen périodique universel. Les organisations ont également salué l'engagement pris par le Gouvernement, au cours du troisième cycle de l'Examen, de veiller à ce qu'aucune restriction ne soit imposée aux visites des rapporteurs spéciaux et de garantir les libertés fondamentales. Elles ont toutefois signalé que, depuis son précédent Examen, Djibouti n'avait mis en œuvre aucune des recommandations qu'il avait reçues concernant l'espace civique. Elles ont regretté que les mesures de lutte contre le terrorisme aient continué d'être utilisées pour imposer de sévères restrictions de l'espace civique. Elles ont indiqué qu'un décret adopté en novembre 2015 avait effectivement interdit toutes les réunions et tous les rassemblements publics et avait fortement limité les activités de l'opposition politique à l'approche des élections présidentielles de 2016. Elles avaient signalé l'arrestation et la détention de nombreux défenseurs des droits de l'homme, journalistes et membres de l'opposition politique. Elles ont déploré l'absence d'enquêtes transparentes et crédibles sur le meurtre d'au moins 27 personnes et les coups portés à 150 autres par les forces de sécurité, lors d'une fête religieuse organisée à Balbala le 21 décembre 2015. Elles ont demandé à Djibouti de prendre des mesures proactives pour régler ces préoccupations et de mettre en œuvre les recommandations visant à créer et à maintenir, en droit et en pratique, un environnement favorable à la société civile.

603. L'Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud a fait part de son inquiétude concernant le harcèlement juridique et les représailles contre la société civile et les défenseurs des droits de l'homme. Djibouti faisait obstacle à ceux qui exprimaient des opinions critiques et coopéraient avec les organisations internationales pour dénoncer les violations des droits de l'homme dans le pays. L'organisation a dit que Djibouti avait continué de détenir des prisonniers d'opinion à la suite de procès inéquitables et avait de plus en plus recours aux interdictions de voyager à l'étranger contre des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et des membres de l'opposition politique. L'organisation a appelé à la création d'un observatoire national sur les violations des droits de l'homme, y compris les arrestations sans mandat, les détentions secrètes, les aveux forcés et le refus d'accorder les services d'un avocat aux détenus.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

604. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, selon les informations fournies, Djibouti avait accepté 177 des 203 recommandations reçues et en avait noté 26.

605. La délégation a remercié les délégations et les organisations non gouvernementales qui avaient pris la parole pour leurs encouragements et leurs critiques. Elle a indiqué que la volonté politique d'appliquer les recommandations ne suffisait pas à elle seule et que le contexte du pays n'avait pas permis la mise en œuvre de certaines des recommandations découlant des examens précédents. Djibouti a continué de faire face à des menaces et à des

activités terroristes. Djibouti était prêt à coopérer avec les mécanismes de promotion et de protection des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies.

606. La délégation a également déclaré qu'en ce qui concernait la ratification de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la situation dans le pays ne constituerait pas un obstacle si les conditions préalables nécessaires se présentaient. Le Code pénal définissait déjà le génocide dans les mêmes termes que la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. La délégation a ajouté qu'il n'y avait pas de prisonniers politiques à Djibouti.

607. La délégation a déclaré que certaines recommandations avaient été notées, non pas parce que le pays s'y opposait fondamentalement, mais parce qu'il devait fixer des priorités, notamment dans le cadre de sa réforme du secteur judiciaire.

Cameroun

608. L'Examen concernant le Cameroun s'est déroulé le 16 mai 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Cameroun conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/CMR/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/CMR/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/CMR/3).

609. À sa 25^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Cameroun (voir la section C ci-après).

610. Les textes issus de l'Examen concernant le Cameroun comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/39/15), les vues du Cameroun sur les recommandations et/ou conclusions qui y figurent, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/39/15/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

611. La délégation, dirigée par le Ministre des affaires étrangères, Lejeune Mbella Mbella, a rappelé que le rapport national et l'additif au rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel contenant les vues du Cameroun sur les recommandations faites au cours de l'Examen avaient été établis par un comité interministériel sous la supervision du Cabinet du Premier Ministre et en coopération avec tous les experts thématiques et des droits de l'homme des ministères, organisations non gouvernementales et institutions nationales concernés.

612. Les 196 recommandations reçues avaient été examinées et les réponses à celles-ci avaient été le résultat de consultations ministérielles plus approfondies. Les recommandations acceptées concernaient des politiques ou des mesures qui étaient déjà applicables au Cameroun. Les recommandations rejetées étaient celles qui avaient soulevé des inquiétudes ou des problèmes ou qui concernaient l'abolition de la peine de mort, le Cameroun étant un pays abolitionniste de fait.

613. La délégation a évoqué la lutte contre les groupes terroristes, comme Boko Haram, qui continuait de perpétrer des actes de terreur et de destruction, compromettant la sécurité des personnes et des biens et entraînant d'importants flux de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Le Cameroun avait continué d'offrir l'hospitalité et de créer un environnement dans lequel il pouvait gérer le flux de réfugiés dans la limite de ses

capacités. Le Cameroun a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle l'aide à gérer ce fardeau tout en mettant en avant sa coopération avec le HCR et certains de ses pays voisins, parmi lesquels le Nigéria.

614. Au sujet de la crise qui était en cours dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et qui avait débuté en octobre 2016 et à la suite des revendications de certains avocats et représentants des syndicats d'enseignants de la zone anglophone du Cameroun, le Président avait chargé le Premier Ministre de mettre en place des cadres de dialogue entre les différentes parties prenantes pour répondre aux préoccupations. La délégation a souligné que le Président avait donné suite à tous les griefs exprimés par les syndicalistes et était même allé plus loin. De façon inattendue, les événements avaient pris une tournure radicale et insurrectionnelle, marquée par des actes de violence et des atrocités qui avaient finalement révélé un plan de partition du pays et qui avaient consisté par exemple en la profanation des symboles de la République, l'enlèvement contre rançon, le meurtre de membres des autorités administratives, religieuses et coutumières et des incendies criminels dans des lieux publics et privés.

615. Le système éducatif avait été la principale cible des auteurs de ces actes, qui avaient détruit et brûlé des établissements scolaires et tué des enseignants et des étudiants. Les soi-disant « sécessionnistes » avaient également enlevé des femmes et des jeunes filles et les avaient forcées à se marier. Ils avaient tué des membres des forces de défense et de sécurité et avaient enrôlé de force des enfants soldats.

616. Le Cameroun avait rappelé à la communauté internationale que, selon sa Constitution du 18 janvier 1996, il restait un État unitaire et décentralisé.

617. Afin de rétablir l'ordre, les membres des forces de défense et de sécurité avaient reçu une formation continue pour respecter les règles d'éthique et de professionnalisme. Les violations des droits de l'homme commises par les membres des forces de défense et de sécurité faisaient systématiquement l'objet d'enquêtes et des sanctions appropriées étaient prises.

618. L'usage de la force par les agents de défense et de sécurité était strictement réglementé par la loi. La formation destinée aux forces de sécurité comprenait un module sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire, qui était dispensé en coopération avec le CICR. Cette coopération visait à mettre sur pied des forces de sécurité et de défense qui possédaient de solides connaissances en matière de droits de l'homme afin d'éviter tout manquement ou toute violation.

619. Dans ce contexte et sur instruction du Président, un plan d'aide humanitaire d'urgence pour les populations des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest avait été mis en place pour la période 2018-2019. Le plan avait coûté 12,7 milliards de francs CFA. Il prévoyait des interventions prioritaires et des mesures visant à coordonner les diverses actions concrètes de l'État et de ses partenaires. Le plan préconisait également l'établissement de structures humanitaires, nationales et internationales en vue de faciliter l'exécution du plan ainsi que la création d'une plateforme favorisant les échanges entre le Gouvernement, les entités du système des Nations Unies et les autres partenaires multinationaux.

620. S'agissant des libertés publiques, la délégation a déclaré que les journalistes qui travaillaient pour des organes de presse nationaux et internationaux étaient libres d'opérer dans les zones touchées par l'insécurité, même si des mesures appropriées devaient être prises pour garantir leur protection et leur sécurité. Les journalistes étrangers actifs sur le territoire national étaient, comme les journalistes partout ailleurs dans le monde, soumis à une procédure d'accréditation.

621. Le Cameroun accordait une grande importance au droit à l'éducation, qui était un droit fondamental. Malgré les menaces et les exigences du mouvement insurrectionnel, l'État n'avait jamais faibli dans sa mission de protection de la population, en particulier des étudiants et des enseignants. L'État avait également fait appel à des équipes de gardes, de policiers, de gendarmes et de soldats pour protéger les écoles.

622. Ces mesures avaient été prises pour permettre aux étudiants vivant dans les zones les plus gravement menacées par les groupes armés de poursuivre leurs études dans des lieux sûrs et de continuer ainsi à jouir de leur droit à l'éducation.

623. Le Gouvernement avait approuvé la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, qui avait été élaborée dans le cadre de consultations menées par l'Argentine et la Norvège à Genève et qui avait été ouverte à la signature le 29 mai 2015, à Oslo.

624. Au sujet du droit à la sécurité de la personne, toutes les personnes arrêtées dans le cadre d'événements survenus dans les deux régions en crise avaient été placées dans des centres de détention. Ces centres de détention étaient conformes aux dispositions des textes juridiques de la République et aux règles de procédure pénale. Il s'agissait notamment des centres de détention des villes de Bafoussam, Bamenda, Buea, Douala et Yaoundé. Les personnes incarcérées étaient traitées comme des détenus de droit commun en vertu de la common law. Elles recevaient la visite des membres de leur famille et pouvaient communiquer librement avec leurs avocats. Les conditions de leur détention étaient les mêmes que celles des autres détenus et elles n'étaient soumises à aucun traitement particulier en fonction des circonstances de leur arrestation.

625. Il convenait de noter que le Gouvernement avait accepté d'améliorer les conditions de détention dans le pays en augmentant, par exemple, le nombre de professionnels de la santé (médecins et infirmières) dans les prisons et le budget consacré à l'alimentation des détenus.

626. Le Gouvernement était déterminé à favoriser un dialogue inclusif et permanent avec toutes les parties prenantes dans le pays, y compris les autorités traditionnelles et religieuses, les partis politiques et la société civile. Le Gouvernement était pleinement résolu à résoudre la crise et à établir une paix durable. La délégation a réaffirmé l'attachement du Gouvernement aux droits de l'homme et sa volonté de respecter strictement les instruments juridiques internationaux qu'il avait pris en considération dans sa législation interne.

627. Le Cameroun continuerait en outre de contribuer à la réalisation de la paix et de la sécurité internationale ainsi qu'à la promotion, la protection et le respect des droits de l'homme.

628. Les élections présidentielles, qui devaient se tenir le 7 octobre 2018, constituaient le défi actuel que le Cameroun devait relever. Les campagnes électorales, qui s'intensifiaient, se déroulaient normalement sur l'ensemble du territoire national, y compris dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Les candidatures de neuf candidats, dont trois issus de ces deux régions, avaient été approuvées par le Conseil constitutionnel après examen des dossiers respectifs. Toutes les mesures possibles étaient prises pour garantir des élections libres, équitables et transparentes. Le processus démocratique était soutenu, entre autres, par des observateurs certifiés aux niveaux national et international.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil et par des entités des Nations Unies au sujet des textes issus de l'Examen

629. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Cameroun, 13 délégations ont fait des déclarations.

630. L'Angola a salué la participation du Cameroun aux mécanismes du Conseil des droits de l'homme et a encouragé le pays à continuer de mettre en œuvre de bonnes pratiques en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays.

631. Le Botswana a félicité le Cameroun pour son engagement en faveur des droits de l'homme, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'accès aux services s'occupant du VIH/sida pour les femmes et les adolescents. Le Botswana a préconisé de ratifier et de mettre en œuvre le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

632. Le Burkina Faso a pris note avec satisfaction des recommandations acceptées par le Cameroun et a encouragé vivement le pays à les mettre en œuvre. Il a demandé à la communauté internationale d'appuyer les efforts du Cameroun.

633. La Chine a dit qu'elle espérait que le Cameroun continuerait de réduire la pauvreté et de promouvoir un développement économique et social durable. La Chine a également souhaité que le Cameroun prenne de nouvelles mesures constructives pour protéger les droits des femmes, des enfants et des personnes handicapées.

634. La Côte d'Ivoire a salué l'acceptation, par le Cameroun, des recommandations formulées lors de la trentième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. La Côte d'Ivoire a noté avec satisfaction les efforts du Cameroun visant à renforcer l'état de droit et a encouragé le pays à coopérer pleinement avec les mécanismes de l'ONU afin de promouvoir et de protéger les droits de l'homme.

635. L'Égypte a constaté avec satisfaction que le Cameroun avait adhéré à la plupart des recommandations qu'elle lui avait adressées, notamment celles relatives à la ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. L'Égypte a également salué les efforts faits par le Cameroun pour promouvoir l'éducation et la sécurité sociale et pour lutter contre la discrimination à l'égard des femmes et des filles.

636. L'Éthiopie a salué le programme technique de sensibilisation du Gouvernement, qui avait été établi dans le cadre du plan d'action national. L'Éthiopie a encouragé le Cameroun à poursuivre la promotion et la protection des droits des femmes et des enfants.

637. En sa qualité de membre de la troïka chargé de l'Examen du Cameroun, l'Iraq a remercié le Cameroun pour son ouverture et sa pleine coopération lors de la trentième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. L'Iraq espérait que les organes législatifs du Cameroun mettraient pleinement en œuvre les recommandations acceptées, en particulier celles relatives aux personnes handicapées.

638. Madagascar a salué les progrès importants que le Cameroun avait réalisés en ce qui concernait la protection et la promotion des droits de l'homme et, en particulier, la ratification de la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique. Madagascar a également salué les efforts du Cameroun visant à lutter contre l'impunité et la pauvreté et à améliorer le niveau de vie des populations rurales et vulnérables.

639. Le Sénégal a salué l'amélioration de la situation des droits de l'homme au Cameroun et, en particulier, la ratification de la Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 et du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés. Le Sénégal a également reconnu les efforts du Cameroun en ce qui concernait la police, les prisons et la lutte contre le VIH/sida.

640. Le Soudan a formellement reconnu les efforts consentis par le Cameroun pour promouvoir et protéger les droits de l'homme dans tout le pays. Le Soudan a reconnu que le Cameroun avait mis en œuvre les anciennes recommandations et qu'il coopérait avec les mécanismes du Conseil des droits de l'homme.

641. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord s'est dit préoccupé par l'aggravation de la violence au Cameroun et a salué l'annonce faite par le pays selon laquelle celui-ci allait enquêter de manière approfondie sur les violations des droits de l'homme décrites récemment dans une vidéo en ligne. Il a demandé instamment au Cameroun d'éliminer les pires formes de travail des enfants et de poursuivre les responsables. Il a également exprimé son inquiétude face aux défis humanitaires croissants et a appelé le Cameroun à fournir une assistance et des secours aux populations touchées, y compris dans les régions anglophones.

642. Le FNUAP a salué les politiques et les programmes du Cameroun dans les domaines des soins de santé, des services sociaux et des droits des femmes et des filles. Le FNUAP restait préoccupé par les pratiques préjudiciables telles que les mariages d'enfants, les mariages précoces et forcés et les mutilations génitales féminines. Le FNUAP était déterminé à soutenir le Cameroun dans le domaine de la santé sexuelle et procréative, en particulier en ce qui concernait la mortalité infantile, néonatale et maternelle, les soins obstétricaux d'urgence et la formation des sages-femmes, ainsi que la mise en place d'une politique complète pour la santé des adolescents en matière de sexualité et de procréation.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

643. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Cameroun, 11 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

644. La Commission nationale des droits de l'homme et des libertés du Cameroun (par message vidéo) a recommandé de renforcer le plan d'action national pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Elle espérait que le Gouvernement du Cameroun renforcerait les capacités de la Commission grâce à des ressources humaines, matérielles et financières. La Commission attendait avec impatience la ratification, par le Cameroun, du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. La Commission a fortement préconisé un retour à un état de paix et de sécurité dans les deux régions anglophones.

645. L'Association internationale des personnes lesbiennes et gays a noté que le Cameroun avait ignoré certaines recommandations acceptées lors du deuxième cycle et que le pays continuait d'arrêter arbitrairement des citoyens en raison de leur orientation sexuelle. L'Association a mis en évidence les lois discriminatoires qui existaient au Cameroun, qui érigeaient en infraction l'homosexualité et la correspondance électronique entre deux personnes du même sexe. Elle a engagé le Cameroun à protéger les défenseurs des droits de l'homme de la peur, de l'intimidation et de la violence. Elle a encouragé le Cameroun à tenir les promesses de sa Constitution et de la Déclaration universelle des droits de l'homme en garantissant les mêmes droits de la personne à tous les citoyens, sans distinction de race, de sexe, de religion ou de croyance.

646. Le Centre for Global Nonkilling a accueilli avec une grande satisfaction l'adhésion du Cameroun aux recommandations visant à ratifier la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. L'organisation espérait que le Cameroun mettrait en œuvre le plus rapidement possible les recommandations similaires acceptées lors du deuxième cycle de l'Examen périodique universel. Enfin, elle a invité le Cameroun à abolir la peine de mort.

647. Action Canada pour la population et le développement a exprimé son inquiétude quant à la violence fondée sur le genre, la discrimination et le harcèlement dont faisaient l'objet les groupes minoritaires et les violations des droits des travailleurs dans le secteur informel. L'organisation a noté que l'accès à la médecine de la procréation et aux contraceptifs restait limité et que les taux de mortalité maternelle étaient élevés. Elle a recommandé que les violations des droits des travailleurs du sexe soient documentées et traitées, notamment en dépénalisant le travail du sexe chez les adultes, en garantissant le principe de responsabilité et le contrôle indépendant de la police et en déployant des services de santé sexuelle et procréative et de lutte contre le VIH.

648. La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté a engagé instamment le Gouvernement du Cameroun à allouer des ressources suffisantes pour assurer la participation effective et significative des femmes à la vie publique et politique. Compte tenu des récents actes de violence dans les régions anglophones, elle a recommandé au Gouvernement de prendre d'urgence des mesures pour remédier aux conséquences particulières des déplacements pour les femmes et les filles. En outre, elle a demandé au Gouvernement de prendre sans plus tarder des mesures pour réduire le nombre de personnes sans certificat de naissance. Enfin, elle a noté avec approbation que le Gouvernement avait interdit toutes les formes de violence domestique à l'égard des femmes.

649. Amnesty International a engagé le Gouvernement camerounais à fermer les centres de détention secrets et illégaux, à autoriser des observateurs indépendants à accéder à tous les lieux de détention et à permettre aux détenus de rencontrer leur famille et leurs avocats, et de bénéficier de soins médicaux, de nourriture et d'eau, comme il le fallait. L'organisation a noté avec préoccupation l'absence de responsabilité pour les crimes commis par les forces de sécurité dans la lutte contre Boko Haram et dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays. Elle a demandé au Gouvernement de veiller à ce que les auteurs soient traduits en justice dans le cadre de procès équitables et que les victimes obtiennent réparation. Enfin, elle a déploré que le Cameroun ait rejeté les recommandations l'invitant à abolir la peine de mort.

650. Lawyers' Rights Watch Canada a appelé l'attention sur la crise humanitaire qui se déroulait dans les régions anglophones du Cameroun. L'organisation a demandé instamment au Cameroun de libérer les dirigeants, les avocats et les journalistes anglophones qui avaient été placés en détention et d'assurer le retour en toute sécurité des réfugiés et des personnes

déplacées anglophones. Elle a demandé au Cameroun d'accorder aux agences internationales, aux organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme et aux journalistes l'accès aux régions anglophones. Enfin, elle a invité le Cameroun à mettre en œuvre des politiques efficaces pour garantir des services juridiques, éducatifs et sociaux égaux et non discriminatoires pour les anglophones.

651. Human Rights Watch a appelé l'attention sur la crise humanitaire qui se déroulait dans les régions anglophones du Cameroun. L'organisation a noté avec satisfaction que le Cameroun avait adhéré à de nombreuses recommandations en vue de faire face à la crise, mais elle a regretté qu'aucune de ces recommandations n'ait encore été mise en œuvre. Elle a demandé au Cameroun de coopérer avec le HCDH et de faciliter sans plus tarder son accès pour que la situation puisse être surveillée et de nouvelles violations des droits de l'homme évitées.

652. La Commonwealth Human Rights Initiative a insisté sur la détérioration de la situation dans le pays, en particulier sur la violente répression que les forces de sécurité de l'État exerçaient actuellement dans les régions anglophones. Elle a recommandé au Gouvernement de faire cesser les disparitions forcées, les actes de torture et la mise à feu des villages par les militaires. Elle a invité toutes les parties à mettre fin à la violence et à engager un dialogue continu sur la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

653. Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a encouragé le Cameroun à se mettre en conformité avec les normes des droits de l'homme relatives à la liberté d'expression et à la liberté de la presse. L'organisation a recommandé qu'un effort soit fait pour éradiquer toutes les formes de traite des êtres humains et de maltraitance à l'égard des enfants au Cameroun. Elle a également relevé avec inquiétude la détérioration systémique des droits de l'homme due aux lois antiterroristes, aux restrictions de la liberté d'association et de la liberté d'expression, à la torture dans les prisons et à la violence à l'égard des femmes et des minorités sexuelles.

654. Nouveaux droits de l'homme a mis en évidence les graves violations des droits de l'homme qui s'étaient produites dans le contexte de la crise dans les régions anglophones et qui comprenaient la torture, les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées. L'organisation a noté que les lois antiterroristes étaient utilisées abusivement par le Gouvernement pour restreindre la liberté de réunion. En outre, elle a souligné que la torture était toujours pratiquée au Cameroun et qu'un mécanisme national de prévention de la torture devait encore être créé. Enfin, elle a indiqué que la gratuité de l'enseignement primaire n'était pas une réalité au Cameroun et qu'il fallait payer une taxe pour que les enfants puissent suivre l'enseignement primaire et secondaire.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

655. Le Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, selon les informations fournies, le Cameroun avait accepté 134 des 196 recommandations reçues et en avait noté 59. Des précisions supplémentaires avaient été apportées sur trois recommandations, et il était expliqué à quelles parties de ces recommandations le pays avait adhéré et quelles autres parties de ces recommandations avaient été notées.

656. La délégation du Cameroun a remercié les États membres qui avaient reconnu les progrès réalisés par le Cameroun et avaient félicité le Gouvernement des mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations. La délégation a indiqué que la majorité des organisations non gouvernementales avaient préparé des rapports qu'elle ne pouvait pas accepter car elle estimait qu'ils étaient pleins d'erreurs et qu'ils contenaient des accusations non fondées.

657. La délégation a souligné que le Gouvernement respectait l'état de droit et qu'il n'avait pas pris l'initiative du recours à la force. C'étaient des individus qui enfreignaient la loi et prenaient l'État pour cible, cherchant à déstabiliser les institutions. Le Gouvernement et l'armée se sont engagés à assurer la paix, la sécurité et la stabilité et, surtout, à protéger les personnes et les biens du Cameroun. La délégation a fait valoir que mettre le Gouvernement et les auteurs de violence sur le même pied d'égalité revenait à dissimuler la vérité.

658. En ce qui concernait les personnes déplacées à l'intérieur du pays, le Gouvernement du Cameroun avait mis en place un plan d'action humanitaire d'urgence pour régler cette question.

659. Enfin, la délégation a réaffirmé que l'état de droit, la modernité et le progrès étaient très appréciés au Cameroun.

Bangladesh

660. L'Examen concernant le Bangladesh s'est déroulé le 14 mai 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Bangladesh conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/BGD/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/BGD/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/BGD/3).

661. À sa 25^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Bangladesh (voir la section C ci-après).

662. Les textes issus de l'Examen concernant le Bangladesh comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/39/12), les vues du Bangladesh sur les recommandations et/ou conclusions qui y figurent, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/39/12/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

663. La délégation, dirigée par le Ministre du droit, de la justice et des affaires parlementaires, Anisul Huq, a remercié toutes les délégations qui avaient participé au troisième cycle de l'Examen périodique universel du Bangladesh, en mai 2018. Elle a également exprimé sa gratitude aux membres de la troïka et a remercié le secrétariat du HCDH pour son appui solide tout au long de l'Examen.

664. La délégation a indiqué que le Gouvernement avait été encouragé par le fait que les États avaient salué les réalisations et les avancées dans les secteurs socioéconomiques et sur le plan de la coopération avec le mécanisme de l'ONU relatif aux droits de l'homme, ainsi que l'engagement en faveur de la promotion des droits de l'homme, en dépit de la multitude de défis à relever. La délégation a indiqué que le Bangladesh avait adhéré à 178 recommandations et avait pris note de 73 recommandations au cours du troisième cycle de l'Examen périodique universel, en 2018.

665. Lors de l'adoption du rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, la délégation a mentionné les efforts sincères déployés par le Gouvernement pour mettre en œuvre les recommandations découlant de l'Examen périodique universel et pour engager le dialogue avec toutes les parties prenantes. Pour suivre les progrès et assurer la continuité et la cohérence, chaque ministère concerné avait désigné des points focaux pour les droits de l'homme.

666. Au sujet du mécanisme de communications individuelles, le Bangladesh estimait que, pour que ces communications directes soient utiles, il fallait que le pays se dote d'une législation, de plans d'action et de stratégies appropriés pour garantir le respect en bonne et due forme des obligations conventionnelles pertinentes. Le Bangladesh était également convaincu que la première étape pour répondre aux communications individuelles consistait à mettre en place des mécanismes nationaux appropriés et à renforcer les mécanismes existants.

667. En ce qui concernait les recommandations relatives à l'adhésion à la Convention relative au statut des réfugiés, la délégation a souligné que le Bangladesh avait toujours adhéré aux principes fondamentaux du régime de protection internationale, y compris le principe de non-refoulement, même s'il n'était pas partie à la Convention. Le pays avait par exemple accueilli plus de 1,1 million de Rohingya du Myanmar et avait gardé ses frontières ouvertes pour eux alors qu'ils continuaient de fuir les persécutions dans l'État rakhine.

668. La Constitution du Bangladesh ne désignait ni ne reconnaissait aucun groupe ou communauté minoritaire en particulier dans le pays comme faisant partie des « peuples autochtones ». Tous les citoyens du pays étaient considérés comme étant autochtones. Afin de protéger les droits des minorités ethniques, conformément à l'Accord de paix de Chittagong Hill Tracts, et de faciliter le règlement plus rapide des différends fonciers et de protéger les droits fonciers, le Bangladesh avait adopté en 2016 la loi relative à la Commission de règlement des différends fonciers dans la région de Chittagong Hill Tracts (modification). Le Gouvernement avait pris des mesures visant à promouvoir la diversité culturelle de la nation ainsi que les coutumes sociales et les caractéristiques individuelles des communautés ethniques.

669. Une disposition spéciale de la loi de 2017 portant restriction du mariage des enfants, qui devait être appliquée sur instruction des tribunaux et avec le consentement des parents ou des tuteurs, n'était pas applicable aux cas de mariage forcé, de viol et d'enlèvement. Cette disposition spéciale n'avait toujours pas été invoquée. Le projet de règlement d'application correspondant, qui était en cours d'élaboration, comprendrait des renseignements sur les mesures à prendre pour éviter une utilisation abusive de cette disposition spéciale. En vertu de la loi de 2013 relative à la prévention de la torture et des décès en détention, toute personne reconnue coupable de torture serait punie. La loi autorisait la victime à porter plainte directement auprès du commissaire de police ou d'un tribunal. Elle réglait en outre les modalités de protection du plaignant et des témoins.

670. Au Bangladesh, la peine de mort continuait à figurer parmi les sanctions possibles, à des fins de dissuasion, pour les crimes les plus graves et les crimes de haine et le Gouvernement n'avait pris aucune décision tendant à abolir la peine de mort, à surseoir à son application ou à décréter un moratoire. De multiples garanties contre l'injustice existaient néanmoins avant l'exécution finale. Cela étant, le Bangladesh remplaçait progressivement la peine de mort par d'autres sanctions telles que la réclusion à perpétuité.

671. La délégation a déclaré que les droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres étaient une question d'ordre religieux, social, culturel, moral et éthique pour le Bangladesh. À cet égard, le Gouvernement avait tenu compte de l'avis, des aspirations, des sentiments et des convictions religieuses de la majorité de sa population. Le Gouvernement s'employait à protéger les droits de tous les citoyens et ne voyait pas la nécessité de définir un nouvel ensemble de droits, en particulier lorsque ces droits n'avaient pas été universellement acceptés.

672. Le Gouvernement reconnaissait le rôle des organisations non gouvernementales et le dynamisme de la société civile dans la promotion d'un environnement démocratique et l'avancement des objectifs socioéconomiques et avait promulgué la loi de 2016 portant réglementation des donations étrangères (activités bénévoles) afin d'établir un cadre juridique transparent et clairement défini qui garantissait le bon fonctionnement des organisations non gouvernementales. Cette nouvelle loi faisait obligation aux organisations non gouvernementales d'être enregistrées pour pouvoir percevoir des donations étrangères.

673. Le Bangladesh était déterminé à consolider la Commission nationale des droits de l'homme et était convaincu que le fait de renforcer les capacités de la Commission permettrait à terme à celle-ci de se conformer pleinement aux Principes de Paris.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil et par des entités des Nations Unies au sujet des textes issus de l'Examen

674. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Bangladesh, 13 délégations ont fait des déclarations.

675. Le Népal a remercié la délégation d'avoir actualisé la position du pays sur les recommandations reçues au cours du troisième cycle de l'Examen périodique universel et de s'être engagé de manière constructive, ce qui avait permis de mener à bien ce processus. Le Népal a constaté avec satisfaction que parmi les 178 recommandations acceptées par le Bangladesh dans le cadre de l'Examen figuraient les deux recommandations qu'il avait lui-même formulées au sujet de la consolidation des mécanismes de surveillance destinés à protéger les femmes et les enfants contre toutes les formes de violence et d'exploitation et du renforcement du dialogue intergouvernemental et de la coopération en vue de protéger et de promouvoir les droits des travailleurs migrants. Le Népal a félicité le Bangladesh et l'a encouragé à continuer de renforcer ses institutions nationales des droits de l'homme, à promouvoir l'égalité des sexes et à accueillir un grand nombre de réfugiés.

676. Le Nigéria a salué le Bangladesh pour son engagement dans le cadre du processus d'Examen périodique universel et a reconnu les efforts consentis par le pays pour protéger et promouvoir les droits de l'homme. Elle a félicité le Bangladesh d'avoir créé un fonds d'affectation spéciale pour les changements climatiques, une initiative visant à lutter contre les effets néfastes des changements climatiques.

677. Oman a félicité le Bangladesh pour ses réalisations dans le domaine des droits de l'homme et pour la méthodologie utilisée pour coopérer dans le cadre du troisième cycle de l'Examen périodique universel. Il a examiné les textes et les recommandations issus de l'Examen périodique universel et du dialogue et a remercié le Bangladesh pour sa réponse positive aux recommandations qu'il lui avait adressées.

678. Le Pakistan a accueilli avec intérêt les renseignements actualisés sur les recommandations acceptées et le programme de développement à dimension humaine adopté par le Gouvernement, qui mettait particulièrement l'accent sur les femmes, les enfants, les personnes handicapées et d'autres groupes vulnérables de la société. Il a apprécié les progrès et les réalisations du Bangladesh dans les domaines de la santé et de l'éducation et a souhaité au Bangladesh tout le succès possible dans la mise en œuvre des recommandations acceptées.

679. Les Philippines ont félicité le Bangladesh d'avoir accepté 178 des 251 recommandations reçues au cours du dialogue, y compris les trois recommandations qu'elles lui avaient adressées au sujet des mesures de réduction de la pauvreté et des mesures migratoires. Les Philippines soutenaient le Bangladesh dans ses efforts de promotion et de protection des droits de l'homme. Elles ont salué les efforts faits par le Bangladesh pour favoriser l'avancement politique des femmes, les programmes d'alphabétisation destinés aux femmes, les projets d'adaptation visant à atténuer les effets néfastes des changements climatiques et l'approche proactive selon laquelle il convenait d'abord de renforcer les capacités des institutions nationales avant de décider de souscrire à de nouvelles obligations internationales.

680. La Fédération de Russie a relevé avec satisfaction que le Bangladesh avait adopté plus de 70 % des recommandations qui lui avaient été adressées lors du troisième cycle de l'Examen périodique universel. Elle s'attendait à ce que les amendements et les modifications apportés à la législation actuelle au Bangladesh conduisent à un niveau plus élevé de protection sociale pour les citoyens et que ces résultats soient reflétés dans le futur rapport national. Elle a souhaité au Bangladesh de réussir à renforcer encore ses mécanismes nationaux et à remplir ses obligations internationales dans le domaine des droits de l'homme.

681. L'Arabie saoudite a écouté avec intérêt les vues du Bangladesh sur les recommandations et les conclusions contenues dans le rapport du Groupe de travail, qui reflétaient un état d'esprit de coopération avec les mécanismes du Conseil des droits de l'homme. L'Arabie saoudite avait constaté l'intérêt porté au mécanisme d'Examen périodique universel, l'importance accordée aux questions relatives aux droits de l'homme dans les politiques du pays et le travail accompli pour promouvoir et protéger les droits de l'homme grâce aux mesures prises et aux nombreuses avancées, notamment dans le domaine de la santé, pour surmonter les obstacles. L'Arabie saoudite a salué les réalisations du Bangladesh, lui a exprimé sa gratitude quant à l'acceptation de 178 recommandations sur 251 reçues et l'a encouragé à poursuivre les efforts pour promouvoir et protéger les droits de l'homme à tous les niveaux et dans tous les domaines.

682. Sri Lanka a apprécié l'engagement ouvert et constructif du Bangladesh dans le cadre du troisième cycle de l'Examen périodique universel. Elle a constaté avec satisfaction que le Gouvernement avait accepté 178 recommandations, dont celle qu'elle avait formulée elle-même et qui visait à continuer de prévenir la violence à l'égard des femmes, conformément au Plan d'action national pour la prévention de la violence à l'égard des femmes et des enfants (2013-2025), en assurant un suivi régulier. Elle a déclaré attendre avec intérêt la bonne mise en œuvre de l'engagement pris par le Gouvernement d'éliminer le travail des enfants d'ici à 2025 et a reconnu les efforts considérables déployés pour élaborer un plan d'action assorti d'un calendrier en vue d'éliminer le mariage des enfants.

683. Le Soudan a salué les efforts remarquables que le Bangladesh avait faits pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, en particulier depuis le précédent cycle d'examen. Il a salué l'engagement du Bangladesh et sa coopération avec les mécanismes du Conseil des droits de l'homme malgré les difficultés rencontrées ; il a notamment relevé l'accueil d'un certain nombre de réfugiés rohingya et l'acceptation de bon nombre de recommandations.

684. Les Émirats arabes unis ont remercié le Bangladesh pour sa présentation exhaustive de l'éventail de mesures qu'il s'apprêtait à mettre en œuvre afin de donner un nouvel élan au système des droits de l'homme dans le pays et de le promouvoir. Ils ont salué les efforts déployés pour établir une culture des droits de l'homme et des libertés fondamentales en mettant en œuvre les recommandations et les engagements acceptés. Ils étaient optimistes quant au fait que le Bangladesh se dirigeait vers une consolidation des principes de l'état de droit et de la bonne gouvernance malgré les difficultés auxquelles il était confronté, comme en témoignaient les récentes évolutions positives dans le domaine des droits de l'homme. Les Émirats arabes unis espéraient que le Bangladesh poursuivrait ses efforts en vue d'obtenir davantage de résultats bénéfiques pour tous les citoyens.

685. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a remercié le Bangladesh d'avoir adhéré à ses deux recommandations, qui portaient sur la coopération avec la société civile, notamment en vue de lutter contre l'intolérance religieuse. Il a salué le soutien constant du Gouvernement aux réfugiés rohingya. Il espérait que le Bangladesh accepterait sa troisième recommandation, qui portait sur le renforcement des inspections du travail et l'adoption de mesures contre les individus et les organisations qui soumettaient les travailleurs migrants au travail forcé et à la traite des êtres humains. Il s'est inquiété des mesures prises contre la liberté d'expression en faisant référence notamment à l'article 57 de la loi sur les technologies de l'information et de la communication, ainsi que des restrictions aux libertés démocratiques, puisqu'il souhaitait voir un processus électoral libre, équitable et ouvert à tous. Il a rappelé au Bangladesh que celui-ci s'était engagé à élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre de la résolution 16/18 du Conseil des droits de l'homme sur la lutte contre l'intolérance religieuse.

686. Le FNUAP a félicité le Bangladesh pour son engagement en faveur de l'exercice des droits de l'homme et a reconnu que le pays avait adopté un certain nombre de lois, de politiques et de plans d'action nationaux pour lutter contre la violence fondée sur le genre. La prévalence de la violence à l'égard des femmes et de la violence fondée sur le genre restait toutefois alarmante. Le FNUAP a demandé au Bangladesh de poursuivre l'harmonisation de ses lois et de ses politiques avec les normes internationales en matière de droits de l'homme et a constaté avec préoccupation que l'accès aux recours juridiques dans les cas de violence fondée sur le genre, en particulier de viol, était limité et qu'il existait une culture d'impunité. Le FNUAP a donné l'assurance de son appui continu à l'harmonisation des politiques et des programmes à tous les niveaux. Le FNUAP Bangladesh s'est réjoui du fait que le Gouvernement avait accepté plusieurs recommandations sur la violence de genre et les droits en matière de santé sexuelle et procréative, sujets pour lesquels le FNUAP s'était engagé à apporter son soutien dans différents domaines.

687. L'Ouzbékistan a fortement apprécié les mesures prises par le Bangladesh pour mettre en place des réformes visant à faire respecter les droits de l'homme et les libertés. Il a salué les efforts faits pour protéger les droits de l'homme et développer la coopération avec les mécanismes de l'ONU relatifs aux droits de l'homme. Il s'est également félicité de l'adoption de la majorité des recommandations issues de l'Examen périodique universel et a souhaité

au Bangladesh tout le succès possible dans leur mise en œuvre en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme à l'avenir.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

688. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Bangladesh, 10 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

689. Dans leur déclaration commune, l'Organisation mondiale contre la torture, l'Asian Forum for Human Rights and Development, l'Asian Legal Resource Centre et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme ont fait part de leur inquiétude face à la détérioration rapide de la situation des droits de l'homme et au climat politique de plus en plus répressif alors que le pays s'appêtait à tenir ses élections parlementaires en décembre 2018 et ont encouragé les États à surveiller la situation au Bangladesh durant toute la période électorale. Les organisations ont constaté avec regret que le Bangladesh avait réfuté l'observation selon laquelle les exécutions extrajudiciaires ou disparitions forcées étaient fréquentes. Elles ont fait part de leur inquiétude face à la répression en cours de la liberté d'expression et d'association et à l'usage excessif de la force par la police contre les manifestations pacifiques des étudiants. Elles ont également exprimé leur inquiétude quant à l'utilisation de la législation pour restreindre la liberté d'expression, renforcer le contrôle des activités des organisations non gouvernementales et faire taire les dissidents. Elles ont enjoint le Gouvernement à ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et à soumettre son rapport initial au Comité contre la torture.

690. L'organisation International Humanist and Ethical Union a félicité le Bangladesh pour l'abrogation de l'article 57 de la loi sur les technologies de l'information et de la communication. Elle a constaté avec regret que le Bangladesh avait rejeté les recommandations sur l'abrogation ou la modification des dispositions du Code pénal relatives à la diffamation. Elle a salué l'acceptation de la recommandation visant à s'engager publiquement à veiller à ce que les journalistes, les blogueurs, les défenseurs des droits de l'homme et les organisations de la société civile puissent mener leurs activités sans crainte de surveillance, d'intimidation, de harcèlement, d'arrestation, de poursuites ou de représailles. Elle s'est dite préoccupée par l'établissement de comités chargés de suivre et d'arrêter les blogueurs qui auraient fait des remarques désobligeantes sur l'islam. Elle s'est également dite préoccupée par le fait que le Bangladesh avait fait des déclarations et pris des mesures qui laissaient entendre que la responsabilité d'éviter les attentats incombait aux victimes. Elle a en outre relevé avec inquiétude les agressions ou meurtres de nombreux laïcs, libres-penseurs, humanistes et rationalistes commis par des extrémistes. Elle a enjoint le Bangladesh à enquêter sur tous les cas de meurtres et d'actes de violence et à traduire les auteurs en justice.

691. La British Humanist Association s'est dite préoccupée par la montée de l'intolérance religieuse et a salué les recommandations formulées par plusieurs États sur les mesures à prendre pour lutter contre l'intolérance religieuse et protéger la liberté de croyance. Elle s'est également dite préoccupée par le nombre élevé d'agressions contre des blogueurs humanistes et par les informations rapportées selon lesquelles les autorités auraient retardé à plusieurs reprises le dépôt de plaintes. Elle a enjoint le Bangladesh à poursuivre les personnes qui avaient assassiné les blogueurs humanistes et à abroger les lois qui érigeaient le blasphème en infraction. Le Bangladesh devait, au contraire, reconnaître le droit de la population à l'exercice pacifique de la liberté d'expression et rester ferme dans le maintien de son caractère constitutionnel laïc.

692. L'Asian Forum for Human Rights and Development a apprécié le fait que le Bangladesh avait accepté les recommandations sur la protection de la liberté d'expression, de réunion et d'association. Il a toutefois regretté que, malgré la décision d'abroger l'article 57 de la loi sur les technologies de l'information et de la communication, cette disposition continuait d'être appliquée pour incriminer la dissidence légitime et poursuivre les défenseurs des droits de l'homme, les représentants de la société civile et les journalistes, et a demandé instamment au Gouvernement de libérer et d'abandonner toutes les charges pénales contre toutes les personnes détenues en vertu de l'article 57. Il a également demandé instamment au Gouvernement d'abroger le projet de loi sur la sécurité numérique, car il ne répondait pas

aux normes internationales et menaçait le droit à la liberté d'expression et au journalisme indépendant. Il a en outre enjoint le Gouvernement à ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et à enquêter sur tous les cas de personnes disparues ou tuées. L'Asian Forum for Human Rights and Development a regretté le refus de protéger les droits des minorités sexuelles et d'incriminer certaines formes de violence à l'égard des femmes.

693. Save the Children International a salué les mesures prises par le Bangladesh pour réaliser les droits de tous les enfants du pays. L'organisation a encouragé le Gouvernement à travailler en étroite collaboration avec la société civile pour élaborer des plans d'action visant à assurer la pleine application des droits de l'enfant. Elle a encouragé à donner la priorité au suivi des recommandations découlant de l'Examen périodique universel, notamment en mettant en place un système national complet qui traitait de la protection de l'enfance, du mariage d'enfants, du travail des enfants, de l'éducation, de l'interdiction des châtimements corporels et de l'enregistrement des naissances, y compris des enfants rohingya. Elle a invité le Gouvernement à trouver conjointement une solution durable qui permettrait aux réfugiés rohingya de retourner dans leur lieu d'origine ou dans un troisième lieu de manière volontaire, sûre et digne.

694. Le Center for Global Nonkilling a reconnu que le droit pénal pourrait être suffisant pour traiter les cas de disparition mais qu'il pourrait devenir inadéquat avec l'arrivée des réfugiés. Il a conseillé au Bangladesh de traiter avec soin les milliers de réfugiés dans le pays, conformément au droit national et international. Il a engagé instamment le Bangladesh à changer de politique et à ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Il a demandé à l'État d'abolir la peine de mort.

695. Dans leur déclaration commune, Ain o Salish Kendra et la Commonwealth Human Rights Initiative ont constaté avec inquiétude que le Bangladesh avait pris note de 73 recommandations portant sur la protection de la liberté d'expression, la dépénalisation de la diffamation, la poursuite des personnes responsables de l'atteinte à la sécurité des défenseurs des droits de l'homme et la lutte contre l'impunité dans le cas de violations de droits commises par des membres de services de sécurité. Elles ont également exprimé leur inquiétude face au rétrécissement de l'espace démocratique et à l'usage excessif de la force par la police contre des manifestants pacifiques, et ont enjoint le Gouvernement à abandonner les charges contre tous ceux qui avaient été arbitrairement placés en détention et à les libérer. En outre, elles ont demandé au Gouvernement de revoir le projet de loi sur la surveillance numérique, car certaines de ses dispositions pouvaient entraîner une restriction de la liberté d'expression. Elles ont invité le Bangladesh à élaborer un plan d'action pour mettre en œuvre toutes les recommandations découlant de l'Examen périodique universel.

696. Le Service international pour les droits de l'homme s'est dit préoccupé par l'absence de progrès concernant le projet de loi sur la surveillance numérique, qui, s'il n'était pas modifié, continuerait de permettre aux autorités d'arrêter, de poursuivre et de maltraiter de nombreux journalistes. Il a également constaté avec préoccupation que le Gouvernement n'avait pas adhéré aux recommandations visant à répondre positivement aux demandes de visite des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et à adresser une invitation permanente à toutes les procédures spéciales. Il a félicité le Bangladesh pour son soutien aux réfugiés rohingya. Il a demandé instamment au Bangladesh d'accepter toutes les recommandations restantes sur la protection des défenseurs des droits de l'homme et de leurs droits.

697. Dans leur déclaration commune, Action Canada pour la population et le développement et le Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women ont fait observer que le Bangladesh avait fait de grands progrès pour assurer l'accès des femmes aux services de médecine de la procréation, mais n'avait pas fait grand-chose pour donner aux jeunes l'accès à des informations complètes sur cette question. En outre, des personnes de diverses orientations sexuelles et identités de genre avaient continué d'être confrontées à la discrimination, à la stigmatisation et à la violence. Le Bangladesh n'avait pas répondu positivement aux recommandations concernant les abus sexuels, la dépénalisation de l'homosexualité et la création d'un environnement favorable à l'amélioration de la santé sexuelle et procréative des femmes et des filles et avait évoqué des « codes culturels ». Les organisations ont engagé le Bangladesh à faire respecter ces droits et l'ont appelé à renouveler

son engagement politique et ses investissements en faveur de l'égalité des sexes et de l'accès aux services de santé sexuelle et procréative.

698. Article 19 : Centre international contre la censure s'est dit préoccupé par la détérioration de la situation des droits à la liberté d'expression, d'information, de réunion pacifique et d'association. Le Centre a constaté avec regret l'adoption du projet de loi sur la sécurité numérique et a enjoint le Gouvernement à réviser ce projet car il imposait des restrictions de grande envergure à l'expression en ligne, ce qui avait des conséquences pour tous les internautes. Il a salué l'engagement pris de veiller à ce que le personnel des médias et les défenseurs des droits de l'homme puissent mener à bien leur travail sans crainte de représailles et a demandé la libération des employés de médias qui étaient détenus et l'adoption de mesures visant à protéger et à promouvoir la liberté d'expression. Le cadre juridique devait être abrogé, car il était de plus en plus utilisé comme un outil de censure, avec les dispositions du Code pénal qui imposaient des restrictions trop larges.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

699. Le Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, selon les informations fournies, le Bangladesh avait accepté 178 des 251 recommandations reçues et en avait noté 73.

700. La délégation a remercié tous les délégués et les membres des organisations non gouvernementales et de la société civile qui s'étaient engagés de manière constructive dans le troisième cycle de l'Examen périodique universel, car leurs remarques positives avaient constitué un encouragement et une motivation pour renforcer l'action menée en faveur des droits de l'homme.

701. La délégation était fermement convaincue que le processus d'Examen périodique universel devait être maintenu, car il constituait une occasion unique de procéder à un examen par les pairs dans un esprit d'amitié et de solidarité.

702. Le Bangladesh avait satisfait aux trois critères de sortie de la catégorie des pays les moins avancés. L'objectif de développement inclusif du Bangladesh, qui consistait à ne laisser personne de côté, était étroitement lié à son idéal consistant à garantir à tous la jouissance des droits de l'homme. Le Gouvernement s'était engagé, lors de sa campagne électorale cinq ans auparavant, à construire un « Bangladesh numérique » afin de réaliser, entre autres, le droit des peuples à un niveau de vie suffisant.

703. La délégation a souligné qu'au Bangladesh, 1,4 million de nouveaux emplois avaient été créés depuis 2015. Le programme de création d'emplois pour les plus pauvres avait fourni une source de revenus sûre et régulière à plus de 700 000 personnes, dont plus de 30 % étaient des femmes.

704. Le Bangladesh s'était engagé dans un processus de renforcement des capacités du système judiciaire en mettant en place des infrastructures et en augmentant les effectifs pour résorber l'arriéré des affaires.

705. Au sujet des sensibilités politiques de la période préélectorale, le Gouvernement restait vigilant concernant toutes les activités politiques qui pourraient induire la communauté internationale en erreur. Les partis politiques jouissaient pleinement de la liberté de réunion et de manifestation pacifique. La police et les autres forces de l'ordre avaient assuré la sécurité des citoyens tant que les manifestations étaient pacifiques.

706. En ce qui concernait le mouvement pour la sécurité routière mené par les étudiants, le Gouvernement avait pris des mesures immédiates pour garantir la justice, indemniser les victimes et répondre aux demandes des étudiants. Il avait promulgué la nouvelle loi sur le transport routier de 2018. Le Gouvernement a répété qu'il était déterminé à garantir que chacun jouisse de ses droits démocratiques, y compris la liberté de réunion et la liberté d'expression.

707. Une campagne antidrogue temporaire avait été lancée au cours de laquelle les forces de l'ordre avaient dû faire face à la résistance armée de trafiquants de drogues, ce qui avait entraîné la mort de quelques personnes. Le Gouvernement était fermement décidé à enquêter sur toute allégation crédible d'usage excessif de la force par les forces de l'ordre.

708. Le Bangladesh a réfuté l'observation selon laquelle les exécutions extrajudiciaires ou disparitions forcées étaient fréquentes au Bangladesh, car l'ordonnancement juridique ne reconnaissait pas ces termes. Les crimes d'enlèvement ou d'enlèvement et séquestration étaient souvent signalés comme des disparitions forcées. Toute contravention à la loi, y compris par les responsables de l'application des lois, était sanctionnée conformément aux dispositions législatives existantes. La loi ne prévoyait aucune forme d'immunité pour les responsables de l'application des lois en cas de responsabilité pénale pour toute violation du droit pénal.

709. Même si le Bangladesh était un pays en développement dont les capacités et les ressources étaient limitées, le Gouvernement attachait toujours une grande importance au processus d'amélioration progressive mais visible dans tous les domaines des droits de l'homme au niveau national.

710. Enfin, la délégation a remercié une fois de plus tous les acteurs concernés pour leur confiance dans les engagements du Gouvernement.

Ouzbékistan

711. L'Examen concernant l'Ouzbékistan s'est déroulé le 9 mai 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par l'Ouzbékistan conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/UZB/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/UZB/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/UZB/3).

712. À sa 25^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant l'Ouzbékistan (voir la section C ci-après).

713. Les textes issus de l'Examen concernant l'Ouzbékistan comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/39/7), les vues de l'Ouzbékistan sur les recommandations et/ou conclusions qui y figurent, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/39/7/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

714. La délégation, dirigée par le Président de la Commission parlementaire chargée des institutions démocratiques, des organisations non gouvernementales et des organes autonomes de citoyens, Akmal Saidov, a déclaré que l'Ouzbékistan avait reçu 212 recommandations. La délégation a remercié les intervenants pour leurs déclarations au cours du dialogue de mai 2018 et les États membres pour la reconnaissance des progrès réalisés par l'Ouzbékistan dans le domaine des droits de l'homme, notamment les réformes constitutionnelles, institutionnelles et administratives en cours.

715. La délégation a salué le caractère constructif du dialogue avec les États membres et a déclaré que, depuis mai 2018, beaucoup avait été fait pour améliorer les normes en matière de droits de l'homme et mettre les politiques publiques en conformité avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme.

716. La délégation a mis en avant les mesures qui avaient été prises pour communiquer les recommandations issues de l'Examen périodique universel. Premièrement, après l'Examen périodique universel dont avait fait l'objet l'Ouzbékistan le 23 mai 2018, une réunion d'information commune avec le Programme des Nations Unies pour le développement avait

été organisée à Tachkent pour examiner les recommandations découlant de l'Examen périodique universel ; cette réunion avait rassemblé des représentants du corps diplomatique, d'organisations internationales, d'institutions de la société civile et de médias. Deuxièmement, le 25 mai 2018, lors de la trente-huitième session du Conseil des droits de l'homme, une réunion d'information avait été organisée pour discuter des prochaines étapes de la mise en œuvre en Ouzbékistan des recommandations issues du troisième cycle de l'Examen périodique universel. Troisièmement, le 12 juillet 2018, un débat sur les recommandations issues de l'Examen périodique universel avait eu lieu à la chambre basse du Parlement. Quatrièmement, le 7 septembre 2018, une réunion avait été organisée avec le Conseil consultatif sur le développement de la société civile, au cours de laquelle les recommandations issues de l'Examen périodique universel avaient été examinées.

717. La délégation a déclaré qu'elle avait reçu 212 recommandations, qu'elle avait adhéré à 201 d'entre elles et qu'elle en avait noté seulement 11. Toutefois, à la suite de discussions menées à l'échelle nationale, trois des recommandations acceptées avaient été reexaminées et étaient désormais notées.

718. Par conséquent, au total, 198 recommandations avaient été acceptées, parmi lesquelles certaines avaient déjà été mises en œuvre ou étaient actuellement mises en œuvre. Cela signifiait que 93 % de toutes les recommandations reçues avaient été acceptées et que seulement 14 recommandations avaient été notées. Ces dernières ne pouvaient être mises en œuvre pour des raisons juridiques et constitutionnelles ou parce qu'elles ne respectaient pas le contenu normatif, l'esprit ou la pratique de mise en œuvre des lois existantes, ou les intérêts nationaux du pays.

719. La délégation a déclaré qu'à l'issue de l'Examen périodique universel, des réformes constitutionnelles associant les organes gouvernementaux et les organisations de la société civile avaient été lancées.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil et par des entités des Nations Unies au sujet des textes issus de l'Examen

720. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Ouzbékistan, 12 délégations ont fait des déclarations.

721. La Chine a félicité le Gouvernement de l'Ouzbékistan pour les discussions constructives qui avaient eu lieu lors de l'Examen périodique universel. Elle a encouragé l'Ouzbékistan à poursuivre ses efforts dans les domaines du développement économique et social durable, de l'éradication de la pauvreté et de l'amélioration du niveau de vie de la population afin d'établir une base solide pour la jouissance des droits de l'homme. La Chine espérait que l'Ouzbékistan continuerait de s'efforcer de promouvoir l'égalité des sexes et de mieux protéger les droits des femmes, des enfants et des personnes handicapées.

722. La Côte d'Ivoire a salué l'attention accordée par l'Ouzbékistan aux recommandations formulées lors de l'Examen périodique universel le concernant et a indiqué que la mise en œuvre de ces recommandations contribuerait de manière significative à améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays. Elle a encouragé l'Ouzbékistan à poursuivre sa coopération avec les mécanismes de l'ONU relatifs aux droits de l'homme en vue de mieux promouvoir et protéger les droits de l'homme.

723. La République populaire démocratique de Corée a salué et apprécié la participation sincère et constructive de l'Ouzbékistan au troisième cycle de l'Examen périodique universel ainsi que son adhésion à un grand nombre des recommandations formulées.

724. L'Égypte a félicité l'Ouzbékistan d'avoir accepté la majorité des recommandations reçues et de s'efforcer de protéger et de promouvoir les droits de l'homme ; elle a salué en particulier la création d'une institution nationale des droits de l'homme, l'introduction de réformes constitutionnelles, la mise en place de programmes sociaux, économiques et de développement, les efforts déployés pour lutter contre la pauvreté et la ratification d'un certain nombre d'instruments relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

725. Le Honduras a salué l'adhésion de l'Ouzbékistan aux recommandations, en particulier celles concernant la ratification, entre autres, de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de son Protocole facultatif et du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Il a également salué le fait que le pays ait accepté d'adresser une invitation permanente à tous les titulaires de mandats au titre des procédures spéciales.

726. La République islamique d'Iran a salué plusieurs initiatives prises par le Gouvernement ouzbek pour promouvoir et protéger les droits de l'homme de sa population, notamment la création d'un groupe de travail au sein du Centre national des droits de l'homme en vue de la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de l'élaboration du rapport périodique sur l'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale couvrant la période 2014-2016.

727. L'Iraq s'est félicité que le Gouvernement ouzbek ait accepté ses trois recommandations relatives à la promotion du travail de la société civile et à la ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Il a remercié l'Ouzbékistan pour son adhésion à la majorité des recommandations et a souhaité au Gouvernement de réussir à mettre en œuvre ces recommandations.

728. Le HCR a félicité l'Ouzbékistan d'avoir ratifié quatre instruments internationaux clefs qui constituaient la pierre angulaire de la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile et s'est engagé à aider les autorités nationales à mettre en œuvre ces instruments et à favoriser la coopération régionale et internationale pour la protection des personnes touchées par les déplacements forcés et l'apatridie. En outre, le HCR a salué l'intention du Gouvernement de modifier la loi nationale sur la citoyenneté afin de la rendre conforme aux normes internationales.

729. Le Pakistan a constaté avec satisfaction que le Gouvernement avait accepté la majorité des recommandations issues de l'Examen périodique universel, y compris les recommandations qu'il avait lui-même adressées, et a salué les mesures positives prises pour procéder à des réformes juridiques et institutionnelles visant à renforcer les droits de l'homme et la démocratie dans le pays.

730. La Fédération de Russie a salué l'adhésion à plus de 90 % des recommandations reçues. Elle espérait voir figurer, dans le rapport national suivant, des renseignements concernant l'adoption d'un cadre juridique pour les droits des personnes handicapées conforme à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

731. Le FNUAP a félicité l'Ouzbékistan d'avoir accepté la recommandation sur l'amélioration de l'éducation sexuelle complète à l'intérieur et à l'extérieur des écoles. Il a indiqué qu'il soutenait le Gouvernement dans son intention d'introduire plusieurs méthodes contraceptives modernes dans le pays et qu'il appuyait les efforts nationaux déployés pour prévenir la violence fondée sur le genre et la violence domestique et répondre aux besoins des victimes. Il a félicité le Gouvernement pour les actions menées dans ces domaines.

732. La République bolivarienne du Venezuela a salué l'attachement de l'Ouzbékistan à la promotion et à la protection des droits de l'homme et sa coopération avec le mécanisme de l'Examen périodique universel. Elle a constaté avec satisfaction que le pays s'était employé à appliquer les recommandations acceptées lors du deuxième cycle. Elle a mis en évidence les gros efforts faits par l'Ouzbékistan en matière de soins de santé, notamment s'agissant des soins de santé maternelle et infantile, ainsi que des soins de santé pour les personnes âgées et les personnes vivant dans les zones rurales.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

733. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Ouzbékistan, sept autres parties prenantes ont fait des déclarations.

734. L'Organisation mondiale contre la torture s'est inquiétée des actes de torture, des mauvais traitements et des pratiques de travail forcé dont il était régulièrement fait état, ainsi que de restrictions imposées aux organisations indépendantes de la société civile. Elle a noté qu'en septembre, un éminent défenseur des droits de l'homme avait été arrêté et interdit de voyage. L'organisation a recommandé à l'Ouzbékistan de lever toutes les interdictions de voyage et de supprimer les restrictions de visa pour les défenseurs des droits de l'homme, d'établir un plan d'action contre la torture avec la contribution de la société civile, de mener des réformes judiciaires et de mettre en place des garanties efficaces pour prévenir la torture, de ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de créer un mécanisme national de prévention et d'établir une commission d'enquête indépendante chargée d'enquêter sur tous les cas de torture rapportés depuis l'indépendance.

735. Amnesty International a indiqué qu'il n'y aurait pas de véritable amélioration de la situation des droits de l'homme en Ouzbékistan si les violations passées des droits de l'homme ne faisaient pas l'objet d'une enquête approfondie et efficace et si les responsables n'étaient pas tenus de rendre des comptes dans le cadre de procédures équitables. L'organisation a regretté que l'Ouzbékistan ait rejeté 11 recommandations relatives à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre, y compris des recommandations sur l'abrogation de l'article 120 du Code pénal, qui incriminait les relations sexuelles librement consenties entre hommes. Elle a salué l'adoption par le Gouvernement d'une stratégie d'action dans cinq domaines prioritaires de développement pour 2017-2021 et a noté que la mise en œuvre effective de ces mesures et des réformes nécessaires constituerait un test décisif quant à la volonté des autorités de respecter leurs obligations internationales en matière de droits de l'homme. Amnesty International a fait part de ses préoccupations concernant l'internement administratif d'un certain nombre de blogueurs et de défenseurs des droits de l'homme, ainsi que de défenseurs récemment libérés qui faisaient l'objet d'une interdiction de voyager, notamment Erkin Musaev et Agzam Turgunov.

736. L'organisation Verein Südwind Entwicklungspolitik a recommandé à l'Ouzbékistan d'associer les hommes à la prévention de toutes les formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes et des filles, y compris le mariage précoce et le harcèlement de rue, et de mener une action éducative auprès des garçons et des filles d'âge scolaire dans ce domaine. L'association a indiqué que la mise en œuvre des changements structurels du système judiciaire de l'Ouzbékistan pourrait être un grand pas vers la justice dans le pays.

737. Human Rights Watch a noté que les services de sécurité jouissaient de pouvoirs considérables et que des milliers de personnes restaient emprisonnées sur la base d'accusations à motivation politique. L'organisation a apprécié que le Gouvernement ait adopté des recommandations l'invitant à continuer de libérer ces prisonniers et a demandé instamment à l'Ouzbékistan de veiller à ce que les personnes libérées aient accès à des soins de santé adéquats et que leur droit à une réparation soit rétabli. Elle a encouragé le Gouvernement à modifier les dispositions du Code pénal relatives à l'extrémisme, qui étaient couramment invoquées pour incriminer la dissidence, de façon à les mettre en conformité avec ses obligations internationales en matière de droits de l'homme. Elle a regretté que l'Ouzbékistan ait rejeté les recommandations visant la dépénalisation des relations sexuelles consenties entre personnes du même sexe et a engagé instamment le Gouvernement à réexaminer ces points.

738. CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne a constaté avec regret que les libertés d'expression, de réunion pacifique et d'association étaient toujours réprimées par l'État. L'organisation a noté qu'une bonne partie des 28 personnes qui avaient été libérées en 2018 étaient encore sous surveillance, qu'au moins cinq personnes étaient toujours emprisonnées pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression et que, depuis le 25 août 2018, au moins 12 blogueurs avaient été placés en détention du fait de la publication de messages sur les médias sociaux. Elle a fait part de ses préoccupations quant au fait que les tribunaux continuaient d'imposer des restrictions arbitraires aux manifestations, que la torture était fréquemment utilisée dans les lieux de détention et que les garanties de procédure des détenus étaient souvent ignorées. En outre, elle s'est dite inquiète concernant les restrictions et les contrôles imposés par l'État sur l'enregistrement, le financement et les activités des organisations de la société civile, qui s'ajoutaient aux restrictions constantes de

la liberté d'expression des médias et des organisations de la société civile défendant les droits de l'homme. Elle a demandé au Gouvernement d'appliquer les recommandations acceptées qui touchaient la promotion du droit à la liberté d'association et à la participation aux affaires publiques.

739. L'Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud a constaté avec inquiétude que 4 millions de citoyens ouzbeks étaient obligés de quitter leur domicile chaque année pour aller cueillir du coton dans d'autres régions de l'Ouzbékistan. Dans ce contexte, des milliers de personnes, dont des enfants, étaient soumises à des conditions de travail difficiles, notamment en raison de la chaleur intense, et à des violations de leurs droits à la dignité et à la sécurité ainsi qu'au non-respect de normes fondamentales du travail.

740. Dans leur déclaration commune, l'organisation Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie van Homoseksualiteit – COC Nederland et l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays ont exprimé leur inquiétude face à la situation alarmante des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres en Ouzbékistan. Elles ont exhorté le Gouvernement ouzbek à prendre des mesures pour protéger ce groupe de personnes de la violence et de la discrimination en dépénalisant les rapports sexuels entre personnes du même sexe et en promulguant des lois et des politiques de lutte contre la discrimination qui portent sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

741. Le Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, selon les informations fournies, l'Ouzbékistan avait accepté 198 des 212 recommandations reçues et avait pris note des 14 autres.

742. La délégation a exprimé sa gratitude à la troïka, aux États qui avaient fait des recommandations et au secrétariat du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Elle a indiqué que le Parlement ouzbek établirait une feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations découlant de l'Examen. La feuille de route serait adoptée par les deux chambres du Parlement puis appliquée en coopération avec les principaux partenaires, notamment le HCDH et le Programme des Nations Unies pour le développement, afin que l'Ouzbékistan puisse respecter tous ses engagements internationaux.

Canada

743. L'Examen concernant le Canada s'est déroulé le 11 mai 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Canada conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/CAN/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/CAN/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/CAN/3).

744. À sa 26^e séance, le 21 septembre 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Canada (voir la section C ci-après).

745. Les textes issus de l'Examen concernant le Canada comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/39/11), les vues du Canada sur les recommandations et/ou conclusions qui y figurent, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/39/11/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

746. La délégation, dirigée par la Représentante permanente du Canada auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, Rosemary McCarney, a exposé au Conseil des droits de l'homme la position du Canada concernant les recommandations reçues au cours du troisième cycle de l'Examen périodique universel.

747. La délégation a déclaré qu'après un examen approfondi, le Canada avait accepté 208 des recommandations reçues, dont trois en partie. Le Canada avait accepté les recommandations que ses gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux mettaient en œuvre grâce à des mesures législatives ou administratives existantes ou prévues. Les recommandations dont le Canada avait pris note étaient celles préconisant de prendre des mesures particulières qui n'étaient pas envisagées actuellement.

748. La délégation a reconnu que des difficultés subsistaient dans de nombreux domaines et a indiqué que les recommandations reçues au cours du troisième cycle de l'Examen périodique universel éclaireraient les décisions sur la manière de surmonter ces difficultés. Toutes les recommandations découlant de l'Examen périodique universel ont nécessité des discussions au sein des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et entre ces gouvernements avant que la réponse du Canada puisse être élaborée et que la mise en œuvre puisse être envisagée.

749. Le Canada avait accepté les recommandations appelant à envisager de ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

750. Le Canada a reconnu que renforcer le cadre national qui régissait la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme permettrait de renforcer encore le respect des droits de l'homme. Cela était conforme à l'engagement volontaire du Canada d'élaborer un protocole de suivi des recommandations des organes conventionnels de l'ONU ainsi qu'une stratégie de collaboration avec la société civile et les représentants autochtones.

751. Un grand nombre des recommandations reçues concernaient la relation du Canada avec ses peuples autochtones et la protection de leurs droits. Cette question avait également été définie comme prioritaire par les représentants autochtones et les parties prenantes nationales dans le cadre de communications écrites et des séances de mobilisation organisées dans l'ensemble du pays après l'Examen.

752. La délégation a annoncé que le Canada avait accepté bon nombre de recommandations qui cadraient avec les intentions déclarées et les activités en cours des gouvernements au Canada. Elle a indiqué que les gouvernements à travers le Canada avaient pris des mesures visant à combler les lacunes des services aux peuples autochtones en termes de culture, d'éducation, de santé, de niveau de vie, de logement et d'accès à la justice.

753. Le Gouvernement s'était engagé à mettre pleinement en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et à développer, en plein partenariat avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis, un cadre de reconnaissance et de mise en œuvre des droits des peuples autochtones comme fondement de toutes les relations entre le Gouvernement et les peuples autochtones. Le Gouvernement s'était également efforcé de concrétiser l'intention du Premier Ministre d'introduire le cadre en 2018 et de le mettre en œuvre d'ici octobre 2019.

754. Le Canada avait également accepté des recommandations qui s'inscrivaient dans le droit fil des mesures existantes et futures visant à réduire la pauvreté, à améliorer les revenus individuels et familiaux et à répondre aux besoins en matière de logement afin d'offrir à tous les Canadiens une qualité de vie élevée.

755. La délégation a indiqué que, le 21 août 2018, le Gouvernement avait lancé une stratégie de réduction de la pauvreté visant à réduire de 50 % le taux de pauvreté d'ici à 2030 par rapport au niveau de pauvreté de 2015 et à établir un seuil de pauvreté officiel. Cette stratégie complétait les stratégies de réduction de la pauvreté des gouvernements provinciaux

et territoriaux et faisait apparaître de bons progrès dans la réduction de la pauvreté à travers le pays.

756. Le 11 juin 2018, le Gouvernement avait annoncé le lancement de sa stratégie de lutte contre le sans-abrisme, qui visait à réduire de 50 % le nombre de sans-abri chroniques. En outre, le Gouvernement collaborait avec la société civile, les industriels et les organisations autochtones pour développer une politique alimentaire pour le Canada qui établirait une vision à long terme pour le système alimentaire canadien et qui ferait de la sécurité alimentaire un point essentiel.

757. La promotion de l'égalité des sexes était une priorité pour le Gouvernement, qui s'efforçait toujours de lever les obstacles existants à l'égalité des femmes et des filles. Le Canada avait accepté la majorité des recommandations qui préconisaient de redoubler d'efforts pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et des enfants. Les gouvernements canadiens avaient adopté une approche multisectorielle et multidimensionnelle pour lutter contre la violence fondée sur le genre, qui prévoyait l'introduction de lois, l'application de stratégies de prévention et de lutte contre la violence de genre, la mise en place de services d'appui adéquats et la promotion de campagnes de sensibilisation.

758. La délégation a rappelé que l'approche du Canada en matière d'intégration des migrants était fondée sur le principe d'une société inclusive qui encourageait la diversité, la citoyenneté active et l'engagement en faveur du multiculturalisme. Un certain nombre de cadres stratégiques législatifs fédéraux, provinciaux et territoriaux avaient été mis en place pour venir à l'appui de cette vision. Chaque année, le Gouvernement canadien finançait des programmes d'installation qui ciblaient un éventail d'acteurs d'associations et d'organisations à but non lucratif, ainsi que des acteurs du secteur privé, pour la prestation de services aux nouveaux arrivants.

759. En ce qui concernait les travailleurs étrangers, à partir de 2018 ou 2019, le Gouvernement ferait un investissement important pour garantir que les droits des travailleurs étrangers temporaires soient protégés et respectés dans le cadre d'un régime de conformité strict. Des mesures avaient également été prises en matière de détention pour des motifs liés à la migration.

760. Les efforts déployés constamment par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux pour combattre et éliminer toutes les formes de discrimination et d'inégalité dont étaient victimes les groupes vulnérables et pour sensibiliser à la discrimination xénophobe et raciale avaient permis au Gouvernement d'accepter les recommandations correspondantes. Pour le Gouvernement, il importait en priorité d'agir sur l'ensemble du territoire afin d'évaluer les obstacles rencontrés par les groupes minoritaires au Canada et de développer une nouvelle stratégie fédérale de lutte contre le racisme pour lutter contre la discrimination, dont le racisme. Les mesures fédérales étaient complétées par les nombreuses actions des gouvernements provinciaux et territoriaux.

761. La délégation a indiqué que le Canada avait accepté les recommandations concernant le profilage racial et religieux, la discrimination dans le système de justice pénale, l'emploi de la force par les forces de l'ordre et la traite des êtres humains, à la lumière des nombreuses mesures en cours ou prévues par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

762. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Canada, 13 délégations ont fait des déclarations.

763. Les Philippines ont remercié le Canada d'avoir accepté les recommandations relatives aux peuples autochtones, en particulier celles concernant les femmes et les filles, aux sans-abri et à la nécessité de tenir les industries pétrolière, minière et gazière du pays responsables de l'impact négatif de leurs activités à l'étranger sur les droits de l'homme. Elles espéraient que le Canada envisagerait de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et qu'il serait ainsi mis fin à la pratique du placement à l'isolement.

764. Sri Lanka a félicité le Canada d'avoir accepté 208 recommandations, en particulier celles qu'elle avait elle-même formulées. Sri Lanka a également salué les mesures prises à ce jour et a encouragé le Canada à prendre d'autres mesures pour répondre aux préoccupations des populations marginalisées, y compris les peuples autochtones, en matière d'éducation, de santé et de logement, ainsi que pour réduire l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes. La délégation a recommandé que le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel concernant le Canada soit adopté.

765. La Belgique a demandé quelles mesures concrètes étaient envisagées par le Canada pour mettre en œuvre la recommandation visant à renforcer la protection des droits des femmes et des filles autochtones contre la violence. Elle a invité les autorités canadiennes à revoir leur position sur la recommandation visant à élaborer un plan d'action national pour la mise en œuvre des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. La Belgique a encouragé le Canada à ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées tout en sachant que la question était examinée.

766. Le Botswana a noté avec satisfaction que le Canada avait accepté la recommandation l'invitant à prendre des mesures spécifiques pour remédier au profilage racial par les forces de l'ordre afin d'éviter la sur-incarcération d'Afro-Canadiens et a pris note des efforts en cours pour lutter contre la discrimination raciale et religieuse. Le Botswana a applaudi le Canada pour son engagement en faveur de l'égalité des sexes et a souligné la nomination de la Première Ministre fédérale chargée des questions de genre. Le Botswana attendait avec beaucoup d'intérêt l'examen à mi-parcours, en 2020, à l'occasion duquel il serait tenu informé de l'avancement sur ces questions.

767. Le Burkina Faso a salué l'engagement volontaire du Canada qui consistait à renforcer la coopération intergouvernementale et le dialogue avec le public sur les droits de l'homme et à élaborer un protocole de suivi des recommandations reçues des instances internationales des droits de l'homme. Il a noté que le Canada avait accepté la majorité des recommandations reçues et a invité le pays à les mettre en œuvre. Le Burkina Faso a recommandé l'adoption du rapport.

768. Le Chili a pris acte de la décision du Canada d'élaborer un protocole de suivi des recommandations formulées par les organes conventionnels de l'ONU, qui pourrait devenir une bonne pratique. Le Chili a félicité le Canada d'avoir multiplié les canaux de communication à plusieurs niveaux sur les questions des droits de l'homme entre les différents niveaux d'administration du pays. Il a engagé instamment le Canada à améliorer ses pratiques concernant les droits des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés.

769. Le Congo a félicité le Canada pour son engagement à maintenir le plus haut niveau possible de protection des droits de l'homme et pour ses engagements volontaires, en plus de l'acceptation d'un grand nombre des recommandations reçues. Le Congo a recommandé l'adoption du rapport.

770. L'Égypte a pris note de l'acceptation par le Canada de la plupart des recommandations reçues. L'Égypte a également fait valoir que le Canada devait s'attaquer aux pratiques discriminatoires que subissaient les peuples autochtones, les personnes d'ascendance africaine et les minorités, en particulier les musulmans, en leur assurant une protection pour l'exercice de leur religion.

771. Le Gabon a salué le rapport final du Canada et a félicité le pays pour sa lutte contre la violence fondée sur le genre, en particulier celle qui touche les femmes et les filles autochtones. Le Gabon a recommandé l'adoption du rapport.

772. Haïti a remercié le Canada d'avoir accepté sa recommandation visant à allouer des ressources en fonction des besoins à tous les programmes sociaux destinés aux enfants et aux familles des Premières Nations et des communautés autochtones. Néanmoins, Haïti a regretté que le Canada n'ait pas accepté, entre autres, les recommandations visant à augmenter son aide publique au développement pour atteindre le seuil de 0,7 % du produit national brut et la recommandation d'élaborer un plan d'action national pour donner suite aux recommandations faites par le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine à la suite de sa visite.

773. Le Honduras a invité le Canada à examiner une nouvelle fois la possibilité de devenir partie ou de ratifier les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels il n'était pas encore partie, tels que la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et la Convention de l'OIT (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989. Le Honduras a également invité le Canada à réviser sa législation nationale afin de garantir la protection et le respect des travailleurs migrants.

774. L'Indonésie a félicité le Canada pour son implication constante dans le cadre de l'Examen périodique universel. L'Indonésie a salué les engagements pris volontairement par le Canada lors de la trentième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Elle a remercié le Canada d'avoir accepté sa recommandation concernant les mesures visant à lutter contre les crimes de haine, le profilage racial et la violence fondée sur le genre et à améliorer la condition des réfugiés et des demandeurs d'asile.

775. La République islamique d'Iran a rappelé ses préoccupations concernant le racisme et les crimes de haine contre les minorités (en particulier les musulmans), la discrimination raciale (en particulier l'incarcération de personnes autochtones et la discrimination contre les personnes d'ascendance africaine), les conditions de vie des peuples autochtones, la poursuite des pratiques de profilage racial par la police et les agents aux frontières et l'inégalité d'accès à l'éducation.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

776. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Canada, neuf autres parties prenantes ont fait des déclarations.

777. La Commission canadienne des droits de la personne (par message vidéo) a exprimé sa reconnaissance pour les efforts importants déployés par le Gouvernement en matière de droits de l'homme et a noté des changements encourageants sur un certain nombre de questions. Toutefois, les recommandations reflétaient le fait que, malgré ces efforts, des millions de Canadiens ne bénéficiaient pas de l'égalité d'accès aux emplois. Les communautés autochtones n'avaient toujours pas accès à l'eau potable et un nombre disproportionné de femmes autochtones étaient victimes de violence. Le logement était insuffisant, de nombreuses personnes handicapées n'avaient pas accès à l'éducation et à l'emploi et des millions de personnes vivaient dans la pauvreté. Afin de garantir des progrès en réponse aux questions urgentes soulevées lors de l'Examen, il serait important de mener des consultations publiques entre les différents acteurs gouvernementaux concernés et les autres parties prenantes.

778. Dans leur déclaration commune, le Volontariat international femmes, éducation, développement et l'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco ont salué l'acceptation par le Canada des recommandations visant à mettre fin aux pratiques discriminatoires à l'égard des femmes et des enfants autochtones. Les organisations ont regretté que le Canada ait pris note de la recommandation de mettre fin à la détention des enfants réfugiés et demandeurs d'asile, une pratique qui était contraire à la Convention relative aux droits de l'enfant. Elles ont demandé au Canada de mettre pleinement en œuvre les dispositions et les principes de la Convention relative aux droits de l'enfant.

779. Franciscans International a salué l'engagement du Canada à mettre fin à tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable des réseaux publics dans les réserves. L'organisation a déclaré que le Canada devrait saisir cette occasion pour devenir un leader mondial dans le domaine de l'eau. Le Canada devrait également développer des structures de gouvernance de l'eau et associer la population autochtone au processus de prise de décisions à ce sujet. L'organisation a constaté avec regret que le Canada n'avait pas adhéré aux recommandations concernant les activités des sociétés minières extractives et a indiqué que la qualité de l'eau s'était détériorée, au moins en partie, du fait des activités de ces sociétés.

780. Action Canada pour la population et le développement a salué l'acceptation par le Canada de la recommandation visant à assurer l'égalité d'accès à l'avortement et une éducation sexuelle complète dans toutes les provinces et tous les territoires. L'organisation a déclaré qu'il existait dans tout le pays des obstacles systémiques majeurs qui empêchaient les individus d'avoir accès aux services d'avortement auxquels ils avaient droit. Elle était

déçue de constater que les droits humains des travailleurs du sexe continuaient d'être ignorés et a fait observer qu'en 2013, les lois qui incriminaient le travail du sexe avaient été abrogées mais que, depuis lors, une nouvelle législation qui faisait effectivement tomber sous le coup du droit pénal les travailleurs du sexe avait été adoptée.

781. La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté a déclaré que l'incidence des activités des sociétés minières sur les droits de l'homme, en particulier sur les droits des peuples autochtones et des femmes, était une source de préoccupation constante. Elle a constaté avec satisfaction que le Canada avait accepté les recommandations visant à garantir la responsabilité des entreprises canadiennes en ce qui concernait les violations des droits de l'homme commises à l'étranger. Elle a encouragé vivement le Canada à mettre en œuvre les recommandations formulées par le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises après sa visite et à veiller à ce que le médiateur pour l'entreprise responsable se voie accorder des pouvoirs d'enquête indépendants et illimités.

782. Amnesty International a relevé avec déception que la réponse du Canada à l'Examen périodique universel le concernant, même si elle contenait des engagements bienvenus, ne comportait pas d'engagement à réaliser des progrès substantiels et surtout à confirmer les initiatives déjà en cours. Les engagements en matière de ratification d'instruments semblaient s'être affaiblis depuis les annonces précédentes. L'affirmation du Gouvernement selon laquelle il travaillait en partenariat avec les peuples autochtones pour mettre en œuvre le consentement préalable, libre et éclairé était en contradiction avec le fait que les grands projets axés sur les ressources continuaient d'être approuvés sans consentement. Les diverses mesures visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes ne dispensaient pas de l'instauration d'un plan d'action national complet. Le refus du Canada de répondre aux préoccupations concernant la protection insuffisante des droits économiques, sociaux et culturels avait été particulièrement décevant.

783. Lawyers' Rights Watch Canada a noté que le Canada avait accepté les recommandations sur l'amélioration de la situation des peuples autochtones en ce qui concernait l'éducation, le développement économique, l'assainissement, la sécurité alimentaire et la violence à l'égard des femmes, mais avait rejeté les suggestions visant à adopter un plan d'action national sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ou à mettre en œuvre cette Déclaration. Le Canada avait depuis lors annoncé son soutien total et sans réserve à la Déclaration et son intention de la mettre en œuvre conformément à sa Constitution. Lawyers' Rights Watch a demandé au Canada de garantir, sans plus tarder, entre autres, l'égalité et la non-discrimination des peuples autochtones, la mise en place de mesures visant à garantir que les violations des droits de l'homme commises à l'étranger par des sociétés canadiennes fassent l'objet d'enquêtes et de mesures de réparation, et la ratification de la Convention américaine relative aux droits de l'homme.

784. Villages unis (United villages) a salué l'action menée par le Canada pour protéger les droits de l'homme. L'organisation a pris note de la législation proposée qui renforcerait la responsabilisation et la transparence grâce à un projet d'office proposé de surveillance des activités de sécurité nationale et de renseignement et qui traiterait les éléments problématiques de la loi antiterroriste, 2015 (anciennement le projet de loi C-51). Villages unis a noté que le Canada entreprenait un vaste examen du système de justice pénale pour veiller à ce qu'il demeure juste et équitable. L'examen porterait sur plusieurs aspects importants, notamment la nécessité de réduire la surreprésentation des populations vulnérables.

785. Africa culture internationale a salué les efforts faits pour accepter les recommandations. L'organisation a fait observer que le Canada était un pays riche mais que de nombreuses personnes ne partageaient pas cette richesse et que des stratégies de réduction de la pauvreté étaient donc nécessaires. Elle a déclaré qu'il était essentiel d'assurer une plus grande inclusion des personnes handicapées et a noté que le Canada était en train d'élaborer une nouvelle législation sur l'accessibilité. Elle a également constaté que le Canada avait des politiques migratoires qui soutenaient la diversité et l'intégration et que le pays avait travaillé en étroite collaboration avec des partenaires provinciaux et locaux pour assurer l'intégration des nouveaux arrivants.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

786. Le Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, selon les informations fournies, le Canada avait accepté 205 des 275 recommandations reçues et en avait noté 70.

787. La délégation a souligné que tous les gouvernements du Canada s'étaient engagés à adopter et à mettre en œuvre des mesures visant à renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme et qu'ils partageaient l'objectif de relever les défis qui avaient une incidence sur la vie de tous les habitants du Canada grâce à un cadre solide constitué de lois, de programmes, de politiques et d'institutions. Le Canada communiquerait à la communauté internationale des informations actualisées sur les progrès réalisés avant le quatrième Examen périodique universel du Canada.

788. Au sujet de certaines observations faites sur les entreprises et les droits de l'homme, la délégation a rappelé que le Canada encourageait un comportement responsable de la part de toutes les entreprises canadiennes opérant au Canada et à l'étranger. Même si le Canada n'élaborait pas actuellement de plan d'action national, il envisageait de prendre des mesures appropriées pour renforcer son approche en matière de conduite responsable des entreprises.

789. Le Canada a remercié les États membres, les organisations de la société civile et les représentants autochtones pour leur participation active et constructive dans le cadre de l'Examen périodique universel.

Cuba

790. L'Examen concernant Cuba s'est déroulé le 16 mai 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par Cuba conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/CUB/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/CUB/2 et Corr.1) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/CUB/3).

791. À sa 26^e séance, le 21 septembre 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant Cuba (voir la section C ci-après).

792. Les textes issus de l'Examen concernant Cuba comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/39/16), les vues de Cuba sur les recommandations et/ou conclusions qui y figurent, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/39/16/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

793. La délégation, dirigée par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, Pedro Luis Pedrosa Cuesta, a réaffirmé l'engagement de Cuba à coopérer avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme d'application universelle et non discriminatoire, en particulier l'Examen périodique universel, qui permettait d'examiner les résultats de tous les pays en matière de droits de l'homme sur un pied d'égalité et sur la base du respect mutuel, du dialogue constructif et de la coopération.

794. Cuba a fait grand cas des résultats de son troisième Examen, qui lui avait permis d'exposer les expériences et les bonnes pratiques du pays, ainsi que les défis qu'il avait dû relever pour progresser vers la pleine réalisation des droits de l'homme.

795. La délégation a indiqué que Cuba avait étudié chaque recommandation et mené des consultations afin de décider quelle serait sa position à l'égard de chacune des recommandations reçues. Une analyse juridique, politique et institutionnelle associant plusieurs ministères, diverses organisations de la société civile et d'autres acteurs concernés avait été réalisée. À l'issue de cette étude, Cuba avait accepté la grande majorité des recommandations (226) et avait estimé que nombre d'entre elles étaient en cours d'application ou faisaient partie de ses futures priorités.

796. Un petit groupe de recommandations (30) n'avait pas été accepté par Cuba car elles étaient politiquement biaisées et ne correspondaient pas à la réalité. Plusieurs de ces recommandations visaient à discréditer le pays et avaient été formulées par ceux qui, en raison de leurs ambitions hégémoniques, refusaient d'accepter le droit du peuple cubain à l'autodétermination et l'existence de systèmes politiques, économiques, sociaux et culturels différents. Cuba a considéré que ces recommandations étaient incompatibles avec ses principes constitutionnels et son système juridique et contraires à l'esprit de coopération et de respect qui devait prévaloir dans le cadre de l'Examen périodique universel.

797. S'agissant d'un autre ensemble de recommandations (83), la délégation a indiqué que, pour le moment, il n'était pas possible d'assurer leur mise en œuvre, c'est pourquoi elles avaient été notées.

798. Cuba s'est félicitée que la grande majorité des délégations ayant participé au débat lors de la trentième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel aient reconnu ses efforts et ses réalisations, en particulier ceux liés aux systèmes cubains de santé et d'éducation, qui étaient accessibles gratuitement à tous les Cubains, ainsi que sa coopération internationale dans les domaines de la santé et de l'éducation et son engagement à faire respecter les droits à la vie, à la liberté et à la sécurité des personnes.

799. Cuba a exprimé sa gratitude aux nombreux intervenants qui avaient condamné les effets négatifs du blocus économique imposé par les États-Unis d'Amérique sur la jouissance des droits de l'homme du peuple cubain, blocus qui était considéré comme une violation massive et systématique des droits de l'homme.

800. La délégation a affirmé que Cuba, dans la mesure de ses possibilités, s'efforcerait de mettre en œuvre toutes les recommandations auxquelles elle avait adhéré. En ce qui concernait les recommandations qui avaient été notées, Cuba continuerait de les analyser conformément à ses lois, à ses processus institutionnels et aux principes qui régissaient son système politique.

801. À Cuba, le processus de ratification d'un traité international était considéré avec rigueur et sérieux. Le Gouvernement avait donc pris le temps nécessaire pour organiser des consultations à large échelle et analyser les dispositions des traités afin de s'assurer de leur compatibilité avec la législation nationale et la réalité économique et sociale du pays. La délégation a souligné que Cuba ne ratifierait jamais un instrument international sous la pression, ni un traité international utilisé comme une forme de manipulation politique ou comme un outil pour promouvoir les politiques hostiles des États-Unis contre le peuple cubain.

802. La délégation a déclaré que les autorités cubaines comprenaient et respectaient le mouvement international contre l'application de la peine de mort et a expliqué que la peine de mort n'avait pas été imposée ou appliquée à Cuba depuis 2003. Cuba avait néanmoins été contrainte d'établir des lois sévères contre les activités terroristes menées contre l'État cubain ou la vie de ses citoyens, en respectant pleinement les garanties judiciaires.

803. La délégation a souligné l'existence à Cuba d'un système interinstitutionnel efficace qui bénéficiait de la participation d'organisations non gouvernementales, recevait des demandes de particuliers ou de groupes qui concernaient la jouissance des droits de l'homme, les traitait et y répondait. Cuba disposait également d'un système de tribunaux indépendants, avec, à sa tête, la Cour suprême. Le système de justice pénale était transparent et ses institutions agissaient conformément à toutes les garanties de procédure, assurant des audiences équitables et impartiales.

804. La délégation a réaffirmé l'engagement de Cuba à coopérer avec les mécanismes de protection des droits de l'homme de l'ONU et a mentionné les visites fructueuses en 2017 de la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, et de l'Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale.

805. Cuba attachait la plus grande importance à la protection et à la promotion du droit à la liberté d'expression et de réunion, qui avait un statut constitutionnel, et reconnaissait le rôle important des technologies de l'information et de la communication. La délégation a fait observer que le blocus avait constitué le principal obstacle à l'expansion des services Internet sur le territoire national et a réaffirmé la volonté politique du Gouvernement de trouver d'autres moyens de développer autant que possible l'accès des Cubains à Internet. Elle a également lancé un appel pour la démocratisation d'Internet et le transfert de ressources et de technologies pour la communication sociale.

806. Cuba était disposée à participer à un dialogue respectueux et équitable, fondé sur les principes d'objectivité et d'impartialité. Elle était fière des réalisations de la Révolution cubaine et avait à cœur d'améliorer sa société au profit de tous les Cubains. Enfin, elle a souligné à nouveau son engagement ferme en faveur de la cause des droits de l'homme dans le monde.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

807. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Cuba, 13 délégations ont fait des déclarations.

808. Haïti a noté avec satisfaction que Cuba avait accepté ses recommandations, notamment celles préconisant d'améliorer l'intégration politique, sociale, culturelle et économique des Cubains d'ascendance africaine et de renforcer la coopération entre Cuba et les États membres de la Communauté des Caraïbes. Haïti a félicité Cuba pour sa participation dans le cadre de l'Examen périodique universel et a demandé la levée du blocus sur le pays afin que Cuba puisse continuer de promouvoir et de protéger les droits de l'homme.

809. L'Indonésie a noté avec approbation l'engagement constructif de Cuba dans le cadre de l'Examen périodique universel et a salué la volonté de promouvoir et de protéger les droits des personnes handicapées. L'Indonésie a constaté avec satisfaction que Cuba avait accepté sa recommandation visant à continuer d'appliquer des politiques favorisant une plus grande culture du respect, de la tolérance, de la non-violence et de la non-discrimination dans le secteur de l'éducation.

810. La République islamique d'Iran a salué l'engagement positif et constructif de Cuba dans l'Examen périodique universel. Elle a critiqué les effets négatifs du blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba et a noté que Cuba avait accepté un nombre important de recommandations, y compris celles formulées par la République islamique d'Iran.

811. L'Iraq a constaté avec satisfaction que Cuba avait accepté ses deux recommandations concernant les efforts du pays pour lutter contre la traite des personnes et pour assurer l'égalité des chances en matière d'éducation pour les femmes et les filles. L'Iraq a félicité Cuba d'avoir accepté la grande majorité des recommandations reçues.

812. Le Kenya a noté que Cuba attachait une grande importance à l'Examen périodique universel et que le pays avait continué de renforcer son cadre juridique, politique et institutionnel pour soutenir le programme en faveur des droits de l'homme. Il a encouragé Cuba à continuer de mettre en œuvre les recommandations acceptées et celles notées.

813. La République démocratique populaire lao a salué les efforts faits par Cuba pour promouvoir davantage le droit à la pleine égalité et pour renforcer les programmes de protection des enfants, des jeunes, des personnes âgées et des personnes handicapées. Elle a constaté avec satisfaction que Cuba avait accepté un grand nombre de recommandations, dont trois qu'elle avait elle-même formulées.

814. La Chine a félicité Cuba pour sa participation constructive et positive à l'Examen périodique universel et l'a félicitée pour ses remarquables réalisations dans le domaine des droits de l'homme, notamment en matière de développement social et économique, de santé,

d'égalité entre les sexes et de protection des groupes vulnérables. La Chine a remercié Cuba d'avoir accepté ses recommandations et a souhaité que Cuba continue de promouvoir la réalisation du droit à l'éducation pour tous et d'encourager la participation des jeunes aux affaires sociales. La Chine a demandé la levée de l'embargo sur Cuba.

815. Le Lesotho a félicité Cuba pour sa coopération avec les mécanismes des droits de l'homme de l'ONU et a noté que Cuba avait ratifié la plupart des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Le Lesotho s'est dit préoccupé par les conséquences du maintien de l'embargo économique, commercial et financier sur la jouissance des droits de l'homme à Cuba et a demandé qu'il soit levé. Il espérait que Cuba considérerait favorablement les recommandations qu'il lui avait faites, notamment celle concernant la ratification des instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels Cuba n'était pas encore partie, dont la Convention relative au statut des réfugiés et la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

816. La Libye a remercié Cuba pour son compte-rendu sur les faits nouveaux et a salué ses efforts visant à fournir les ressources humaines et financières nécessaires afin d'assurer une éducation gratuite et de qualité pour tous, qui démontrait l'engagement du pays envers le mécanisme de l'Examen périodique universel.

817. Madagascar a noté avec satisfaction les mesures prises par Cuba pour renforcer les cadres législatif et institutionnel de protection des droits de l'homme. Elle a encouragé Cuba à poursuivre et à intensifier ses efforts pour assurer la protection et la pleine jouissance des droits de l'homme.

818. Le Népal a salué les efforts constants déployés par Cuba pour lutter contre la violence fondée sur le genre et la violence domestique. Il a noté que Cuba avait pris note de 83 recommandations, parmi lesquelles les recommandations qu'il avait lui-même formulées et qui portaient sur la création d'une institution nationale des droits de l'homme indépendante et conforme aux Principes de Paris et sur la ratification du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et a dit qu'il espérait que Cuba envisagerait d'adhérer à ces recommandations en temps voulu.

819. Le Nicaragua a souligné l'engagement de Cuba à promouvoir et à protéger les droits de l'homme. Il a soutenu les efforts déployés par Cuba pour dénoncer dans les forums internationaux les mesures coercitives unilatérales imposées aux pays en développement et a mis en évidence les mesures importantes prises par le pays pour accroître le développement agricole, principalement en donnant des moyens d'action aux jeunes des zones rurales. Enfin, le Nicaragua a reconnu la participation accrue des organisations de la société civile, des communautés et des familles aux efforts visant à prévenir, arrêter et dénoncer la traite des êtres humains.

820. Le Nigéria a salué Cuba pour sa participation constante et sa coopération dans le cadre de l'Examen périodique universel, ainsi que pour ses efforts visant à renforcer le cadre juridique et institutionnel de protection et de promotion des droits de l'homme. Il a également reconnu l'engagement de Cuba à renforcer la participation de la population aux processus décisionnels.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

821. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Cuba, 10 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

822. World Evangelical Alliance a noté avec déception qu'aucune recommandation n'avait mis Cuba au défi de s'améliorer sur le plan de la liberté de religion et de croyance. L'Alliance a indiqué que la grande majorité des églises protestantes évangéliques souffraient de répression et a appelé Cuba à garantir pleinement la liberté de religion ou de croyance et à autoriser les communautés de croyants à disposer de lieux de culte appropriés. Elle a également enjoint à Cuba d'employer, dans la nouvelle Constitution, une terminologie qui garantisse la liberté de religion ou de croyance et qui soit fondée sur les normes internationales.

823. Centre Europe-tiers monde a salué les résultats obtenus par Cuba dans le domaine des droits économiques et sociaux et a mis en évidence l'incidence négative du blocus sur le développement économique du pays, en insistant sur le fait que le blocus constituait une violation des droits de l'homme du peuple cubain. L'organisation a salué le faible taux de malnutrition chez les enfants à Cuba et les normes élevées dans les domaines de la santé et de l'éducation. Elle a souligné les importants progrès institutionnels et législatifs qui avaient été réalisés, notamment en ce qui concernait la rédaction d'une nouvelle constitution, et a enjoint à Cuba de ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à abolir, de jure et de facto, la peine de mort.

824. L'organisation Unión Nacional de Juristas de Cuba a indiqué que le pays renforçait ses cadres juridiques et institutionnels de promotion et de protection des droits de l'homme et a accueilli avec intérêt l'élargissement de l'espace de participation de la société civile, par exemple dans le cas de la consultation populaire entreprise pour réformer la Constitution. Elle s'est félicitée du fait que la nouvelle Constitution comprenait un large éventail de droits et de garanties, conformément aux traités internationaux ratifiés par Cuba, et a indiqué que son adoption permettrait au pays de renforcer son cadre juridique pour la protection des droits de l'homme. Elle a souligné que le blocus économique, commercial et financier freinait la réalisation de nouveaux progrès en matière de droits de l'homme.

825. Dans leur déclaration commune, l'Association internationale des juristes démocrates et l'Asociación Cubana de las Naciones Unidas ont salué la volonté de Cuba de coopérer avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme et ont applaudi les efforts et les réalisations du pays dans le domaine des droits de l'homme. Elles ont souligné que les organisations de la société civile entretenaient un dialogue permanent avec les autorités et que ce dialogue était fondé sur le respect, l'égalité de traitement et la coopération. Elles ont félicité le Gouvernement d'avoir reconnu l'importance, à Cuba, des droits à la liberté d'opinion, d'expression, de religion, de croyance et d'association, qui avaient un statut constitutionnel. Elles ont condamné le blocus commercial et financier contre Cuba et ont constaté que le peuple cubain avait été pleinement associé au débat national qui visait à actualiser le modèle socioéconomique du pays, d'où le large consensus au sujet des mesures.

826. Le Conseil indien sud-américain a condamné le blocus contre Cuba. Il a suggéré qu'avant d'adresser des recommandations, les États devraient s'asseoir à la table des négociations avec l'État concerné et examiner leurs propres lacunes. Il a déclaré que si les États pouvaient respecter leurs propres recommandations et s'y conformer, cela améliorerait l'ensemble du système des droits de l'homme.

827. L'Unión de Escritores y Artistas de Cuba a expliqué sa structure nationale et son rôle dans la société cubaine. L'organisation a déclaré qu'en tant que membre de la société civile, elle entretenait un dialogue permanent et constructif avec le Gouvernement et d'autres institutions à Cuba, sur des questions telles que l'art, la culture, la lutte contre la discrimination, l'accès aux nouvelles technologies et la liberté de création.

828. Amnesty International a constaté le recours à des accusations forgées de toutes pièces et à des licenciements pour motifs politiques dans la fonction publique en vue de réduire au silence les détracteurs du Gouvernement. L'organisation a signalé avec préoccupation le décret n° 349, qui censurerait les artistes, et a regretté que le pays ait rejeté les recommandations visant à ratifier les principaux instruments relatifs aux droits de l'homme. Elle a salué l'adhésion aux recommandations visant à garantir le plein respect de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela), mais a regretté le refus d'autoriser l'accès des observateurs aux prisons ou à l'île et a renouvelé sa demande de se rendre à Cuba. Elle a en outre regretté que Cuba ait rejeté les recommandations visant à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et à mettre le droit pénal en conformité avec le droit international. Enfin, elle a salué l'acceptation des recommandations sur la prévention de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

829. Christian Solidarity Worldwide a signalé une augmentation constante du nombre de violations du droit à la liberté de religion ou de croyance et a regretté l'absence de recommandations à cet égard. L'organisation a dit que, si le projet de nouvelle constitution garantissait explicitement la liberté de religion ou de croyance, il ne garantissait pas la liberté

de conscience ni le droit de manifester ouvertement sa foi ou sa non-croyance. Elle a demandé instamment à Cuba de cesser de harceler les chefs religieux et les défenseurs des droits de l'homme, de ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et d'adresser une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, notamment au Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction.

830. United Nations Watch a déclaré que l'Examen périodique universel était une occasion précieuse de passer au crible les États afin qu'ils améliorent la situation des droits de l'homme. L'organisation se demandait néanmoins si l'Examen périodique universel était mis en œuvre de manière appropriée et s'il était pris au sérieux. Elle a jugé inhabituel le fait qu'un très grand nombre de parties prenantes ait contribué à l'Examen périodique universel de Cuba et que les auteurs de diverses communications conjointes aient félicité Cuba pour son action dans le domaine des droits de l'homme sans aucune étude approfondie.

831. L'Asociación Cubana de las Naciones Unidas a déclaré que les jeunes Cubains jouissaient pleinement de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales et que les organisations de la société civile continueraient d'œuvrer à l'amélioration du système national de protection des droits de l'homme. Elle a condamné le blocus économique, financier et commercial contre Cuba et a indiqué que, dans le cadre de l'actualisation du modèle socioéconomique du pays, les politiques publiques étaient améliorées et les mécanismes de participation sociale étaient renforcés. Elle a souligné qu'un grand nombre de jeunes participaient activement aux institutions du pouvoir populaire, y compris à l'Assemblée nationale, et que les droits des jeunes à un enseignement et à des soins de santé de qualité étaient garantis.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

832. Le Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, selon les informations fournies, Cuba avait accepté 224 des 339 recommandations reçues et en avait noté 113. Des précisions supplémentaires avaient été apportées sur deux recommandations, et il était expliqué à quelles parties de ces recommandations le pays avait adhéré et quelles autres parties de ces recommandations avaient été notées.

833. Cuba a réaffirmé sa volonté de continuer d'œuvrer à la mise en œuvre des recommandations acceptées, a répété que seule une véritable coopération internationale, fondée sur un dialogue constructif et respectueux, pouvait promouvoir et protéger efficacement les droits de l'homme et a souligné que l'Examen périodique universel ne devait pas devenir un espace permettant à certains pays d'attaquer la souveraineté d'autres États ou de promouvoir de fausses allégations émanant de mercenaires.

834. La délégation a remercié toutes les délégations et les organisations de la société civile pour leurs recommandations constructives et pour leur appréciation des efforts déployés par Cuba. Elle a réfuté les observations formulées par certaines organisations car elle estimait que celles-ci n'étaient pas fondées sur la réalité ou qu'elles n'étaient pas crédibles, et a réaffirmé que les observations et recommandations visant à remettre en cause le système politique, économique et social établi par le peuple cubain étaient contraires au droit à l'autodétermination et à l'esprit de coopération et de respect de l'Examen périodique universel.

835. La délégation a insisté sur le fait que Cuba faisait des efforts dans des conditions très difficiles, notamment en raison du blocus, et a rappelé sa volonté claire d'engager un dialogue sur toutes les questions et avec tous les États en se fondant sur le respect mutuel, l'égalité souveraine et la reconnaissance du droit à l'autodétermination. La délégation a réaffirmé la détermination de Cuba à poursuivre ses efforts de promotion et de protection des droits de l'homme grâce à la consolidation de la véritable coopération internationale.

Fédération de Russie

836. L'Examen concernant la Fédération de Russie s'est déroulé le 14 mai 2018, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la Fédération de Russie conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/RUS/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/RUS/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/30/RUS/3).

837. À sa 26^e séance, le 21 septembre 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la Fédération de Russie (voir la section C ci-après).

838. Les textes issus de l'Examen concernant la Fédération de Russie comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/39/13), les vues de la Fédération de Russie sur les recommandations et/ou conclusions qui y figurent, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/39/13/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

839. La délégation, dirigée par le Ministre de la justice, Alexander Kononov, a rappelé l'engagement de la Fédération de Russie à l'égard de l'Examen périodique universel, qui offrait une occasion unique de partager les données d'expérience constructives et les enseignements tirés en matière de promotion et de protection des droits de l'homme.

840. La délégation a déclaré que la Fédération de Russie avait examiné avec grand intérêt les plus de 300 recommandations reçues et avait décidé d'adhérer à 191 d'entre elles, dont beaucoup avaient déjà été mises en œuvre. Trente-quatre autres recommandations avaient été acceptées en partie. Pour finir, un certain nombre de recommandations n'avaient pas pu être acceptées pour diverses raisons.

841. À cet égard, la délégation a expliqué la position de la Fédération de Russie concernant les déclarations qui comportaient les termes « annexion » ou « occupation » en rapport avec le territoire de Crimée en indiquant que ces termes étaient catégoriquement rejetés. En 2014, les habitants de Crimée avaient fait le choix conscient, libre et démocratique, dans le cadre du droit international, de se réunir avec la Fédération de Russie.

842. La Fédération de Russie avait réaffirmé sa volonté de s'acquitter de ses obligations internationales sur l'ensemble du territoire, y compris dans la « République de Crimée » et « la ville de Sébastopol », et de coopérer avec les organisations internationales dans le cadre des procédures applicables au respect, par la Fédération de Russie, de ses obligations diverses.

843. La délégation a indiqué qu'une explication détaillée des raisons pour lesquelles certaines des recommandations n'avaient pas été acceptées se trouvait dans l'additif au rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/39/13/Add.1), qui était disponible en anglais, en français et en russe.

844. Au sujet de ses obligations internationales dans le domaine des droits de l'homme, la Fédération de Russie a déclaré qu'elle était partie à la plupart des traités relatifs aux droits de l'homme. Pour bon nombre des recommandations notées qui portaient sur la ratification des traités internationaux, il convenait de noter que, si certains traités n'avaient pas été ratifiés, leurs dispositions se retrouvaient dans la législation nationale et qu'il n'y avait donc aucune urgence à doubler les normes et institutions juridiques existantes.

845. La délégation a indiqué que la Fédération de Russie était déterminée à coopérer de manière constructive et équitable dans le domaine des droits de l'homme, dans le cadre des structures intergouvernementales multilatérales, qu'elle interagissait avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme dans le cadre de leurs mandats établis et qu'elle s'efforçait constamment d'améliorer son cadre juridique et ses dispositifs institutionnels, notamment en matière de promotion et de protection des droits de l'homme.

846. Pour ce qui était des recommandations concernant les questions d'égalité et de non-discrimination, la décision d'y adhérer ou de les noter avait été prise en partant du principe que, dans la Fédération de Russie, toute forme de restriction des droits des citoyens sur la base de motifs sociaux, raciaux, sexuels, nationaux, linguistiques, religieux ou autres était interdite. Le principe de l'égalité de traitement constituait le fondement des droits de l'homme. Tout acte de nature discriminatoire, quel que fût le statut de l'auteur, entraînait une réaction appropriée des autorités et des forces de l'ordre.

847. La délégation a indiqué qu'en tant qu'État multinational qui avait toujours accordé une attention particulière au dialogue interethnique et interreligieux, la Fédération de Russie s'employait déjà à lutter contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y était associée, y compris les manifestations de nationalisme agressif et de néonazisme.

848. La délégation a déclaré que la Fédération de Russie était un État à vocation sociale qui redoublait d'efforts pour garantir les droits économiques, sociaux et culturels de la population. Cela passait principalement par la protection des groupes socialement vulnérables, l'élévation du niveau de vie des citoyens et la création de conditions favorables à l'épanouissement complet des individus. En outre, en mai 2018, le Président de la Fédération de Russie avait signé un décret portant sur les objectifs nationaux et les tâches de développement stratégique à accomplir d'ici à 2024, qui prévoyait notamment d'assurer la croissance naturelle durable de la population, d'accroître l'espérance de vie, les revenus et les paiements des retraites, de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de logement des citoyens.

849. La délégation a indiqué que la Fédération de Russie avait continué de développer la politique d'amélioration des mesures de prévention et de lutte contre la violence, y compris la violence à l'égard des femmes et des enfants. Les mécanismes juridiques et institutionnels nécessaires avaient déjà été mis en place et fonctionnaient.

850. La Fédération de Russie était partie à la Convention relative aux droits de l'enfant et accordait donc une attention particulière à la protection de la maternité et de l'enfance et à la création de conditions favorables à la croissance, au développement intellectuel, à l'éducation et à la santé mentale et physique des enfants.

851. La Fédération de Russie attachait une grande importance au fait de garantir le bon fonctionnement d'un système judiciaire indépendant et l'accès des citoyens à la justice. En outre, des travaux de grande envergure étaient en cours pour améliorer le système des établissements pénitentiaires et les conditions de détention des personnes qui faisaient l'objet d'une enquête ou qui purgeaient une peine.

852. La délégation a déclaré que la situation des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes et des représentants de la société civile suscitait régulièrement un vif intérêt dans plusieurs États. Elle a fait observer que bon nombre des recommandations pertinentes qui avaient été formulées, dont la plupart étaient liées à la loi dite sur les agents étrangers, étaient fondées sur une méprise du cadre législatif russe et de la pratique en matière d'application de la loi qui visaient à garantir les droits civils et politiques. À ce sujet, la délégation a réaffirmé que la Fédération de Russie était déterminée à s'acquitter de ses obligations en matière de promotion des droits civils et politiques et à créer, dans le cadre de la législation nationale en vigueur, des conditions propices au développement de la société civile et à une plus grande interaction entre les structures étatiques et les organisations non gouvernementales.

853. Quant à la loi sur les agents étrangers, elle n'avait pas pour but de restreindre ou de mettre fin aux activités des organisations reconnues comme agents étrangers. Le fait de s'enregistrer en tant qu'agent étranger n'excluait pas de recevoir un soutien financier étranger ou russe. La loi visait uniquement à garantir la transparence des activités des organisations à but non lucratif qui recevaient de l'argent et des biens de sources étrangères et qui

participaient à des activités politiques sur le territoire de la Fédération de Russie. Ni la législation russe ni l'application de la loi n'avaient créé de conditions susceptibles de restreindre de quelque manière que ce fût les droits à la liberté de réunion ou d'expression.

854. La Fédération de Russie attachait une grande importance au respect des droits de tous les peuples et groupes ethniques qui vivaient sur son territoire, y compris les minorités nationales et les petits peuples autochtones. Les mécanismes juridiques et institutionnels nécessaires avaient déjà été créés et fonctionnaient bien.

855. En ce qui concernait la protection des droits des migrants, la Fédération de Russie avait adhéré à trois recommandations et avait déclaré qu'elle continuerait de mettre en œuvre des mesures destinées à faciliter l'intégration des migrants.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

856. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Fédération de Russie, 13 délégations ont fait des déclarations.

857. Le Viet Nam a noté avec satisfaction l'adhésion de la Fédération de Russie aux deux recommandations qu'il avait formulées concernant les droits des femmes et la violence domestique et l'intégration des migrants. Le Viet Nam a évalué favorablement les efforts déployés par le pays pour lutter contre la discrimination, promouvoir la tolérance, élaborer des politiques en faveur des groupes socialement vulnérables et réduire le nombre de cas d'expulsion de ressortissants étrangers ayant des liens bien établis avec la Fédération de Russie.

858. L'Afghanistan a encouragé vivement la Fédération de Russie à prendre les mesures nécessaires pour combattre les stéréotypes concernant les rôles et les responsabilités des femmes et des hommes dans la société. Il a demandé au Conseil d'adopter le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel concernant la Fédération de Russie.

859. L'Algérie a salué les mesures prises par la Fédération de Russie pour protéger les femmes, les enfants et d'autres groupes vulnérables, ainsi que l'adhésion du pays à ses deux recommandations concernant la promotion de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes en matière d'emploi et la facilitation de l'accès des enfants à l'éducation, en particulier dans les zones rurales. Elle a recommandé au Conseil d'adopter le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel concernant la Fédération de Russie.

860. L'Angola a félicité la Fédération de Russie d'avoir renforcé sa coopération avec le Conseil des droits de l'homme.

861. Le Bélarus a noté avec satisfaction que la Fédération de Russie avait adopté la majorité des recommandations qui lui avaient été adressées, ce qui démontrait clairement la volonté du pays de s'acquitter de ses obligations internationales en matière de droits de l'homme, notamment dans le cadre de l'Examen périodique universel. Il s'est félicité de l'adhésion du pays à ses recommandations visant à continuer de consolider les mesures nationales et internationales de lutte contre la traite des êtres humains et à mettre en œuvre une politique pour la famille. Il a salué la coopération active de la Fédération de Russie avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

862. L'État plurinational de Bolivie a pris note avec satisfaction des mesures prises dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement et du développement rural, ainsi que de la préservation du patrimoine historique et culturel de la Fédération de Russie. Il a également salué l'adhésion de la Fédération de Russie à ses deux recommandations sur l'emploi des jeunes dans les zones rurales et sur les droits des peuples autochtones.

863. Le Botswana a félicité la Fédération de Russie d'avoir ratifié les normes régionales relatives aux droits des enfants et des femmes. Le Botswana a encouragé le Conseil des droits de l'homme à adopter les textes issus de l'Examen périodique universel portant sur la Fédération de Russie.

864. Le Burkina Faso a encouragé la Fédération de Russie à mettre pleinement en œuvre les recommandations qu'elle avait acceptées et a appelé le Conseil des droits de l'homme à

adopter le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel concernant la Fédération de Russie.

865. La Chine a salué les mesures constructives prises par la Fédération de Russie pour lutter contre la discrimination raciale, l'intolérance et la violence à l'égard des femmes, des enfants et des personnes handicapées, ainsi que les mesures visant à protéger les droits des minorités et des peuples autochtones. La Chine a reconnu les progrès réalisés par la Fédération de Russie en ce qui concernait la promotion de la justice, la réforme du système pénal et l'adoption de mesures visant à améliorer les critères socioéconomiques, en particulier dans les zones rurales et en termes d'éducation.

866. Le Congo a salué les mesures socioéconomiques louables que la Fédération de Russie avait prises en faveur des groupes vulnérables, notamment les personnes âgées. Le Congo a encouragé le Conseil des droits de l'homme à adopter les textes issus de l'Examen périodique universel concernant la Fédération de Russie.

867. La République populaire démocratique de Corée s'est félicitée de l'acceptation d'un grand nombre de recommandations par la Fédération de Russie, y compris celle qu'elle avait elle-même formulée. Elle a recommandé au Conseil d'adopter le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel concernant la Fédération de Russie.

868. L'Égypte a félicité la Fédération de Russie d'avoir renforcé sa coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et avec le HCDH et l'a encouragée à continuer de promouvoir les valeurs familiales. Enfin, l'Égypte a recommandé d'améliorer les structures d'accueil pour les enfants en situation de handicap.

869. Le Gabon a salué le fait que la Fédération de Russie avait accepté un nombre élevé de recommandations et a indiqué son adhésion aux mesures prises pour lutter contre la violence au sein de la famille et la violence sexuelle. Le Gabon a recommandé au Conseil des droits de l'homme d'adopter les textes issus de l'Examen périodique universel concernant la Fédération de Russie.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

870. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Fédération de Russie, 11 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

871. Le Commissaire aux droits de l'homme de la Fédération de Russie a pris note des efforts déployés par les organismes publics pour assurer le respect des droits de l'homme au sein des institutions nationales et internationales. Le Commissaire a recommandé aux autorités russes : d'élaborer et d'adopter, au niveau fédéral, une procédure pour la vérification officielle volontaire de l'identité ethnique des membres des petits peuples autochtones ; d'améliorer les dispositifs permettant de garantir les droits à pension des citoyens étrangers qui avaient rejoint la Fédération de Russie pour y séjourner de manière permanente ; de renforcer les garde-fous visant à assurer la légalité des activités des responsables de l'application des lois, notamment en recourant davantage aux photographies et aux vidéos dans le cadre des procédures d'enregistrement et en exigeant que les informations reçues soient conservées pendant de plus longues périodes, garantissant ainsi que les activités puissent être réalisées en toute transparence et être soumises à une surveillance publique ; d'inscrire dans la loi un délai pour la détention préventive et provisoire ; de tenir compte, au moment de choisir des lieux pour l'organisation d'événements publics, de la disponibilité d'infrastructures appropriées ; de clarifier la formulation « organisation à but non lucratif remplissant les fonctions d'agent étranger » dans la législation ; et d'adresser une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et d'accepter les représentants d'organisations internationales. Le Commissaire a dit qu'il avait l'intention de continuer de coopérer avec les organes conventionnels et les autres organes chargés des droits de l'homme afin de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et d'améliorer les normes en matière de droits de l'homme dans la Fédération de Russie.

872. United Nations Watch a mis en avant que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques n'était pas respecté dans la Fédération de Russie : il n'y avait pas d'élections

libres et régulières, les organisations non gouvernementales étaient considérées comme des organisations indésirables, les médias étaient sous le contrôle strict des autorités de l'État et les prisonniers politiques étaient victimes d'agressions physiques.

873. La Human Rights House Foundation a reproché à la Fédération de Russie d'avoir continué d'instaurer des lois qui réprimaient la société civile. Elle a fait observer que la Fédération de Russie avait refusé d'accepter les recommandations relatives à l'abrogation ou à la modification des lois répressives et avait créé un environnement qui ne respectait pas les libertés d'association et de réunion ni même la protection des défenseurs des droits de l'homme. Elle a recommandé d'abroger les lois restrictives relatives aux organisations non gouvernementales et au droit de réunion pacifique et de mettre fin à la détention arbitraire des manifestants pacifiques ainsi qu'aux poursuites pénales dont ceux-ci faisaient l'objet.

874. Lawyers for Lawyers a indiqué que les avocats qui se trouvaient en Fédération de Russie subissaient des menaces, des intimidations et des agressions physiques. Qui plus est, les auteurs de ces actes d'agression restaient parfois impunis, ce qui pouvait compromettre le droit universel à une représentation en justice effective et l'accès à la justice pour tous. Lawyers for Lawyers a enjoint à la Fédération de Russie de prendre immédiatement des mesures pour prévenir les menaces et les agressions à l'encontre des avocats, de condamner publiquement ces actes à tous les niveaux et de mener rapidement des enquêtes approfondies pour mettre fin à l'impunité.

875. L'International Humanist and Ethical Union a appelé l'attention sur l'aggravation de la situation au regard des violations du droit à la liberté de pensée, de conscience, de croyance et d'expression dans la Fédération de Russie. L'organisation a fait remarquer que les blogueurs, les journalistes et les détracteurs du Gouvernement étaient de plus en plus souvent poursuivis au motif d'activités extrémistes. En outre, les membres de la communauté des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes subissaient des discours de haine, de la violence et des lois discriminatoires, tandis que les auteurs de ces actes jouissaient de l'impunité. L'organisation a enjoint à la Fédération de Russie de prendre au sérieux ses promesses en matière de non-discrimination.

876. La British Humanist Association a demandé instamment à la Fédération de Russie de veiller à ce que sa législation nationale sur l'égalité soit conforme aux normes internationales en matière de droits de l'homme et, en particulier, que la loi interdisant la propagande en faveur des relations sexuelles non traditionnelles soit abrogée de toute urgence. L'organisation s'est dite préoccupée par l'augmentation du recours aux lois sur le blasphème pour poursuivre en justice ceux qui expriment pacifiquement des opinions non religieuses. Elle a demandé instamment à la Fédération de Russie d'abroger la loi de 2013 qui incriminait le fait de causer une « offense aux sentiments religieux des croyants » et de reconnaître que les lois sur les droits de l'homme s'appliquaient à tous ses citoyens, quelle que soit leur croyance religieuse.

877. L'Organisation mondiale contre la torture s'est dite profondément préoccupée par le harcèlement des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes, notamment en Tchétchénie. Elle a demandé à la Fédération de Russie de garantir la liberté, la sécurité et la liberté de mouvement des défenseurs des droits de l'homme partout dans le pays. Elle a enjoint à la Fédération de Russie de mettre pleinement en œuvre toutes les recommandations du Comité contre la torture, de ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et à créer un mécanisme national de prévention conformément au Protocole facultatif.

878. Le Service international pour les droits de l'homme a regretté que la Fédération de Russie n'ait pas accepté la recommandation concernant les interventions médicales pratiquées sur les personnes intersexes sans leur consentement. Il a dit qu'il espérait que la Fédération de Russie œuvrerait à la reconnaissance des droits de l'homme des personnes intersexes et lui a demandé de mettre fin aux opérations chirurgicales et autres interventions médicales inutiles et non consenties qui étaient pratiquées sur les enfants intersexes.

879. Article 19 : Centre international contre la censure a noté que la Fédération de Russie avait resserré l'étau sur la liberté d'expression et les autres libertés fondamentales, que ce soit sur Internet ou ailleurs. L'organisation a insisté sur le fait que les recommandations sur la liberté d'expression, d'information, d'association et de réunion qui avaient été acceptées

par la Fédération de Russie ne seraient effectives que si la législation nationale restreignant ces libertés était abrogée. Elle a fait part de sa profonde préoccupation quant au harcèlement constant des travailleurs des médias indépendants dans le pays.

880. Le Conseil indien sud-américain s'est dit préoccupé par le manque de respect pour la terre, l'eau et l'environnement. Il a noté que les populations autochtones perdaient la mainmise sur leurs terres et leurs ressources naturelles et que cette situation bafouait les formes ancestrales de gestion des terres. Il a insisté sur le fait que les sociétés transnationales exploitaient des mines de pétrole et de gaz, ce qui était préjudiciable aux populations autochtones puisque cela entraînait une contamination des sols et des eaux.

881. Amnesty International a appelé l'attention sur le refus de la Fédération de Russie d'accepter les recommandations relatives aux droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion. L'organisation a regretté que la Fédération de Russie ait rejeté les recommandations relatives à l'abrogation des lois qui avaient une incidence négative sur la société civile indépendante. Même si les recommandations relatives aux enquêtes sur les disparitions forcées et sur les cas de torture et de mauvais traitements infligés aux homosexuels et aux bisexuels avaient été acceptées, jamais les allégations concernant ce type d'infractions ne donnaient lieu à des enquêtes effectives. L'organisation a fortement déploré que la Fédération de Russie ait rejeté les recommandations relatives à la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Elle a enjoint à la Fédération de Russie d'enquêter sur toutes les allégations de torture et de mauvais traitements et de demander des comptes aux responsables.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

882. Le Président du Conseil des droits de l'homme a déclaré que, selon les informations fournies, la Fédération de Russie avait accepté 191 des 317 recommandations reçues et en avait noté 92. Des précisions supplémentaires avaient été apportées sur 34 recommandations, et il était expliqué à quelles parties de ces recommandations le pays avait adhéré et quelles autres parties de ces recommandations avaient été notées.

883. La délégation de la Fédération de Russie a conclu en disant que les recommandations acceptées contribueraient à améliorer la législation nationale, le travail des forces de l'ordre et les activités de toutes les institutions chargées de protéger et de promouvoir les droits de l'homme dans le pays. La Fédération de Russie continuerait d'œuvrer à l'amélioration de la législation et des pratiques d'application de la loi afin de garantir la protection effective des droits de l'homme et des libertés pour toutes les personnes relevant de sa juridiction.

B. Débat général sur le point 6 de l'ordre du jour

884. À sa 27^e séance, le 21 septembre 2018, et à sa 28^e séance, le 24 septembre 2018, le Conseil a tenu un débat général sur le point 6 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Australie, Autriche¹⁶ (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Canada¹⁶ (s'exprimant au nom des États membres et des États observateurs francophones), Chine, Cuba, Fédération de Russie¹⁶ (s'exprimant également au nom de l'Algérie, de l'Angola, de Bahreïn, du Bangladesh, du Bélarus, de la Bolivie (État plurinational de), de la Chine, de Cuba, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Inde, de l'Indonésie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Liban, du Myanmar, du Nicaragua, du Pakistan, des Philippines, de la République arabe syrienne, de la République populaire démocratique de Corée, du Venezuela (République bolivarienne du) et du Viet Nam), Géorgie, Iraq, Mongolie, Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes), Venezuela

¹⁶ État observateur s'exprimant au nom d'États membres et d'États observateurs.

(République bolivarienne du) (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Arménie, Bahamas, Inde, Iran (République islamique d'), Maroc ;

c) Les observateurs des entités ou institutions spécialisées des Nations Unies ou des organisations apparentées dont la liste suit : FAO, ONU-Femmes

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Conseil de coopération des États arabes du Golfe ;

e) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme (Angleterre, Écosse et Pays de Galles) (s'exprimant également au nom de la Commission des droits de l'homme de l'Écosse et la Commission des droits de l'homme de l'Irlande du Nord) ;

f) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : de l'ABC Tamil Oli, d'African Green Foundation International, de l'Alsalam Foundation, d'Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, d'Amnesty International, de l'Asian Legal Resource Centre, de l'Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women (s'exprimant également au nom d'Action Canada pour la population et le développement), de l'Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, de l'Association d'entraide médicale Guinée, de l'Association des citoyens du monde, de l'Association internationale IUS PRIMI VIRI, de l'Association internationale pour la démocratie en Afrique, de l'Association régionale de crédit agricole pour l'Afrique, du Bureau international catholique de l'enfance, de Cannors International Permanent Committee, de Center for Environmental and Management Studies, du Centre catholique international de Genève (s'exprimant également au nom de l'Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, de Caritas Internationalis, de la Congrégation de Notre-Dame de charité du Bon Pasteur, des Dominicains pour la justice et la paix (Ordre des Prêcheurs), de l'Edmund Rice International, de la Fédération internationale de l'ACAT – Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, de la Fondation mariste pour la solidarité internationale, de Fracarita International, de l'International Movement of Apostolate in the Independent Social Milieus, de l'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, de VIVAT International, de Volontariat international femmes, éducation, développement et de World Evangelical Alliance), du Centre européen pour le droit et la justice, du Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, de la Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, du Congrès du monde islamique, du Conseil de jeunesse pluriculturelle, du Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, de la Fédération démocratique internationale des femmes, de la Fédération internationale des écoles unies, de Friends World Committee for Consultation, de Health and Environment Program, d'Il Cenacolo, d'Indian Council of Education, d'International Buddhist Relief Organisation, d'International Educational Development, d'International Institute for Non-Aligned Studies, d'Iraqi Development Organization, de Lawyers' Rights Watch Canada, de Le pont, de l'Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, de l'Organisation de défense des victimes de la violence, de Prahar, de la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, de l'Union européenne des relations publiques, de l'Union internationale des femmes musulmanes, de l'Union panafricaine de la science et de la technologie, d'United Nations Watch, d'UPR Info, de Vaagdharma, de Verein Südwind Entwicklungspolitik, de World Barua Organization, de World Environment and Resources Council et de Zéro pauvre Afrique.

C. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Turkménistan

885. À sa 23^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 39/101 relative aux textes issus de l'Examen concernant le Turkménistan.

Burkina Faso

886. À sa 23^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 39/102 relative aux textes issus de l'Examen concernant le Burkina Faso.

Cabo Verde

887. À sa 23^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 39/103 relative aux textes issus de l'Examen concernant Cabo Verde.

Allemagne

888. À sa 23^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 39/104 relative aux textes issus de l'Examen concernant l'Allemagne.

Azerbaïdjan

889. À sa 24^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 39/105 relative aux textes issus de l'Examen concernant l'Azerbaïdjan.

Tuvalu

890. À sa 24^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 39/106 relative aux textes issus de l'Examen concernant les Tuvalu.

Colombie

891. À sa 24^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 39/107 relative aux textes issus de l'Examen concernant la Colombie.

Djibouti

892. À sa 24^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 39/108 relative aux textes issus de l'Examen concernant Djibouti.

Cameroun

893. À sa 25^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 39/109 relative aux textes issus de l'Examen concernant le Cameroun.

Bangladesh

894. À sa 25^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 39/110 relative aux textes issus de l'Examen concernant le Bangladesh.

Ouzbékistan

895. À sa 25^e séance, le 20 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 39/111 relative aux textes issus de l'Examen concernant l'Ouzbékistan.

Canada

896. À sa 26^e séance, le 21 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 39/112 relative aux textes issus de l'Examen concernant le Canada.

Cuba

897. À sa 26^e séance, le 21 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 39/113 relative aux textes issus de l'Examen concernant Cuba.

Fédération de Russie

898. À sa 26^e séance, le 21 septembre 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté, sans la mettre aux voix, la décision 39/114 relative aux textes issus de l'Examen concernant la Fédération de Russie.

VII. Situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés

A. Dialogue avec la Commission d'enquête internationale indépendante sur les manifestations dans le Territoire palestinien occupé

899. À la 28^e séance, le 24 septembre 2018, le Président de la Commission d'enquête internationale indépendante sur les manifestations dans le Territoire palestinien occupé, Santiago Canton, a rendu compte oralement des travaux de la Commission, conformément à la résolution S-28/1 du Conseil des droits de l'homme.

900. À la même séance, le représentant de l'État de Palestine, État concerné, a fait une déclaration.

901. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 28^e et 29^e séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions posées au Président et aux membres de la Commission d'enquête par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Belgique, Brésil, Chine, Égypte, Espagne, Iraq, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Qatar, Slovaquie, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bahreïn, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Costa Rica, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Jordanie, Liban, Libye, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Maroc, Namibie, République arabe syrienne, Soudan, Suède, Turquie ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Al-Haq, Centre Al Mezan pour les droits de l'homme, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Défense des enfants International, Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, INTLawyers, Maat Foundation for Peace, Development and Human Rights, Palestinian Return Centre.

902. À la 29^e séance, le même jour, le Président et un membre de la Commission d'enquête, Sara Hossain, ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

B. Débat général sur le point 7 de l'ordre du jour

903. À la 29^e séance, le 24 septembre 2018, les représentants de la République arabe syrienne et de l'État de Palestine, États concernés, ont fait des déclarations.

904. À la même séance, le Conseil a tenu un débat général sur le point 7 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Chili, Chine, Cuba, Émirats arabes unis, Équateur, Égypte, Iraq, Koweït (s'exprimant au nom du Conseil de coopération des États arabes du Golfe), Nigéria, Pakistan, Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Qatar, Sénégal, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes), Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bahreïn, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Djibouti, Fédération de Russie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jordanie, Koweït, Liban, Maldives, Nicaragua, Oman, République populaire démocratique de Corée, Turquie, Yémen ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : African Green Foundation International, Al-Haq, Association d'entraide médicale Guinée, Association des citoyens du monde, Association internationale IUS PRIMI VIRI, Centre Al Mezan pour les droits de l'homme, Centre de ressources BADIL pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens, Commission des églises pour les affaires internationales du Conseil oecuménique des églises, Conseil de jeunesse pluriculturelle, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, European Union of Jewish Students, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (s'exprimant également au nom de l'Organisation mondiale contre la torture), Human Rights Watch, INTLawyers, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Maat Foundation for Peace, Development and Human Rights, Mouvement indien « Tupaj Amaru », Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Organisation de défense des victimes de la violence, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Palestinian Return Centre, Solidarité Suisse-Guinée, Union des juristes arabes, Union internationale des femmes musulmanes, Women's Centre for Legal Aid and Counselling et Zéro pauvre Afrique.

VIII. Suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

A. Réunion-débat

Débat annuel sur l'intégration d'une démarche tenant compte de la problématique femmes-hommes dans les travaux du Conseil et dans ceux de ses mécanismes

905. À sa 30^e séance, le 24 septembre 2018, conformément à sa résolution 6/30, le Conseil des droits de l'homme a tenu son débat annuel sur la prise en compte des questions de genre, lequel était intitulé : « Prendre en compte le genre dans le cadre des enquêtes sur les droits de l'homme : renforcer l'approche centrée sur les victimes. ».

906. La Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme a prononcé une allocution liminaire. Le spécialiste des politiques en matière de justice transitionnelle d'ONU-Femmes a modéré la discussion.

907. À la même séance, les intervenants suivants ont fait des déclarations : la Directrice de l'African Leadership Centre et l'ancienne conseillère pour les questions de genre à la Commission d'enquête de l'Union africaine sur le Soudan du Sud, Shuvai Nyoni ; la Secrétaire générale de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Madeleine Rees ; et le Président de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, Paulo Sérgio Pinheiro.

908. La réunion-débat qui a suivi s'est déroulée en deux parties, toutes deux tenues pendant la même séance. Au cours de la première partie, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Angola, Autriche¹⁶ (s'exprimant également au nom de la Croatie et de la Slovaquie), Canada¹⁶ (s'exprimant également au nom de l'Australie, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse), Chile (s'exprimant également au nom du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Pérou et de l'Uruguay), Lettonie¹⁶ (s'exprimant également au nom du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de l'Islande, de la Lituanie, de la Norvège et de la Suède), Pays-Bas¹⁶ (s'exprimant également au nom de la Belgique et du Luxembourg), Qatar, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs suivants : Grèce, Portugal ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Office de la protection du citoyen (Haïti) ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales suivantes : Action Canada pour la population et le développement, Service international pour les droits de l'homme (s'exprimant également au nom de l'Asian Forum for Human Rights and Development).

909. À la fin de la première partie, les intervenants ont répondu aux questions et formulé des observations.

910. Au cours de la deuxième partie, des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Brésil, Espagne, Iraq, Mexique, Suisse ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, El Salvador, Irlande, Italie ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : ONU-Femmes ;

d) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Organisation internationale de droit du développement ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie van Homoseksualiteit – COC Nederland (s'exprimant également au nom de l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays), Fondation Maarij pour la paix et le développement.

911. À la même séance, les intervenants ont répondu aux questions et formulé des observations finales.

B. Débat général sur le point 8 de l'ordre du jour

912. À sa 30^e séance, le 24 septembre 2018, et à sa 31^e séance, le 25 septembre 2018, le Conseil a tenu un débat général sur le point 8 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, Autriche¹⁶ (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Chine, Estonie¹⁶ (s'exprimant également au nom du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Norvège et de la Suède), Islande, Iraq, Japon (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Algérie, de l'Allemagne, d'Andorre, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Bhoutan, du Botswana, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, de Chypre, de la Colombie, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'Éthiopie, des Fidji, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, de la Grèce, du Honduras, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, de la Jordanie, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, du Maroc, du Mexique, de Monaco, de la Mongolie, du Monténégro, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, des Philippines, de la Pologne, du Portugal, du Qatar, de la République de Corée, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Rwanda, de la Serbie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Tchéquie, de la Tunisie et de l'Ukraine), Mexique (s'exprimant au nom de l'Algérie, de l'Allemagne, d'Andorre, de l'Argentine, du Bangladesh, de la Belgique, du Brésil, de la Bulgarie, du Burkina Faso, du Canada, du Chili, de Chypre, de la Colombie, du Congo, du Costa Rica, de la Croatie, de l'Équateur, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'État de Palestine, des Fidji, de la Finlande, de la France, du Ghana, du Guatemala, d'Haïti, du Honduras, de l'Irlande, de l'Italie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, du Maroc, de Monaco, de la Mongolie, du Monténégro, du Népal, du Nigéria, du Paraguay, des Pays-Bas, du Pérou, du Portugal, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Rwanda, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de Trinité-et-Tobago, de la Turquie, de l'Ukraine et de l'Uruguay), Népal, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Fédération de Russie, Gabon, Grèce, Inde, Iran (République islamique d'), Libye ;

c) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Commission des droits de l'homme de l'Australie (par message vidéo) ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement (s'exprimant également au nom d'Amnesty International, de l'Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women, de l'Associação Brasileira Interdisciplinar de AIDS, de l'Association pour les droits des femmes dans le développement, de l'Association suédoise pour l'éducation sexuelle et Swedish Federation for Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Rights, de Center for Inquiry, de Center for Women's Global Leadership, du Centre des droits reproductifs, de Centro de Promoción y Defensa de los Derechos Sexuales y Reproductivos, de Development Alternatives with Women for a New Era, de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, de la Fédération pour les femmes et la planification familiale, de Fundación

para Estudio e Investigación de la Mujer, d'International Humanist and Ethical Union, d'International Planned Parenthood Federation, de IPAS, du Plan International, de Rutgers et du Service international pour les droits de l'homme), Action of Human Movement, African Green Foundation International, Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud, Alsalam Foundation, Asian Forum for Human Rights and Development, Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, Association culturelle des Tamouls en France, Association d'entraide médicale Guinée, Association des citoyens du monde, Association internationale IUS PRIMI VIRI, Association internationale pour la démocratie en Afrique, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association pour les droits des femmes dans le développement (s'exprimant également au nom de l'Association pour le progrès des communications), Association régionale de crédit agricole pour l'Afrique, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Brahma Kumaris World Spiritual University, Cannors International Permanent Committee, Center for Environmental and Management Studies, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Comité international pour le respect et l'application de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, Congrès du monde islamique, Conseil de jeunesse pluriculturelle, Conseil indien sud-américain, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Fédération internationale des écoles unies, Fédération pour les femmes et la planification familiale, Groupement pour les droits des minorités, Health and Environment Program, International Buddhist Relief Organisation, International Humanist and Ethical Union, INTLawyers, Iraqi Development Organization, Iuventum, Jeunesse étudiante tamoule, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Organisation internationale pour les pays les moins avancés, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale, Prahar, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Sikh Human Rights Group, Society for Development and Community Empowerment, Solidarité Suisse-Guinée, Union européenne des relations publiques, Union panafricaine de la science et de la technologie, Vaagdhara, Verein Südwind Entwicklungspolitik, World Barua Organization, World Environment and Resources Council, Zéro pauvre Afrique.

913. À la 30^e séance, le 24 septembre 2018, les représentants de l'Inde et du Pakistan ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

C. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Institutions nationales des droits de l'homme

914. À la 41^e séance, le 28 septembre 2018, le représentant de l'Australie a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.19/Rev.1, qui avait pour auteur principal l'Australie et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Andorre, l'Argentine, l'Arménie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, le Chili, Chypre, la Colombie, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, les Fidji, la Finlande, la Géorgie, la Grèce, le Honduras, l'Iraq, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, le Maroc, le Mexique, le Monaco, la Mongolie, le Monténégro, le Népal, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, les Philippines, la Pologne, le Portugal, le Qatar, la République de Corée, la République de Moldova, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Rwanda, la Slovaquie, la Slovénie, la Tchéquie, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, l'Ukraine et l'Uruguay. L'Afghanistan, le Botswana, le Brésil, l'El Salvador, la France, la Hongrie, le Kazakhstan, les Maldives, Malte, le Myanmar, l'Ouganda, le Panama, la République dominicaine, Sri Lanka, la Suède et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

915. À la même séance, le représentant de l'Afrique du Sud a présenté l'amendement A/HRC/39/L.30 au projet de résolution A/HRC/39/L.19/Rev.1.

916. L'amendement A/HRC/39/L.30 avait pour auteur l'Afrique du Sud.

917. À la même séance, le représentant de l'Australie a fait une déclaration au sujet de la proposition d'amendement au projet de résolution.

918. À la même séance également, le représentant de l'Afghanistan a formulé des observations générales sur le projet de résolution et sur l'amendement proposé.

919. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

920. À la même séance, le Conseil s'est prononcé sur l'amendement A/HRC/39/L.30.

921. À la même séance également, les représentants de l'Allemagne et de la République de Corée ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/39/L.30.

922. À la même séance, à la demande du représentant de l'Australie, l'amendement A/HRC/39/L.30 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Burundi, Chine, Cuba, Émirats arabes unis, Équateur, République démocratique du Congo, Togo, Venezuela (République bolivarienne du)

Ont voté contre :

Afghanistan, Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Égypte, Espagne, Géorgie, Hongrie, Iraq, Islande, Japon, Kirghizistan, Mexique, Mongolie, Népal, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine

Se sont abstenus :

Angola, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Nigéria, Pakistan, Philippines, Tunisie

923. Le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/39/L.30 par 10 voix contre 29, avec 8 abstentions.

924. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 39/17).

925. À la même séance également, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote.

IX. Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée : suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

A. Dialogue avec le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine

926. À la 31^e séance, le 25 septembre 2018, le Président du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, Michal Balcerzak, a présenté les rapports du Groupe de travail (A/HRC/39/69 et Add.1 et 2).

927. À la même séance, les représentants de l'Espagne et du Guyana, États concernés, ont fait des déclarations.

928. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Président du Groupe de travail par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Angola, Brésil (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Mexique, du Pérou et de l'Uruguay), Chine, Côte d'Ivoire, Iraq, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Azerbaïdjan, Bolivie (État plurinational de), Costa Rica, Djibouti, Jamaïque, Lesotho, Madagascar, Trinité-et-Tobago ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : ONU-Femmes ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, Fondation Maarij pour la paix et le développement, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies (s'exprimant également au nom de l'Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale).

929. À la même séance, le Président du Groupe de travail a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

B. Débat général sur le point 9 de l'ordre du jour

930. À la 32^e séance, le 25 septembre 2018, conformément à la résolution 36/24 du Conseil des droits de l'homme, le responsable de la Section de la lutte contre la discrimination raciale a fait le point oralement sur les activités du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du programme d'activités dans le cadre de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine.

931. À la même séance, le Conseil a tenu un débat général sur le point 9 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres dont la liste suit : Afrique du Sud, Autriche¹⁶ (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Brésil, Chine, Cuba, Égypte, Islande, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Nigéria, Qatar, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes), Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Arménie, Bangladesh, Bélarus, État de Palestine, Fédération de Russie, France, Grèce, Iran (République islamique d'), Libye, République arabe syrienne, Turquie ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : ABC Tamil Oli, Action of Human Movement, African Green Foundation International, Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud, Alsalam Foundation, Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, Association culturelle des Tamouls en France, Association des citoyens du monde, Association internationale pour la démocratie en Afrique, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association régionale de crédit agricole pour l'Afrique, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Association Thendral, Center for Environmental and Management Studies, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, Conseil de jeunesse pluriculturelle, Conseil international des patriotes russes, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Fédération internationale des écoles unies, Global Welfare Association, Institut international pour les droits et le développement, International Buddhist Relief Organisation, International Educational Development, International Humanist and Ethical Union, INTLawyers, Iraqi Development Organization, Jeunesse étudiante tamoule, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Le pont, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Mouvement indien « Tupaj Amaru », Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies (s'exprimant également au nom de l'Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, de l'Asian-Eurasian Human Rights Forum, du Comité international pour le respect et l'application de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, de la Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, du Drammeh Institute, du Geneva Centre for Human Rights Advancement and Global Dialogue, de Global Action on Aging, de l'International Educational Development, de l'International Federation for the Protection of the Rights of Ethnic, Religious, Linguistic and Other Minorities, de l'Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale), Nouveaux droits de l'homme, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation de défense des victimes de la violence, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Organisation internationale pour les pays les moins avancés, Pasumai Thaayagam Foundation, Prahar, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Sikh Human Rights Group, Society for Development and Community Empowerment, Tamil Uzhagam, Tourner la page, Union européenne des relations publiques, Union panafricaine de la science et de la technologie, Vaagdhara, Verein Südwind Entwicklungspolitik, World Barua Organization, World Environment and Resources Council, Zéro pauvre Afrique.

932. À la même séance également, les représentants de l'Azerbaïdjan, de la Chine, des Émirats arabes unis et du Qatar ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

X. Assistance technique et renforcement des capacités

A. Dialogue sur la coopération avec l'Ukraine et l'assistance dans le domaine des droits de l'homme

933. À la 33^e séance, le 25 septembre 2018, conformément à la résolution 35/31 du Conseil des droits de l'homme, la Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme a fait le point oralement sur la situation des droits de l'homme en Ukraine.

934. À la même séance, le représentant de l'Ukraine, État concerné, a fait une déclaration.

935. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Haute-Commissaire adjointe par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Australie, Croatie, Espagne, Géorgie, Hongrie, Islande, Japon, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suisse ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bulgarie, Danemark, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Lettonie, Lituanie, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Moldova, Roumanie, Suède, Tchéquie, Turquie ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;

d) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Conseil international des patriotes russes, Fédération mondiale des organisations de femmes ukrainiennes, Human Rights House Foundation.

936. À la même séance, le même jour, la Haute-Commissaire adjointe aux droits de l'homme a répondu aux questions et formulé des observations finales.

B. Dialogue renforcé sur l'assistance technique et le renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République démocratique du Congo

937. À la 33^e séance, le 25 septembre 2018, conformément à la résolution 36/30 du Conseil des droits de l'homme, la Directrice de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique du HCDH a présenté le rapport du Haut-Commissaire sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo, y compris dans le contexte du processus électoral (A/HRC/39/42).

938. À la même séance, des déclarations ont été faites par : la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général auprès de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, Kim Bolduc ; la Ministre des droits de l'homme de la République démocratique du Congo, Marie Ange Mushobekwa Likulia ; et la Présidente du Conseil d'administration et cofondatrice de Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral, Julienne Lusenge.

939. À la même séance également, le représentant de la Commission nationale des droits de l'homme de la République démocratique du Congo, l'institution nationale des droits de l'homme, a fait une déclaration.

940. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Australie, Belgique, Chine, Congo, Égypte, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande

du Nord, Suisse, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Botswana, France, Mozambique, Norvège, Pays-Bas, Soudan, Tchèque ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association Duneny, « Coup de pouce » Chaîne de l'espoir Nord-Sud, Fédération internationale de l'ACAT – Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Franciscans International (s'exprimant également au nom d'Action de carême, de Bischöfliches Hilfswerk Misereor, de Caritas Internationalis et des Dominicains pour la justice et la paix : Ordre des Prêcheurs), Mouvement international de la réconciliation, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Service international pour les droits de l'homme.

941. À la même séance, les intervenants ont répondu aux questions et formulé des observations finales.

942. À la 38^e séance, le 27 septembre 2018, le représentant du Rwanda a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

C. Dialogue sur les droits de l'homme, l'assistance technique et le renforcement des capacités au Yémen

943. À la 34^e séance, le 26 septembre 2018, conformément à la résolution 36/31 du Conseil des droits de l'homme, la Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme a présenté le rapport du Haut-Commissaire sur la situation des droits de l'homme au Yémen, y compris les violations et exactions commises depuis septembre 2014 (A/HRC/39/43).

944. À la même séance, le Président du Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux sur le Yémen, Kamel Jendoubi, a fait une déclaration.

945. À la même séance également, le représentant du Yémen, État concerné, a fait une déclaration.

946. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Haute-Commissaire adjointe, au Président et aux membres du Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux sur le Yémen par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Bahreïn¹⁶ (s'exprimant également au nom de l'Arabie saoudite, de Djibouti, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de la Jordanie, du Koweït, du Pakistan, du Sénégal, du Soudan et du Yémen), Chine, Croatie, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Islande, Japon, Kirghizistan, Pays-Bas¹⁶ (s'exprimant également au nom de la Belgique, du Canada, de l'Irlande et du Luxembourg), Nigéria, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bahreïn, France, Iran (République islamique d'), Jordanie, Koweït, Libye, Norvège, Nouvelle-Zélande, République arabe syrienne, Soudan, Tchèque ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : ONU-Femmes ;

d) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de coopération des États arabes du Golfe, Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association des citoyens du monde, Association internationale IUS PRIMI VIRI, Communauté internationale baha'ie, Institut d'études des droits de l'homme du Caire,

Défense des enfants international, Institut international pour les droits et le développement, Iraqi Development Organization, Lawyers' Rights Watch Canada, Save the Children International (s'exprimant également au nom de CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, de Défense des enfants International, de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme et d'Oxfam Great Britain).

947. À la même séance, la Haute-Commissaire adjointe, le Président et les membres du Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux sur le Yémen, Charles Garraway et Melissa Parke, ont répondu aux questions et formulé des observations finales.

D. Dialogue sur l'assistance technique et le renforcement des capacités afin d'améliorer la situation des droits de l'homme en Libye

948. À la 34^e séance, le 26 septembre 2018, conformément à la résolution 37/41 du Conseil des droits de l'homme, la Directrice de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique du HCDH a fait le point oralement sur la situation des droits de l'homme en Libye.

949. À la même séance, le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye a fait une déclaration (par message vidéo).

950. À la même séance également, le représentant de la Libye, État concerné, a fait une déclaration.

951. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 34^e et 35^e séances, le 26 septembre 2018, les participants ci-après ont fait des déclarations et posé des questions à la Directrice de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique et au Représentant spécial :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Arabie saoudite, Chine, Égypte, Émirats arabes unis, Espagne, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bahreïn, France, Grèce, Italie, Jordanie, Liban, Mali, Malte, Pays-Bas, Soudan, Yémen ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud, Amnesty International, Commission internationale de juristes, Conseil de jeunesse pluriculturelle, Fondation Maarj pour la paix et le développement, Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme.

952. À la 35^e séance, le 26 septembre 2018, la Directrice de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

E. Dialogue avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge

953. À la 35^e séance, le 26 septembre 2018, conformément à la résolution 36/32 du Conseil des droits de l'homme, la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Cambodge, Rhona Smith, a présenté ses rapports (A/HRC/39/73 et Add.1).

954. À la même séance, le représentant du Cambodge, État concerné, a fait une déclaration.

955. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Australie, Belgique, Chine, Japon, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède¹⁶ (s'exprimant également au nom du Danemark, de la Finlande, de l'Islande et de la Norvège), Suisse, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Canada, France, Irlande, Myanmar, Nouvelle-Zélande, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Viet Nam ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Asian Forum for Human Rights and Development, Association des citoyens du monde, Commission internationale de juristes, Human Rights Now, Human Rights Watch, Lawyers' Rights Watch Canada, Parti radical non-violent transnational et transparti.

956. À la même séance, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie

957. À la 35^e séance, le 26 septembre 2018, conformément à la résolution 36/27 du Conseil des droits de l'homme, l'Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie, Bahame Nyanduga, a présenté son rapport (A/HRC/39/72).

958. À la même séance, le représentant de la Somalie, État concerné, a fait une déclaration.

959. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 35^e et 36^e séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à l'Expert indépendant par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Chine, Égypte, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Botswana, Djibouti, Fédération de Russie, France, Italie, Mozambique, Pays-Bas, Soudan, Turquie, Yémen ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association des citoyens du monde, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Fédération internationale des journalistes, International Educational Development, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, United Nations Watch.

960. À la 36^e séance, le même jour, l'Expert indépendant a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan

961. À la 36^e séance, le 26 septembre 2018, conformément à la résolution 36/26 du Conseil des droits de l'homme, l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan, Aristide Nononsi, a présenté son rapport (A/HRC/39/71).

962. À la même séance, le représentant du Soudan, État concerné, a fait une déclaration.

963. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à l'Expert indépendant par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Chine, Égypte, Émirats arabes unis, Nigéria, Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bahreïn, Bélarus, Danemark, Djibouti, Érythrée, État de Palestine, Éthiopie, France, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Mauritanie, Pays-Bas, République populaire démocratique de Corée, Soudan du Sud, Turquie, Yémen ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Christian Solidarity Worldwide, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Eastern Sudan Women Development Organization, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Fondation Maarij pour la paix et le développement, Human Rights Watch, World Evangelical Alliance.

964. À la même séance, l'Expert indépendant a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine

965. À la 37^e séance, le 27 septembre 2018, conformément à la résolution 36/25 du Conseil des droits de l'homme, l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, Marie-Thérèse Keita Bocoum, a présenté son rapport (A/HRC/39/70).

966. À la même séance, le représentant de la République centrafricaine, État concerné, a fait une déclaration.

967. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à l'Experte indépendante par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Belgique, Chine, Côte d'Ivoire, Espagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, France, Mozambique, Pays-Bas, Soudan ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Caritas Internationalis (s'exprimant également au nom de la World Evangelical Alliance), Christian Solidarity Worldwide, Fédération internationale de l'ACAT – Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, Fondation Maarij pour la paix et le développement, Office international de l'enseignement catholique, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme.

968. À la même séance également, l'Expert indépendant a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

F. Débat général sur le point 10 de l'ordre du jour

969. À la 37^e séance, le 27 septembre 2018, conformément à la résolution 37/40 du Conseil des droits de l'homme, la Directrice de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique du HCDH a présenté le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la coopération avec la Géorgie au titre des points 2 et 10 de l'ordre du jour (A/HRC/39/44).

970. À la même séance, le représentant de la Géorgie, État concerné, a fait une déclaration.

971. À ses 37^e et 38^e séances, le 27 septembre 2018, le Conseil a tenu un débat général sur le point 10 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Allemagne, Australie, Australie (s'exprimant également au nom des Fidji, de Kiribati, des Îles Cook, des Îles Marshall, de la Micronésie (États fédérés de), de Nauru, de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Samoa, de Tonga, de Tuvalu, de Vanuatu et de Nioué), Autriche¹⁶ (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Boutan¹⁶ (s'exprimant également au nom de l'Afghanistan), Chine, Cuba, Cuba (s'exprimant également au nom de l'Algérie, d'Antigua et Barbuda, de l'Arabie saoudite, du Bélarus, de la Bolivie (État plurinational du), du Burundi, de la Chine, de la Dominique, de l'État de Palestine, de la Fédération de Russie, de la Guinée équatoriale, de Grenade, de l'Iran (République islamique d'), de l'Iraq, du Koweït, du Liban, du Myanmar, de la Namibie, du Nicaragua, d'Oman, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République populaire démocratique de Corée, de la République démocratique du Congo, de la République démocratique populaire lao, de Saint-Kitts-et-Nevis, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, du Soudan, du Tadjikistan, de la Tunisie, du Venezuela (République bolivarienne du), du Viet Nam, du Yémen, du Zimbabwe), Denmark¹⁶ (s'exprimant également au nom de l'Azerbaïdjan, du Brésil, du Canada, du Chili, de l'Équateur, des Fidji, du Luxembourg, du Portugal, du Rwanda, de la Sierra Leone, de la Thaïlande et de l'Uruguay), Égypte, Hongrie, Islande, Japon, Mongolie, Niger¹⁶ (s'exprimant également au nom de l'Afghanistan, du Boutan, de la Gambie et de Tuvalu), Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, du Bangladesh, de la Bolivie (État plurinational de), de la Chine, de Cuba, de l'Égypte, de la Fédération de Russie, de l'Inde, de la Malaisie, du Nigéria, de la Thaïlande, du Venezuela (République bolivarienne du) et du Zimbabwe), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes), Ukraine, Ukraine (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bulgarie, du Canada, de Chypre, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, de l'Irlande, de l'Islande, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, du Monténégro, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchèque et de la Turquie), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bahamas, Bélarus, Bulgarie, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Gambie, Honduras, Inde, Indonésie, Lettonie, Lituanie, Malaisie, Maroc, Monténégro, Niger, Norvège, Pologne, République populaire démocratique de Corée, République arabe syrienne, République de Moldova, Roumanie, Soudan, Suède, Thaïlande, Tuvalu ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : ABC Tamil Oli, Action of Human Movement, Africa culture internationale, African Green Foundation International, Alsalam Foundation, Al Zubair Charitable Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Amnesty International, Asian Forum for Human Rights and Development, Association culturelle des Tamouls en France, Association d'entraide médicale Guinée, Association des étudiants tamouls de France, Association internationale des personnes lesbiennes et gays, Association internationale IUS PRIMI VIRI, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association solidarité

internationale pour l'Afrique, Association Thendral, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Conseil de jeunesse pluriculturelle, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Eastern Sudan Women Development Organization, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Fondation Maarij pour la paix et le développement, Freedom House (s'exprimant également au nom de l'Asian Forum for Human Rights and Development, de CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne et de Première ligne : Fondation internationale pour la protection des défenseurs des droits de l'homme), Global Welfare Association, Human Rights Now, Human Rights Watch, International Buddhist Relief Organisation, INTLawyers, Iraqi Development Organization, Jeunesse étudiante tamoule, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Liberation, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation de défense des victimes de la violence, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Pasumai Thaayagam Foundation, Prahar, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Sikh Human Rights Group, Society for Development and Community Empowerment, Solidarité Suisse-Guinée, Tamil Uzhagam, Tourner la page, Vaagdhara, Verein Südwind Entwicklungspolitik, World Evangelical Alliance (s'exprimant également au nom de l'Assyrian Aid Society (Iraq)), Zéro pauvre Afrique.

972. À la 38^e séance, le même jour, les représentants du Pérou, du Rwanda et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations dans l'exercice de leur droit de réponse.

G. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Amélioration de la coopération technique et du renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme

973. À la 41^e séance, le 28 septembre 2018, le représentant de la Thaïlande (s'exprimant également au nom du Brésil, du Honduras, de l'Indonésie, du Maroc, de la Norvège, du Qatar, de Singapour et de la Turquie) a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.3, qui avait pour auteurs le Brésil, le Honduras, l'Indonésie, le Maroc, la Norvège, le Qatar, Singapour, la Thaïlande et la Turquie et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Angola, l'Australie, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, les Bahamas, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, le Chili, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Équateur, l'Espagne, les Fidji, la Finlande, la France, Haïti, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Kenya, la Lituanie, le Luxembourg, les Maldives, Malte, le Mexique, le Monténégro, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, les Philippines, la Pologne, le Portugal, la République de Moldova, la Roumanie, la Slovénie, le Soudan, la Tunisie, l'Ukraine et l'Uruguay. L'Afghanistan, l'Argentine, le Bangladesh, la Bolivie (État plurinational de), la Colombie, le Costa Rica, l'Estonie, la Géorgie, la Grèce, le Guatemala, l'Inde, le Japon, la Malaisie, Maurice, la Mongolie, l'Ouganda, le Pakistan, le Panama, la République de Corée, la République dominicaine, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sri Lanka, la Suède, la Suisse, la Tunisie (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) et le Viet Nam se sont joints ultérieurement aux auteurs.

974. À la même séance, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé que le projet de résolution A/HRC/39/L.3 avait été révisé oralement.

975. À la même séance également, le représentant de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme) a fait des observations générales au sujet du projet de résolution A/HRC/39/L.3 révisé oralement.

976. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution révisé oralement.

977. À la même séance, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution révisé oralement sans le mettre aux voix (résolution 39/18).

Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République centrafricaine

978. À la 41^e séance, le 28 septembre 2018, le représentant du Togo (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique) a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.9, qui avait pour auteur principal le Togo (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique) et pour coauteurs la Belgique, la Croatie, l'Espagne et la France. L'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, le Brésil, le Canada, Chypre, le Danemark, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, l'Indonésie, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, Monaco, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Tchéquie et la Thaïlande se sont joints ultérieurement aux auteurs.

979. À la même séance, le représentant de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme) a fait des observations générales au sujet du projet de résolution A/HRC/39/L.9.

980. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

981. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 39/19).

Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République démocratique du Congo

982. À la 41^e séance, le 28 septembre 2018, le représentant du Togo (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique) a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.10, dont l'auteur principal était le Togo (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique). L'Indonésie, le Japon et la République de Corée se sont joints ultérieurement aux auteurs.

983. À la même séance, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé que le projet de résolution A/HRC/39/L.10 avait été révisé oralement.

984. À la même séance également, le représentant de la République démocratique du Congo, État concerné, a fait une déclaration.

985. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution révisé oralement.

986. À la même séance, les représentants de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil) et de la Suisse ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

987. À la même séance également, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution révisé oralement sans le mettre aux voix (résolution 39/20).

Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Yémen

988. À la 41^e séance, le 28 septembre 2018, le représentant de la Tunisie (agissant au nom du Groupe des États arabes) a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.23, dont l'auteur principal était la Tunisie (agissant au nom du Groupe des États arabes). Les Maldives se sont jointes ultérieurement aux auteurs.

989. À la même séance, le représentant de la Belgique (s'exprimant également au nom du Canada, de l'Irlande, du Luxembourg et des Pays-Bas) a fait des observations générales sur le projet de résolution A/HRC/39/L.23.

990. À la même séance également, le représentant du Yémen, État concerné, a fait une déclaration.

991. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution. Le Chef du Service de gestion et d'appui aux programmes du HCDH a fait une déclaration sur les incidences budgétaires du projet de résolution.

992. À la même séance, les représentants du Japon et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

993. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 39/21).

Assistance technique et renforcement des capacités visant à améliorer la situation des droits de l'homme au Soudan

994. À la 41^e séance, le 28 septembre 2018, le représentant du Togo (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique) a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.24/Rev.1, qui avait pour auteur principal le Togo (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique) et pour coauteurs le Pakistan (agissant au nom de l'Organisation de la coopération islamique), le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Tunisie (agissant au nom du Groupe des États arabes). L'Indonésie, le Japon et la Thaïlande se sont joints ultérieurement aux auteurs.

995. À la même séance, les représentants de l'Égypte, du Qatar, de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) et de la Tunisie ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution A/HRC/39/L.24/Rev.1.

996. À la même séance également, le représentant du Soudan, État concerné, a fait une déclaration.

997. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

998. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 39/22).

Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme

999. À la 41^e séance, le 28 septembre 2018, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a présenté le projet de résolution A/HRC/39/L.17, qui avait pour auteurs principaux le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Somalie et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la France, la Géorgie, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Roumanie, la Suède, la Turquie et l'Ukraine. Le Canada, l'Estonie, la Grèce, l'Indonésie, le Japon, la Namibie, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la Slovaquie, la Suisse, la Tchéquie, la Thaïlande et la Tunisie (agissant au nom du Groupe des États arabes) se sont joints ultérieurement aux auteurs.

1000. À la même séance également, le représentant de la Somalie, État concerné, a fait une déclaration.

1001. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

1002. À la même séance, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 39/23).

1003. À la même séance également, le représentant du Brésil a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote.

Annexe I

Attendance

Members

Afghanistan	Germany	Rwanda
Angola	Hungary	Saudi Arabia
Australia	Iceland	Senegal
Belgium	Iraq	Slovakia
Brazil	Japan	Slovenia
Burundi	Kenya	South Africa
Côte d'Ivoire	Kyrgyzstan	Spain
Croatia	Mexico	Switzerland
Cuba	Mongolia	Togo
Chile	Nepal	Tunisia
China	Nigeria	Ukraine
Democratic Republic of the Congo	Pakistan	United Arab Emirates
Ecuador	Panama	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Egypt	Peru	Venezuela (Bolivarian Republic of)
Ethiopia	Philippines	
Georgia	Qatar	
	Republic of Korea	

States Members of the United Nations represented by observers

Albania	Eritrea	Malaysia
Algeria	Estonia	Maldives
Andorra	Fiji	Mali
Argentina	Finland	Malta
Armenia	France	Mauritania
Austria	Gambia	Monaco
Azerbaijan	Greece	Montenegro
Bahamas	Guatemala	Morocco
Bahrain	Haiti	Mozambique
Bangladesh	Honduras	Myanmar
Belarus	Iceland	Namibia
Benin	India	Netherlands
Bhutan	Indonesia	New Zealand
Bolivia (Plurinational State of)	Iran (Islamic Republic of)	Nicaragua
Botswana	Ireland	Niger
Brunei Darussalam	Israel	Norway
Bulgaria	Italy	Oman
Burkina Faso	Jamaica	Paraguay
Cameroon	Jordan	Poland
Canada	Kazakhstan	Portugal
Colombia	Kuwait	Republic of Moldova
Congo	Lao People's Democratic Republic	Romania
Costa Rica	Latvia	Russian Federation
Czechia	Lebanon	Serbia
Chad	Lesotho	Singapore
Democratic People's Republic of Korea	Libya	Somalia
Denmark	Liechtenstein	South Sudan
Djibouti	Lithuania	Sri Lanka
El Salvador	Luxembourg	Sudan
	Madagascar	Sweden
		Syrian Arab Republic

Thailand	Turkey	Vanuatu
The former Yugoslav Republic of Macedonia	Tuvalu	Viet Nam
Timor-Leste	Uganda	Yemen
Trinidad and Tobago	United Republic of Tanzania	Zimbabwe
	Uruguay	
	Uzbekistan	

Non-Member States represented by observers

Holy See
State of Palestine

United Nation

Department of Peacekeeping Operations	United Nations Children's Fund
Office of the United Nations High Commissioner for Refugees	United Nations Development Programme
United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women	United Nations Environment Programme
	United Nations Population Fund

Specialized agencies and related organizations

Food and Agriculture Organization of the United Nations	International Labour Organization International Organization for Migration
--	---

Intergovernmental organizations

Caribbean Community	European Union
Commonwealth	International Development Law Organization
Cooperation Council for Arab States of the Gulf	International Organization of la Francophonie
Council of Europe	Organization of American States
European Parliament	Organization of Islamic Cooperation

Other entities

International Committee of the Red Cross	Sovereign Military Hospitaller Order of St. John of Jerusalem of Rhodes and of Malta
---	---

National human rights institutions, international coordinating committees and regional groups of national institutions

Australian Human Rights Commission	National Human Rights Commission (Democratic Republic of the Congo)
Commissioner for Human Rights in the Russian Federation	National Human Rights Commission (Mauritania)
Commission on Human Rights (Philippines)	National Human Rights Commission (Mexico)
Equality and Human Rights Commission (England, Scotland and Wales)	National Human Rights Commission (Nigeria)
German Institute for Human Rights	National Human Rights Commission of Korea (Republic of Korea)
Kenya National Commission on Human Rights	National Human Rights Committee (Qatar)
National Commission on Human Rights and Freedoms (Cameroon)	National Human Rights Council (Morocco)
	Northern Ireland Human Rights Commission
	Office for the Protection of Citizens (Haiti)
	Office of the Human Rights Advocate (El Salvador)

Office of the Human Rights Advocate
(Guatemala)
Office of the Human Rights Advocate
(Nicaragua)
Office of the Ombudsman (Plurinational
State of Bolivia)

Office of the Public Defender (Ombudsman) (Georgia)
Ombudswoman (Croatia)
Protector of Citizens (Ombudsman) (Serbia)
Scottish Human Rights Commission

Non-governmental organizations

28. Jun

ABC Tamil Oli
Access Now
ACT Alliance – Action by Churches
Together
Action Canada for Population and
Development
Action internationale pour la paix et le
développement dans la région des Grands
Lacs
Action of Human Movement
Africa culture internationale
African Development Association
African Green Foundation International
African Regional Agricultural Credit
Association
African-American Society for Humanitarian
Aid and Development
Agence pour les droits de l'homme
Agir ensemble pour les droits de l'homme
Ain o Salish Kendra
Al Mezan Center for Human Rights
Al-Hakim Foundation
Al-Haq
Alliance Creative Community Project
Alliance internationale pour la défense des
droits et des libertés
Alsalam Foundation
Al Zubair Charity Foundation
American Association of Jurists
Americans for Democracy and Human
Rights in Bahrain
Amnesty International
Anti-Slavery International
Arab Organization for Human Rights
Aragatou International
Article 19 : International Centre against
Censorship
Asia Pacific Forum on Women, Law and
Development
Asian Forum for Human Rights and
Development
Asian Legal Resource Centre
Asian-Eurasian Human Rights Forum
Asian-Pacific Resource and Research Centre
for Women
Asistencia Legal por los Derechos Humanos
Asociación Cubana de las Naciones Unidas

Asociación Española para el Derecho Internacional de los
Derechos Humanos Asociación HazteOir.org
Associação Brasileira Interdisciplinar de AIDS
Association Bharathi centre culturel franco-tamoul
Association culturelle des Tamouls en France
Association d'entraide médicale Guinée
Association des étudiants tamouls de France
Association Dunenyo
Association for Defending Victims of Terrorism
Association for Progressive Communications
Association for the Prevention of Torture
Association for the Protection of Women and Children's
Rights
Association for Women's Rights in Development
Association internationale pour l'égalité des femmes
Association mauritanienne pour la promotion des droits de
l'homme
Association M'zab prévention routière et développement
Association of the Egyptian Female Lawyers
Association of World Citizens
Association Points-Cœur
Association pour les victimes du monde
Association pour l'intégration et le développement durable
au Burundi
Association solidarité internationale pour l'Afrique
Association Thendral
Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII
Assyrian Aid Society (Iraq)
Badil Resource Center for Palestinian Residency and
Refugee Rights
Baha'i International Community
Bahjat Al-Baqir Charity Foundation
Bangwe et dialogue
Barzani Charity Foundation
Bäuerliche Erzeugergemeinschaft Schwäbisch Hall
Bischöfliches Hilfswerk Misereor
Brahma Kumaris World Spiritual University
British Humanist Association
Cairo Institute for Human Rights Studies
Canners International Permanent Committee
Caritas Internationalis
Catholic International Education Office
Center for Environmental and Management Studies
Center for Global Nonkilling
Center for Inquiry
Center for Reproductive Rights
Centre catholique international de Genève
Centre d'action pour le développement rural

Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones	Defence for Children International
Centre Europe-tiers monde	Development Alternatives with Women for a New Era
Centre for Human Rights and Peace Advocacy	Dominicans for Justice and Peace : Order of Preachers
Centre for the Sustainable Use of Natural and Social Resources (CSNR)	Drammeh Institute
Centre pour les droits civils et politiques	Earthjustice
Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez	East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project
Centro de Estudios Legales y Sociales	Eastern Sudan Women Development Organization
Centro de Promoción y Defensa de los Derechos Sexuales y Reproductivos	Ecumenical Alliance for Human Rights and Development
Charitable Institute for Protecting Social Victims	Edmund Rice International
Child Development Foundation	Egyptian Organization for Human Rights
Child Soldiers International	Ensemble contre la peine de mort
China Association for Preservation and Development of Tibetan Culture	Equality Now
China Society for Human Rights Studies	Ertegħa Keyfiat Zendegi Iranian Charitable Institute
Chinese Association for International Understanding	European Center for Constitutional and Human Rights
Christian Solidarity Worldwide	European Centre for Law and Justice European Region of the International Lesbian and Gay Federation
Centre indépendant de recherches et d'initiatives pour le dialogue	European Union of Jewish Students
CIVICUS : World Alliance for Citizen Participation	European Union of Public Relations
Colombian Commission of Jurists	Families of Victims of Involuntary Disappearance
Comision Juridica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos "Capaj"	Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie van Homoseksualiteit – COC Nederland
Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos	Federation for Women and Family Planning
Comité international pour le respect et l'application de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples	FIAN International
Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme	First Modern Agro. Tools – Common Initiative Group
Commission of the Churches on International Affairs of the World Council of Churches	Fondation CIOMAL de l'Ordre de Malte (Campagne internationale de l'Ordre de Malte contre la lèpre)
Commission to Study the Organization of Peace	Fondation Cordoue de Genève
Commonwealth Human Rights Initiative	Fondation des œuvres pour la solidarité et le bien-être social
Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul	Fondazione Marista per la Solidarietà Internazionale
Conectas Direitos Humanos	Foundation for Aboriginal and Islander Research Action
Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd	Aboriginal Corporation
Conscience and Peace Tax International	Foundation for Gaia
Conseil de jeunesse pluriculturelle	Foundation for Human Rights and Freedoms and Humanitarian Relief
Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme	Fracarita International
Conselho Indigenista Missionário	France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand
Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience	Franciscans International
Corporación para la Defensa y Promoción de los Derechos Humanos – Reiniciar	Fraternité Notre Dame
"Coup de pousse" Chaîne de l'espoir Nord-Sud	Freedom House
	Friedrich Ebert Foundation
	Friends of the Earth International
	Friends World Committee for Consultation
	Front Line : International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders Fundación Latinoamericana por los Derechos Humanos y el Desarrollo Social
	Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer
	Fundación Vida – Grupo Ecológico Verde
	Geneva Centre for Human Rights Advancement and Global Dialogue
	Geneva Institute for Human Rights
	Genève pour les droits de l'homme : formation internationale
	Global Action on Aging
	Global Alliance of National Human Rights Institutions
	Global Eco-Village Network
	Global Helping to Advance Women and Children
	Global Institute for Water, Environment and Health
	Global Welfare Association

Graduate Women International	International Longevity Center Global Alliance
Health and Environment Program	International Movement against All Forms of
HelpAge International	Discrimination and Racism
Helsinki Foundation for Human Rights	International Movement ATD Fourth World
Human Rights Council of Australia	International Movement of Apostolate in the Independent
Human Rights House Foundation	Social Milieus International Muslim Women's Union
Human Rights Law Centre	International Network for the Prevention of Elder Abuse
Human Rights Now	International Organization for the Elimination of All
Human Rights Watch	Forms of Racial Discrimination
Humanist Institute for Cooperation with	International Organization for the Right to Education and
Developing Countries	Freedom of Education
IBON International Foundation	International Organization of Employers
Il Cenacolo	International Partnership for Human Rights
Indian Council of Education	International Planned Parenthood Federation
Indian Council of South America	International Service for Human Rights
Indian Movement "Tupaj Amaru"	International Trade Union Confederation
Indigenous People of Africa Coordinating	International Volunteerism Organization for Women,
Committee	Education and Development
Indigenous World Association	International Youth and Student Movement for the United
Initiative féministe européenne	Nations
Initiatives of Change International	INTLawyers
Institut international pour la paix, la justice	IPAS
et les droits de l'homme	Iraqi Development Organization
Institut international pour les droits et le	Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di
développement	Don Bosco
Institute for Policy Studies	Ius Primi Viri International Association
Instituto de Desenvolvimento e Direitos	Iuventum
Humanos	Jeunesse étudiante tamoule
International Association for Democracy in	Jssor Youth Organization
Africa	Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture
International Association of Democratic	Lawyers for Lawyers
Lawyers	Lawyers' Rights Watch Canada
International Bar Association	Le pont
International Buddhist Relief Organisation	Liberation
International Career Support Association	Lutheran World Federation
International Catholic Child Bureau	Ma'arij Foundation for Peace and Development
International Center for Not-for-Profit Law	Maat Foundation for Peace, Development and Human
International Commission of Jurists	Rights
International Council of Jewish Women	Make Mothers Matter
International Council of Russian	Mandat international
Compatriots	Mbororo Social and Cultural Development Association
International Council of Women	Minority Rights Group
International Drug Policy Consortium	Mothers Legacy Project
International Educational Development	Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les
International Federation for Human Rights	peuples
Leagues	National Union of Jurists of Cuba
International Federation for the Protection of	New South Wales Council for Civil Liberties
the Rights of Ethnic, Religious, Linguistic	Nonviolence International
and Other Minorities	Nonviolent Radical Party ; Transnational and Transparty
International Federation of ACAT	Norwegian Refugee Council
International Federation of Journalists	Nouveaux droits de l'homme
International Fellowship of Reconciliation	Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la
International Human Rights Association of	démocratie
American Minorities	OIDHACO, Bureau international des droits humains –
International Humanist and Ethical Union	action Colombie
International Institute for Non-Aligned	ONG Hope International
Studies	Open Society Institute
International Justice Resource Center	Organisation internationale pour les pays les moins
International Lesbian and Gay Association	avancés

Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale	Swedish Federation for Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Rights
Organization for Defending Victims of Violence	Syrian Center for Media and Freedom of Expression
Oxfam Great Britain	Tamil Uzhagam
Palestinian Return Centre	Tchad Agir pour l'environnement
Pan African Union for Science and Technology	Teresian Association
Pasumai Thaayagam Foundation	Terre des hommes fédération internationale
Pax Romana	Tourner la page
Peace Brigades International Switzerland	TRIAL International
Penal Reform International	UNESCO Centre of Catalonia
Physicians for Human RightsPlan International	UNESCO Centre Basque Country
Planetary Association for Clean Energy	Unión de Escritores y Artistas de Cuba
Prahar	United Methodist Church – General Board of Global Ministries
Presse emblème campagne	United Nations Watch
Prevention Association of Social Harms	United Schools International
Qatar Foundation for Social Work	United Towns Agency for North-South Cooperation
Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme	Universal Peace Federation
Reporters sans frontières international	UPR Info
Réseau international des droits humains	Vaagdhara
Right Livelihood Award Foundation Russian Peace Foundation	Verein Südwind Entwicklungspolitik
Rutgers	Victorious Youths Movement
Saami Council	Villages unis (United villages)
Save the Children International	VIVAT International
Shivi Development Society	WASH United
Sikh Human Rights Group	Women's Federation for World Peace International
Société civile africaine sur la société de l'information, réseau pour les TIC et le développement	Women's Human Rights International Association
Society for Development and Community Empowerment	Women's Centre for Legal Aid and Counselling
Society for Threatened Peoples	Women's International Democratic Federation
Society of Iranian Women Advocating Sustainable Development of the Environment	Women's International League for Peace and Freedom
Soka Gakkai International	World Association for the School as an Instrument of Peace
Solidarité Suisse-Guinée	World Barua Organization
Stiftung Brot fuer Alle	World Environment and Resources Council
Swedish Association for Sexuality Education	World Evangelical Alliance
	World Federation of Ukrainian Women's Organizations
	World Jewish Congress
	World Medical Association
	World Muslim Congress
	World Organization against Torture
	World Peace Council
	World Vision International
	World Young Women's Christian Association
	Zéro pauvre Afrique

Annexe II

Agenda

- Item 1. Organizational and procedural matters.
- Item 2. Annual report of the United Nations High Commissioner for Human Rights and reports of the Office of the High Commissioner and the Secretary-General.
- Item 3. Promotion and protection of all human rights, civil, political, economic, social and cultural rights, including the right to development.
- Item 4. Human rights situations that require the Council's attention.
- Item 5. Human rights bodies and mechanisms.
- Item 6. Universal periodic review.
- Item 7. Human rights situation in Palestine and other occupied Arab territories.
- Item 8. Follow-up to and implementation of the Vienna Declaration and Programme of Action.
- Item 9. Racism, racial discrimination, xenophobia and related forms of intolerance, follow-up to and implementation of the Durban Declaration and Programme of Action.
- Item 10. Technical assistance and capacity-building.

Annexe III

Documents publiés pour la trente-neuvième session

Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/1	1	Ordre du jour annoté
A/HRC/39/2	1	Rapport du Conseil des droits de l'homme sur sa trente-neuvième session
A/HRC/39/3	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Turkménistan
A/HRC/39/4	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Burkina Faso
A/HRC/39/5	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Cabo Verde
A/HRC/39/6	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Colombie
A/HRC/39/7	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Ouzbékistan
A/HRC/39/8	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Tuvalu
A/HRC/39/9	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Allemagne
A/HRC/39/10	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Djibouti
A/HRC/39/11	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Canada
A/HRC/39/12	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Bangladesh
A/HRC/39/13	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Fédération de Russie
A/HRC/39/14	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Azerbaïdjan
A/HRC/39/15	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Cameroun
A/HRC/39/16	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Cuba
A/HRC/39/17	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones
A/HRC/39/17/Add.1	3	Réunion de travail sur les normes de droit international relatives aux droits de l'homme des peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact dans les régions de l'Amazonie et du Gran Chaco

Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/17/Add.2	3	Visite au Mexique
A/HRC/39/17/Add.3	3	Visite au Guatemala
A/HRC/39/18	2 et 3	Droit au développement : rapport du Secrétaire général et du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/39/19	2 et 3	Question de la peine de mort : rapport du Secrétaire général
A/HRC/39/20	2 et 8	Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme : rapport du Secrétaire général
A/HRC/39/21	2 et 8	Activités de l'Alliance globale des institutions nationales des droits de l'homme concernant l'accréditation des institutions nationales conformément aux Principes relatifs au statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) : rapport du Secrétaire général
A/HRC/39/22	2	Composition du personnel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme : rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/39/23	2 et 3	Sécurité des journalistes : rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/39/24	2 et 3	Résumé des travaux de l'atelier d'experts sur le rôle des organisations de la société civile, des milieux universitaires, des institutions nationales des droits de l'homme et d'autres parties prenantes dans la prévention des atteintes aux droits de l'homme et sur leur contribution à cet effort : rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/39/25	2 et 3	Résumé de la réunion d'experts consacrée aux expériences acquises dans l'application d'une approche de la lutte contre la mortalité et la morbidité des nouveau-nés et des enfants de moins de 5 ans fondée sur les droits de l'homme : rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/39/26	2 et 3	Suivi de la mise en pratique du guide technique concernant l'application d'une approche fondée sur les droits de l'homme à la mise en œuvre des politiques et des programmes visant à réduire la mortalité et la morbidité maternelles évitables : note du Secrétariat
A/HRC/39/27	3, 4, 7, 9 et 10	Communications report of Special Procedures : communications sent, 1 March to 31 May 2018 ; Replies received, 1 May to 31 July 2018
A/HRC/39/28	2 et 3	Projet de directives à l'intention des États sur la mise en œuvre effective du droit de participer aux affaires publiques : rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/29	2 et 3	Le droit à la vie privée à l'ère du numérique : rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/39/30	2 et 3	Meilleures pratiques et mesures concrètes visant à garantir l'accès à l'enregistrement des naissances, en particulier pour les enfants les plus exposés aux risques : rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/39/31	2 et 3	Résumé de l'atelier d'intersession sur le droit à la paix : rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/39/32	2 et 3	Séminaire intersessions sur la protection de la famille : le rôle de la famille dans l'appui à la protection et à la promotion des droits de l'homme des personnes âgées : rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/39/33	2 et 3	Les jeunes et les droits de l'homme : rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/39/34	2 et 3	Réunion d'experts intersessions chargés d'examiner les lacunes et problèmes faisant obstacle à la pleine jouissance des droits de l'homme par toutes les femmes et toutes les filles et à la prise en compte systématique des questions relatives au genre dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 : rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/39/35	2 et 3	Vues des États, des institutions nationales des droits de l'homme et d'autres parties prenantes sur les secteurs cibles, les domaines d'intervention ou les questions thématiques relatives aux droits de l'homme à retenir pour la quatrième phase du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme : rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/39/36	2 et 3	Santé mentale et droits de l'homme : rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/39/37	2 et 3	Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur les droits des peuples autochtones
A/HRC/39/38	2 et 3	Réunion-débat intersessions de haut niveau célébrant le centenaire de la naissance de Nelson Mandela : rapport succinct établi par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/39/39	2 et 8	Mise en œuvre de l'engagement commun à aborder et combattre efficacement le problème mondial de la drogue en tenant compte des droits de l'homme : rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/39/40	10	Situation des droits de l'homme au Burundi : note du Secrétariat

Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/41	2 et 5	Coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme : rapport du Secrétaire général
A/HRC/39/42	2 et 10	Situation des droits de l'homme et activités du Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo : rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/39/43	2 et 10	Situation des droits de l'homme au Yémen, y compris les violations et exactions commises depuis septembre 2014 : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme contenant les conclusions du Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux et une présentation succincte de l'assistance technique fournie par le Haut-Commissariat à la Commission nationale d'enquête
A/HRC/39/44	2 et 10	Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la coopération avec la Géorgie
A/HRC/39/45	3	Rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire
A/HRC/39/45/Add.1	3	Rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire concernant sa mission en Argentine
A/HRC/39/45/Add.2	3	Rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire concernant sa visite à Sri Lanka
A/HRC/39/46	3	Rapport du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires
A/HRC/39/46/Add.1	3	Mission en Gambie
A/HRC/39/46/Add.2	3	Follow-up report to the recommendations made by the Working Group : missions to Croatia, Montenegro, Serbia and Kosovo
A/HRC/39/46/Add.3	3	Mission to The Gambia : comments by the State
A/HRC/39/46/Add.4	3	Mission to Serbia : comments by the State
A/HRC/39/47	3	Rapport de l'Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable
A/HRC/39/47/Add.1	3	Mission en République bolivarienne du Venezuela et en Équateur
A/HRC/39/47/Add.2	3	Misión a Venezuela : comentarios del Estado
A/HRC/39/48	3	Rapport du Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux
A/HRC/39/48/Corr.1	3	Rectificatif
A/HRC/39/48/Add.1	3	Mission en Sierra Leone : note du Secrétariat
A/HRC/39/48/Add.2	3	Mission au Danemark et au Groenland

Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/48/Add.3	3	Mission to Sierra Leone : comments by the State
A/HRC/39/48/Add.4	3	Mission to Denmark and Greenland : comments by Denmark
A/HRC/39/48/Add.5	3	Mission to Denmark and Greenland : comments by Greenland
A/HRC/39/49 et Corr.1	3	Rapport du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes
A/HRC/39/50	3	Rapport de l'Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme
A/HRC/39/50/Add.1	3	Mission en Géorgie
A/HRC/39/50/Add.2	3	Mission au Monténégro
A/HRC/39/51	3	Rapport du Rapporteur spécial sur le droit au développement
A/HRC/39/52	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences
A/HRC/39/52/Add.1	3	Mission au Paraguay
A/HRC/39/53	3	Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition
A/HRC/39/54	3	Rapport du Rapporteur spécial sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme
A/HRC/39/54/Add.1	3	Mission auprès de l'Union européenne
A/HRC/39/55	3	Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement
A/HRC/39/55/Add.1	3	Mission en Inde
A/HRC/39/55/Add.2	3	Mission en Mongolie
A/HRC/39/55/Add.3	3	Mission to India : comments by the State
A/HRC/39/56	3	Rapport du Groupe de travail sur le droit au développement sur les travaux de sa dix-neuvième session (Genève, 23-26 avril 2018)
A/HRC/39/57	3	Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'élaborer le contenu d'un cadre réglementaire international, sans préjuger de la nature de celui-ci, en vue de protéger les droits de l'homme et de garantir le respect du principe de responsabilité pour les violations et les atteintes liées aux activités des sociétés militaires et des sociétés de sécurité privées

Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/58	3 et 5	Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme : rapport du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme
A/HRC/39/59	3 et 5	Rapport du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme sur les activités des fonds voutours et leurs incidences sur les droits de l'homme : note du Secrétariat
A/HRC/39/60	3 et 5	Effets préjudiciables du terrorisme sur la jouissance de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales
A/HRC/39/61	3 et 5	Étude fondée sur des travaux de recherche par le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme sur la possibilité d'utiliser les fonds illicites non rapatriés, notamment par la monétisation et/ou la création de fonds d'investissement, pendant que sont menées à bien les procédures juridiques nécessaires, et conformément aux priorités nationales, en vue d'appuyer la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de contribuer à promouvoir plus avant les droits de l'homme, conformément aux obligations découlant du droit international des droits de l'homme : note du Secrétariat
A/HRC/39/62	3 et 5	Consentement préalable, libre et éclairé : une approche fondée sur les droits de l'homme : étude réalisée par le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones
A/HRC/39/63	4	Rapport de la Commission d'enquête sur le Burundi
A/HRC/39/64	4	Rapport de la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar
A/HRC/39/65	4	Rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne
A/HRC/39/66	5	Rapports du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme sur ses vingtième et vingt et unième sessions : note du Secrétariat
A/HRC/39/67	5	Rapport du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales : note du Secrétariat
A/HRC/39/68	5	Rapport annuel du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones
A/HRC/39/69	9	Rapport du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine sur les travaux de ses vingt et unième et vingt-deuxième sessions
A/HRC/39/69/Add.1	9	Mission au Guyana
A/HRC/39/69/Add.2	9	Mission en Espagne
A/HRC/39/69/Add.4	9	Mission en Espagne : commentaires de l'État

Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/70	10	Rapport de l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine
A/HRC/39/71	10	Rapport de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan
A/HRC/39/71/Add.1	10	Rapport de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan : commentaires de l'État
A/HRC/39/72	10	Rapport de l'Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie
A/HRC/39/73	10	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Cambodge
A/HRC/39/73/Add.1	10	Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia
A/HRC/39/73/Add.2	10	Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia : comments by the State
A/HRC/39/74	1	Élection des membres du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme : note du Secrétaire général

Documents de séance

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/CRP.1	4	Rapport final détaillé de la Commission d'enquête sur le Burundi
A/HRC/39/CRP.2	4	Report of the detailed findings of the independent international fact-finding mission on Myanmar
A/HRC/39/CRP.3	10	Human rights violations and abuses and international humanitarian law violations committed in the context of the Ilovaik events in August 2014
A/HRC/39/CRP.4	10	Report on the situation of human rights in the temporarily occupied Autonomous Republic of Crimea and the city of Sevastopol, Ukraine, 13 September 2017 to 30 June 2018
A/HRC/39/CRP.5	10	Report on the human rights situation in Ukraine, 16 May to 15 August 2018

Documents à distribution limitée

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/L.1 et Rev.1	2	Promotion et protection des droits de l'homme en République bolivarienne du Venezuela
A/HRC/39/L.2	3	Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme

Documents à distribution limitée

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/L.3	10	Amélioration de la coopération technique et du renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme
A/HRC/39/L.4	1	Rapports du Comité consultatif
A/HRC/39/L.5	3	Promotion d'un ordre international démocratique et équitable
A/HRC/39/L.6	3	L'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination
A/HRC/39/L.7	3	Sécurité des journalistes
A/HRC/39/L.8	3	Administrations locales et droits de l'homme
A/HRC/39/L.9	10	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République centrafricaine
A/HRC/39/L.10	10	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République démocratique du Congo
A/HRC/39/L.11	3	Les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement
A/HRC/39/L.12	3	Droit au développement
A/HRC/39/L.13 et Rev.1	3	Mortalité et morbidité maternelles évitables et droits de l'homme dans les situations de crise humanitaire
A/HRC/39/L.14 et Rev.1	3	Participation aux affaires publiques et politiques dans des conditions d'égalité
A/HRC/39/L.15 et Rev.1	4	Situation des droits de l'homme au Burundi
A/HRC/39/L.16	3	Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales
A/HRC/39/L.17	10	Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme
A/HRC/39/L.18 et Rev.1	3	Droits de l'homme des peuples autochtones
A/HRC/39/L.19 et Rev.1	8	Les institutions nationales des droits de l'homme, les sociétés ouvertes et le développement durable
A/HRC/39/L.20	4	Situation des droits de l'homme en République arabe syrienne
A/HRC/39/L.21	2	Situation des droits de l'homme au Yémen
A/HRC/39/L.22	2	Situation des droits de l'homme des musulmans rohingya et d'autres minorités du Myanmar
A/HRC/39/L.23	10	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Yémen
A/HRC/39/L.24 et Rev.1	10	Assistance technique et renforcement des capacités visant à améliorer la situation des droits de l'homme au Soudan

Documents à distribution limitée

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/L.25	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/39/L.11 : les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement
A/HRC/39/L.26	4	Amendement au projet de résolution A/HRC/39/L.20 : situation des droits de l'homme en République arabe syrienne
A/HRC/39/L.27	4	Amendement au projet de résolution A/HRC/39/L.20 : situation des droits de l'homme en République arabe syrienne
A/HRC/39/L.28	4	Amendement au projet de résolution A/HRC/39/L.20 : situation des droits de l'homme en République arabe syrienne
A/HRC/39/L.29	4	Amendement au projet de résolution A/HRC/39/L.20 : situation des droits de l'homme en République arabe syrienne
A/HRC/39/L.30	8	Amendement au projet de résolution A/HRC/39/L.19/Rev.1 : les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme
A/HRC/39/L.31	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/39/L.13/Rev.1 : mortalité et morbidité maternelles évitables et droits de l'homme dans les situations de crise humanitaire

Documents émanant d'États

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/G/1	4	Note verbale datée du 12 juillet 2018, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente de l'Arménie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/39/G/2	4	Note verbale datée du 12 juillet 2018, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente de la République d'Arménie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/39/G/3	6	Note verbale datée du 30 juillet 2018, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente de l'Arménie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/39/G/4	3	Note verbale datée du 26 juillet 2018, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente de l'Arménie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/39/G/5	10	Note verbale datée du 10 septembre 2018, adressée au secrétariat du Conseil des droits de l'homme par la Mission permanente du Yémen auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Documents émanant d'États

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/G/6	10	Note verbale datée du 19 septembre 2018, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente de l'Arabie saoudite auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/39/G/7	4	Note verbale datée du 26 septembre 2018, adressée au secrétariat du Conseil des droits de l'homme par la Mission permanente de la République arabe syrienne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Documents émanant d'institutions nationales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/NI/1	6	Communication conjointe de la Commission britannique pour l'égalité et les droits de l'homme, de la Commission des droits de l'homme d'Irlande du Nord et de la Commission écossaise des droits de l'homme
A/HRC/39/NI/2	7	Communication de la Commission indépendante des droits de l'homme de l'État de Palestine
A/HRC/39/NI/3	3	Communication du Bureau du Défenseur public de la Géorgie
A/HRC/39/NI/4	2	Communication du Bureau du Procureur chargé des droits de l'homme du Guatemala

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/NGO/1	4	Written statement submitted by the Public Organization "Public Advocacy", a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/2	4	Written statement submitted by the Public Organization "Public Advocacy", a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/3	4	Written statement submitted by the Public Organization "Public Advocacy", a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/4	4	Written statement submitted by the Public Organization "Public Advocacy", a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/5	4	Written statement submitted by the Public Organization "Public Advocacy", a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/NGO/6	4	Written statement submitted by the Public Organization “Public Advocacy”, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/7	4	Written statement submitted by the Public Organization “Public Advocacy”, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/8	3	Written statement submitted by the Ma’arij Foundation for Peace and Development, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/9	3	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), Indian Movement “Tupaj Amaru”, INTLawyers, Union of Arab Jurists, United Towns Agency for North-South Cooperation, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development, World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/39/NGO/10	3	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), Indian Movement “Tupaj Amaru”, INTLawyers, Union of Arab Jurists, United Towns Agency for North-South Cooperation, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development, World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/39/NGO/11	4	Written statement submitted by the Public Organization “Public Advocacy”, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/12	4	Written statement submitted by European Centre for Law and Justice, The / Centre Européen pour le droit, les Justice et les droits de l’homme, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/13	4	Written statement submitted by European Centre for Law and Justice, The / Centre Européen pour le droit, les Justice et les droits de l’homme, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/14	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/15	4	Written statement submitted by European Centre for Law and Justice, The / Centre Européen pour le droit, les Justice et les droits de l’homme, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/16	3	Written statement submitted by the World Muslim Congress, a non-governmental organization in general consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/NGO/17	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/18	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/19	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/20	4	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/21	3	Written statement submitted by Christian Solidarity Worldwide, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/22	4	Written statement submitted by Christian Solidarity Worldwide, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/23	4	Written statement submitted by ODHIKAR – Coalition for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/24	4	Joint written statement submitted by the International Federation for Human Rights Leagues and the World Organisation Against Torture, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/39/NGO/25	4	Written statement submitted by Shia Rights Watch, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/26	7	Written statement submitted by the Al Mezan Centre for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/27	5	Written statement submitted by Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/28	3	Written statement submitted by the Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/29	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/30	7	Written statement submitted by The Palestinian Return Centre, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/31	9	Written statement submitted by The Palestinian Return Centre, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/NGO/32	7	Written statement submitted by The Palestinian Return Centre, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/33	4	Written statement submitted by The Palestinian Return Centre, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/34	4	Written statement submitted by The Palestinian Return Centre, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/35	3	Written statement submitted by the Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/36	3	Written statement submitted by the Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/37	10	Written statement submitted by the Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/38	10	Written statement submitted by the Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/39	3	Written statement submitted by the Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/40	3	Written statement submitted by the World Muslim Congress, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/39/NGO/41	10	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/42	9	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/43	7	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/44	4	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/45	3	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/46	3	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/NGO/47	3	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/48	2	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/49	4	Joint written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, CIVICUS – World Alliance for Citizen Participation, non-governmental organizations in general consultative status, World Organisation Against Torture, Asian Forum for Human Rights and Development, International Federation for Human Rights Leagues, Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/39/NGO/50	3	Written statement submitted by European Centre for Law and Justice, The / Centre Européen pour le droit, les Justice et les droits de l'homme, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/51	4	Written statement submitted by the Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/52	5	Written statement submitted by the Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/53	4	Written statement submitted by the Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/54	6	Written statement submitted by the Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/55	3	Written statement submitted by the Ecumenical Federation of Constantinopolitans, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/56	3	Joint written statement submitted by the Universal Peace Federation, a non-governmental organization in special status, and the Women's Federation for World Peace International, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/39/NGO/57	3	Joint written statement submitted by the Women's Federation for World Peace International, Soroptimist International, International Alliance of Women, International Federation of Business and Professional Women, non-governmental organizations in general consultative status and the Graduate Women International, Tandem Project, The, Mothers Legacy Project, non-governmental organizations in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/NGO/58	3	Written statement submitted by Prahar, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/59	10	Written statement submitted by Prahar, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/60	4	Written statement submitted by the International Council of Russian Compatriots (ICRC), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/61	3	Written statement submitted by the International Council of Russian Compatriots (ICRC), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/62	3	Written statement submitted by the Modern Advocacy, Humanitarian, Social and Rehabilitation Association, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/63	4	Written statement submitted by Nazra for Feminist Studies, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/64	3	Written statement submitted by the Maat for Peace, Development and Human Rights Association, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/65	3	Joint written statement submitted by the International Alliance of Women, Women's Federation for World Peace International, Soroptimist International and Zonta International, non-governmental organizations in general consultative status, and Graduate Women International (GWI), European Union of Women, Federation of American Women's Clubs Overseas (FAWCO), International Council of Jewish Women, and International Movement for Fraternal Union Among Races and Peoples, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/39/NGO/66	4	Written statement submitted by The Palestinian Return Centre, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/67	4	Written statement submitted by Coordination des Associations et des Particuliers pour la Liberté de Conscience, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/68	4	Joint written statement submitted by Lawyers' Rights Watch Canada, Lawyers for Lawyers, The Law Society, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/39/NGO/69	4	Written statement submitted by Coordination des Associations et des Particuliers pour la Liberté de Conscience, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/NGO/70	4	Written statement submitted by Coordination des Associations et des Particuliers pour la Liberté de Conscience, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/71	4	Written statement submitted by Lawyers' Rights Watch Canada, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/72	4	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), Indian Movement "Tupaj Amaru", INTLawyers, Union of Arab Jurists, United Towns Agency for North-South Cooperation, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development, World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/39/NGO/73	9	Written statement submitted by the Sikh Human Rights Group, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/74	4	Written statement submitted by First Modern Agro. Tools – Common Initiative Group (FLMO.AT.C.I.G), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/75	3	Written statement submitted by the Association for Defending Victims of Terrorism, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/76	3	Written statement submitted by the Association for Defending Victims of Terrorism, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/77	3	Written statement submitted by Il Cenacolo, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/78	6	Written statement submitted by Il Cenacolo, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/79	4	Written statement submitted by the Association for Defending Victims of Terrorism, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/80	3	Written statement submitted by the International Movement Against All Forms of Discrimination and Racism (IMADR), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/81	4	Written statement submitted by European Centre for Law and Justice, The / Centre Européen pour le droit, les Justice et les droits de l'homme, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/82	3	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), INTLawyers, Union of Arab Jurists, United Towns Agency for North-South

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
		Cooperation, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development, World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/39/NGO/83	3	Written statement submitted by European Centre for Law and Justice, The / Centre Européen pour le droit, les Justice et les droits de l'homme, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/84	4	Written statement submitted by the Himalayan Research and Cultural Foundation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/85	3	Written statement submitted by Associazione Comunita Papa Giovanni XXIII, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/86	3	Written statement submitted by the International Career Support Association, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/87	4	Written statement submitted by the Conseil International pour le soutien à des procès équitables et aux Droits de l'Homme, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/88	2	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), the INTLawyers and the United Towns Agency for North-South Cooperation, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development, and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/39/NGO/89	2	Written statement submitted by the Associazione Comunita Papa Giovanni XXIII, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/90	3	Written statement submitted by the World Organisation Against Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/91	3	Written statement submitted by the Servas International, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/39/NGO/92	4	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/93	6	Written statement submitted by the World Evangelical Alliance, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/94	10	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/NGO/95	3	Written statement submitted by the International Human Rights Association of American Minorities (IHRAAM), a non-governmental organization on the roster
A/HRC/39/NGO/96	4	Written statement submitted by the World Evangelical Alliance, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/97	3	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/98	4	Exposé écrit présenté conjointement par Commission of the Churches on International Affairs of the World Council of Churches, organisations non gouvernementale dotées du statut consultatif général, World Evangelical Alliance, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif spécial
A/HRC/39/NGO/99	4	Written statement submitted by the World Evangelical Alliance, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/100	4	Joint written statement submitted by the Commission of the Churches on International Affairs of the World Council of Churches, a non-governmental organization in general consultative status, and the World Evangelical Alliance, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/101	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/39/NGO/102	4	Joint written statement submitted by the World Evangelical Alliance, the Baptist World Alliance and the Christian Solidarity Worldwide, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/39/NGO/103	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/39/NGO/104	10	Written statement submitted by the World Evangelical Alliance, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/105	4	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/106	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/39/NGO/107	4	Written statement submitted by the World Evangelical Alliance, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/NGO/108	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/39/NGO/109	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/39/NGO/110	4	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/111	4	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/112	4	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/113	2	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/114	4	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/115	4	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/116	10	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/117	3	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/118	4	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/119	4	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/120	4	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/121	3	Written statement submitted by the Al-khoei Foundation, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/39/NGO/122	4	Written statement submitted by the European Humanist Federation, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/NGO/123	3	Written statement submitted by the Liberation, a non-governmental organization on roster
A/HRC/39/NGO/124	8	Written statement submitted by the World Barua Organization, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/125	4	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), the INTLawyers and the United Towns Agency for North-South Cooperation, non-governmental organizations in special consultative status, and the International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/39/NGO/126	3	Written statement submitted by the Pasumai Thaayagam Foundation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/127	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/39/NGO/128	4	Written statement submitted by The Palestinian Return Centre, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/129	4	Written statement submitted by the International Federation of Journalists, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/130	7	Written statement submitted by the Al-Haq, Law in the Service of Man, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/131	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/39/NGO/132	3	Written statement submitted by the Centre Europe-tiers monde, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/39/NGO/133	7	Written statement submitted by the Al-Haq, Law in the Service of Man, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/134	4	Written statement submitted by the Liberation, a non-governmental organization on roster
A/HRC/39/NGO/135	3	Written statement submitted by the Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/136	4	Written statement submitted by the Physicians for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/NGO/137	7	Written statement submitted by the Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/138	3	Written statement submitted by the Jammu and Kashmir Council for Human Rights (JKCHR), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/139	3	Written statement submitted by the Jammu and Kashmir Council for Human Rights (JKCHR), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/140	4	Written statement submitted by the Jammu and Kashmir Council for Human Rights (JKCHR), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/141	3	Written statement submitted by the International Network for the Prevention of Elder Abuse, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/142	3	Joint written statement submitted by the Fundacion Vida – Grupo Ecologico Verde and the Verein zur Forderung der Volkerverständigung, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/39/NGO/143	6	Joint written statement submitted by the Fundacion Vida – Grupo Ecologico Verde and the Coordination des Associations et des Particuliers pour la Liberté de Conscience, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/39/NGO/144	4	Written statement submitted by the Iraqi Development Organization, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/145	3	Joint written statement submitted by the Nonviolent Radical Party, Transnational and Transparty, a non-governmental organization in general consultative status, the Women's Human Rights International Association, the Edmund Rice International and the France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, non-governmental organizations in special consultative status, the International Educational Development and the Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/39/NGO/146	9	Written statement submitted by the International Youth and Student Movement for the United Nations, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/39/NGO/147	4	Exposé écrit présenté par Association Internationale pour l'égalité des femmes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial
A/HRC/39/NGO/148	10	Written statement submitted by the Women's International League for Peace and Freedom, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/NGO/149	4	Written statement submitted by the Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/150	3	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the INTLawyers and the United Towns Agency for North-South Cooperation, non-governmental organizations in special consultative status, the International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/39/NGO/151	2	Written statement submitted by the United Nations Watch, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/152	3	Written statement submitted by the United Nations Watch, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/153	5	Written statement submitted by the United Nations Watch, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/154	3	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the Indian Movement “Tupaj Amaru”, the INTLawyers, the Union of Arab Jurists and the United Towns Agency for North-South Cooperation, non-governmental organizations in special consultative status, the International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/39/NGO/155	7	Written statement submitted by the United Nations Watch, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/156	9	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the Indian Movement “Tupaj Amaru”, the INTLawyers, the Union of Arab Jurists and the United Towns Agency for North-South Cooperation, non-governmental organizations in special consultative status, the International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/39/NGO/157	4	Written statement submitted by the International Educational Development, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/39/NGO/158	10	Written statement submitted by the International Educational Development, a non-governmental organization on the roster

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/NGO/159	4	Written statement submitted by ODHIKAR – Coalition for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/160	4	Written statement submitted by ODHIKAR – Coalition for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/161	9	Written statement submitted by the BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/165	4	Written statement submitted by the Conseil International pour le soutien à des procès équitables et aux Droits de l'Homme, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/166	4	Written statement submitted by the Conseil International pour le soutien à des procès équitables et aux Droits de l'Homme, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/167	3	Written statement submitted by the Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/168	3	Written statement submitted by the China Society for Human Rights Studies (CSHRS), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/169	3	Joint written statement submitted by the China Society for Human Rights Studies (CSHRS), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/170	6	Joint written statement submitted by the China Society for Human Rights Studies (CSHRS), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/171	3	Written statement submitted by the Foundation for Aboriginal and Islander Research Action Aboriginal Corporation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/172	3	Written statement submitted by the Foundation for Aboriginal and Islander Research Action Aboriginal Corporation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/173	3	Written statement submitted by the Barzani Charity Foundation / BCF, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/174	3	Exposición escrita presentada por la Jeunesse Etudiante Tamoule, organización no gubernamental reconocida como entidad consultiva especial

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/39/NGO/175	3	Written statement submitted by the Foundation for Aboriginal and Islander Research Action Aboriginal Corporation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/176	3	Written statement submitted by Barzani Charity Foundation / BCF, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/177	2	Written statement submitted by The Association of the Egyptian Female Lawyers, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/178	2	Written statement submitted by The Association of the Egyptian Female Lawyers, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/179	2	Written statement submitted by The Association of the Egyptian Female Lawyers, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/180	4	Written statement submitted by the Jeunesse Etudiante Tamoule, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/181	3	Written statement submitted by the Foundation for Aboriginal and Islander Research Action Aboriginal Corporation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/39/NGO/182	3	Written statement submitted by The Death Penalty Project, a non-governmental organization in special consultative status

Annexe IV

Membres du Comité consultatif élus par le Conseil des droits de l'homme à sa trente-neuvième session et dates d'expiration de leurs mandats

<i>Membre</i>	<i>Expiration du mandat</i>
Cheikh Tidiane Thiam (Sénégal)	30 septembre 2021
José Augusto Lindgren Alves (Brésil)	30 septembre 2021
Alessio Bruni (Italie)	30 septembre 2021
Ibrahim Abdul Aziz Alsheddi (Arabie saoudite)	30 septembre 2021

Annexe V

Titulaires de mandat au titre des procédures spéciales nommés par le Conseil à sa trente-neuvième session

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Bélarus

Anaïs Marin (France)

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée

Daniela Kravetz (Chili)

Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine (membre issu des États d'Europe occidentale et autres États)

Dominique Day (États-Unis d'Amérique)
